

Les Administrateurs de la Société, dont les noms apparaissent à la page ix, assument la responsabilité des informations contenues dans le présent document. À la connaissance des Administrateurs (qui ont pris toutes les mesures raisonnables pour s'en assurer), ces informations sont conformes à la réalité et n'omettent aucun élément susceptible d'en affecter la teneur.

BAILLIE GIFFORD WORLDWIDE FUNDS PLC

(une société d'investissement de droit irlandais à capital variable et à responsabilité limitée, enregistrée sous le numéro 490695 et établie en tant que fonds de placement à compartiments multiples appliquant le principe de la ségrégation des engagements entre les compartiments en vertu de la Réglementation des Communautés européennes (Organismes de placement collectif en valeurs mobilières) de 2011, telle qu'amendée)

EXTRAIT DU PROSPECTUS POUR LES INVESTISSEURS EN SUISSE

pour

BAILLIE GIFFORD WORLDWIDE JAPANESE FUND BAILLIE GIFFORD WORLDWIDE POSITIVE CHANGE FUND

DATÉ DU 1^{er} FÉVRIER 2019

Le présent Prospectus est un extrait du Prospectus de la Société daté du 1^{er} février 2019. Il s'agit d'un Prospectus consolidé destiné aux investisseurs en Suisse et comprend à cet effet un supplément pays intitulé « Informations supplémentaires pour les investisseurs non qualifiés en Suisse » daté du 1^{er} février 2019. Il contient uniquement des informations sur les Compartiments autorisés à la distribution professionnelle en Suisse. Il ne constitue donc pas un prospectus aux fins du droit irlandais. La Banque centrale d'Irlande a approuvé d'autres Compartiments qui ne sont pas autorisés à la distribution professionnelle en Suisse. Ce Prospectus consolidé est exclusivement destiné à l'offre et à la distribution d'Actions de la Société en Suisse ou à partir de la Suisse et ne peut donc pas être utilisé à cette fin dans une autre juridiction.

CE DOCUMENT CONTIENT DES INFORMATIONS IMPORTANTES SUR LA SOCIÉTÉ ET SES COMPARTIMENTS, ET DOIT ÊTRE LU ATTENTIVEMENT AVANT TOUT INVESTISSEMENT. SI VOUS AVEZ DES QUESTIONS CONCERNANT LE CONTENU DU PRÉSENT PROSPECTUS, NOUS VOUS RECOMMANDONS DE CONSULTER VOTRE COURTIER EN VALEURS MOBILIÈRES, BANQUIER, CONSEILLER JURIDIQUE, COMPTABLE OU TOUT AUTRE CONSEILLER FINANCIER.

Certains termes utilisés dans ce Prospectus sont définis aux pages 12 à 20 de celui-ci.

Autorisation de la Banque centrale

La Société a été autorisée par la Banque centrale en tant qu'OPCVM au sens de la Réglementation sur les OPCVM. L'autorisation de la Société ne constitue pas ni une approbation, ni une garantie donnée à la Société par la Banque centrale, qui n'est en outre pas responsable du contenu de ce Prospectus. L'autorisation donnée à la Société par la Banque centrale ne garantit pas la performance de la Société. La Banque centrale n'est pas responsable de la performance ou de tout manquement de la Société ou de ses Compartiments.

Risques d'investissement

Rien ne garantit que les Compartiments atteindront leurs objectifs. Il est à noter que la valeur des Actions et les revenus qui en découlent ne sont pas garantis et peuvent fluctuer à la hausse comme à la baisse, en raison de l'évolution des conditions des marchés dans lesquels les Compartiments investissent. Investir dans les Compartiments implique des risques, notamment la perte éventuelle du montant total investi. Étant donné qu'un ajustement pour dilution peut s'appliquer, la différence existant à tout moment entre le prix de vente et celui de rachat des Actions signifie qu'un investissement dans les Compartiments doit être considéré comme un investissement de moyen à long terme. Le rendement du capital et le revenu des Compartiments reposent sur l'appréciation du capital et sur le revenu issu des investissements qu'ils détiennent, déduction faite des frais engagés. En conséquence, les rendements des Compartiments peuvent fluctuer en fonction des variations de leur capital ou de leurs revenus. L'attention des investisseurs est attirée sur les facteurs de risque spécifiques définis aux pages de 33 à 56. Il est recommandé aux investisseurs de ne pas investir une part importante de leur portefeuille dans un Compartiment. Il est en outre possible que ce type d'investissement ne convienne pas à tous les investisseurs.

Restrictions de vente

La distribution du présent Prospectus et l'offre ou l'achat d'Actions peuvent être limités dans certaines juridictions. Toute personne ayant reçu un exemplaire du présent Prospectus ou le formulaire de souscription qui l'accompagne dans une juridiction quelle qu'elle soit ne peut considérer ce Prospectus ou un tel formulaire comme une invitation à souscrire des Actions, ni ne doit en aucun cas utiliser un tel formulaire de demande, sauf s'il s'avère légal d'entreprendre une telle démarche ou d'utiliser un tel formulaire sans se conformer à des exigences légales d'enregistrement ou autres dans la juridiction concernée. En conséquence, le présent Prospectus ne constitue ni une offre, ni une sollicitation dans une juridiction, dans laquelle une telle offre ou sollicitation est illégale ou dans laquelle la personne faisant une telle offre ou sollicitation n'est pas qualifiée pour le faire, ou à toute personne à qui il est illégal de faire une telle offre ou sollicitation. Toute personne en possession du présent Prospectus et/ou souhaitant souscrire des Actions conformément à ce Prospectus doit s'informer et de respecter toutes les lois et réglementations applicables de la juridiction concernée. Les éventuels souscripteurs d'Actions doivent s'informer des exigences légales qui s'appliquent et de toutes les règles de contrôle des changes et d'imposition dans leur pays d'origine, de résidence, de constitution ou de domicile.

Avant d'investir dans un Compartiment, les investisseurs doivent confirmer s'ils sont résidents irlandais à des fins fiscales.

Australie

Le présent Prospectus ne constitue ni un prospectus ni un document d'information sur un produit (Product disclosure statement) en vertu de la loi australienne sur les sociétés de 2001 (Cth) (Corporations Act) et ne constitue aucunement une recommandation pour acquérir, une invitation à souscrire, une offre pour souscrire ou acheter, une offre pour organiser l'émission ou la vente, ou encore une offre pour l'émission ou la vente de valeurs mobilières en Australie, à l'exception de ce qui est indiqué ci-dessous. La Société n'a ni autorisé ni pris de mesure pour préparer ou déposer auprès de la commission australienne des valeurs mobilières et des investissements (Australian Securities & Investments Commission) un prospectus ou un document d'information sur un produit conforme à la loi australienne.

En conséquence, le présent Prospectus ne peut être émis ou distribué en Australie et les Actions de la Société ne peuvent pas être offertes, émises, vendues ou distribuées en Australie par le distributeur ou toute personne, en vertu du présent Prospectus autrement que dans le cadre de ou conformément à une offre ou invitation ne nécessitant aucune publication d'informations destinée aux investisseurs en vertu de la partie 6D.2 ou de la partie 7.9 de la loi australienne sur les sociétés (Corporations Act) ou de toute autre réglementation applicable.

Le présent Prospectus ne constitue aucunement ni n'inclut une recommandation à acquérir, une offre ou une invitation à émettre ou vendre, une offre ou une invitation à organiser l'émission ou la vente, ou encore une émission ou une vente d'Actions à un investisseur privé (retail client), tel que défini dans la section 761G de la loi australienne sur les sociétés et dans toute autre réglementation applicable, en Australie.

L'émetteur du présent Prospectus n'est pas agréé en Australie pour fournir des conseils sur les produits financiers, y compris en ce qui concerne la Société. Il convient de noter qu'aucun droit de rétractation ne peut s'appliquer, étant donné que tous les investisseurs doivent être des investisseurs professionnels (wholesale clients).

Le Gestionnaire d'investissement est dispensé de l'obligation de détenir une licence australienne pour les services financiers qu'il fournit à ses clients (tous des investisseurs professionnels) en Australie et est soumis à la réglementation de la Banque centrale en vertu de la législation irlandaise qui diffère de la législation australienne.

Bahamas

Les Actions ne sont ni offertes ni vendues aux Bahamas, sauf dans des circonstances qui ne constituent pas une offre publique. Les Actions ne peuvent être offertes, vendues ou cédées de quelque façon que ce soit à des personnes considérées par la Banque centrale des Bahamas comme des résidentes aux fins du contrôle des changes sans l'autorisation écrite préalable de la Banque centrale des Bahamas.

Les informations contenues dans le présent document sont à l'attention exclusive de son destinataire désigné. Il n'est ni prévu ni autorisé de transmettre ces informations à toute autre personne que le destinataire désigné.

Belgique

L'offre d'Actions n'a pas été et ne sera pas notifiée à l'Autorité belge des Services et Marchés Financiers (Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten). Il en va de même pour le présent Prospectus, qui en outre n'a pas été ni ne sera approuvé par l'Autorité des Services et Marchés Financiers. Les Actions peuvent uniquement être offertes à 149 investisseurs maximum ou à des investisseurs qui investissent un minimum de 250 000 EUR ou à des investisseurs professionnels ou institutionnels, tels que définis à l'art. 5, al. 3, de la loi belge relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement du 3 août 2012. Le présent Prospectus peut être distribué en Belgique uniquement à

de tels investisseurs pour leur usage personnel et exclusivement aux fins de cette offre d'Actions. En conséquence, le présent Prospectus ne peut être utilisé à d'autres fins ni transmis à tout autre investisseur en Belgique.

Canada

L'offre d'Actions décrite dans ce Prospectus se limite uniquement aux juridictions où ces Actions peuvent être légalement offertes à la vente, aux personnes dans ces juridictions auxquelles elles peuvent être offertes, et aux personnes autorisées à les vendre. Le présent Prospectus n'est pas et ne peut en aucune circonstance être interprété comme une annonce ou une offre publique des Actions décrites dans le présent Prospectus au Canada. Aucune commission des valeurs mobilières ni aucune autorité similaire au Canada n'a examiné ni ne s'est prononcée sur le présent document ou la qualité des Actions qui y sont décrites. Toute déclaration contraire constitue une infraction.

Îles Caïmans

La Société n'a pas l'intention d'implanter un établissement d'affaires ni d'exercer des activités commerciales aux Îles Caïmans. Par conséquent, ni la Société ni aucun des Compartiments ne doit être soumis au contrôle d'une quelconque autorité des Îles Caïmans.

Chili

L'offre d'Actions d'un Compartiment vendu par voie de placement privé doit respecter les obligations d'information établies dans la norme générale n° 336 de la Commission chilienne des marchés financiers (Comisión para el Mercado Financiero ou CMF). Conformément à la section III de la règle générale de la CMF intitulée « Obligations d'information », toute communication et/ou tout support physique ou électronique utilisé(e) pour proposer des titres à des investisseurs potentiels doit inclure certaines informations suivantes, qui doivent être surlignées et en espagnol. Ces informations sont les suivantes : (1) la date de début de l'offre et la confirmation de conformité de ladite offre à la norme générale n° 336 de la CMF ; (2) la confirmation que l'offre porte sur des Actions qui ne sont pas inscrites au registre des valeurs mobilières (Registro de Valores) ou au registre des valeurs mobilières étrangères (Registro de Valores Extranjeros) tenus par la CMF, et qui ne sont donc pas soumises à la surveillance de la CMF ; (3) étant donné que les Actions ne sont pas enregistrées, l'absence d'obligation pour l'émetteur de publier au Chili des informations sur les actions ; et (4) le fait que les Actions ne peuvent pas être offertes au public tant qu'elles ne sont pas inscrites au registre des valeurs mobilières correspondant.

France

Aucun produit fourni par la Société n'a été enregistré ou approuvé par l'Autorité des marchés financiers ou par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, selon le cas, et n'est autorisé à la vente en France. Les personnes qui résident en France et qui achètent des produits financiers offerts par la Société ne bénéficieront pas de la protection de la réglementation française ni des organismes de réglementation français.

Le présent document a été envoyé suite à une demande explicite. Si tel n'est pas le cas, il doit être renvoyé immédiatement à la Société.

Guernesey

Le présent document est uniquement et ne peut uniquement qu'être mis à disposition au sein ou à partir du bailliage de Guernesey et l'offre soumise dans le présent document est et ne peut être faite que au sein ou à partir du bailliage de Guernesey en vertu de et conformément à l'art. 29, al. 1, de la loi guernesaise sur la protection des investisseurs (bailliage de Guernesey) de 1987 (Protection of Investors (Bailiwick of Guernsey) Law), de la réglementation guernesaise sur la protection des investisseurs (contenant une liste de pays et territoires) de 1989 (Investor Protection (Designated Countries and Territories) Regulations) et de la réglementation guernesaise sur la protection des investisseurs (contenant une liste de pays et territoires) (République d'Irlande) de 1992 (Investor Protection (Designated Countries and Territories) (Republic of Ireland) Regulations).

Italie

Le destinataire du présent document est tenu d'accepter que la Société n'offrira aucune Action et ne distribuera aucun document d'offre en lien avec elle en Italie tant que les exigences légales italiennes en matière d'offre de fonds communs de placement n'auront pas été satisfaites. Ces exigences comprennent notamment (i) les exigences du décret législatif n° 58 du 24 février 1998 et de la réglementation de la CONSOB n° 11971 du 14 mai 1999 et, (ii) toutes les autres lois italiennes en matière de valeurs mobilières et de fiscalité ainsi que toutes autres lois et réglementations applicables, telles que modifiées en tant que de besoin.

Japon

Aucune déclaration d'enregistrement des valeurs mobilières n'a été déposée en vertu de l'art. 4, al. 1, de la loi japonaise relative aux instruments financiers et à la bourse (loi n° 25 de 1948, telle que modifiée) au titre des sollicitations d'offre d'Actions, étant donné que de telles sollicitations constituent un placement privé pour un petit nombre d'investisseurs en vertu de l'art. 2, al. 3, pt 2 ha, de cette loi.

Les documents d'offre de la Société sont distribués de manière confidentielle et ne peuvent être reproduits sous quelque forme que ce soit ou transmis à toute autre personne que la personne à qui ils sont destinés. Seule la personne à laquelle les documents d'offre ont été adressés peut recevoir des Actions et considérer ces documents comme une invitation à investir.

Jersey

Ni la Société ni les activités de tout prestataire de services aux fonds (tels que définis dans la loi jersiaise relative aux fonds de placement collectifs (Jersey) de 1988 (Collective Investment Funds (Jersey) Law)) en lien avec le Société ne sont soumis à l'ensemble des dispositions de la loi relative aux services financiers (Jersey) de 1998 (Financial Services (Jersey) Law). La Commission des services financiers de Jersey (Jersey Financial Services Commission) a donné son accord à la diffusion de l'offre d'Actions à Jersey en vertu de l'art. 8, al. 2, de l'ordonnance de 1958 (Control of Borrowing (Jersey) Order) portant sur la maîtrise des emprunts (Jersey), tel que modifié. La Commission des services financiers de Jersey (Jersey Financial Services Commission) est protégée par la loi sur la maîtrise des emprunts (Jersey) de 1947 (Control of Borrowing (Jersey) Law), telle que modifiée, contre toute responsabilité découlant de l'exercice de ses fonctions en vertu de cette loi.

Hong Kong

Le contenu du présent Prospectus n'a pas été examiné ni approuvé par une autorité de réglementation à Hong Kong. Il est conseillé aux résidents de Hong Kong d'examiner l'offre qui y est contenue avec la plus grande prudence ; il est possible qu'un investissement dans la Société ne convienne pas à tous. Si vous avez un doute quant au contenu du présent Prospectus, nous vous recommandons de consulter votre courtier en valeurs mobilières, banquier, conseiller juridique, comptable ou tout autre conseiller financier pour un avis professionnel indépendant. Les Compartiments ne sont pas autorisés par la Commission des valeurs mobilières et des contrats à terme (Securities and Futures Commission ou SFC) à Hong Kong en vertu de la section 104 de l'ordonnance sur les valeurs mobilières et contrats à terme (chapitre 571 des lois de Hong Kong) (Securities and Futures Ordinance ou SFO). Le présent Prospectus n'a pas été approuvé par la SFC et aucune copie n'a été enregistrée auprès du registre des sociétés (Registrar of Companies) de Hong Kong. Par conséquent, il ne peut pas être distribué ou détenu aux fins de sa distribution (1) à d'autres personnes à Hong Kong que des investisseurs professionnels au sens de la SFO (y compris les investisseurs professionnels tels que définis par la réglementation sur les valeurs mobilières et contrats à termes (investisseurs professionnels) – Securities and Futures (Professional Investors) Rules) ; ou (2) dans des circonstances qui ne constituent pas une offre publique aux fins de l'ordonnance sur les sociétés (chapitre 32 des lois de Hong Kong) (Companies Ordinance) ou de la SFO. Le présent Prospectus est distribué de manière confidentielle et ne peut pas être reproduit sous quelque forme que ce soit ou transmis à toute autre personne que la personne à qui il est destiné. Seule la personne à laquelle le présent Prospectus a été adressé peut recevoir des Actions et considérer ce Prospectus comme une invitation à investir.

Corée

En Corée, la Société a été enregistrée auprès de la Commission des services financiers (Financial Services Commission) en tant que fonds d'investissement étranger (Foreign Investment Fund ou FIF) en vertu de la loi coréenne sur les services d'investissement financiers et les marchés financiers (Financial Investment Services and Capital Markets Act ou FSCMA). En tant que FIF placé de manière privée, la Société verra l'offre, la livraison et la vente de ses Actions restreintes en vertu de la deuxième phrase de l'art. 279, al. 2, de la FSCMA et de l'art. 301, al. 2, du décret présidentiel d'application de la FSCMA à certains investisseurs professionnels qualifiés en Corée (« Investisseurs coréens éligibles »), notamment le gouvernement de la République de Corée, la Banque de Corée, les institutions financières énumérées à l'art. 10, al. 2, pt 1 à 17, du décret présidentiel d'application de la FSCMA et les investisseurs professionnels énumérés à l'art. 10, al. 3, pt 1 à 14, du décret présidentiel d'application de la FSCMA. En conséquence, les Actions n'ont pas été et ne seront pas offertes, souscrites ou livrées, directement ou indirectement, en Corée ou à des résidents en Corée ou pour le compte ou le bénéfice de résidents en Corée (tels que définis dans la loi coréenne sur les opérations de change et les règles et réglementations promulguées en vertu de celle-ci), ou à d'autres personnes pour être offertes à

nouveau ou revendues, directement ou indirectement, en Corée ou à des résidents en Corée ou pour le compte ou le bénéfice de résidents en Corée, qui ne sont pas des Investisseurs coréens éligibles, par le biais d'une société de courtage dûment agréée et en conformité avec les lois et réglementations coréennes applicables, notamment la FSCMA et les règles et réglementations promulguées en vertu de celle-ci.

Île Maurice

Les investisseurs dans un Compartiment ne sont protégés à l'Île Maurice par aucun accord légal de dédommagement en cas de défaillance dudit Compartiment.

La Commission mauricienne des services financiers (Financial Services Commission) ne garantit pas la solidité financière des Compartiments ou la justesse des déclarations faites ou des opinions émises es concernant.

Norvège

La Société n'offre pas ses Actions en Norvège. Le présent Prospectus ne sera ni envoyé ni distribué en Norvège, sauf à la demande expresse et non sollicitée du destinataire. Le présent Prospectus n'a pas été déposé auprès de l'Autorité norvégienne de surveillance financière et l'offre d'Actions n'est pas soumise à la loi norvégienne sur les fonds d'investissement du 2011. Les Compartiments n'ont pas et ne seront pas enregistrés ou agréés par l'Autorité norvégienne de surveillance financière et ne sont donc pas soumis à la surveillance publique en Norvège. Il est interdit à tout destinataire du Prospectus de le copier ou de le distribuer en Norvège.

Pérou

Les Actions n'ont pas été et ne seront pas enregistrées au Pérou en vertu du décret législatif n°861 : loi péruvienne sur le marché des valeurs mobilières (decreto legislativo 861: ley del mercado de valores) et sont offertes dans le cadre d'un placement privé. Les Actions n'ont pas été inscrites au registre public du marché des valeurs mobilières (registro público del mercado de valores) tenu par l'Autorité péruvienne des marchés financiers (Superintendencia del mercado de valores), laquelle n'est pas tenue de surveiller l'offre de ces Actions au Pérou. Tout transfert d'Actions sera soumis aux restrictions contenues dans la loi péruvienne sur le marché des valeurs mobilières et les réglementations publiées en vertu de celle-ci.

Comme les Actions ne sont pas enregistrées au Pérou, La Société n'est soumise à aucune obligation de publication au titre des Actions offertes dans le présent Prospectus. Ces Actions ne peuvent pas faire l'objet d'une offre publique tant qu'elles ne sont pas inscrites au registre public du marché des valeurs mobilières.

Afrique du Sud

Le présent Prospectus ne prétend pas constituer et ne constitue d'aucune façon une offre, une invitation ou une sollicitation par qui que ce soit auprès des membres du public en Afrique du Sud pour investir ou faire l'acquisition d'Actions dans l'un des Compartiments de la Société. S'agissant de la législation et des réglementations d'Afrique du Sud, les informations fournies ne constituent pas une offre aux termes du chapitre 4 de la loi sud-africaine sur les sociétés de 2008 (Companies Act). En conséquence, le présent Prospectus ne constitue pas, et ne prétend pas constituer, un prospectus rédigé et enregistré en vertu de la loi sud-africaine sur les sociétés de 2008. La Société est un organisme de placement étranger, tel que prévu par l'art. 65 de la loi sur le contrôle des organismes de placement collectif de 2002 (Collective Investment Schemes Control Act), et n'est pas agréée aux termes de cette loi.

Suède

La Société est un OPCVM (en suédois : fondföretag) en vertu de la loi suédoise sur les fonds de valeurs mobilières (en suédois : lag (2004:46) om värdepappersfonder) et ne peut être commercialisée auprès

d'investisseurs suédois qu'à l'initiative desdits investisseurs. En conséquence, la Société n'a pas fait l'objet d'une procédure de passeport en Suède et n'a donc pas été enregistrée dans le registre de l'Autorité suédoise de surveillance financière (en suédois : Finansinspektionen).

L'offre d'Actions dans la Société et le présent Prospectus ne sont pas soumis aux obligations d'enregistrement et d'approbation en vertu de la loi suédoise sur la négociation des instruments financiers de 1991 (en suédois : lag 1991:980 om handel med finansiella instrument). En conséquence, le présent Prospectus n'a pas été et ne sera pas enregistré ou agréé par l'Autorité suédoise de surveillance financière.

Taiwan

Dans le cadre d'un investissement privé, les Actions sont uniquement mises à la disposition à Taiwan en République de Chine (RPC) aux personnes morales ou physiques suivantes : les banques, les sociétés émettrices de factures, les entreprises fiduciaires, les sociétés de holding et les autres entités ou établissements qualifiés (les « Établissements qualifiés ») et les autres entités ou individus satisfaisant à certains critères (« Autres investisseurs qualifiés ») conformément aux dispositions relatives aux placements privés des règles de la RPC régissant les fonds extraterritoriaux. Il est interdit d'offrir ou de vendre des Actions à d'autres destinataires en RPC. Les acheteurs d'Actions en RPC ne peuvent ni vendre ni céder leur participation, sauf dans le cadre d'un rachat, ou d'un transfert à un Établissement qualifié ou à d'Autres investisseurs qualifiés, ou encore dans le cadre d'un transfert exécuté par l'effet de la loi ou par d'autres moyens approuvés par la Commission de surveillance financière de la RPC.

Royaume-Uni

Les Actions dans le(s) Compartiment(s) ne peuvent être offertes ou vendues à des investisseurs privés au Royaume-Uni sans l'accord du Gestionnaire d'investissement.

États-Unis

Les Actions n'ont pas été et ne seront pas enregistrées au titre de la loi américaine de 1933 ou au titre d'autres lois sur les valeurs mobilières des États des États-Unis et aucun enregistrement n'a été ou ne sera envisagé. Les Actions ne peuvent être offertes, vendues ou livrées directement ou indirectement aux États-Unis, ou à ou pour le compte ou pour le bénéfice de tout « Ressortissant américain », sauf en vertu d'une exemption d'enregistrement ou dans le cadre d'une transaction exemptée d'enregistrement aux termes de la loi de 1933 ou de toute loi applicable d'un État du pays. Toute offre à nouveau soumise ou revente d'Actions aux États-Unis ou à des Ressortissants américains peut constituer une violation de la législation américaine.

Les Actions sont offertes en dehors des États-Unis en vertu de l'exemption d'enregistrement au titre du Règlement S en application de la loi de 1933. Tous les souscripteurs d'Actions sont tenus de déclarer s'il est ou non un Ressortissant américain.

La Société n'accepte aucune souscription d'investisseurs qui sont des régimes d'avantages sociaux ou des entités dont les actifs constituent des régimes d'avantages sociaux (qu'ils soient ou non soumis à la loi américaine de 1974 portant sur les plans de pension (Employee Retirement Income Security Act ou ERISA), telle qu'amendée) (les « Régimes d'avantages sociaux ») si, après une telle souscription, les Actions détenues par un Régime d'avantages sociaux représentent 25 % ou plus des Actions d'une quelconque Catégorie d'Actions. Si un Régime d'avantages sociaux devait détenir plus de 25 % des Actions d'une Catégorie, les actifs de la Société seraient considérés en vertu d'ERISA comme des actifs de ce régime, ce qui pourrait entraîner des conséquences défavorables pour la Société, le Gestionnaire d'investissement et les fiduciaires du Régime d'avantages sociaux.

La Société ne sera pas enregistrée en vertu de la loi de 1940. Selon l'interprétation de la loi de 1940 des collaborateurs de l'organisme fédéral américain de réglementation et de contrôle des marchés financiers (Securities and Exchange Commission) concernant les sociétés d'investissement étrangères, la Société peut être soumise à certaines obligations en vertu de la loi de 1940 si plus de 100 détenteurs

effectifs de ses Actions sont des Ressortissants américains. Afin de ne pas dépasser ce nombre, les Administrateurs peuvent procéder au rachat obligations d'Actions détenues par des Ressortissants américains.

Nonobstant les interdictions qui précèdent, la Société peut organiser ou autoriser le placement privé aux États-Unis d'une partie de ses Actions, en vertu de l'exemption énoncée à l'art. 4, al. 2, de la loi de 1933 et dans le Règlement D adopté en application de cette dernière, auprès de Ressortissants américains qui sont des « investisseurs agréés », tels que définis dans la règle 501(a) du Règlement D, et des « personnes qualifiées admissibles », telles que définies dans la règle 4.7 en vertu de la loi américaine sur les échanges de matières premières (Commodity Exchange Act), dans des limites et autres circonstances destinées à empêcher une distribution qui autrement nécessiterait l'enregistrement des Actions en vertu de la loi de 1933, entraînerait des obligations d'enregistrement pour la Société en vertu de la loi de 1940 ou transformerait les actifs de la Société en « actifs de régimes d'avantages sociaux » aux fins d'ERISA, y compris la présentation par ces investisseurs, avant la livraison des Actions, d'une lettre contenant les déclarations et accords demandés. Les souscripteurs sont tenus de déclarer s'ils résident ou non en Irlande et peuvent se voir exiger de confirmer qu'ils ne sont pas des Ressortissants américains.

Règles de commercialisation

Les Actions sont offertes uniquement sur la base des informations contenues dans le présent Prospectus, les derniers comptes annuels audités et le dernier rapport semestriel, si celui-ci est plus récent. Les investisseurs doivent savoir que le rapport d'audit relatif aux comptes annuels de la Société n'est donné qu'à la Société et aux Actionnaires en tant qu'organe à la date du rapport d'audit.

Les informations ou déclarations complémentaires données ou effectuées par tout négociateur, vendeur ou autre personne doivent être ignorées et ne doivent donc pas être considérées comme fiables. Ni la remise de ce Prospectus, ni l'offre, l'émission ou la vente d'Actions ne constitueront une indication selon laquelle les informations données dans ce Prospectus sont à tout moment exactes après la date de celui-ci. Les déclarations faites dans le présent Prospectus se fondent sur les lois et pratiques en vigueur en Irlande, lesquelles sont susceptibles de faire l'objet de modifications.

Le présent Prospectus peut également être traduit dans d'autres langues. Une telle traduction doit contenir uniquement les mêmes informations et avoir le même sens que le Prospectus en anglais. En cas d'incohérence entre le Prospectus en anglais et tout Prospectus traduit dans une autre langue, le Prospectus en anglais prévaudra, sauf dans la mesure (mais uniquement dans la mesure) requise par la loi des juridictions où les Actions sont vendues, et tous les litiges à propos des termes dudit Prospectus doivent être régis et interprétés conformément à la législation irlandaise.

Le présent Prospectus doit être lu dans sa totalité avant une souscription d'Actions.

BAILLIE GIFFORD WORLDWIDE FUNDS PLC

Administrateurs

M. Gavin Scott (Président)
M. Brian Collins
M. Alastair Maclean
M. Derek McGowan
M. Christopher Murphy
M. Ronan Walsh

Siège social

30 Herbert Street
Dublin 2
Irlande

Gestionnaire d'investissement et distributeur

Baillie Gifford Investment Management
(Europe) Limited
Ten Earlsfort Terrace
Dublin 2
Irlande

Agent administratif, agent de registre et agent de transfert

Brown Brothers Harriman Fund Administration
Services (Ireland) Limited
30 Herbert Street
Dublin 2
Irlande

Secrétaire de la Société

Bradwell Limited
Ten Earlsfort Terrace
Dublin 2
Irlande

Dépositaire

Brown Brothers Harriman Trustee Services
(Ireland) Limited
30 Herbert Street
Dublin 2
Irlande

Conseillers juridiques

Arthur Cox
Ten Earlsfort Terrace
Dublin 2
Irlande

Experts-comptables et réviseurs agréés

PricewaterhouseCoopers
One Spencer Dock
North Wall Quay
Dublin 1
Irlande

TABLE DES MATIÈRES

DÉFINITIONS	13
INTRODUCTION.....	22
OBJECTIFS ET POLITIQUES D'INVESTISSEMENTS DES COMPARTIMENTS.....	22
POLITIQUE EN MATIÈRE DE DISTRIBUTION	26
RESTRICTIONS D'INVESTISSEMENT.....	27
TECHNIQUES ET INSTRUMENTS D'INVESTISSEMENT	27
FACTEURS DE RISQUE	34
COMMISSIONS ET DÉPENSES	58
ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ	60
Détermination de la Valeur nette d'inventaire	60
Souscription d'Actions	62
Procédures de lutte contre le blanchiment d'argent	63
Souscriptions ultérieures	64
Prix de souscription	64
Confirmations écrites de la propriété	64
Demandes de rachat	64
Prix de rachat	65
Ajustement pour dilution	65
Rachat obligatoire d'Actions.....	66
Transfert d'Actions	66
Retenues à la source et déductions.....	66
Conversion d'Actions	66
Comptes de trésorerie généraux.....	67
Opérations à haute fréquence.....	68
Politique relative aux informations sur la composition du portefeuille.....	69
Publication du prix des Actions.....	69
Suspension temporaire de la valorisation des Actions, des ventes et des rachats	69
Avis relatif à la protection des données	70
GESTION ET ADMINISTRATION	71
Le Conseil d'administration	71
Le Gestionnaire d'investissement.....	73
L'Agent administratif	74
Le Dépositaire	74
Agents payeurs / Sous-distributeurs.....	75
IMPOSITION.....	76
DISPOSITIONS GÉNÉRALES	84
Politique de rémunération	84
Actions collectives.....	84
Conflits d'intérêts.....	84
Le capital social.....	86
Les Compartiments et la ségrégation des responsabilités	87
Résiliation.....	88
Assemblées.....	88
Rapports.....	89
Réclamations des Actionnaires	89
Dispositions diverses	89
Contrats importants.....	89
Mise à disposition et inspection des documents.....	90
ANNEXE I	91

Catégories d'Actions.....	91
ANNEXE II.....	99
Les Marchés réglementés.....	99
ANNEXE III.....	102
Restrictions d'investissement applicables aux Compartiments.....	102
ANNEXE IV.....	107
Techniques et instruments d'investissement.....	107
ANNEXE V.....	117
Liste de sous-dépositaires.....	117
ANNEXE VI.....	123
Informations sur le marché cible.....	123
SUPPLÉMENT PAYS.....	124
Informations supplémentaires pour les investisseurs non qualifiés en Suisse.....	124

DÉFINITIONS

Dans le présent Prospectus, les mots et phrases ont le sens indiqué ci-dessous :

« Loi de 1933 »	la loi américaine sur les valeurs mobilières de 1933 (Securities Act), telle qu'amendée ;
« Loi de 1940 »	la loi américaine sur les sociétés d'investissement de 1940 (Investment Company Act), telle qu'amendée ;
« ACD »	Baillie Gifford & Co. Limited, l'administrateur autorisé de l'ICVC ;
« Agent administratif »	Brown Brothers Harriman Fund Administration Services (Ireland) Limited ;
« Convention d'administration »	la convention datée du 23 décembre 2010, telle qu'amendée, conclue entre la Société et l'Agent administratif en vertu de laquelle ce dernier a été nommé agent administratif, agent de registre et agent de transfert de la Société ;
« AIMA »	l'Alternative Investment Management Association (Association des gestionnaires de produits d'investissement alternatifs) ;
« Statuts de la Société » ou « Statuts »	les statuts de la Société ;
« Asie (à l'exception du Japon) »	tout pays qui, de l'opinion du Gestionnaire d'investissement, est généralement considéré comme un pays asiatique (à l'exception du Japon) ;
« AUD »	la devise légale de l'Australie ;
« Devise de référence »	la devise de référence d'un Compartiment ou d'une Catégorie indiquée dans le chapitre intitulé « Objectifs et politiques d'investissements des Compartiments » ;
« Règlement sur les titres de référence »	Règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et modifiant les directives 2008/48/CE et 2014/17/UE et le règlement (UE) n° 596/2014 ;
« Jour ouvré »	sauf décision contraire des Administrateurs et notification préalable aux Actionnaires, un jour où les banques de détail sont ouvertes en Irlande ;
« CAD »	la devise légale du Canada ;
« Banque centrale »	la Banque centrale d'Irlande ou toute autorité de

	réglementation susceptible de la remplacer et compétente au titre de l'autorisation et de la surveillance de la Société ;
« Réglementation de la Banque centrale »	la Réglementation de 2015 créée en vertu de la loi irlandaise sur la surveillance et le contrôle d'application de la Banque centrale de 2013 (Central Bank (Supervision and Enforcement) Act 2013 (Section 48(1)) (Undertakings for Collective Investment in Transferable Securities) Regulations 2015), telle qu'elle peut être amendée, complétée ou remplacée en tant que de besoin ;
« CHF »	la devise légale de la Suisse ;
« Catégorie »	toute catégorie d'Actions ;
« Actions de Catégorie A »	les Actions de Catégorie A énumérées à l'Annexe I ;
« Actions de Catégorie B »	les Actions de Catégorie B énumérées à l'Annexe I ;
« Actions de Catégorie C »	les Actions de Catégorie C énumérées à l'Annexe I ;
« Actions de Catégorie F »	Les Actions de Catégorie F énumérées à l'Annexe I ;
« Devise de la Catégorie »	la devise dans laquelle les Actions d'une catégorie sont émises ;
« Loi sur les sociétés »	la loi irlandaise sur les sociétés de 2014 (Companies Act 2014) et toute modification légale ou toute nouvelle promulgation de ladite loi s'appliquant à la période considérée ;
« Société »	Baillie Gifford Worldwide Funds plc, une société d'investissement à capital variable, constituée en Irlande en vertu de la Loi sur les sociétés et de la Réglementation sur les OPCVM ;
« CNH »	Renminbi offshore ;
« CNY »	Renminbi onshore ;
« CSRC »	la China Securities Regulatory Commission, l'autorité chinoise chargée des affaires relatives à la réglementation des valeurs mobilières en RPC ;
« Jour de transaction »	chaque jour ouvré ou tout autre jour déterminé par les Administrateurs en tant que de besoin et notifié au préalable aux Actionnaires, à condition qu'il y ait au moins deux jours de transaction par mois à intervalles réguliers ;

« Dépositaire »	Brown Brothers Harriman Trustee Services (Ireland) Limited ;
« Convention du Dépositaire »	la convention datée du 20 mai 2016 conclue entre la Société et le Dépositaire en vertu de laquelle ce dernier a été nommé dépositaire de la Société ;
« Directive »	la directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), telle que modifiée par la directive 2014/91/UE du 23 juillet 2014 ;
« Administrateurs »	les administrateurs de la Société actuellement en fonction et tout comité d'administrateurs dûment constitué ;
« DKK »	la devise légale du Danemark ;
« EEE »	l'Espace économique européen ;
« Organismes de placement collectif éligibles »	<p>les organismes établis dans des États membres qui sont autorisés en vertu de la Directive ou de la législation nationale applicable transposant la Directive et qui peuvent être cotés sur un Marché réglementé de l'UE et / ou les organismes de placement collectif de type ouvert suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) les organismes établis à Guernesey et autorisés en tant qu'organismes de catégorie A ; (b) les organismes établis à Jersey en tant que fonds reconnus ; (c) les organismes établis sur l'Île de Man en tant qu'organismes autorisés ; (d) les fonds d'investissement alternatifs à destination d'investisseurs privés autorisés par la Banque centrale, sous réserve de ces fonds soient conformes à tous les égards importants aux dispositions de la Réglementation sur les OPCVM et de la Réglementation de la Banque centrale ; (e) les fonds d'investissement alternatifs autorisés dans un État membre de l'EEE, aux États-Unis, à Jersey, à Guernesey ou sur l'Île de Man et qui sont conformes à tous les égards importantes aux dispositions de la Réglementation sur les OPCVM et de la Réglementation de la Banque centrale ; et (f) tout autre fonds autorisé par la Banque centrale et présenté dans ce Prospectus ;
« Pays émergent »	tout pays qui, de l'avis du Gestionnaire d'investissement, est généralement considéré comme un pays émergent ou en développement (ce qui exclut généralement tout pays dont les

	marchés sont exclusivement classés comme « développés » uniquement par MSCI) ;
« EMIR »	Règlement (UE) n° 648/2012 sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux ;
« ESMA »	l'Autorité européenne des marchés financiers (European Securities and Markets Authority) ou tout remplaçant ou toute autorité lui succédant qui peut être désignée en tant que de besoin ;
« UE »	l'Union européenne ;
« EUR », « euro » ou « € »	la devise visée dans le second règlement (CE) n° 974/98 du Conseil du 3 mai 1998 concernant l'introduction de l'euro ;
« FATCA »	les dispositions de la loi américaine sur la conformité fiscale des comptes étrangers (Foreign Account Tax Compliance Act) contenue dans la loi américaine pour la relance de l'emploi (Hiring Incentives to Restore Employment Act) ;
« FCA »	la Financial Conduct Authority (l'autorité britannique des marchés financiers) ou tout organisme de réglementation lui succédant ;
« IFD »	instruments financiers dérivés ;
« Titres à revenu fixe »	les titres de créance convertibles, échangeables, non échangeables et non convertibles, les obligations à taux fixe et flottant, les obligations à coupon zéro et à prime d'émission, les bons transférables, les titres adossés à des créances hypothécaires et adossés à des actifs, les billets de trésorerie, les certificats de dépôt à taux d'intérêt variable ou fixe cotés, négociés ou échangés sur un Marché réglementé ;
« FSCMA »	la Financial Investment Services and Capital Markets Act (la loi coréenne sur les services financiers d'investissement et les marchés financiers) ;
« Compartiment »	tout compartiment établi de temps à autre par la Société, y compris les compartiments faisant l'objet du présent Prospectus, le cas échéant ;
« Période d'offre initiale »	dans le cas de la première offre de souscription d'une Catégorie ; la période débutant à 9 h (heure de Dublin) le 4 février 2019 et se terminant à 17 h (heure de Dublin) le 5 août 2019 ou toute autre période déterminée par les Administrateurs conformément aux exigences de la Banque centrale, durant laquelle les Actions sont offertes pour la première fois à la souscription. En règle

	générale, la période initiale de souscription d'une Catégorie d'Actions se termine après la réception par la Société de la souscription initiale ;
« Prix d'offre initial »	le prix auquel une Catégorie d'Actions est initialement offerte et tel qu'indiqué à l'Annexe I ;
« Gestionnaire d'investissement »	Baillie Gifford Investment Management (Europe) Limited ;
« Convention de gestion d'investissement et de distribution »	la convention datée du 1 ^{er} février 2019 conclue entre la Société et le gestionnaire d'investissement en vertu duquel ce dernier a été nommé gestionnaire d'investissement et distributeur de la Société ;
« Réglementation sur le capital des investisseurs »	la réglementation sur le capital des investisseurs de 2015 créée en vertu de la loi irlandaise sur la surveillance et le contrôle d'application de la Banque centrale de 2013 (Central Bank (Supervision and Enforcement) Act 2013 (Section 48(1)) Investor Money Regulations 2015) et s'appliquant aux prestataires de services en lien avec des fonds d'investissement (Investor Money Regulations) ;
« IOSCO »	l'International Organisation of Securities Commissions (Organisation internationale des commissions de valeurs ;
« Résident irlandais »	la définition plus détaillée se trouve dans la rubrique « Imposition de la Société » du chapitre intitulé « Imposition » du Prospectus ;
« J.P. Morgan GBI-EM Global Diversified (non couvert) »	l'indice J.P. Morgan Global Bond — Emerging Markets Global Diversified Index (non couvert) qui consiste en instruments à coupon fixe et à zéro coupon assortie d'une échéance supérieure à 13 mois. Au 5 juillet 2018, il comptait 20 pays et 213 instruments avec une capitalisation boursière totale de 830 milliards de dollars américains. Aucun pays ne peut avoir une pondération supérieure à 10 % dans l'indice . Au 5 juillet 2018, les pays suivants composaient l'indice GBI-EM Global Diversified : l'Afrique du Sud, l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, la Hongrie, l'Indonésie, la Malaisie, le Mexique, le Nigeria, le Pérou, les Philippines, la Pologne, la République dominicaine, la République tchèque, la Roumanie, la Russie, la Thaïlande, la Turquie et l'Uruguay. Les pays peuvent entrer et sortir de l'indice en fonction des changements affectant le revenu par habitant, les liquidités et les contrôles de capitaux ;
« JPY »	la devise légale du Japon ;
« État membre »	un État membre de l'UE ;
« MiFID »	la directive 2004/39/CE du Parlement européen et

	du Conseil du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers, modifiant les directives 85/611/CE et 93/6/CEE et la directive 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 93/22/CEE du Conseil ;
« MiFID II »	collectivement, la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant la directive 2002/92/CE et la directive 2011/61/UE, la directive déléguée (UE) 2017/593 de la Commission du 7 avril 2016 et le règlement (UE) n° 600/2014 concernant les marchés d'instruments financiers (MiFIR) ;
« Participation minimale »	la valeur minimale de la participation en Actions dans un Compartiment telle que déterminée par les Administrateurs et énoncée à l'Annexe I ;
« Acte constitutif et Statuts »	l'acte constitutif et les statuts de la Société ;
« Moody's »	Moody's Investor Services, Inc. ;
« MSCI »	MSCI Inc. et/ou ses filiales (directes ou indirectes) et leurs fournisseurs (directs ou indirects) et toute tierce partie concernée, seuls ou en collaboration ;
« Valeur nette d'inventaire »	la valeur nette d'inventaire de la Société, d'un Compartiment ou d'une Catégorie, selon le cas, calculée tel que décrit dans les présentes ;
« Valeur nette d'inventaire par Action »	pour toute Action, la Valeur nette d'inventaire attribuable aux Actions visées émises au titre d'un Compartiment ou d'une Catégorie, divisée par le nombre d'Actions émises au titre dudit Compartiment ou de ladite Catégorie ;
« NOK »	la devise légale en Norvège ;
« OCDE »	l'Organisation de Coopération et de Développement Économique ;
« RPC » ou « Chine »	la République populaire de Chine, à l'exclusion de Hong Kong, Macao et Taïwan ;
« Livre sterling » ou « GBP »	la devise légale du Royaume-Uni ;
« Prospectus »	le présent document et tout supplément destiné à être lu et interprété conjointement et à faire partie du présent document ;
« IIEQ »	un investisseur institutionnel étranger qualifié dans le cadre d'un programme IIEQ ;
« Agence de notation reconnue »	Moody's, Standard and Poor's et tout autre agence de notation reconnue au niveau international équivalente à l'une d'elles ;

« Marché réglementé »	toute bourse de valeurs ou marché réglementé dans l'Union européenne ou une bourse de valeurs ou un marché réglementé figurant dans la liste de l'Annexe II du présent Prospectus, ou tout autre marché que les Administrateurs peuvent déterminer en tant que de besoin comme des marchés réglementés conformément à la Réglementation sur les OPCVM, qui est réglementé, reconnu, ouvert au public et fonctionnant régulièrement dans un État membre ou dans un État non membre et qui doit être spécifié dans un supplément ou un avenant au présent Prospectus ;
« SIIC »	une société d'investissement immobilier cotée (<i>real estate investment</i> ou REIT) ;
« Déclaration pertinente »	la déclaration applicable à un Actionnaire telle que définie dans l'annexe 2B de la loi sur la consolidation fiscale. La déclaration pertinente pour les investisseurs qui ne sont ni des résidents ni des résidents ordinaires en Irlande (ou des intermédiaires agissant pour le compte de tels investisseurs) est énoncée dans le formulaire de demande ;
« Autorités fiscales »	l'administration fiscale irlandaise ;
« RMB » ou « Renminbi »	la devise légale de la République populaire de Chine ;
« IIEQR »	un investisseur institutionnel étranger qualifié en renminbi dans le cadre d'un programme IIEQR ;
« Titres régis par la Règle 144A »	les titres (i) qui sont émis avec un engagement d'enregistrement auprès de la SEC dans l'année suivant l'émission ; et (ii) qui ne sont pas des valeurs mobilières illiquides, c'est-à-dire qu'ils peuvent être réalisés par la Société dans les 7 jours au prix, ou au prix approximatif, auquel ils sont évalués par la Société ;
« S&P »	Standard & Poor's Corporation ;
« SAFE »	l'Administration nationale des changes (State Administration of Foreign Exchange) de la RPC, l'organisme gouvernemental chargé des affaires relatives à l'administration des changes ;
« SEC »	la Securities and Exchange Commission (l'organisme fédéral américain de réglementation et de contrôle des marchés financiers) ;
« Règlement sur les opérations de financement sur titres »	le règlement (UE) 2015/2365 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relatif à la transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation et

	modifiant le règlement (UE) n° 648/2012, tel qu'il peut être amendé, complété ou remplacé en tant que de besoin ;
« SEK »	la devise légale de la Suède ;
« Date de règlement »	la date à laquelle des fonds correspondant à des montants de souscription au titre d'une demande de souscription doivent avoir été reçus par l'Agent administratif, date qui correspond au plus tard à 3 jours ouvrés après un Jour de transaction ou tout autre jour tel que convenu par l'Agent administratif et notifié aux Actionnaires ;
« SGD »	la devise légale de Singapour ;
« Action » ou « Actions »	toute Catégorie d'Actions ou Action dans la Société ou le Compartiment, selon le contexte ;
« Actionnaire »	un détenteur d'Actions ;
« Argent des Actionnaires »	les montants de souscription reçus des investisseurs dans les Compartiments et les montants de rachat dus aux investisseurs, et les montants des dividendes dus aux Actionnaires ;
« Modèle SPSA »	le modèle opérationnel de comptes séparés spéciaux (<i>Special Segregated Account model</i>), soit un modèle amélioré de contrôle préliminaire aux opérations, introduit par les organismes de réglementation dans le cadre du programme Shanghai Hong Kong Stock Connect, qui permet de procéder à un contrôle avant l'exécution d'une opération sans que l'investisseur n'ait à transférer ses titres SSE/SZSE de son dépositaire au participant à la vente avec qui il traite (c'est-à-dire le courtier désigné) avant l'ouverture du marché le jour de la vente ;
« Standard and Poor's »	Standard & Poor's Corporation ;
« Programmes Stock Connect »	le programme Shanghai Hong Kong Stock Connect ou le programme Shenzhen Hong Kong Stock Connect, ou les deux, selon le cas ;
« Actions de souscription »	le montant initial de 300 000 Actions sans valeur nominale souscrites pour 300 000 euros ;
« Supplément »	tout prospectus supplémentaire émis par la Société en tant que de besoin conformément aux exigences de la Banque centrale ;
« Organisation supranationale »	une entité créée ou appuyée financièrement par les gouvernements nationaux d'un ou plusieurs pays pour encourager la reconstruction ou le développement, y compris celles visées au paragraphe 2.12 de l'Annexe III, comme la Banque internationale pour la reconstruction et le

	développement (plus communément appelée Banque mondiale), l'Union européenne, la Banque européenne d'investissement, la Banque interaméricaine de développement et la Banque asiatique de développement ;
« TCA »	la loi irlandaise sur la consolidation fiscale (Taxes Consolidation Act) de 1997, telle qu'amendée en tant que de besoin ;
« Heure limite de transaction »	dans le cas de souscriptions et de rachats, 17 h (heure de Dublin) le jour ouvré avant le Jour de transaction concerné ;
« OPCVM »	un organisme de placement collectif en valeurs mobilières constitué en vertu de la Réglementation sur les OPCVM ou, dans le cas d'un OPCVM constitué dans un autre État membre que l'Irlande, en vertu de la Directive ou de la législation nationale applicable transposant la Directive ;
« Réglementation sur les OPCVM »	la réglementation de 2011 des Communautés européennes (organismes de placement collectif en valeurs mobilières), telle qu'amendée, complétée ou remplacée en tant que de besoin ;
« Législation sur les OPCVM »	la Réglementation sur les OPCVM et la Réglementation de la Banque centrale, telles qu'amendées, complétées ou remplacées en tant que de besoin ;
« Royaume-Uni »	le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ;
« Compte de trésorerie général »	un compte de trésorerie unique à chaque devise dans laquelle est libellée une Catégorie d'Actions au nom de la Société ;
« États-Unis »	les États-Unis d'Amérique (y compris les États et le district de Columbia), ses territoires, possessions et tout autre lieu placé sous sa juridiction ;
« dollar américain » ou « USD »	la devise légale des États-Unis ;
« Ressortissant américain »	un ressortissant américain, tel que défini dans le Règlement S de la loi de 1933 ;et
« Point de valorisation »	10 h (heure de Dublin), le Jour de transaction concerné.

INTRODUCTION

La Société est une société d'investissement à capital variable de droit irlandais, constituée en tant que société anonyme en vertu de la Loi sur les sociétés et de la Réglementation sur les OPCVM. La Société a été constituée le 28 octobre 2010 sous le numéro d'enregistrement 490695 et a été autorisée par la Banque centrale le 23 décembre 2010. Elle a pour unique objet, tel que défini à l'art. 2 de son Acte constitutif, le placement collectif de capitaux recueillis auprès du public en valeurs mobilières et / ou dans d'autres actifs financiers liquides visés dans l'art. 68 de la Réglementation sur les OPCVM et elle opère selon le principe de la diversification des risques.

La Société est organisée en tant que fonds à compartiments multiples appliquant le principe de la ségrégation des engagements entre les compartiments. Les Statuts prévoient que la Société peut offrir des catégories d'Actions distinctes, chacune représentant les intérêts d'un Compartiment, chaque Compartiment comprenant un portefeuille d'investissements séparé et distinct. La Société a obtenu l'autorisation de la Banque centrale pour la création des Compartiments Baillie Gifford Worldwide Japanese Fund et Baillie Gifford Worldwide Positive Change Fund. Elle peut créer d'autres Compartiments sous réserve de l'accord préalable de la Banque centrale.

Un Compartiment peut comprendre en une ou plusieurs Catégories d'Actions. Les Compartiments ne maintiennent pas un portefeuille d'actifs distinct pour chacune de leurs Catégories. Initialement, les catégories d'Actions définies à l'Annexe I seront émises au titre des Compartiments. D'autres Catégories d'Actions peuvent être lancées sous réserve d'une notification préalable adressée à la Banque centrale et conformément aux exigences de cette dernière.

OBJECTIFS ET POLITIQUES D'INVESTISSEMENTS DES COMPARTIMENTS

Les Compartiments visent à atteindre leurs objectifs d'investissement, comme exposé ci-dessous, tout en répartissant les risques par le biais de placements en valeurs mobilières et actifs financiers liquides conformément à la Réglementation sur les OPCVM. Les valeurs mobilières et les actifs financiers liquides dans lesquels un Compartiment peut investir doivent généralement être cotés, échangés ou négociés sur un Marché réglementé. Toutefois, les Compartiments peuvent investir jusqu'à 10 % de leur Valeur nette d'inventaire dans des valeurs mobilières et des actifs financiers liquides qui ne sont ni cotés, ni échangés, ni négociés sur un Marché réglementé. Les Marchés réglementés sur lesquels les investissements d'un Compartiment seront cotés, échangés ou négociés sont énumérés dans l'Annexe II.

Baillie Gifford Worldwide Japanese Fund

Objectif d'investissement

Le Compartiment a pour objectif de maximiser son rendement total principalement en investissant dans des titres cotés sur des Marchés réglementés au Japon.

Profil de l'investisseur type

L'investisseur type dans le Compartiment cherche à obtenir une exposition sur le long terme à des titres axés « croissance » du marché boursier japonais et ne considère pas un investissement dans le Compartiment comme une source régulière de revenus.

Rien ne permet de garantir que le Compartiment atteindra son objectif d'investissement.

Politique d'investissement

Le Compartiment cherche à atteindre son objectif principalement en investissant dans un portefeuille diversifié d'actions cotées, négociées ou échangées sur des Marchés réglementés au Japon. Il peut également investir dans des actions émises par des sociétés tirant une partie substantielle de leurs revenus au Japon, ou dont une partie substantielle des actifs y est située, et qui sont cotées, négociées ou échangées sur des Marchés réglementés du monde entier. Les actions dans lesquelles le

Compartiment investit consistent principalement en des actions ordinaires et d'autres valeurs mobilières, telles que les titres convertibles, les titres privilégiés, les titres privilégiés convertibles, les bons de souscription et les droits. Ces actions ne sont pas sélectionnées au sein d'un secteur particulier et peuvent être issues de sociétés de petites, moyennes ou grandes capitalisations boursières, sans distinction particulière.

Le Compartiment a pour stratégie d'investir principalement dans des actions afin de réaliser des rendements supérieurs à la moyenne en générant une appréciation du capital et des revenus de dividendes sur le long terme. Les actions répondant à ces critères sont sélectionnées de manière individuelle par une équipe dédiée de gestionnaires d'investissement, qui s'appuient sur leur propre recherche ainsi que sur celle d'autres équipes d'investissement chez Baillie Gifford.

Les liquidités sont un élément résiduel du processus d'investissement. Le Compartiment peut détenir des liquidités sous forme de dépôt et, occasionnellement, des quasi-liquidités. Les quasi-liquidités consistent en des billets de trésorerie, des acceptations bancaires, des certificats de dépôt et des titres émis par des gouvernements ou des titres émis par des Organisations supranationales, à condition que ces titres soient cotés, négociés ou échangés sur l'un des Marchés réglementés énumérés dans l'Annexe II et qu'ils soient notés *investment grade* ou plus par une Agence de notation reconnue. En général, les liquidités sous forme de dépôt et les quasi-liquidités détenues par le Compartiment ne représentent pas plus de 10 % de sa Valeur nette d'inventaire, sauf dans des circonstances exceptionnelles (par exemple dans un environnement de marché incertain) où celui-ci peut détenir plus de 10 % de sa Valeur nette d'inventaire sous forme de liquidités et de quasi-liquidités.

Le Compartiment n'investit pas plus de 10 % de sa Valeur nette d'inventaire dans des parts ou actions d'Organismes de placement collectif éligibles, y compris les fonds négociés en bourse. Les Organismes de placement collectif éligibles dans lesquels le Compartiment peut investir ont des objectifs et des politiques de placement similaires à ceux du Compartiment.

Le Compartiment peut investir dans des contrats de change à terme pour réduire le risque de change à des fins de gestion efficace du portefeuille, tel que décrit dans le chapitre « Techniques et instruments d'investissement ». Il ne compte toutefois pas constituer des positions actives sur devises.

Outre les titres convertibles, les titres privilégiés, les titres privilégiés convertibles, les bons de souscription et les droits utilisés à des fins d'investissement, le Compartiment ne peut utiliser d'autres instruments financiers dérivés, tel qu'indiqué dans le chapitre « Techniques et instruments d'investissement », qu'à des fins de gestion efficace du portefeuille. Dans la mesure où il utilise des instruments dérivés assortis d'un effet de levier, les limites d'exposition globale décrites dans la rubrique « Exigences de couverture » de l'Annexe IV s'appliquent. L'effet de levier induit est notamment mesuré sur la base de l'approche par les engagements selon laquelle il ne peut pas dépasser 100 % de la Valeur nette d'inventaire du Compartiment. Pour une description plus détaillée des risques concernés, veuillez vous reporter au chapitre « Facteurs de risque ». Un processus de gestion des risques liés aux instruments financiers dérivés, définissant les types d'instruments financiers dérivés dans lesquels le Compartiment peut investir, a été déposé auprès de la Banque centrale conformément à la Législation sur les OPCVM. Les instruments dérivés impliquent en général une prise de risque et des coûts spécifiques, et peuvent engendrer des pertes pour le Compartiment.

À l'exception de ce qui est expressément autorisé aux termes de sa politique d'investissement énoncée ci-dessus, le Compartiment ne constitue pas de positions actives sur des titres qui contiennent des dérivés intégrés, mais il peut acquérir ce type d'instruments de manière passive par le biais d'opérations sur titres, par exemple lorsqu'il peut souscrire des titres à la suite d'une émission de droits à l'égard d'un investissement déjà existant et que ces titres sont assortis de bons de souscription. Le Gestionnaire d'investissement ne prévoit pas d'effet de levier induit par ces dérivés intégrés.

La Devise de référence du Compartiment est le yen (JPY).

Baillie Gifford Worldwide Positive Change Fund

Objectif d'investissement

Le Compartiment a pour objectif d'assurer la croissance du capital sur le long terme en investissant principalement dans les actions de sociétés dont les produits, le comportement ou les services ont un impact social positif. Il peut également investir dans d'autres valeurs mobilières, des instruments du marché monétaire, des liquidités et des quasi-liquidités.

Profil de l'investisseur type

L'investisseur type dans le Compartiment cherche à obtenir une exposition sur le long terme à des titres axés « croissance » et ne considère pas un investissement dans le Compartiment comme une source régulière de revenus, et ne s'inquiète pas de la volatilité et de la performance sur le court terme.

Rien ne permet de garantir que le Compartiment atteindra son objectif d'investissement.

Le Compartiment devrait connaître des épisodes de forte volatilité en raison de ses stratégies d'investissement.

Un investissement dans le Compartiment ne doit pas constituer une part importante d'un portefeuille-titres et peut ne pas convenir à tous les investisseurs.

Politique d'investissement

Le Compartiment cherche à atteindre son objectif en investissant principalement dans un portefeuille diversifié d'actions pour la plupart cotées, négociées ou échangées sur un ou plusieurs Marchés réglementés énumérés dans l'Annexe II. Il peut également investir dans un portefeuille concentré mais diversifié d'actions de sociétés dont les produits, le comportement ou les services ont un impact social positif, ce type d'investissements couvrant les entreprises qui relèvent des défis sociaux majeurs dans des domaines tels que, notamment, l'éducation, l'inclusion sociale, la santé et l'environnement. Les actions dans lesquelles le Compartiment investit consistent principalement en des actions ordinaires et d'autres valeurs mobilières, telles que les titres convertibles, les titres privilégiés, les titres privilégiés convertibles, les bons de souscription et les droits. Ces actions ne sont pas sélectionnées au sein d'un secteur particulier ou dans un pays spécifique et peuvent être issues de sociétés de petites, moyennes ou grandes capitalisations boursières, sans distinction particulière.

Le Compartiment a pour stratégie d'assurer la croissance du capital sur le long terme en investissant dans des sociétés dont les produits, le comportement ou les services, de l'avis du Gestionnaire d'investissement, induisent un impact et des changements sociaux positifs en contribuant à un monde plus écoresponsable et plus ouvert. Il investit dans des titres de participation cotés, négociés ou échangés sur des Marchés réglementés du monde entier. Une équipe dédiée de gestionnaires de portefeuille sélectionne les actions des sociétés susmentionnées de manière individuelle selon une approche « ascendante » (*bottom-up*), en se fondant sur leur propre recherche et celle d'autres équipes d'investissement de Baillie Gifford. Le Gestionnaire d'investissement cherche à identifier les sociétés dont le cœur de métier vise à avoir un impact social positif ; dont les produits, le comportement et les services représentent une avancée par rapport aux pratiques dominantes ; et qui mènent leurs activités avec honnêteté et intégrité. Cette sélection comprend les sociétés qui relèvent des défis sociaux majeurs dans des domaines tels que, notamment, l'éducation, l'inclusion sociale, la santé et l'environnement.

Les liquidités sont un élément résiduel du processus d'investissement. Le Compartiment peut détenir des liquidités sous forme de dépôt et, occasionnellement, des quasi-liquidités. Les quasi-liquidités consistent en des billets de trésorerie, des acceptations bancaires, des certificats de dépôt et des titres émis par des gouvernements ou des titres émis par des Organisations supranationales, à condition que ces titres soient cotés, négociés ou échangés sur l'un des Marchés réglementés énumérés dans l'Annexe II et qu'ils soient notés *investment grade* ou plus par une Agence de notation reconnue. En général,

les liquidités sous forme de dépôt et les quasi-liquidités détenues par le Compartiment ne représentent pas plus de 10 % de sa Valeur nette d'inventaire, sauf dans des circonstances exceptionnelles (par exemple dans un environnement de marché incertain) où celui-ci peut détenir plus de 10 % de sa Valeur nette d'inventaire sous forme de liquidités et de quasi-liquidités.

Le Compartiment peut investir jusqu'à 50 % maximum de sa Valeur nette d'inventaire dans des Pays émergents.

Le Compartiment n'acquiert pas de titres de participation qui sont cotés, négociés ou échangés sur des marchés en Russie, mais peut acquérir les titres d'émetteurs russes qui sont cotés, négociés ou échangés sur des Marchés réglementés d'autres pays que les Pays émergents. Concernant les investissements en Chine, le Compartiment peut être exposé à des actions « A » chinoises de façon indirecte par le biais d'investissements dans des obligations structurées, des bons de participation, des bons indexés sur actions ou des Organismes de placement collectifs éligibles qui investissent essentiellement dans des actions « A » chinoises, des obligations structurées, des bons de participation, des bons indexés sur actions et des instruments financiers similaires cotés sur des Marchés réglementés en Chine, et/ou dont la performance est liée à la performance de titres émis par des sociétés cotées sur des Marchés réglementés en Chine. Seuls les bons de participation et les obligations structurées qui satisfont les critères applicables aux valeurs mobilières aux termes de la Réglementation sur les OPCVM, qui ne sont pas assortis d'un effet de levier, qui sont titrisés et libres d'être vendus ou cédés à d'autres investisseurs, et qui sont achetés par l'intermédiaire de courtiers réglementés reconnus, sont considérés comme des valeurs mobilières négociées sur des Marchés réglementés.

Le Compartiment n'investit pas plus de 10 % de sa Valeur nette d'inventaire dans des parts ou actions d'Organismes de placement collectif éligibles, y compris les fonds négociés en bourse. Les Organismes de placement collectif éligibles dans lesquels le Compartiment peut investir ont des objectifs et des politiques de placement similaires à ceux du Compartiment.

Le Compartiment peut investir dans des contrats de change à terme pour réduire le risque de change à des fins de gestion efficace du portefeuille, tel que décrit dans le chapitre « Techniques et instruments d'investissement ». Il ne compte toutefois pas constituer des positions actives sur devises.

Outre les titres convertibles, les titres privilégiés, les titres privilégiés convertibles, les bons de souscription et les droits utilisés à des fins d'investissement, le Compartiment ne peut utiliser d'autres instruments financiers dérivés, tel qu'indiqué dans le chapitre « Techniques et instruments d'investissement », qu'à des fins de gestion efficace du portefeuille. Dans la mesure où il utilise des instruments dérivés assortis d'un effet de levier, les limites d'exposition globale décrites dans la rubrique « Exigences de couverture » de l'Annexe IV s'appliquent. L'effet de levier induit est notamment mesuré sur la base de l'approche par les engagements selon laquelle il ne peut pas dépasser 100 % de la Valeur nette d'inventaire du Compartiment. Pour une description plus détaillée des risques concernés, veuillez vous reporter au chapitre « Facteurs de risque ». Un processus de gestion des risques liés aux instruments financiers dérivés, définissant les types d'instruments financiers dérivés dans lesquels le Compartiment peut investir, a été déposé auprès de la Banque centrale conformément à la Législation sur les OPCVM. Les instruments dérivés impliquent en général une prise de risque et des coûts spécifiques, et peuvent engendrer des pertes pour le Compartiment.

Outre les investissements dans des titres convertibles, des titres privilégiés, des titres privilégiés convertibles, des bons de souscription, des droits, des obligations structurées, des bons de participation et des obligations indexées sur actions, comme exposé ci-dessus, le Compartiment ne constitue pas de positions actives sur des titres qui contiennent des dérivés intégrés, mais il peut acquérir ce type d'instruments de manière passive par le biais d'opérations sur titres, par exemple lorsqu'il peut souscrire des titres à la suite d'une émission de droits à l'égard d'un investissement déjà existant et que ces titres sont assortis de bons de souscription. Le Gestionnaire d'investissement ne prévoit pas d'effet de levier induit par ces dérivés intégrés.

La Devise de référence du Compartiment est le dollar américain (USD).

Catégories d'Actions

Une liste des Catégories d'Actions disponibles au titre de chacun des Compartiments et présentant les caractéristiques de chacune d'entre elles est présentée à l'Annexe I.

La Société se réserve le droit de modifier les exigences concernant les montants d'investissement initial minimal, d'investissement ultérieur minimal et de détention minimale. Les modifications apportées aux exigences concernant les montants d'investissement ultérieur minimal et de détention minimale sont notifiées à l'avance aux Actionnaires.

Les investisseurs sont priés noter qu'à la date du présent Prospectus, seules certaines Catégories d'Actions peuvent être disponibles à l'achat.

Emprunts

Un Compartiment ne peut pas emprunter d'argent, sauf dans les cas suivants :

- (a) un Compartiment peut acquérir des devises par le biais de prêts adossés (*back to back loans*). Les devises obtenues de cette manière ne sont pas classées comme des emprunts aux fins du de l'art. 103, al. 1, de la Réglementation sur les OPCVM, sauf dans la mesure où ces devises excèdent la valeur du contre-dépôt (*back to back deposit*) ; et
- (b) un Compartiment peut emprunter jusqu'à 10 % de sa Valeur nette d'inventaire, dans la mesure où cet emprunt est de nature temporaire.

Les devises obtenues aux termes du point (a) ci-dessus ne sont pas classées comme des emprunts aux fins des restrictions d'emprunt prévues par la Réglementation sur les OPCVM ou par le point (b) ci-dessus, dans la mesure où le contre-dépôt est égal ou supérieur à la valeur du prêt de devises.

Cependant, lorsque les emprunts en devises excèdent la valeur du contre-dépôt, l'excédent est considéré comme un emprunt aux fins de l'art. 103 de la Réglementation sur les OPCVM et du point (b) ci-dessus.

Respect des objectifs et politiques d'investissement

Tout changement dans les objectifs d'investissement et tout changement significatif dans les politiques d'investissement sont soumis à l'accord préalable de la majorité des votes des Actionnaires exprimés lors d'une assemblée générale, ou de tous les Actionnaires par le biais d'une résolution écrite. Conformément aux Statuts de la Société, les Actionnaires sont avertis de la tenue d'une telle assemblée par un préavis de 21 jours francs. Le préavis doit spécifier le lieu, la date, l'heure et les points à l'ordre du jour de l'assemblée, ainsi que la date d'effet proposée des modifications éventuelles apportées aux objectifs et politiques d'investissement. Dans le cas où un changement dans les objectifs et/ou politiques d'investissement serait approuvé par les Actionnaires à la majorité des votes exprimés lors d'une assemblée générale, les Actionnaires disposeront d'un délai de préavis raisonnable pour leur permettre de faire racheter leurs Actions avant la mise en œuvre dudit changement.

POLITIQUE EN MATIÈRE DE DISTRIBUTION

Un Compartiment peut émettre des actions de distribution ou de capitalisation, comme décrit à l'Annexe I.

Il est proposé que la Société déclare annuellement des dividendes au titre des Catégories d'Actions de distribution, le 1^{er} octobre de chaque année (ou, dans le cas où le 1^{er} octobre d'une année ne tomberait pas un Jour ouvré, le Jour ouvré suivant cette date) et paie les dividendes le 30 novembre de chaque année, ou aux alentours de cette date, sur le revenu net d'exploitation (soit le revenu d'exploitation moins les charges). Il n'est pas prévu de payer des dividendes au titre des Catégories d'Actions de capitalisation.

Les dividendes sont automatiquement réinvestis dans le Compartiment au titre duquel des dividendes sont déclarés, sauf si l'Actionnaire choisit de recevoir un paiement en espèces. Concernant les paiements de dividendes en espèces, le montant correspondant (après impôts, le cas échéant) est directement versé sur le compte bancaire ou le compte d'épargne immobilier (*building society account*) du détenteur. Le cas échéant, des confirmations de dividende ou des attestations dividende sont remis aux Actionnaires au titre des distributions effectuées, et les retenues fiscales éventuelles sont notifiées aux Actionnaires.

La Société peut être tenue de retenir un impôt au taux en vigueur sur les dividendes payés aux Actionnaires, sauf si elle a reçu de l'Actionnaire au regard duquel elle est tenue de déduire un impôt une Déclaration pertinente confirmant qu'il n'est ni résident irlandais ni résident ordinaire irlandais. Elle se réserve le droit de racheter le nombre d'Actions détenues par ledit Actionnaire nécessaire pour se libérer de l'assujettissement à l'impôt en décaissant. Dans le cas où elle deviendrait redevable d'un impôt en raison de la survenance d'un fait générateur d'impôt, la Société a également le droit de se faire indemniser par l'Actionnaire responsable de la perte subie. Veuillez vous reporter à au chapitre « Imposition » ci-après pour de plus amples informations sur les questions fiscales.

Tout paiement de distribution au titre d'un Compartiment qui n'est pas réclamé au bout de six ans à compter de la date de paiement sera perdu et reviendra à la Société.

La Société peut procéder à des regroupements aux fins de péréquation. Dans ce cas, chaque Catégorie d'Actions gèrera son propre compte de péréquation. Les Actions achetées durant la période comptable en cours incluent dans leur prix d'achat un montant dit « de péréquation » qui représente une part du revenu net d'exploitation du Compartiment concerné couru jusqu'à la date d'achat. Le montant de péréquation est réparti entre tous les détenteurs d'Actions achetées durant la période comptable en cours et leur est remboursé dans le cadre de leur première distribution, et est traité comme un remboursement de capital à des fins fiscales. À ce titre, il n'est pas assujéti à l'impôt sur le revenu mais doit être déduit du coût des Actions aux fins de l'impôt sur les plus-values.

RESTRICTIONS D'INVESTISSEMENT

Les investissements d'un Compartiment sont limités aux investissements autorisés par la Réglementation sur les OPCVM, comme indiqué à l'Annexe III. Si la Réglementation sur les OPCVM vient à être amendée durant l'existence de la Société, les restrictions d'investissement peuvent être modifiées pour tenir compte d'un tel amendement, mais ces modifications doivent respecter les exigences de la Banque centrale et les Actionnaires doivent être avertis de ces modifications dans une version mise à jour du Prospectus et dans le rapport annuel ou semestriel de la Société suivant cette mise à jour. Dans le cas où un amendement de la Réglementation sur les OPCVM affecterait la politique d'investissement d'un Compartiment, la politique d'investissement ne pourra être modifiée que sous réserve de la majorité des votes exprimés lors d'une assemblée générale ou de l'accord écrit préalable des Actionnaires, et les Actionnaires disposeront d'un délai de préavis raisonnable pour leur permettre de faire racheter leurs Actions avant que la modification de la politique d'investissement devienne effective.

TECHNIQUES ET INSTRUMENTS D'INVESTISSEMENT

Lorsque sa politique d'investissement le permet, un Compartiment peut utiliser des instruments financiers dérivés à des fins d'investissement et/ou de gestion efficace du portefeuille, lorsque le Gestionnaire d'investissement estime qu'une telle utilisation est un choix économiquement approprié pour chercher à réduire les risques et les coûts et/ou générer du capital ou des revenus supplémentaires pour un Compartiment en maintenant un niveau de risque acceptable et en tenant compte du profil de risque du Compartiment, tel que décrit dans les présentes, et des dispositions générales de la Directive. L'utilisation de ces instruments financiers dérivés par un Compartiment est soumise aux conditions et aux limites énoncées en tant que de besoin par la Banque centrale. Une liste des Marchés réglementés sur lesquels les instruments financiers dérivés peuvent être cotés ou négociés est présentée à l'Annexe II. Une description des conditions et des limites énoncées par la Banque centrale au regard des instruments financiers dérivés est présentée à l'Annexe IV. Les risques liés à l'utilisation de ces instruments sont détaillés dans le chapitre « Facteurs de risque ». La Société utilise un processus de

gestion des risques qui lui permet d'assurer l'évaluation, le suivi et la gestion des différents risques associés à ces instruments dérivés. Aucun instrument dérivé ne peut être utilisé par un Compartiment tant qu'il n'a pas été inclus dans un processus de gestion des risques agréé par la Banque centrale. Des informations supplémentaires concernant les limites quantitatives appliquées à la gestion des risques, les méthodes de gestion des risques utilisées et les développements récents dans les risques et les caractéristiques de rendement des principales catégories d'investissements sont fournies aux Actionnaires sur demande. La Société applique également une politique en matière de garanties qui couvre les types de garanties autorisées, le niveau de garanties requis et la politique de décote et, dans le cas de garanties en espèces, la politique de réinvestissement, y compris les risques découlant de celle-ci.

Opérations de couverture de change

Le Gestionnaire d'investissement adopte une perspective à long terme des opérations sur devises en incorporant des postulats dans l'analyse des placements sous-jacents. Normalement, le risque de change concorde avec l'exposition des actions sous-jacentes. Reconnaissant que les devises sont susceptibles de fluctuer, le Gestionnaire d'investissement peut conclure, si besoin est, des opérations de couverture de change visant à limiter les risques et à préserver le capital, en utilisant des contrats de change à terme selon la description donnée ci-après.

Les opérations de couverture de change impliquent des risques spécifiques, notamment le risque d'une baisse de la valeur de la Devise de référence du Compartiment concerné par rapport à la devise faisant l'objet de l'opération de couverture, réduisant ainsi le rendement positif du Compartiment, ou induisant ou aggravant son rendement négatif.

La Société peut aussi créer des Catégories d'Actions couvertes contre le risque de change, tel que décrit ci-après.

Bien que le Gestionnaire n'en prévoie pas, des positions sur-couvertes ou sous-couvertes non intentionnelles peuvent survenir en raison de facteurs échappant à son contrôle. Les positions couvertes font l'objet d'un examen régulier en vue de s'assurer que les positions sur-couvertes ne dépassent pas au total 105 % de la Valeur nette d'inventaire de la Catégorie d'Actions et que les positions sous-couvertes ne sont pas au total inférieures à 95 % la Valeur nette d'inventaire de la Catégorie d'Actions. Les positions sur-couvertes supérieures à 100 % de la Valeur nette d'inventaire de la Catégorie d'Actions et les positions sous-couvertes inférieures à 95 % la Valeur nette d'inventaire ne sont pas reportées d'un mois à l'autre. Lorsqu'une Catégorie d'Actions est couverte, les frais de couverture sont supportés séparément par la Catégorie d'Actions concernée. Toutes les plus-values ou moins-values générées par un Compartiment à la suite de ces opérations de couverture sont dévolues à la Catégorie d'Actions concernée. Le risque de change des actifs du Compartiment n'est pas imputable pas à des Catégories d'Actions spécifiques.

Baillie Gifford Worldwide Japanese Fund

Lorsqu'une Catégorie d'Actions de ce Compartiment est décrite comme étant couverte, l'intention est de couvrir, dans la Devise de référence de la Catégorie d'Actions couverte, la valeur de l'actif net dans la Devise de référence du Compartiment imputable à ladite Catégorie. La stratégie de couverture vise à réduire le risque de change de la Catégorie d'Actions induit par l'exposition à la Devise de référence du Compartiment. Il est prévu d'appliquer cette stratégie de couverture par le biais de contrats de change à terme négociés de gré à gré. Les investisseurs dans la Catégorie couverte ne retireront aucun bénéfice de cette stratégie si la valeur de la devise de la Catégorie baisse par rapport à la Devise de référence du Compartiment.

Sous réserve du succès de cette stratégie de couverture, le rendement de la Catégorie d'Actions couverte évoluera plus en ligne avec le rendement de la Devise de référence du Compartiment. Les investisseurs ne retireront aucun bénéfice de cette stratégie si la valeur de la devise de la Catégorie qui est couverte baisse par rapport à la Devise de référence du Compartiment.

Contrats à terme

Un contrat à terme est un contrat d'achat ou de vente d'un titre ou d'une devise sous-jacent(e) à un prix prédéterminé, à une date ultérieure spécifique. Les conditions initiales du contrat sont établies de façon à ce que le contrat n'ait aucune valeur au départ. Les prix à terme sont obtenus sur la base du prix au comptant du titre ou de la devise majoré du coût de portage. Aucune somme d'argent n'est transférée à la conclusion d'un contrat à terme et le règlement de l'opération est reporté à la date spécifiée où le titre ou la devise sous-jacent(e) est échangé(e) contre des espèces. Par la suite, la valeur du contrat fluctue de concert avec le cours du titre ou de la devise sous-jacent(e).

Les contrats à terme comportent plusieurs caractéristiques et risques communs avec les contrats à terme standardisés, mais il existe aussi plusieurs différences. Les contrats à terme ne sont pas négociables en bourse et ils sont réglés uniquement à une date de règlement prédéterminée, ce qui peut résulter en des écarts de prix entre les contrats à terme et les contrats à terme standardisés, en particulier lorsqu'il existe une corrélation positive entre les taux d'intérêt et les prix des contrats à terme standardisés. Par ailleurs, en l'absence de négociation en bourse et de chambre de compensation, les contrats à terme ne sont soumis à aucune condition standard. En conséquence, les parties sont libres d'établir comme elles le souhaitent la date du règlement et le montant sous-jacent d'un titre ou d'une devise, qui peuvent différer des conditions standard dans lesquelles sont conclus les contrats à terme standardisés. Enfin, en raison des obligations bipartites pour lesquelles il n'existe pas de marché secondaire, les contrats à terme impliquent un risque de contrepartie qui ne touche pas les contrats à terme standardisés.

Un contrat de change à terme non livrable est un contrat à terme négocié à court terme réglé en espèces où une devise n'est pas librement convertible et où la plus-value ou la moins-value à la date de règlement est calculée sur la base de la différence entre le taux de change convenu et le cours acheteur comptant au moment du règlement, pour un montant notionnel convenu de fonds.

Contrats à terme standardisés

Sous réserve de sa politique d'investissement, un Compartiment peut conclure des contrats à terme standardisés et s'engager dans diverses opérations impliquant l'utilisation de tels contrats. Si un Compartiment achète un contrat à terme standardisé, il est tenu de prendre livraison d'un montant déterminé de l'obligation sous-jacente au contrat à un moment déterminé dans l'avenir pour un prix convenu d'avance. Si un Compartiment vend un contrat à terme standardisé, il est tenu de livrer un montant déterminé de l'obligation sous-jacente au contrat à un moment déterminé dans l'avenir pour un prix convenu d'avance. L'achat de contrats à terme standardisés peut servir dans les stratégies de couverture longue, et la vente de tels contrats, dans celles de couverture courte.

L'achat ou la vente de contrats à terme standardisés diffèrent de l'achat ou la vente de titres ou d'options en ceci qu'aucun prix ni aucune prime n'est payé(e) ou perçu(e). Au lieu de cela, un montant en espèces ou sous la forme d'autres actifs liquides de valeur égale à la valeur nominale du contrat à terme standardisé (en pour cent) doit être déposé auprès du courtier. Ce montant est appelé « dépôt de garantie ». L'importance du dépôt de garantie est généralement définie par le marché sur lequel le contrat est négocié. Les paiements ultérieurs versés au/par le courtier, appelés « marges de variation », sont acquittés quotidiennement en fonction des fluctuations du cours du contrat à terme standardisé sous-jacent, entraînant des hausses ou des baisses de la valeur des positions longues et courtes sur le contrat à terme, un processus connu sous le nom d'« évaluation au prix du marché ».

Dans la plupart des cas, les positions sur les contrats à terme standardisés sont dénouées avant la date de règlement sans livrer ou prendre livraison des contrats. Une position vendeur sur un contrat à terme standardisé est dénouée par l'achat d'un contrat à terme standardisé pour la même quantité globale du type spécifié d'instrument financier et à la même date de livraison. Si le prix de la vente initiale dépasse le prix de l'achat compensatoire, le vendeur perçoit la différence et réalise une plus-value. À l'inverse, si le prix de l'achat compensatoire dépasse le prix d'achat, le vendeur réalise une moins-value. De la même manière, une position acheteur sur un contrat à terme standardisé est dénouée par la vente d'un contrat à terme standardisé correspondant.

Les investissements dans des contrats à terme standardisés impliquent certains risques. L'achat ou la vente d'un contrat à terme standardisé peuvent résulter dans des pertes dépassant le montant investi dans ledit contrat à terme standardisé. Si un contrat à terme standardisé est utilisé à des fins de couverture, la corrélation imparfaite éventuelle entre les variations du cours du contrat à terme standardisé et du cours du titre, de la devise ou des autres placements couverts induit un risque. Cette corrélation est plus forte lorsque le placement couvert est sous-jacent au contrat à terme standardisé. Elle est plus faible lorsque le placement couvert diffère du titre, de la devise ou des autres placements sous-jacents au contrat à terme standardisé, comme lorsqu'un contrat à terme standardisé sur un indice de valeurs est utilisé pour couvrir un titre spécifique, un contrat à terme standardisé sur un seul titre (une obligation d'État, par exemple) est utilisé pour couvrir un titre différent (un titre adossé à des créances hypothécaires, par exemple), ou lorsqu'un contrat à terme standardisé dans une devise donnée est utilisé pour protéger un titre libellé dans une autre devise. Dans le cas de contrats à terme standardisés sur des indices boursiers ou de contrats à terme standardisés sur des indices de matières premières, il est possible que les fluctuations du cours de ces contrats à terme standardisés ne soient pas parfaitement corrélées avec les fluctuations du cours de l'indice concerné en raison des distorsions de marché. En cas de corrélation imparfaite entre une position sur un contrat à terme standardisé et la position (ou la position anticipée) du portefeuille devant faire l'objet de l'opération de couverture, le Compartiment peut réaliser une moins-value sur le contrat à terme standardisé en même temps qu'il réalise une moins-value sur la position du portefeuille devant faire l'objet de l'opération de couverture. Pour compenser les corrélations imparfaites, un Compartiment peut acheter ou vendre des contrats à terme standardisés en plus grande quantité que les placements couverts si la volatilité du cours des placements couverts est historiquement plus forte que celle des contrats à terme standardisés. À l'inverse, un Compartiment peut acheter ou vendre une quantité moindre de contrats à terme standardisés si la volatilité du cours des placements couverts est historiquement plus faible que celle des contrats à terme standardisés.

Tous les participants aux marchés des contrats à terme standardisés sont soumis à des exigences en matière de dépôts de couverture et d'entretien. Au lieu de répondre aux appels de marge, les investisseurs peuvent dénouer les positions sur des contrats à terme standardisés par le biais d'opérations de compensation, ce qui pourrait fausser les corrélations normales. Il est possible que les heures de négociation pour certains contrats à terme standardisés sur indice boursier ne correspondent pas parfaitement aux heures d'ouverture de la bourse à laquelle un contrat à terme standardisé sur indice boursier particulier se rapporte. L'absence d'arbitrage continu qui en résulte peut ainsi induire une disparité entre le cours de certains contrats à terme standardisés sur indice boursier et la valeur de l'indice correspondant.

Un Compartiment peut acheter des contrats à terme standardisés (ou des options sur ceux-ci) à titre d'opération de couverture anticipatoire contre une hausse possible du cours d'une devise dans laquelle des titres que le Compartiment prévoit d'acheter sont libellés. Dans un tel cas, il se peut que la devise évolue à la baisse plutôt qu'à la hausse. Si le Compartiment n'investit pas alors dans ces titres, il peut réaliser une moins-value sur le contrat à terme standardisé qui n'est pas compensé par une baisse du cours des titres achetés.

La capacité d'un Compartiment à constituer des positions sur des contrats à terme standardisés et des options sur contrats à terme dans le cadre des stratégies décrites ci-dessus dépend de la liquidité des marchés associés à ces instruments. Il est impossible de prédire l'évolution de l'intérêt commercial pour les différents types de contrats à terme standardisés et d'options sur contrats à terme. Ainsi, rien ne permet de garantir qu'un Compartiment pourra utiliser ces instruments ou que leur utilisation sera efficace. De plus, rien ne permet de garantir l'existence d'un marché liquide au moment où le Compartiment cherche à dénouer une position sur un contrat à terme ou une option, et ce Compartiment restera dans l'obligation de satisfaire les exigences en matière de dépôt de garantie jusqu'à ce que la position soit dénouée. La liquidité d'un marché secondaire associé à un contrat à terme standardisé peut être affectée de façon défavorable par les « limites de variation quotidiennes des cours » établies par les marchés à terme pour limiter l'ampleur de la variation du cours des contrats à terme standardisés un jour de cotation donné. Lorsque la limite quotidienne est atteinte, aucune opération ne peut être conclue sur le contrat à un prix supérieur à la limite, empêchant ainsi le dénouement des positions sur contrats à terme ouvertes. Il est déjà arrivé que les cours dépassent la limite quotidienne plusieurs jours de cotation de suite. Les positions courtes (et longues) sur des

contrats à terme sur indice boursier ne peuvent être dénouées que par l'achat (ou la vente) d'un contrat à terme standardisé sur le marché sur lequel le contrat à terme concerné est négocié.

Un Compartiment qui achète ou vend un contrat à terme standardisé est uniquement tenu verser un dépôt de garantie et une marge de variation conformément aux termes des dispositions de la réglementation et des règlements applicables du marché du contrat concerné. La Valeur nette d'inventaire du Compartiment varie généralement avec la valeur des titres ou du ou des autres instruments sous-jacents à un contrat à terme standardisé comme s'ils faisaient déjà partie du portefeuille du Compartiment. Les opérations sur contrats à terme peuvent avoir un effet de levier sur les investissements. En outre, si un Compartiment combine des positions courtes et longues, en plus des baisses potentielles de la valeur de ses titres de placement, le Compartiment enregistrera des moins-values si l'indice sous-jacent aux positions longues sur contrats à terme sous-performe l'indice sous-jacent aux positions courtes sur de tels contrats. De plus, pour pouvoir acheter et vendre des contrats à terme standardisés, un Compartiment peut être tenu de déposer des notifications et des états financiers auprès d'organismes situées dans les juridictions qui supervisent les transactions sur contrats à terme, et de s'assurer que certaines de ses pièces comptables sont mises à la disposition de ces organismes.

Bons de souscription et droits

Un Compartiment peut investir dans des bons de souscription. Les bons de souscription sont des options d'achat d'un nombre spécifié d'actions ordinaires à un prix déterminé à tout moment pendant la durée de la vie de ces bons (au moins deux ans, en général). Ils peuvent être très volatils et n'être attachés à aucun droit de vote, ne payer aucun dividende et n'être assorti d'aucun droit au regard des actifs de la société qui les émet. Un Compartiment peut également investir dans, ou détenir d'autres types de titres qui sont similaires à des bons de souscription (les droits, par exemple).

Titres convertibles

Les titres convertibles sont des titres (tels que les actions privilégiées ou les Titres à revenu fixe) qui peuvent être convertis à un prix convenu sur une période déterminée dans un nombre spécifié d'actions ordinaires de mêmes ou de différents émetteurs. Les titres convertibles sont de rang supérieur aux actions ordinaires dans la structure du capital d'une société, mais sont généralement de rang inférieur aux dettes obligataires de premier rang de l'émetteur. Les titres convertibles offrent aux détenteurs, grâce à leur droit de conversion, l'opportunité de participer aux hausses du cours du marché des titres sous-jacents. Le prix d'un titre convertible est influencé par le cours du marché du titre sous-jacent, et tend à augmenter lorsque le cours du marché est à la hausse et à diminuer lorsque le cours du marché est à la baisse.

Un titre convertible donne droit au détenteur de percevoir un intérêt qui est généralement payé ou couru sur une valeur à revenu fixe, ou à percevoir un dividende qui est payé ou accumulé sur une action privilégiée jusqu'à ce que le titre convertible échoie ou soit racheté, converti ou échangé. Les titres convertibles offrent, en général, les caractéristiques d'investissement uniques suivantes : (i) ils affichent des rendements plus élevés que les actions ordinaires, mais moins élevés que des titres non convertibles comparables ; (ii) ils sont moins sensibles aux variations de la valeur de l'action ordinaire sous-jacente du fait de leur nature à revenu fixe ; et (iii) ils offrent un potentiel de plus-value en cas de hausse du cours du marché de l'action ordinaire sous-jacente.

La valeur d'un titre convertible est fonction de sa « valeur nue » (déterminée par son rendement en comparaison avec les rendements d'autres titres d'échéance et de qualité comparables qui ne comprennent pas de privilège de conversion) et de sa « valeur de conversion » (la valeur du titre, au cours du marché, s'il est converti en action ordinaire sous-jacente). La valeur nue d'un titre convertible est influencée par les variations des taux d'intérêt : elle diminue en cas de hausse des taux d'intérêt et augmente en cas de baisse des taux d'intérêt. Le degré de solvabilité de l'émetteur et d'autres facteurs ont également une incidence sur la valeur nue d'un titre convertible. La valeur de conversion d'un titre convertible est déterminée par le cours du marché de l'action ordinaire sous-jacente. Si la valeur de conversion est inférieure à la valeur nue, le prix du titre convertible est influencé principalement par sa valeur nue. Le prix du titre convertible est de plus en plus influencé par sa valeur de conversion à

mesure que le cours du marché de l'action ordinaire sous-jacente approche ou dépasse le cours de conversion. Un titre convertible se vend généralement à prime sur sa valeur de conversion en proportion de la valeur accordée par les investisseurs au droit d'acquérir l'action ordinaire sous-jacente tout en détenant un Titre à revenu fixe. En général, la prime diminue à mesure que le titre convertible approche de l'échéance.

L'émetteur peut décider d'imposer un droit de rachat sur un titre convertible, à un prix établi dans l'instrument directeur du titre convertible. Si l'émetteur exerce son droit de rachat sur un titre convertible détenu par un Compartiment, celui-ci sera obligé d'autoriser l'émetteur à racheter le titre, à le convertir en action ordinaire sous-jacente ou à le vendre à un tiers. L'une ou l'autre de ces opérations pourrait avoir une incidence négative sur la capacité du Compartiment à atteindre son objectif d'investissement.

Titres indexés sur un risque de crédit

Un titre indexé sur un risque de crédit est une obligation émise par une entité qui renvoie au risque de crédit d'une autre entité.

Accords de swap et contrats sur différence

Un Compartiment peut conclure des accords de swap.

Les accords de swap sont des contrats liant deux parties et conclus principalement par des investisseurs institutionnels pour des durées allant de quelques semaines à plusieurs années. Dans une opération de swap standard, deux parties conviennent d'échanger des rendements (ou des différentiels de taux de rendement) calculés sur la base d'un « notionnel », par exemple le rendement sur ou l'augmentation de la valeur d'un montant en dollars investi à un taux d'intérêt spécifique dans une devise donnée ou dans un « panier » de titres représentant un indice particulier. Un Compartiment peut conclure n'importe quel type d'accord de swap, y compris, sans s'y limiter, des swaps sur rendement d'actions, des swaps de taux, des swaps sur défaillance, des swaps indexés sur l'inflation, des swaps sur rendement total, des swaps de devises, de volatilité, de variance et de dividende. Les accords de swap peuvent exposer le Compartiment à des risques de moins-value significatifs.

Les accords de swap sur rendement d'actions impliquent normalement l'échange de l'obligation d'une partie de payer la moins-value, le cas échéant, au titre du notionnel d'un indice boursier particulier (le S&P 500, par exemple) majorée des montants calculés de la même manière que l'intérêt sur ce notionnel à un taux désigné (le LIBOR, par exemple), contre l'obligation de l'autre partie de payer la plus-value, le cas échéant, au titre du notionnel de cet indice.

Les swaps de taux d'intérêt impliquent l'échange des engagements respectifs des deux parties à payer ou percevoir l'intérêt sur un notionnel (par ex. : échange de paiements à taux variable contre des paiements à taux fixe).

Dans le cadre d'un swap sur défaillance, une partie verse une série de paiements périodiques à une autre partie en échange du droit de percevoir un rendement déterminé en cas de défaut d'un tiers à s'acquitter de ses obligations. Grâce aux swaps sur défaillance, un Compartiment peut donc verser les paiements périodiques susmentionnés et, en échange, avoir le droit de livrer certaines obligations ou certains prêts à la contrepartie à la transaction en cas de défaut (ou d'événement similaire) en échange de la valeur nominale (ou d'une autre valeur convenue) de ces obligations ou prêts. Plutôt que d'échanger les obligations à la valeur nominale, les parties peuvent convenir d'un paiement en espèces unique représentant la différence entre la valeur nominale des obligations et leur valeur de marché actuelle. En l'absence de défaut, le Compartiment perd son investissement et ne reçoit rien. Un Compartiment peut également utiliser des swaps sur défaillance à des fins de placement, auquel cas le Compartiment perçoit les paiements périodiques susmentionnés, mais serait obligé, en cas de défaillance de l'émetteur, de payer la valeur nominale (ou une autre valeur convenue) des obligations ou des prêts en défaut.

Les swaps sur rendement total impliquent en général des engagements à payer des montants calculés de la même manière que l'intérêt en échange d'un rendement indexé sur le marché, les deux étant basés sur des notionnels. Dans la mesure où le rendement total du titre, du panier de titres ou de l'indice sous-jacent à la transaction est supérieur ou inférieur au taux d'intérêt compensatoire à payer, le Compartiment recevra un paiement de la part de la contrepartie ou versera un paiement à celle-ci, selon le cas.

De la même manière, les swaps de devises impliquent l'échange des engagements respectifs des deux parties à payer ou percevoir des montants correspondant aux fluctuations par rapport au notionnel de deux devises différentes (par exemple, un échange de paiements au regard des fluctuations de la valeur du dollar américain par rapport au yen japonais).

Les swaps de volatilité impliquent l'échange de contrats à terme sur la volatilité réalisée future d'un actif sous-jacent donné et permettent à un Compartiment de constituer des positions sur la volatilité de cet actif sous-jacent.

Les swaps de variance offrent une exposition à la volatilité de l'actif sous-jacent et peuvent être utilisés à des fins de couverture contre ou de réalisation d'un revenu d'investissement sur une hausse ou une baisse de la volatilité de l'actif sous-jacent.

Les swaps de dividende permettent aux investisseurs d'acheter ou de vendre les dividendes payés par un indice d'émetteurs, un panier d'émetteurs ou un émetteur individuel.

Les contrats sur différence sont des accords de swap dans le cadre desquels un Compartiment peut convenir avec une contrepartie que le rendement (ou la perte) réalisé sera basé sur la performance de titres individuels ou sur la performance relative de deux groupes ou « paniers » de titres différents. Pour l'un des paniers, le rendement est basé sur des positions longues théoriques sur les titres composant le panier (dont la valeur nominale totale est égale au notionnel du contrat sur différence) et pour l'autre panier, le rendement est basé sur des positions courtes théoriques sur les titres composant le panier. Un Compartiment peut également utiliser des positions longues et courtes pour réaliser la ou les mêmes expositions que des contrats sur différence où les obligations de paiement des deux jambes du contrat s'annulent mutuellement, et donc sur la base des variations de la valeur relative des paniers de titres plutôt que sur celle de la variation totale de la valeur des deux jambes. Il est cependant possible que le panier de positions courtes surperforme le panier de positions longues, entraînant une perte pour le Compartiment, même dans le cas où les titres des deux paniers verraient leur valeur augmenter.

Les swaps d'inflation impliquent l'échange des engagements respectifs des deux parties à payer ou percevoir un montant au titre de l'inflation sur un montant nominal de référence (par ex. : échange de paiements à taux fixe contre des paiements à taux flottant indexés sur l'inflation).

Un Compartiment peut conclure des accords de swap et des contrats sur différence à des fins de couverture, de gestion des risques et de levier financier. Dans le cas d'une couverture, le Compartiment peut conclure un accord de swap basé sur l'échange d'éléments d'actif ou de passif, selon qu'il compte couvrir son actif ou son passif. Dans le cas d'une gestion de risques ou d'un levier financier, le Compartiment peut aussi conclure un contrat sur différence dans le cadre duquel le notionnel de la position longue théorique est supérieur au notionnel de la position courte théorique.

Un Compartiment ne peut dénouer une position sur un swap ou un contrat sur différence qu'avec la contrepartie qui lui est spécifique. En outre, il ne peut transférer une position qu'avec l'accord de cette contrepartie. En cas de défaut de la contrepartie, le Compartiment dispose de voies de recours contractuelles, mais rien ne permet de garantir que la contrepartie sera en mesure de s'acquitter de ses obligations contractuelles ni que le Compartiment pourra faire valoir ses droits. Comme le contrat sous-jacent à chaque opération de gré à gré sur instruments dérivés est négocié individuellement avec une contrepartie spécifique, le Compartiment est également exposé au risque qu'une contrepartie puisse avoir une interprétation des clauses du contrat (définition du concept de défaut, par exemple) différente de celle du Compartiment. Ainsi, le Compartiment assume le risque qu'il puisse être dans l'incapacité de percevoir les paiements dont le Gestionnaire d'investissement estime qu'ils lui sont dus.

aux termes d'un contrat sur instruments dérivés de gré à gré ou que ces paiements puissent être retardés ou acquittés seulement après que le Compartiment a encouru les dépens.

Une volatilité plus élevée que la moyenne sur les marchés peut nuire à la solvabilité d'une contrepartie, même si l'exposition nette au risque de marché de la contrepartie est faible par rapport à son capital. Pour de plus amples informations sur ces risques et les autres risques liés aux contrats sur différence et aux swaps, veuillez vous reporter au chapitre « Facteurs de risque » ci-après.

Politique en matière de garanties

La politique appliquée au titre des garanties découlant d'opérations de gré à gré sur produits dérivés relatifs aux Compartiments est de respecter les exigences indiquées à l'Annexe IV. Cette annexe présente les types de garanties autorisées, le niveau de garantie requis et la politique de décote et, en cas de garantie en espèces, la politique de réinvestissement prescrite par la Banque centrale conformément à la Réglementation sur les OPCVM. Les catégories de garanties qui peuvent être admises par un Compartiment comprennent les espèces et les autres formes que les espèces, telles que les actions, les titres de créance et les instruments du marché monétaire. La politique concernant les niveaux de garanties requis et les décotes peut être ajustée en tant que de besoin et conformément aux exigences exposées à l'Annexe IV, à la discrétion du Gestionnaire d'investissement, lorsque cet ajustement est estimé approprié par rapport à la contrepartie spécifique, aux caractéristiques de l'actif reçu en garantie, aux conditions du marché ou à d'autres circonstances. Le niveau de garantie requis sera au moins suffisant pour garantir que l'exposition au risque de contrepartie ne dépasse pas les limites énoncées dans l'art. 70, al. 1, let. c, de la Réglementation sur les OPCVM (c'est-à-dire la différence entre l'exposition au risque de contrepartie et les limites définies dans ledit article). Le Gestionnaire d'investissement adapte les décotes qu'il applique, le cas échéant, à chaque type d'actifs reçus en garantie, en tenant compte des caractéristiques de ces actifs, comme leur qualité de crédit et/ou la volatilité de leur cours, ainsi que des résultats des tests de résistance exécutés conformément aux exigences indiquées à l'Annexe IV. Chaque décision d'application d'une décote donnée ou de non-application d'une décote sur une catégorie d'actifs donnée doit être justifiée sur la base de la politique susmentionnée.

Si une garantie en espèces reçue par un Compartiment est réinvestie, le Compartiment est exposé au risque de perte sur ce réinvestissement. Une telle perte entraînera une baisse de la valeur de la garantie et le Compartiment disposera alors d'une protection moindre en cas de défaut de la contrepartie. Les risques associés au réinvestissement de garanties en espèces sont essentiellement les mêmes que les risques liés aux autres investissements du Compartiment. Pour de plus amples informations, veuillez vous reporter au chapitre « Facteurs de risque ».

Règlement relatif aux opérations de financement sur titres

À la date du présent Prospectus, il n'est pas prévu que les Compartiments concluent des opérations de financement sur titres ou des swaps sur rendement total au sens du Règlement relatif aux opérations de financement sur titres.

FACTEURS DE RISQUE

Les investisseurs doivent comprendre que tout investissement comporte des risques. Certains des risques inhérents aux investissements dans les Compartiments sont répertoriés ci-après, mais cette liste ne prétend pas être exhaustive.

Risques liés aux marchés émergents

Lorsque les Compartiments investissent dans des Pays émergents, les investissements peuvent comporter des risques liés aux défauts ou aux retards de règlement des transactions boursières et à l'enregistrement et la garde des titres. Les pratiques dominantes en matière de garde/dépôt de titres et de règlement des opérations (obligation de payer les titres avant réception, par exemple) peuvent exposer un Compartiment au risque de crédit et à d'autres risques. De même, il est possible que la fiabilité des systèmes de négociation et de règlement dans certains Pays émergents ne corresponde

pas à celle des systèmes de pays plus développés, ce qui peut être source de problèmes dans l'exécution des investissements.

Il est possible que les sociétés des Pays émergents ne soient pas soumises :

- (a) à des normes de comptabilité, d'audit et d'information financière ou à des obligations de déclaration comparables à celles applicables aux sociétés de pays plus développés ; ou
- (b) au même niveau de surveillance et de réglementation des places financières par l'État que les pays où les marchés des valeurs mobilières sont plus développés.

La réglementation et l'application des lois sur ces marchés de valeurs mobilières peuvent être moins strictes que sur les marchés internationaux plus développés. Les lois et les réglementations peuvent être inéprüvés, par exemple au regard des droits de propriété légale. Il pourrait y avoir un manque de cohérence dans l'interprétation et l'application des réglementations en vigueur et un risque que les organismes de réglementation imposent des changements immédiats et rapides aux lois, règles ou réglementations en vigueur (y compris en rapport avec la fiscalité) ou introduisent de nouvelles lois, règles ou réglementations sans consulter ni aviser préalablement les intervenants sur les marchés, ce qui peut limiter considérablement la capacité d'un Compartiment à poursuivre ses objectifs ou ses stratégies d'investissement. Les nouvelles lois et réglementations peuvent s'appliquer avec un effet rétroactif et être en constante évolution. Les organismes de réglementation peuvent mettre en place des contrôles sur les investissements étrangers et des limitations sur le rapatriement du capital investi, qui peuvent restreindre ou inhiber la capacité du Gestionnaire d'investissement à acheter ou vendre des portefeuilles de titres. Les restrictions ou limitations d'ordre légal ou réglementaire peuvent nuire à la liquidité et au rendement des investissements d'un Compartiment, en raison de facteurs, tels que le rapatriement de fonds, les mesures de limitation des quotas et les restrictions sur les transactions. La capacité d'un Compartiment à exercer ses droits de vote et/ou recevoir des annonces dans le cadre d'opérations stratégiques sur le capital ou lors d'assemblées des actionnaires peut être limitée.

L'application des réglementations en vigueur peut être extrêmement limitée. En conséquence, certains Pays émergents ne sont pas en mesure d'offrir aux investisseurs le même degré de protection que celui offert par les juridictions plus développées. Les restrictions et/ou les quotas imposés sur les investissements étrangers dans les Pays émergents peuvent faire obstacle aux investissements dans certains titres et, en conséquence, limiter les opportunités d'investissement pour les Compartiments.

De nombreux Pays émergents ont connu des taux d'inflation conséquents, voire extrêmement élevés au cours de certaines périodes, sur des durées prolongées. L'inflation et les fluctuations rapides des taux d'inflation ont eu, et peuvent continuer de très fortement pénaliser les économies et les marchés des valeurs mobilières de certains Pays émergents. Les économies des Pays émergents sont généralement lourdement tributaires du commerce international et, en conséquence, ont été, et peuvent continuer d'être pénalisées par les barrières commerciales, les contrôles des changes, les ajustements encadrés des valeurs relatives des devises et les autres mesures protectionnistes imposées ou négociées par les pays avec lesquels ils commercent. Les économies de ces pays ont également été, et peuvent continuer d'être pénalisées par la situation économique des pays avec lesquels ils ont des échanges commerciaux.

En outre, les économies des Pays émergents peuvent principalement reposer sur un nombre restreint d'industries ou être tributaires des revenus du commerce de certaines matières premières. Les frais de services de garde et autres coûts liés aux investissements dans les pays étrangers peuvent également être plus élevés dans les Pays émergents que dans la plupart des pays développés et donc avoir une incidence négative sur les revenus qu'un Compartiment tire de ces investissements. Enfin, comme les instruments de créance cotés sur les bourses de Pays émergents constituent une innovation relativement récente sur les marchés mondiaux de la dette, les données historiques et l'expérience des marchés sont limitées concernant les attributs de ces instruments dans toutes les situations économiques, conditions de marché et conjonctures politiques.

Le manque de liquidité et d'efficacité et/ou les quotas imposés par l'État sur les marchés boursiers ou des changes de certains Pays émergents peuvent induire occasionnellement, pour le Gestionnaire

d'investissement, des difficultés à acheter ou vendre des portefeuilles de titres, difficultés qui seraient moindres sur des marchés plus développés. Les restrictions sur la spéculation sur séance, la négociation manuelle, la négociation de blocs de titres et/ou la négociation hors bourse pourraient restreindre les options d'investissement d'un Compartiment. Les marchés financiers des Pays émergents sont en phase d'expansion et d'évolution rapides, ce qui pourrait entraîner une volatilité accrue des échanges et des prix, des risques de suspension et des difficultés dans le règlement des titres.

L'industrie des valeurs mobilières des Pays émergents est relativement jeune et la valeur des placements peut être affectée par les incertitudes découlant des développements politiques et sociaux. L'implication et l'influence importantes de l'État dans et sur l'économie peuvent affecter la valeur des titres de certains Pays émergents. Dans de nombreux cas, les gouvernements des Pays émergents continuent à exercer un contrôle important sur leurs économies et les mesures économiques qu'ils peuvent prendre, ainsi que les développements économiques en général, peuvent affecter la capacité des émetteurs de titres de créance de ces pays à acquitter les paiements sur leurs dettes obligataires, indépendamment de leur situation financière. De plus, il existe un risque accru d'expropriation ou de taxe spoliatrice, d'imposition de retenues à la source et d'autres prélèvements de ce type, ou de développements similaires susceptibles d'affecter les investissements dans ces pays. Rien ne permet de garantir qu'un changement politique défavorable n'entraînera pas pour un Compartiment une perte de tout ou partie de ses investissements ou, dans le cas de Titres à revenu fixe, des intérêts découlant de tels titres.

Un Compartiment peut investir dans des titres d'émetteurs russes. Les investissements dans ces titres présentent beaucoup de risques similaires aux investissements dans des titres d'émetteurs d'autres Pays émergents, tel que décrit ci-avant. Cependant, les risques d'ordre social, politique, juridique et opérationnel liés aux investissements dans des émetteurs russes et à l'utilisation des services de garde d'actifs en Russie peuvent être particulièrement importants. En outre, il est possible que certains émetteurs russes ne respectent pas les normes généralement acceptées au niveau international en matière de gouvernance d'entreprise. Un autre risque significatif lié aux investissements dans des titres russes réside dans la manière dont la propriété d'actions de sociétés privées est enregistrée. La propriété de, de nombreux titres russes ainsi que le règlement des transactions sur ces titres sont transférés à un dépositaire central de titres, le NSD (National Settlement Depository). Le Dépositaire ou son agent local en Russie est enregistré comme participant dans le NSD. Le NSD, quant à lui, apparaît comme le détenteur désigné des titres dans le registre de l'émetteur concerné. Ainsi, si l'intention première est de fournir un système centralisé et réglementé pour l'enregistrement du titre de propriété des titres russes et du règlement des transactions sur ces titres, cette intention n'élimine en rien les risques associés au système de tenue de registres décrit brièvement ci-dessus.

Les risques liés aux Pays émergents peuvent être particulièrement accrus sur les marchés frontières.

Risques particuliers liés aux investissements dans des titres chinois

Certains Compartiments peuvent investir dans des titres ou instruments exposés au marché chinois. Un Compartiment peut avoir un accès direct à certaines actions « A » chinoises admissibles par le biais des Programmes Stock Connect et/ou par le biais des quotas des programmes IIEQ et IIEQR. Il peut être exposé à des actions « A » chinoises de façon indirecte par le biais d'investissements dans des Organismes de placement collectifs éligibles qui investissent essentiellement dans des actions « A » chinoises et d'autres instruments financiers (tels que les obligations structurées, les bons de participation et des obligations indexées sur actions) où les actifs sous-jacents sont des valeurs mobilières émises par des sociétés cotées sur des Marchés réglementés en Chine, et/ou dont la performance est liée à la performance de titres émis par des sociétés cotées sur des Marchés réglementés en Chine. Les investissements sur les marchés boursiers de Chine sont soumis aux risques liés aux marchés émergents ainsi qu'à des risques spécifiques à la Chine. Les marchés boursiers de Chine sont des marchés émergents en phase d'expansion et d'évolution rapides, ce qui peut entraîner une volatilité des échanges, des difficultés de règlement et des problèmes d'interprétation et d'application des réglementations pertinentes. De plus, la réglementation et l'application des lois sur ces marchés de valeurs mobilières peuvent être moins strictes que sur les marchés internationaux plus développés. Les investissements étrangers en Chine sont également contrôlés, le rapatriement du capital investi est soumis à des restrictions et les informations publiées par les sociétés situées en Chine

peuvent avoir fait l'objet d'un audit moins strict. De telles restrictions ou limitations d'ordre légal ou réglementaire peuvent nuire à la liquidité et au rendement des investissements d'un Compartiment sur le marché chinois, en raison de facteurs, tels que le rapatriement de fonds et les restrictions sur les échanges. L'industrie des valeurs mobilières en Chine est relativement jeune et la valeur des placements peut être affectée par les incertitudes découlant des développements politiques et sociaux du pays ou de l'évolution de la loi ou de la réglementation chinoises. Un Compartiment peut être soumis à des retenues à la source et autres taxes imposées par la loi ou la réglementation fiscales chinoises. Nous rappelons aux investisseurs que leurs investissements peuvent être affectés par des changements dans la loi et la réglementation fiscales chinoises, qui peuvent avoir un effet rétroactif, font l'objet régulier de changements et sont en évolution constante.

Un Compartiment peut également être soumis au risque de contrepartie associé aux émetteurs d'instruments financiers qui investissent dans des actions « A » chinoises ou sont liés à leur rendement. Il peut subir une perte substantielle en cas de défaillance de l'émetteur de ces instruments financiers. En outre, ces investissements peuvent être moins liquides, car ils peuvent être négociés de gré à gré et ne pas avoir de marché actif.

Les investissements dans des actions « A » chinoises par le biais d'autres organismes de placement collectif et d'autres instruments financiers (tels que les obligations structurées, les bons de participation et les obligations indexées sur actions) émis par des tiers en renminbi sont exposés aux fluctuations du taux de change entre la devise de référence du Compartiment concerné et le renminbi. Rien ne garantit que le renminbi ne fera pas l'objet d'une dévaluation. Toute dévaluation du renminbi pourrait avoir une incidence défavorable sur les investissements d'un Compartiment libellés dans cette même devise. Le renminbi n'est actuellement pas une monnaie librement convertible, car il est soumis aux politiques de contrôle des changes du gouvernement chinois. Les politiques du gouvernement chinois en matière de contrôle des changes et les restrictions de rapatriement peuvent évoluer et avoir des effets négatifs sur la valeur des investissements du Compartiment concerné.

Risques associés aux Programmes Stock Connect

Certains Compartiments peuvent investir en actions « A » chinoises cotées à la Bourse de Shanghai et à la Bourse de Shenzhen (ci-après dénommées les « SSE ») par le biais des Programmes Stock Connects et/ou par le biais des quotas des programmes IIEQ et IIEQR, en passant par des sous-dépositaires locaux considérés comme des « Dépositaires participants » (*Custody Participants*) des Programmes Stock Connect. Les titres cotés et négociés sur les SSE qui peuvent être négociés par des investisseurs de Hong Kong et étrangers par le biais des Programmes Stock Connect sont ci-après dénommés « Titres SSE ». En plus des risques associés aux investissements en Chine susmentionnés, les investissements par le biais des Programmes Stock Connect sont également soumis à d'autres risques, tels que décrit ci-après.

Limitations de quota

Les Programmes Stock Connect sont soumis à un quota quotidien mesurant le total des achats et ventes de titres effectués par leur biais. Les ordres d'achat et de vente se compensent pour les besoins du quota. Si le quota quotidien est dépassé, les ordres d'achat supplémentaires sont rejetés jusqu'au jour de négociation suivant. Le quota quotidien n'est pas spécifique à un Compartiment ou au Gestionnaire d'investissement ; il s'applique, au contraire, à tous les acteurs du marché en général. Par conséquent, le Gestionnaire d'investissement n'est pas en mesure de contrôler l'utilisation ou la disponibilité du quota, or s'il se trouve dans l'incapacité d'acheter des Titres SSE supplémentaire, la mise en œuvre de sa stratégie au titre d'un Compartiment donné peut s'en retrouver affectée.

Limites relatives à la détention d'actions « A » chinoises par des étrangers

Il existe des limites sur la quantité d'actions « A » chinoises qu'un seul investisseur étranger est autorisé à détenir et sur le nombre d'actions « A » chinoises total d'une société détenu par tous les investisseurs étrangers. Lorsque ces limites sont atteintes, il n'est plus possible d'acheter ces actions tant que la participation ne sera pas réduite en deçà du seuil maximal fixé. En outre, quand de tels seuils sont

dépassés, les émetteurs des actions « A » chinoises peuvent vendre leurs actions aux fins de conformité avec la loi chinoise, ce qui peut impliquer de les vendre à perte.

Risque de suspension

Les SSE et la Bourse de Hong Kong (Stock Exchange of Hong Kong Limited ou « SEHK ») sont en droit de suspendre les négociations sur les Titres SSE si cela s'avère nécessaire pour garantir un marché ordonné et équitable et une gestion prudente des risques. Toute suspension des négociations du canal nord du Programme Stock Connect concerné requiert l'approbation de l'organisme de réglementation local concerné. Une telle suspension aura une incidence négative sur la capacité d'un Compartiment à accéder au marché des actions « A » chinoises.

Différences de jour de transaction

Chaque Programme Stock Connect ne fonctionne que les jours où les marchés de Shanghai ou de Shenzhen et de Hong Kong sont ouverts à la négociation et lorsque les banques des deux marchés sont ouvertes les jours de règlement correspondants. Il est donc possible dans certains cas qu'un jour de transaction normal pour la Bourse de Shanghai ne corresponde pas à un jour de transaction pour les investisseurs (par exemple, un Compartiment) de Hong Kong ou étrangers et qu'il ne soit donc pas possible pour eux d'exécuter une quelconque transaction sur des actions « A » chinoises. Par conséquent, un Compartiment peut être exposé à un risque de fluctuation des cours des actions « A » chinoises pendant que le Programme Shanghai-Hong Kong Stock Connect n'est pas ouvert aux opérations.

Restrictions concernant les négociations intrajournalières

Il n'est pas possible d'acheter et de vendre des actions le même jour sur les marchés des Programmes Stock Connect.

Risque opérationnel

Les Programmes Stock Connect offrent aux investisseurs de Hong Kong et étrangers un nouveau canal leur permettant d'accéder directement au marché des actions « A ». Ces programmes reposent sur le même principe de fonctionnement que les systèmes opérationnels des acteurs du marché concernés. Les acteurs du marché peuvent participer aux Programmes Stock Connect sous réserve de satisfaire certaines exigences en matière de compétence en technologie de l'information et de gestion des risques, et d'autres exigences spécifiées par les SSE, la SEHK et/ou la chambre de compensation concernée.

Pour que les Programmes Stock Connect puissent être lancés, les règles et systèmes de négociation et de compensation correspondants devaient être finalisés, toutes les approbations réglementaires devaient être octroyées et les acteurs du marché devaient disposer de suffisamment d'opportunités pour configurer et adapter leurs systèmes opérationnels et techniques. Cependant, il convient de noter que les régimes de titres et les systèmes juridiques des deux marchés diffèrent considérablement et que, pour que les Programmes Stock Connect puissent fonctionner, les acteurs du marché devront peut-être régler les problèmes découlant de ces différences de façon continue.

De plus, la « connectivité » des Programmes Stock Connect nécessite le routage des ordres à travers la frontière. De nouveaux systèmes informatiques ont été élaborés et mis en place par la SEHK et par les acteurs de cette bourse (« Participants boursiers »), à savoir un nouveau système de routage des ordres, le système China Stock Connect, auquel les Participants boursiers se sont connectés. Ces nouveaux systèmes ne sont opérationnels que depuis 2014 et rien ne garantit qu'ils continueront à fonctionner correctement ou seront adaptés aux changements et évolutions des deux marchés. Si les systèmes concernés ne fonctionnent pas correctement, la négociation sur les deux marchés par le biais des Programmes Stock Connect risque d'être perturbée et les Compartiments risquent de ne pas être en mesure d'accéder au marché des actions « A » chinoises (et donc de poursuivre leur stratégie d'investissement).

Accords de détention d'actions « A » chinoises conclus avec un mandataire

La Hong Kong Securities Clearing Company Limited (« HKSCC »), filiale détenue à 100 % par Hong Kong Exchanges and Clearing Limited, est le « détenteur désigné » des Titres SSE acquis par des investisseurs de Hong Kong et étrangers (dont les Compartiments) par l'intermédiaire des Programmes Stock Connect. Les règles des Programmes Stock Connect de la commission de réglementation chinoise de valeurs mobilières (China Securities Regulatory Commission ou « CSRC ») prévoient expressément que les investisseurs bénéficient des droits et avantages des Titres SSE acquis par le biais des Programmes Stock Connect conformément aux lois applicables. Toutefois, les tribunaux de la République populaire de Chine (« RPC ») peuvent considérer que tout mandataire ou dépositaire faisant office de détenteur de Titres SSE inscrit en est pleinement propriétaire et que, même si la notion de propriétaire effectif est reconnue par la loi de RPC, ces Titres SSE font partie du pool d'actifs de cette entité disponibles pour distribution à ses créanciers et/ou qu'un propriétaire effectif ne peut prétendre à aucun droit à cet égard. Par conséquent, la Société et le Dépositaire ne peuvent pas, en toutes circonstances, garantir à un Compartiment la propriété de ces titres ou le titre de propriété correspondant.

Selon les règles du système de règlement et de compensation centralisé (Central Clearing and Settlement System ou « CCASS ») géré par HKSCC pour la compensation des titres cotés ou négociés sur la SEHK, HKSCC, en sa qualité de détenteur désigné, n'est nullement tenu de saisir une action ou procédure en justice pour faire valoir les droits des investisseurs sur les Titres SSE en RPC ou ailleurs. Par conséquent, bien que la propriété du Compartiment concerné puisse être finalement reconnue, le Compartiment peut rencontrer des difficultés ou des retards dans l'exécution de ses droits sur les actions « A » chinoises.

Dans la mesure où HKSCC est réputée exercer des fonctions de garde des actifs qu'elle détient, il convient de noter que le Dépositaire et les Compartiments concernés n'auront aucun lien juridique avec HKSCC et ne pourront exercer aucun recours légal direct à l'encontre de HKSCC si un Compartiment subit des pertes à cause de la performance ou de l'insolvabilité de HKSCC.

Restrictions à la vente imposées par un contrôle initial

La réglementation de la RPC exige qu'avant qu'un investisseur puisse vendre une action, le compte doit contenir suffisamment d'actions ; sinon les SSE rejeteront l'ordre de vente en question. SEHK procédera à une vérification préalable des ordres de vente d'actions « A » chinoises de ses Participants boursiers (c.-à-d. les courtiers en valeurs mobilières) pour s'assurer qu'il n'y a pas de survente. Pour aider les investisseurs dont les Titres SSE sont détenus auprès de dépositaires à vendre leurs Titres SSE sans avoir à les pré-livrer de leurs dépositaires à leurs courtiers exécutants, un modèle amélioré de contrôle préliminaire à l'opération (ou « Modèle SPSA ») a été mis en place à compter du 30 mars 2015. Selon le Modèle SPSA, un investisseur dont les Titres SSE sont détenus auprès d'un dépositaire qui est, conformément aux règles et procédures opérationnelles de HKSCC, telles qu'amendées en tant que de besoin, enregistré et autorisé à participer au CCASS en tant que « Participant direct à la compensation », « Participant compensateur général » (ci-après désignés collectivement « Participant Dépositaire ») ou Participant Compensateur Général non boursier (*non-Exchange Participant General Clearing Participant* ou « GCP non boursier »), peut demander à un Participant Dépositaire ou à un GCP non boursier d'ouvrir un compte spécial séparé, *special segregated account* ou « SPSA ») dans le CCASS pour conserver ses participations dans des Titres SSE. Le CCASS attribue à chaque SPSA un numéro d'identification d'investisseur unique (« ID investisseur »). L'investisseur peut désigner au maximum 20 Participants boursiers comme courtiers exécutants autorisés à utiliser son ID investisseur pour exécuter des ordres de vente dans des Titres SSE en son nom. Le modèle SPSA, contrairement au modèle amélioré de contrôle préliminaire à l'opération, permet de procéder à un contrôle avant l'opération sans que l'investisseur n'ait à transférer ses Titres SSE de son dépositaire à son Participant boursier (c'est-à-dire le courtier désigné) avant l'ouverture du marché le jour de la vente (« Jour de négociation »). Au titre du Modèle SPSA, un investisseur n'aura besoin de transférer des Titres SSE de son SPSA vers le compte de son courtier désigné qu'après exécution de l'ordre de vente et non avant de le passer.

La Société a l'intention de travailler avec le Dépositaire afin d'utiliser le Modèle SPSA, au titre duquel les Compartiments seront en mesure de vendre ses actions « A » chinoises par le biais des Programmes Stock Connect sans avoir à pré-livrer les Titres SSE du Dépositaire aux courtiers exécutants de Compartiments. Toutefois, si le Modèle SPSA cesse d'être disponible pour un Compartiment pour quelque raison que ce soit, celui-ci devra fonctionner selon le modèle historique de contrôle préliminaire à l'opération. Au titre du modèle historique de contrôle préliminaire à l'opération, si un Compartiment désire vendre certaines actions « A » chinoises qu'il détient, il doit les transférer sur les comptes respectifs de ses courtiers le jour de négociation, avant l'ouverture du marché. S'il ne respecte pas ce délai, il ne sera pas en mesure de vendre ces actions le jour de négociation concerné. En raison de cette exigence, si un Compartiment n'est pas en mesure d'utiliser le Modèle SPSA et doit s'appuyer sur le modèle historique, il est possible qu'il ne soit pas en mesure de disposer en temps voulu des actions « A » chinoises qu'il détient.

Rappel des titres éligibles

Lorsqu'un titre est rappelé de la gamme des titres éligibles au titre de la négociation par le biais des Programmes Stock Connect, il peut être vendu, mais n'est plus autorisé à l'achat. Le portefeuille d'investissement ou la stratégie d'un Compartiment peuvent s'en trouver affectés, notamment lorsque le Gestionnaire d'investissement souhaite acheter un titre qui n'est plus un titre éligible.

Risque de compensation et de règlement

HKSCC et China Securities Depository and Clearing Corporation Limited (« ChinaClear ») ont établis des liens de compensation et chacune d'elles deviendra un participant de l'autre afin de faciliter la compensation et le règlement d'opérations transfrontalières par le biais des Programmes Stock Connect. S'agissant des opérations transfrontalières initiées sur un marché, la chambre de compensation de ce marché assurera d'une part la compensation et le règlement auprès de ses propres participants de compensation et satisfera d'autre part les obligations de compensation et de règlement de ses participants de compensation auprès de la chambre de compensation de la contrepartie.

En tant que contrepartie centrale nationale du marché des valeurs mobilières de la RPC, ChinaClear exploite un vaste réseau d'infrastructures de compensation, de règlement et de détention de titres. ChinaClear a défini un cadre de gestion du risque et des mesures approuvées et supervisées par la CSRC. Le risque de défaut de ChinaClear est considéré comme peu probable à court terme.

En cas, malgré tout, de défaut de ChinaClear, les passifs de HKSCC dans les négociations du canal nord dans le cadre de ses contrats de marché avec les participants de compensation se limiteront à aider ces derniers à poursuivre leurs réclamations à l'encontre de ChinaClear. HKSCC cherchera, de bonne foi, à recouvrer les titres et fonds en circulation auprès de ChinaClear par le biais des canaux légaux disponibles ou du processus de liquidation de ChinaClear. Dans ce cas, un Compartiment peut subir un retard dans le processus de recouvrement ou ne pas être en mesure de récupérer intégralement ses pertes auprès de ChinaClear.

Absence de protection par le fonds d'indemnisation des investisseurs

L'investissement par le biais des Programmes Stock Connect passe par des courtiers et est exposé aux risques que ces derniers ne remplissent pas leurs obligations. En particulier, les investissements d'un Compartiment par le biais de négociations du canal nord au titre des Programmes Stock Connect ne sont couverts par aucun fonds d'indemnisation des investisseurs. Par conséquent, un Compartiment s'expose aux risques de défaillance des courtiers qu'il engage dans ses négociations sur les actions « A » chinoises par le biais des Programmes Stock Connect.

Coûts des opérations de bourse

Outre le paiement de commissions de transaction et de droits de timbre en lien avec la négociation d'actions « A » chinoises, un Compartiment peut être soumis à de nouvelles commissions de

portefeuille, une retenue à la source sur les dividendes et des impôts sur le revenu découlant de transferts d'actions devant être déterminés par les autorités concernées.

Risque réglementaire

Les Programmes Stock Connect sont récents et soumis aux réglementations promulguées par les autorités compétentes en la matière (la CSRC et la commission de réglementation de Hong Kong de valeurs mobilières, la Securities and Futures Commission de Hong Kong ou « SFC ») ainsi qu'aux règles de mise en œuvre définies par les bourses (SSE et SEHK) et chambres de compensation (ChinaClear et HKSCC). En outre, de nouvelles réglementations peuvent ponctuellement être promulguées par les organismes de réglementation concernés (dont la SFC et la CSRC) au sujet des opérations et de l'application juridique transfrontalière des échanges transfrontaliers dans le cadre des Programmes Stock Connect.

Risque de change/conversion de devises pour les actions libellées en renminbi

Les actions « A » chinoises sont libellées en renminbi (CNY), mais la Devise de référence d'un Compartiment peut être différente. Dans ce cas, les paiements en renminbi (CNY) risquent de devoir être convertis dans la Devise de référence du Compartiment concerné lors de la réalisation des actions « A » chinoises et la Devise de référence peut devoir être convertie en renminbi lors de l'achat d'actions « A » chinoises. Le taux de change pour le renminbi peut être affecté, entre autres, par des restrictions de contrôle des changes et des restrictions de rapatriement imposées par le gouvernement chinois, et par d'autres forces du marché extérieur qui pourraient avoir une incidence défavorable sur la valeur de marché du Compartiment.

Incertitude concernant la situation fiscale

Le traitement fiscal des actions « A » chinoises de la Société est incertain, notamment, lorsque l'impôt sur les plus-values s'applique. Il est ainsi possible à l'avenir que les plus-values réalisées soient assujetties à une imposition supplémentaire.

Incertitude concernant les Programmes Stocks Connect

Il convient de noter que les réglementations établissant et régissant le fonctionnement des Programmes Stock Connect sont récentes et qu'il n'existe aucune certitude quant à leur application. En outre, les réglementations actuelles sont susceptibles d'évoluer. L'infrastructure des Programmes Stock Connect n'a pas encore été entièrement testée et peut ne pas fonctionner comme prévu dans toutes les circonstances. Rien ne garantit que ces programmes ne seront pas supprimés. Un Compartiment qui peut investir sur les marchés de la RPC par le biais des Programmes Stock Connect peut être pénalisé par de telles évolutions.

Risque concernant le principe de ségrégation

Les actions « A » chinoises sont détenues par des systèmes tiers de règlement de titres à Hong Kong et en RPC, où elles sont mélangées aux actifs d'autres investisseurs et peuvent être soumises à des exigences de garde, de ségrégation et de tenue de registres moins strictes que les investissements détenus au niveau national ou au sein de l'Union européenne.

Livraison en temps réel contre paiement

HKSCC a lancé des améliorations de la livraison en temps réel contre paiement (*Real time delivery versus payment* ou « RDVP »), qui sont entrées en vigueur le 20 novembre 2017, dans le CCASS pour les instructions de règlement au titre des Programmes Stock Connect. La RDVP est une procédure de règlement dans laquelle le paiement de l'acheteur pour des titres est dû au moment de la livraison. La RDVP prévoit que les paiements en espèces doivent être effectués avant ou à la livraison des titres. Le déploiement de la RDVP dans les Programmes Stock Connect est destiné à résoudre l'exposition au risque de contrepartie et doit être utilisé avec le Modèle SPSA. Lorsque la RDVP est utilisée au titre du Modèle SPSA, le Dépositaire peut déterminer s'il est approprié de traiter avec des courtiers ne faisant

pas partie de son réseau. Si la RDVP n'est pas utilisée, un modèle de courtier-dépositaire intégré est requis.

Risques associés aux programmes IIEQ et IIEQR

Le Gestionnaire d'investissement peut faire une demande de licence auprès de la CSRC pour agir en qualité d'IIEQ et peut se voir octroyé un quota d'investissement (le « Quota IIEQ ») par la SAFE. Il peut également faire une demande de licence IIEQR auprès de la CSRC. Chaque titulaire d'une licence IIEQR peut obtenir un quota de base qui ne dépasse pas un certain pourcentage du montant des actifs sous sa gestion. Ledit quota IIEQR octroyé par la SAFE (le « Quota IIEQR ») peut être affecté individuellement à des Compartiments, à la discrétion du Gestionnaire d'investissement.

L'investissement direct en actions « A » chinoises par le biais dudit Quota IIEQ du Gestionnaire d'investissement est limité à 10 % de la Valeur nette d'inventaire de chaque Compartiment concerné.

Les lois applicables, ainsi que les règles et réglementations relatives aux programmes IIEQ et IIEQR (y compris les restrictions se rapportant aux investissements et le rapatriement du capital et des bénéfices) en vertu desquelles un Compartiment peut investir en RPC par le biais des éventuels quotas IIEQ ou IIEQR du Gestionnaire d'investissement sont relativement récentes et offrent à la CSRC, à la Banque populaire de Chine (People's Bank of China ou « PBoC ») et à la SAFE un grand pouvoir discrétionnaire quant à son interprétation. Il n'existe pas de précédents concernant la façon dont ce pouvoir discrétionnaire peut être exercé pour des questions qui n'ont pas clairement abordées dans les réglementations relatives aux programmes IIEQ et IIEQR, ce qui laisse donc planer une grande incertitude à cet égard. Ces réglementations font l'objet de révisions régulières : elles peuvent donc subir de nouvelles modifications à l'avenir, et rien ne garantit que de telles révisions ne porteront pas préjudice aux IIEQ et aux IIEQR, qu'elles n'entraîneront pas une suppression substantielle ou intégrale des quotas IIEQ et IIEQR d'une manière générale (y compris les quotas utilisés pour les Compartiments) ou qu'elles n'auront pas un éventuel impact rétroactif. La CSRC, la PBoC et/ou la SAFE peuvent à l'avenir avoir le pouvoir d'imposer de nouvelles restrictions ou conditions au statut IIEQ ou IIEQR du Gestionnaire d'investissement, voire même de le résilier, ou encore de déterminer qu'un Compartiment n'est plus autorisé à opérer en vertu des programmes IIEQ et/ou IIEQR, ce qui peut affecter défavorablement le Compartiment concerné et ses actionnaires. Il n'est pas possible de prévoir les conséquences de telles modifications sur les Compartiments concernés.

Les règles et réglementations en vigueur régissant les titulaires de licence IIEQ et IIEQR peuvent imposer des restrictions sur les types d'investissement, des périodes de détention minimale des investissements, ainsi que des restrictions portant sur la remise et le rapatriement du capital et des bénéfices relativement aux investissements effectués par ou par le biais des IIEQ ou IIEQR, ce qui peut limiter ou affecter les investissements d'un Compartiment.

À l'exception des fonds de type ouvert, tous les autres produits (ou fonds) d'investissement des IIEQR à l'égard desquels le quota IIEQR est appliqué sont assujettis à une période de blocage de trois mois en termes de capital d'investissement. Durant cette période de blocage, il est interdit aux IIEQR de verser le capital d'investissement à l'étranger. La période de blocage du capital d'investissement commence le jour où le montant total des investissements versé en RPC atteint les 100 millions RMB. Bien qu'il n'existe actuellement aucune législation ou directive émanant des autorités compétentes à cet égard, il est probable que chaque Compartiment sera considéré comme un fonds de type ouvert.

Les rapatriements en renminbi effectués par des IIEQR à l'égard d'un fonds de type ouvert ne sont actuellement soumis à aucune période de blocage ni aucune approbation préalable, même si des contrôles d'authenticité et de conformité seront réalisés, et des rapports mensuels relatifs aux versements et aux rapatriements seront soumis à la SAFE par le dépositaire IIEQR. Rien ne garantit, toutefois, que les règles et réglementations de la RPC ne seront pas modifiées ou que des restrictions en matière de rapatriement ne seront pas imposées à l'avenir. D'éventuelles restrictions en matière de rapatriement du capital investi et des bénéfices nets peuvent pénaliser la capacité du Compartiment concerné à satisfaire les demandes de rachat formulées par les Actionnaires.

Risque de liquidité associé avec les programmes IIEQ et les IIEQR

Les lois et pratiques en RPC peuvent affecter la capacité du Gestionnaire d'investissement à liquider les investissements et à remettre le produit d'une telle liquidation en dehors de la RPC. Le rapatriement des sommes vers le Compartiment concerné en dehors de la RPC est assujéti à certaines restrictions (telles que des périodes de blocage et des restrictions en matière de rapatriement) et, dans certains cas, à l'obtention d'une approbation de la part de la SAFE. Les réglementations relatives aux programmes IIEQ et IIEQR et/ou l'approche adoptée pour la limite de rapatriement peuvent être modifiée(s) en tant que de besoin. Toutes les modifications se rapportant aux règles et réglementations concernées en matière de rapatriement peuvent retarder le paiement des produits de rachat relatifs aux investissements du Compartiment concerné dans des actions « A » chinoises et d'autres titres éligibles.

Ces restrictions relatives au rapatriement du capital et des bénéfices imposés par les réglementations relatives au programme IIEQR peuvent avoir un impact défavorable sur la liquidité du portefeuille des Compartiments concernés. La Société s'assurera néanmoins que la liquidité globale des portefeuilles des Compartiments concernés est préservée.

Qui plus est, sachant qu'un contrôle d'authenticité et de conformité du dépositaire IIEQ ou du dépositaire IIEQR est effectué lors de chaque rapatriement, le rapatriement peut être retardé ou même refusé par le dépositaire en RPC en cas de non-conformité avec les réglementations en vigueur. Si tel est le cas, il peut y avoir un impact sur la capacité du Compartiment concerné à satisfaire les demandes de rachat de façon opportune. Il convient de noter que la Société n'a aucun contrôle sur le temps réel nécessaire pour la réalisation de tout rapatriement.

Dans l'éventualité où des quotas IIEQ et/ou IIEQR sont obtenus, les investisseurs sont informés que rien ne garantit que le Gestionnaire d'investissement continuera de conserver un statut IIEQR ou d'utiliser son quota IIEQR, ou qu'un Compartiment recevra une part suffisante du quota IIEQR de la part du Gestionnaire d'investissement pour réaliser son objectif et sa politique d'investissement, ou que les demandes de rachat pourront être traitées de façon opportune en cas de modifications défavorables relatives aux lois et réglementations en vigueur. Ces restrictions peuvent résulter d'un refus à l'égard de demandes de souscription ou d'une suspension des négociations du Compartiment concerné. Dans des cas extrêmes, le Compartiment concerné peut encourir des pertes significatives en raison de la limitation de ses capacités d'investissement, ou peut ne pas être en mesure de mettre en œuvre ou de poursuivre totalement son objectif ou sa stratégie d'investissement, en raison de la non-obtention d'un quota IIEQR ou des restrictions applicables à l'égard d'un tel quota.

Dépendance aux quotas et licences du Gestionnaire d'investissement

Afin d'obtenir une exposition directe à des actions « A » chinoises et d'autres titres éligibles, les Compartiments concernés dépendent de l'obtention d'un accès aux quotas IIEQ et IIEQR du Gestionnaire d'investissement, si de tels quotas peuvent être obtenus, et de l'obtention de conseils relatifs à ses investissements sur les marchés de la RPC.

Si le Gestionnaire d'investissement, pour un motif quelconque, voit ses quotas IIEQ ou IIEQR diminués ou révoqués, les Compartiments concernés peuvent perdre intégralement ou partiellement accès aux quotas IIEQ ou IIEQR du Gestionnaire d'investissement et ne plus être en mesure d'investir directement dans des actions « A » chinoises et d'autres titres éligibles pour satisfaire toutes leurs demandes d'investissement. Par ailleurs, il est possible que dans un tel cas, les Compartiments concernés doivent se séparer de leurs avoirs en actions « A » chinoises et autres titres éligibles, ce qui peut nuire à leur performance. La perte potentielle de leur accès aux éventuels quotas IIEQ ou IIEQR du Gestionnaire d'investissement peut les empêcher d'investir directement dans des Actions « A » chinoises et d'autres titres éligibles par le biais des programmes IIEQ et IIEQR. Les éventuelles licences IIEQ et IIEQR du Gestionnaire d'investissement peuvent également être révoquées, résiliées ou encore invalidées à tout moment en raison d'une modification de la loi, des réglementations ou des pratiques en vigueur et d'autres conditions, d'un acte ou d'une omission du Gestionnaire d'investissement ou pour toute autre raison. Si tel est le cas, les Compartiments concernés peuvent ne pas être autorisés à négocier ces

titres, et tous les actifs détenus par le dépositaire concerné pour le compte des Compartiments seront liquidés et rapatriés conformément aux lois et réglementations applicables ; cela peut entraîner des pertes significatives pour les Compartiments et provoquer d'éventuels retards de paiement du montant investi dans des actions « A » chinoises et d'autres titres éligibles.

Tel qu'indiqué ci-avant, il est possible que les Compartiments concernés n'aient pas l'usage exclusif des éventuels quotas IIEQ ou IIEQR du Gestionnaire d'investissement. Les investisseurs sont informés que les réglementations relatives aux programmes IIEQ ou IIEQR s'appliquent généralement au Gestionnaire d'investissement (et ses éventuels quotas IIEQ ou IIEQR) dans sa ensemble et pas seulement aux investissements effectués par les Compartiments concernés : ces derniers peuvent donc être affectés défavorablement pour des raisons liées à l'utilisation des éventuels quotas IIEQ ou IIEQR pour d'autres organismes (par exemple, les Compartiments pourraient être tenus de respecter des exigences de publication particulières ou subir des mesures réglementaires liées à une violation des réglementations aux programmes IIEQ ou IIEQR) (y compris la révocation des éventuels quotas IIEQ ou IIEQR).

Les Compartiments concernés peuvent également subir des pertes substantielles, le cas échéant, si l'un(e) quelconque des opérateurs ou des parties clés (y compris les dépositaires/courtiers IIEQ ou IIEQR) font faillite/sont en défaut et/ou ne sont plus en mesure de remplir leurs obligations (y compris l'exécution ou le règlement de toute transaction ou de tout transfert de montants ou de titres).

Rien ne garantit que les Compartiments se verront allouer, le cas échéant, des quotas IIEQ ou IIEQR suffisants pour satisfaire leurs investissements prévus dans des actions « A » chinoises et d'autres titres éligibles par le biais du programme IIEQ ou du programme IIEQR. Ils peuvent subir des pertes substantielles à l'égard de leurs avoirs dans des actions « A » chinoises s'ils se voient allouer des quotas IIEQ ou IIEQR insuffisant pour exécuter leurs opérations d'investissement.

La SAFE est investie du pouvoir d'imposer des sanctions réglementaires si le titulaire de la licence IIEQR ou le dépositaire de la RPC viole toute disposition de la réglementation relative au programme IIEQR. Toute violation pourrait entraîner la révocation du quota du titulaire de la licence IIEQR ou d'autres sanctions réglementaires et peut affecter défavorablement la part du quota du titulaire de la licence IIEQR mise à disposition pour un investissement d'un Compartiment concerné.

Risque de change

Le renminbi n'est pas, à la date du présent Prospectus, une devise librement convertible, et est assujéti aux politiques de contrôle des changes du gouvernement de la RPC.

Les investissements directs des Compartiments concernés dans des actions « A » chinoises seront effectués par le biais des éventuels quotas IIEQ ou IIEQR du Gestionnaire d'investissement en renminbi, et les Compartiments concernés seront donc exposés aux éventuelles fluctuations du taux de change entre leur Devise de référence respective et le renminbi à l'égard de leurs investissements. Les Compartiments peuvent également être pénalisés par les contrôles relatifs aux conversions de devises effectués par le gouvernement de la RPC.

Aux fins des investissements par le biais du programme IIEQ ou du programme IIEQR, le renminbi est convertible en dollars américain aux taux de change en vigueur. Les Compartiments concernés seront assujettis à des écarts entre le cours acheteur et le cours vendeur relatifs aux coûts de conversion des devises et de transaction. Lesdits risques de change et coûts de conversion peuvent entraîner des pertes pour les Compartiments concerné. Rien ne garantit que le renminbi ne sera pas assujéti à une dévaluation ou à une réévaluation ni que des pénuries de devises disponibles ne se produiront pas.

Risques de conservation

Les actions « A » chinoises négociées sur les bourses de Shanghai et Shenzhen sont traitées et conservées sous forme dématérialisée par le biais de China Securities Depository and Clearing Corporation Limited (« CSDCC »). Les titres acquis pour le compte d'un Compartiment au moyen des

éventuels quotas IIEQ ou IIEQR du Gestionnaire d'investissement doivent être enregistrés par CSDCC comme étant crédités sur un compte de négociation de titres géré conjointement par le Gestionnaire d'investissement et le Compartiment concerné. En droit chinois, le Gestionnaire d'investissement en tant qu'IIEQ ou IIEQR potentiel ne possède aucun droit de propriété sur les titres et le Compartiment doit être considéré comme le propriétaire final et exclusif des titres. Toutefois, sachant que le Gestionnaire d'investissement appartient à un groupe de sociétés, le risque existe que les créanciers du groupe présument de façon erronée que les actifs concernés du Compartiment appartiennent au Gestionnaire d'investissement ou au groupe et qu'ils essaient de prendre le contrôle desdits actifs pour acquitter le passif du Gestionnaire d'investissement ou du groupe.

Les preuves de titres des instruments négociés en bourse en RPC consistent uniquement en des inscriptions électroniques auprès du dépositaire et/ou dans le registre associé avec la bourse de valeurs. Ce type d'inscriptions est récent et n'a pas été entièrement testé en termes d'efficacité, de précision et de sécurité.

Dans l'éventualité d'un surachat de titres de la RPC par un Compartiment, CSDCC peut exiger une garantie de la part du compte de titres du Compartiment. Il est possible qu'un dépositaire IIEQ ou IIEQR puisse également être tenu légalement de sélectionner et de fournir en garantie à CSDCC des titres de la RPC à partir du compte de titres pour le surachat d'une autre partie que le Compartiment concerné et les investisseurs doivent être conscients que les actifs du Compartiment peuvent être ainsi fournis à CSDCC.

Les investisseurs sont priés de noter que les liquidités déposées sur le compte de trésorerie d'un Compartiment auprès d'un dépositaire IIEQ ou d'un dépositaire IIEQR ne seront pas séparées mais constitueront une dette due par ce dépositaire aux IIEQ ou aux IIEQR pour le compte du Compartiment en qualité de déposant. Ces liquidités peuvent être mélangées avec des liquidités appartenant à d'autres clients du dépositaire. En cas de faillite ou de liquidation du dépositaire, le Compartiment ne détiendrait aucun droit de propriété sur les liquidités déposées sur ledit compte de trésorerie, et le Compartiment deviendrait un créancier non garanti, à égalité de rang avec tous les autres créanciers non garantis du dépositaire. Il pourrait alors rencontrer des difficultés et/ou accuser des retards pour recouvrer la dette ou même ne pas être en mesure de recouvrer tout ou partie de cette dette, auquel cas il subirait des pertes.

Restrictions d'investissement

Il existe des limites au nombre total d'actions « A » chinoises détenues par tous les investisseurs étrangers dans une société cotée en RPC et, de ce fait, la capacité d'un Compartiment à effectuer des investissements dans des actions « A » chinoises sera affectée par les activités de tous les autres investisseurs étrangers investissant par le biais des programmes IIEQ et IIEQR.

En particulier, lorsqu'il obtient une exposition aux marchés de titres en RPC grâce aux quotas IIEQ et IIEQR, chaque Compartiment concerné est assujéti aux restrictions suivantes :

- (a) la participation d'un seul investisseur étranger (tel que le Compartiment concerné), qui investit par le biais d'un ou plusieurs IIEQ ou IIEQR dans une seule société cotée, ne peut pas dépasser 10 % du nombre total d'actions émises de ladite société ;
- (b) la participation cumulée en actions « A » chinoises de tous les investisseurs étrangers, qui investissent par le biais d'un ou de plusieurs IIEQ ou IIEQR dans une seule société cotée, ne peut pas dépasser 30 % du nombre total d'actions émises de ladite société.

Risque lié au marché obligataire interbancaire chinois

Certains Compartiments peuvent investir directement dans des obligations chinoises sur le marché obligataire interbancaire chinois (China Interbank Bond Market ou le « CIBM ») par le biais de courtiers. Pour faciliter la procédure, le Gestionnaire d'investissement effectuera un dépôt auprès de la PBoC et désignera un agent local de règlement des obligations qualifié en tant qu'agent de règlement sur le

CIBM. Celui-ci lui fournira des services de négociation et de règlement pour les transactions obligataires sur le CIBM. Les investisseurs doivent comprendre que les paragraphes suivants sont un résumé des principaux facteurs de risque associés aux investissements concernés sur le CIBM. Il ne s'agit en aucun cas d'une liste exhaustive de tous les risques inhérents à de tels investissements.

Risques réglementaires liés au CIBM

Les investissements sur le CIBM sont soumis à des risques réglementaires. Les règles et réglementations pertinentes concernant les investissements sur le CIBM (les « Réglementations relatives aux investissements ») sont susceptibles de faire l'objet de modifications qui peuvent avoir un effet rétroactif. Si les autorités compétentes de la RPC suspendent l'ouverture de comptes ou la négociation sur le CIBM, la capacité des Compartiments à investir sur ce marché sera limitée et, une fois toutes les autres options de négociation épuisées, ceux-ci risquent de subir une perte sur l'investissement effectué dans le CIBM. En outre, toute suspension des négociations sur le CIBM pourrait empêcher les Compartiments de disposer de leurs titres et entraîner des difficultés de rapatriement du produit des ventes. Une telle situation risque d'accroître le risque de liquidité. De plus, bien qu'il n'y ait aucune restriction de quota en vertu des Réglementations relatives aux investissements, les informations pertinentes sur les investissements des Compartiments (tels que la taille anticipée et la durée de l'investissement) doivent être déposées auprès de la PBoC et une mise à jour sera nécessaire en cas de modification de ces informations. Il est impossible de prédire si, à l'égard d'un tel dépôt, la PBoC fera des commentaires sur ces informations ou exigera leur modification. Si tel est le cas, les Compartiments devront suivre les instructions de la PBoC et apporter les modifications demandées, ce qui pourrait ne pas être dans leur intérêt et celui de leurs Actionnaires d'un point de vue commercial.

Liquidité et volatilité sur le CIBM

La volatilité du marché et le possible manque de liquidité dû au faible volume de négociations de certains instruments sur le CIBM peuvent entraîner une forte fluctuation de leur cours. En outre, il est possible que certains instruments doivent compter sur les teneurs de marché pour être liquides. Un Compartiment investissant dans ce type d'instruments est donc soumis à des risques de liquidité et de volatilité. Les écarts entre le cours acheteur et le cours vendeur de ces instruments peuvent être importants et le Compartiment peut donc encourir des frais de négociation et de réalisation significatifs au titre de ses investissements dans le CIBM. Il peut même subir des pertes lors de la cession de ces investissements.

Agent de règlement et procédures liées au CIBM

Un agent de négociation et de règlement onshore sera recruté par le Gestionnaire d'investissement pour effectuer le dépôt pour le compte de certains Compartiments et fournir aux Compartiments des services d'agence de négociation et de règlement. Dans la mesure où les Compartiments effectuent des transactions sur le CIBM, ils peuvent également être exposés aux risques associés aux procédures de règlement et à un défaut de contrepartie. Ils s'exposent donc aux risques de défaillance ou d'erreurs de la part de l'agent de règlement onshore. La contrepartie qui a conclu une transaction avec un Compartiment peut manquer à son obligation de régler la transaction à la livraison du titre concerné ou lors du paiement en valeur.

De plus, la PBoC surveillera en permanence l'agent de règlement onshore ainsi que les activités de négociation des Compartiments au titre des Réglementations relatives aux investissements. En cas de non-respect de ces réglementations par l'agent de règlement ou par un Compartiment, la PBoC peut prendre les mesures administratives qui s'imposent contre le Compartiment concerné comme la suspension des négociations et sa sortie obligatoire. Ces mesures de suspension ou de sortie obligatoire peuvent entraîner pour le Compartiment et ses Actionnaires des pertes substantielles par rapport à l'investissement de départ dans le CIBM.

Risque lié à la conversion CNH/CNY

Pour les Compartiments investis en actions « A » chinoises, les actifs sous-jacents acquis, négociés et cédés sur le marché concerné de la RPC sont libellés en CNY plutôt qu'en CNH. Alors que le CNH et le

CNY représentent la même devise, ils sont négociés sur des marchés distincts qui fonctionnent indépendamment. La valeur du CNH peut différer, peut-être de manière significative, de celle du CNY en raison d'un certain nombre de facteurs, dont, entre autres, les politiques de contrôle des changes et les restrictions de rapatriement appliquées en tant que de besoin par le gouvernement chinois et les autres forces du marché extérieur.

Risque de liquidité

Certains des marchés, bourses ou titres dans lesquels les Compartiments sont susceptibles d'investir peuvent se révéler moins liquides que ceux des pays développés et les prix peuvent s'avérer occasionnellement très volatils. Ces facteurs peuvent affecter le prix et le délai dans lequel les Compartiments peuvent liquider des positions pour satisfaire les demandes de rachat ou d'autres besoins de financement. En outre, les Compartiments peuvent se retrouver dans l'incapacité de rapatrier le capital, les dividendes, les intérêts et les autres revenus de Pays émergents, ou ils peuvent avoir besoin de l'accord de l'État pour le faire. Ils peuvent être également pénalisés par des retards dans ou le refus de donner cet accord pour le rapatriement des fonds, ou par toute intervention officielle affectant le processus de règlement des transactions. La conjoncture économique ou politique pourrait conduire à la révocation d'un accord octroyé avant de procéder aux investissements. Rien ne permet de garantir que la valeur attribuée à ces titres reflètera fidèlement le prix qu'un Compartiment pourrait percevoir lors de leur vente.

Risque de change

La Valeur nette d'inventaire par Action de chaque Compartiment est libellée dans sa Devise de référence, alors que les investissements des Compartiments peuvent être acquis, directement ou indirectement, dans un large éventail de devises. Un Compartiment peut, s'il le souhaite, limiter son exposition au risque de fluctuation des taux de change en utilisant des techniques et instruments de couverture ou autres.

Le risque de change inclut le risque que la valeur des devises dans lesquelles les investissements sous-jacents d'un Compartiment sont négociés baisse par rapport à la devise dans laquelle la Valeur nette d'inventaire par Action est libellée et, dans le cas de positions couvertes, que la valeur de la devise dans laquelle la Valeur nette d'inventaire par Action est libellée baisse par rapport à la devise faisant l'objet de l'opération de couverture de change. Concernant les Catégories d'Actions non couvertes, la valeur d'une Action exprimée dans la devise d'une Catégorie sera exposée au risque de change lié à la Devise de référence. Les Actionnaires doivent également noter que, dans le cas de Catégories d'Actions non couvertes, une conversion de devises aura lieu lors des souscriptions, rachats, conversions et distributions, aux taux de change pratiqués sur le marché. La stratégie de couverture appliquée aux Catégories d'Actions couvertes peut varier d'un Compartiment à l'autre. Chaque Compartiment comprenant des Catégories d'Actions couvertes applique une stratégie de couverture qui vise à atténuer le risque de change, sans pour autant pouvoir l'éliminer complètement. Les cours du change des monnaies nationales peuvent fluctuer considérablement pour de multiples raisons, notamment les caractéristiques de l'offre et de la demande sur les marchés étrangers, les variations réelles ou perçues dans les taux d'intérêt, et l'intervention (ou la non-intervention) des États ou des banques centrales, ou les mesures de contrôle des changes ou l'évolution politique des pays concernés. Les marchés des devises des Pays émergents sont généralement plus volatils que les marchés des devises des pays développés. Les gouvernements des Pays émergents peuvent intervenir sur les marchés et influencer le cours du change de la monnaie d'un Pays émergent. De surcroît, les cours du change des monnaies de pays émergents peuvent être particulièrement affectés par les règlements relatifs au contrôle des changes.

Risques liés aux investissements durables et responsables

Si l'objectif d'investissement d'un Compartiment inclut les principes de l'investissement socialement responsable (ISR), ses investisseurs doivent alors accepter les moins-values temporaires liées au nombre limité de sociétés dans lesquelles ce Compartiment peut investir en raison de ces principes éthiques et, en conséquence, doivent considérer les investissements dans un tel Compartiment comme des investissements à long terme. Les Compartiments concernés cherchent à exclure de leurs

portefeuilles les titres considérés comme incompatibles avec les principes ISR. Par conséquent, leur univers d'investissement est plus limité que celui d'autres fonds qui n'appliquent pas ces principes. Les Compartiments n'ont pas le droit d'acheter, ou sont dans l'obligation de vendre, certains titres par ailleurs conformes à leur objectif et leur stratégie d'investissement et dont la détention pourrait sinon s'avérer avantageuse. L'application des principes ISR pourrait résulter en de meilleures ou de moins bonnes performances que celles des autres Compartiments de la Société, selon la performance des investissements exclus et de ceux inclus à la place desdits investissements exclus.

Les principes ISR devraient être basés sur ou coïncider avec les directives développées, adoptées et amendées en tant que de besoin par des entités privées ou publiques, y compris celles qui peuvent être apparentées à ou identifiées par certains investisseurs du Compartiment concerné. Les Administrateurs se réservent le droit de déterminer la portée et la teneur des principes ISR d'un Compartiment, et de les modifier et les interpréter, à leur entière discrétion. Les principes ISR d'un Compartiment peuvent intégrer efficacement les exigences de certains investisseurs du Compartiment, mais pas des autres, et peuvent s'avérer plus ou moins contraignants que ce qu'un investisseur donné du Compartiment aurait autrement préféré.

Risques liés aux investissements dans les Titres à revenu fixe

Les cours des Titres à revenu fixe et le rendement des investissements sur des marchés obligataires sont sensibles aux variations dans les taux d'intérêt qui sont, à leur tour, déterminées par de nombreux facteurs économiques, notamment les prévisions des marchés quant à l'inflation future. Les investissements dans des valeurs à revenu fixe entraînent également une exposition au risque de manquement de l'émetteur à s'acquitter de ses obligations, ce qui devrait se traduire par une perte pour détenteur d'obligations. Les valeurs à revenu fixe à haut rendement et les obligations des Pays émergents sont généralement perçues comme comportant des risques plus forts de défaillance et de perte pour un Compartiment.

Organisations supranationales

Un Compartiment peut investir dans des titres de créance émis par des Organisations supranationales tels que des billets à ordre, obligations et débetures. Les Organisations supranationales comprennent, entre autres, la Banque asiatique de développement, les Communautés européennes, la Banque européenne d'investissement, la Banque interaméricaine de développement, le Compartiment monétaire international, les Nations Unies, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (« Banque mondiale ») et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Elles n'ont pas d'autorité fiscale et dépendent de leurs membres pour le paiement des intérêts et du capital. De plus, les activités de prêt de ces Organisations supranationales sont limitées à un pourcentage de leur capital total (y compris le « capital exigible » apporté par les membres suite à l'appel d'une entité), leurs réserves et leur revenu net.

Titres à taux variable et flottant

Les titres à taux variable et flottant sont des obligations qui s'accompagnent d'une formule d'ajustement de taux d'intérêt variable ou flottant. Selon les modalités des titres à taux variable ou flottant qu'un Compartiment peut acheter, les taux d'intérêt sont ajustables à des intervalles d'un jour minimum et de six mois maximum. Les ajustements reposent sur les niveaux actuels du marché, le taux préférentiel d'une banque ou tout autre indice approprié d'ajustement de taux d'intérêt tel que prévu dans les titres concernés. Certains de ces titres sont payables de manière quotidienne ou moyennant un préavis maximal de sept jours. Les autres titres, tels que les titres dont le taux d'intérêt fait l'objet d'ajustements trimestriels ou moins fréquents, peuvent être rachetés certains jours désignés moyennant un préavis maximal de trente jours.

Duration

La duration a été élaborée comme une alternative plus précise du concept d'« échéance ». L'échéance d'un titre de créance était traditionnellement utilisée comme une mesure approximative de la sensibilité du prix du titre aux fluctuations des taux d'intérêt (c'est-à-dire le « risque de taux d'intérêt » ou la

« volatilité du prix » du titre). Toutefois, l'échéance ne mesure que le temps qui s'écoule jusqu'au paiement final d'un titre de créance, sans tenir compte des versements effectués à l'égard de ce titre avant l'échéance, alors que la duration tient compte à elle seule du rendement d'une obligation, des paiements des coupons (soit les intérêts), de l'échéance définitive, des options d'achat et de vente et de l'exposition au remboursement anticipé. La duration représente l'ampleur de la variation du prix d'une obligation par rapport à une fluctuation donnée des taux d'intérêt du marché. La gestion de la duration est l'un des outils qu'utilise le Gestionnaire d'investissement.

Elle permet de mesurer la durée de vie attendue d'un titre de créance en partant de sa valeur actuelle. À cet effet, elle mesure la durée des intervalles entre le moment présent et le moment où les versements des intérêts et du capital sont prévus ou, en cas d'obligation remboursable par anticipation, le moment où les versements du capital devraient être reçus, puis les pondère en fonction des valeurs actuelles des liquidités à percevoir à chaque échéance future. Pour les titres de créance dont les intérêts sont payés avant le paiement du capital, la duration sera généralement inférieure à l'échéance. En règle générale, toutes choses étant égales par ailleurs, plus le taux convenu ou le taux d'intérêt nominal d'un Titre à revenu fixe est bas, plus la duration du titre est longue ; à l'inverse, plus le taux d'intérêt convenu ou nominal d'un Titre à revenu fixe est élevé, plus la duration du titre est courte.

La détention de positions longues sur contrats à terme standardisés ou options d'achat allongera la duration du portefeuille d'un Compartiment. La détention de positions courtes sur contrats à terme standardisés ou options de vente raccourcira celle-ci.

Un accord de swap sur un actif ou un groupe d'actifs peut avoir une incidence sur la duration du portefeuille en fonction des attributs du swap. Par exemple, si l'accord de swap fournit à un Compartiment un taux de rendement flottant en échange d'un taux de rendement fixe, la duration du Compartiment sera réduite en conséquence.

Dans certaines circonstances, même le calcul de la duration standard ne reflète pas correctement l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un titre. Par exemple, les titres à taux variable et flottant ont souvent des échéances définitives de dix ans ou plus ; cependant, le risque de taux d'intérêt qu'ils encourent correspond à la fréquence de rétablissement du coupon. Les titres adossés à des hypothèques sont un bon exemple de mauvaise prise en considération du risque de taux d'intérêt dans le concept d'échéance. L'échéance définitive convenue pour ces titres est souvent de 30 ans, mais les taux de remboursement anticipé actuels comptent davantage dans la détermination du risque de taux d'intérêt encourus par les titres. Enfin, la duration d'une obligation peut varier au fil du temps en réponse aux fluctuations des taux d'intérêt et d'autres facteurs du marché.

Obligations

Les prix des obligations et les rendements des investissements sur les marchés obligataires sont sensibles aux fluctuations des taux d'intérêt, lesquelles sont à leur tour déterminées par un certain nombre de facteurs économiques, notamment les prévisions du marché quant à l'inflation future. L'investissement dans des obligations peut également entraîner le risque que l'émetteur ne respecte pas ses engagements et donc que le détenteur essuie une perte de valeur. Les obligations à plus haut rendement et les obligations des marchés émergents sont généralement perçues comme présentant un plus gros risque de défaut et un plus grand risque de perte pour les Compartiments.

Risque de concentration

Lorsqu'un Compartiment concentre ses investissements dans un nombre limité de marchés, de pays, de types d'investissement et/ou d'émetteurs, il n'est pas exposé aux mêmes risques que si ses investissements étaient moins concentrés. Une telle concentration peut augmenter le risque de volatilité et le risque de perte, notamment en période de forte volatilité des marchés. Bien que le Gestionnaire d'investissement puisse répartir les actifs d'un Compartiment en fonction de différentes stratégies et techniques d'investissement, ces répartitions ne se voient pas attribuer chacune un pourcentage fixe. Il existe un risque qu'une part disproportionnée des actifs d'un Compartiment soit liée à une ou plusieurs stratégies ou techniques. En particulier, les Compartiments investis dans un nombre limité de marchés ou pays, comme le Compartiment Baillie Gifford Worldwide Japanese Fund, sont généralement

considérés plus risqués que les fonds internationaux, car ils sont exposés aux fluctuations d'un nombre plus limité de marchés et devises. En outre, lorsqu'un Compartiment dispose d'un portefeuille concentré, cette concentration augmente le risque d'une performance volatile, notamment en période de forte volatilité des marchés.

Investissement dans de petites entreprises

Investir dans de petites entreprises est généralement considéré comme plus risqué, car le marché de leurs actions peut être moins liquide que celui des grandes entreprises. Les fluctuations du cours des actions peuvent donc être plus importantes. En outre, les résultats des petites entreprises risquent de ne pas être aussi bons en périodes de conjoncture économique défavorable.

Risques liés aux SIIC et autres sociétés liées à l'immobilier

Certains Compartiments peuvent investir dans des SIIC et d'autres sociétés liées à l'immobilier qui détiennent des actifs immobiliers importants. Par conséquent, les SIIC et les titres des sociétés du portefeuille peuvent avoir des caractéristiques communes et réagir de la même façon face aux évolutions du marché immobilier. Les prix de l'immobilier et les rendements des investissements immobiliers sont sensibles à divers facteurs comme les loyers, les taux d'inoccupation, l'offre de biens immobiliers neufs, la croissance économique, les taux d'intérêt, l'inflation, l'incapacité des emprunteurs à rembourser leurs prêts et une mauvaise gestion.

Les SIIC et autres sociétés liées à l'immobilier peuvent être touchées par les variations de valeur des biens sous-jacents qu'elles possèdent. Elles dépendent en outre des compétences de gestion et ne peuvent généralement pas être diversifiées, et sont également largement dépendantes des flux de trésorerie, des défauts de paiement des emprunteurs et des « auto-amortissements » (*self-liquidation*). Par ailleurs, il peut arriver qu'un emprunteur soumis à une hypothèque détenue par une SIIC ou une société liée à l'immobilier ou que le locataire d'une propriété appartenant à une SIIC ou une société liée à l'immobilier ne soit pas en mesure d'honorer ses engagements. Dans ce cas, la SIIC ou la société liée à l'immobilier, en qualité de créancier hypothécaire ou bailleur, risque d'exécuter ses droits en retard et de devoir engager des dépenses importantes pour protéger ses placements. En plus des risques susmentionnés, les actifs de certaines SIIC ou sociétés liées à l'immobilier « spéciales » dans lesquelles un Compartiment est susceptible d'investir peuvent se trouver dans des secteurs immobiliers spécifiques, exposant les Compartiments aux risques associés à des développements défavorables dans ces secteurs. Enfin, la capacité de négocier des titres de SIIC ou de sociétés liées à l'immobilier sur le marché secondaire peut se révéler plus limitée que pour d'autres titres.

Risque d'investissement lié aux infrastructures

Les prix des infrastructures et les rendements des investissements dans les marchés d'infrastructures sont sensibles à plusieurs facteurs, tels que les attentes en termes de flux de trésorerie, les taux de change, les taux d'intérêt, l'inflation et la stabilité politique. En outre, les infrastructures sont souvent financées par des capitaux d'emprunt importants. La disponibilité de ces capitaux et leur coût de traitement sont donc des facteurs clés.

Lorsqu'un Compartiment investit de manière indirecte dans des infrastructures par le biais, par exemple, de titres de participation, d'obligations, de parts ou d'actions d'Organismes de placement collectif éligibles ou d'instruments financiers dérivés, le prix de ce type d'instrument risque d'être très volatile en fonction de sa structure et de la politique d'investissement appliquée.

Risque d'investissement lié aux matières premières

Lorsqu'un Compartiment investit de manière indirecte dans des matières premières par le biais, par exemple, de titres de participation, d'obligations, de parts ou d'actions d'Organismes de placement collectif éligibles ou d'instruments financiers dérivés, les Actionnaires doivent noter que le prix des matières premières et le rendement des investissements sur ces marchés sont sensibles à divers facteurs, tels que l'offre, la demande industrielle et des consommateurs, les taux d'intérêt, l'inflation, les taxes douanières et les conditions météorologiques.

Lorsqu'un Compartiment investit de manière indirecte dans les marchés des matières premières par le biais de marchés d'instruments dérivés, les rendements d'investissement peuvent également être affectés par les différences entre le marché actuel et les prix à terme de chaque matière première ainsi que par les conditions spécifiques des contrats dérivés conclus.

Règlement européen sur les indices de référence

Le Règlement sur les indices de référence impose des obligations d'agrément ou d'enregistrement aux administrateurs d'indices de référence (tels que définis dans ledit règlement). Ces exigences sont applicables depuis le 1^{er} janvier 2018, mais des dispositions transitoires peuvent être invoquées jusqu'au 1^{er} janvier 2020.

Pour les Compartiments concernés, la Société travaille avec l'administrateur de l'indice de référence utilisé par le Compartiment pour confirmer que les administrateurs de référence sont enregistrés, ou ont l'intention de se faire enregistrer, dans le registre tenu par l'ESMA au titre du Règlement sur les indices de référence.

Conformément au Règlement sur les indices de référence, la Société doit établir et tenir à jour des plans écrits solides décrivant les mesures qu'elle prendrait si un indice de référence subissait des modifications substantielles ou cessait d'être fourni. De plus amples informations sont disponibles sur demande.

Risques généraux

Risques d'investissement

Rien ne peut garantir que les Compartiments atteindront leur objectif d'investissement. Un investissement dans un Compartiment comporte des risques, dont la perte éventuelle du montant investi. Chaque Compartiment supporte le risque de défaillance de l'émetteur d'un titre. Le prix des Actions peut aussi bien diminuer qu'augmenter. Le rendement du capital et le revenu d'un Compartiment reposent sur l'appréciation du capital et sur le revenu issu des investissements qu'il détient, déduction faite des frais engagés. Par conséquent, le rendement d'un Compartiment peut être appelé à fluctuer en réponse à des changements dans cette appréciation de capital ou ce revenu. L'investissement n'est donc adapté qu'aux investisseurs qui sont en mesure d'assumer de tels risques et d'adopter une approche d'investissement à long terme.

Risques de contrepartie et de règlement

Les Compartiments sont exposés à un risque de crédit vis-à-vis des parties avec lesquelles ils effectuent des opérations de négoce et peuvent devoir assumer le risque de défaut de règlement.

Structure de la Société en tant que fonds à compartiments multiples et risque de responsabilité croisée

Chaque Compartiment est chargé du paiement de ses frais et commissions, quel que soit son niveau de rentabilité. La Société est un fonds à compartiments multiples appliquant le principe de la ségrégation des engagements entre ses Compartiments. Au titre du droit irlandais, la Société dans son ensemble n'est généralement pas tenue responsable à l'égard de tiers et il n'existe normalement pas de responsabilité croisée éventuelle entre les Compartiments. Nonobstant ce qui précède, si une action est intentée à l'encontre de la Société par-devant les tribunaux d'une autre juridiction, rien ne garantit que la nature distincte des Compartiments sera nécessairement maintenue.

Dépendance envers le Gestionnaire d'investissement

La réussite d'un Compartiment dépend de la capacité du Gestionnaire d'investissement à affecter les actifs du Compartiment en fonction de diverses stratégies d'investissement. Elle dépend également de sa capacité à développer et mettre en œuvre des stratégies d'investissement qui permettent d'atteindre l'objectif d'investissement du Compartiment. Par exemple, l'incapacité du Gestionnaire d'investissement

à couvrir efficacement une stratégie d'investissement qu'il utilise peut entraîner une baisse significative de la valeur des actifs d'un Compartiment ainsi que des pertes importantes pour ce dernier. De plus, les décisions subjectives prises par le Gestionnaire d'investissement peuvent exposer le Compartiment à des pertes financières ou d'opportunités de profit sur lesquelles il aurait autrement pu capitaliser.

Gestionnaire d'investissement - Risque de conflits d'intérêts

La Société peut consulter le Gestionnaire d'investissement pour la valorisation : (i) d'investissements non cotés ou (ii) de titres cotés, échangés ou négociés sur un Marché réglementé, mais dont les prix ne sont pas disponibles ou représentatifs. Il existe un conflit d'intérêts inhérent entre l'implication du Gestionnaire d'investissement dans la détermination de la valeur des investissements d'un Compartiment et ses autres responsabilités.

Risques fiscaux

Les déclarations contenues dans ce Prospectus concernant l'imposition des Actionnaires, de la Société ou d'un Compartiment sont fondées sur la loi et notre compréhension de la pratique des Autorités fiscales à la date du présent Prospectus. Tout changement de statut fiscal de la Société ou d'un Compartiment ou toute évolution des normes comptables, de la législation fiscale, du régime fiscal ou de la pratique d'interprétation ou d'application de la législation fiscale applicable à la Société, à un Compartiment ou aux actifs d'un Compartiment peut avoir une incidence sur la valeur des investissements détenus par le Compartiment, sur la capacité d'un Compartiment à atteindre l'objectif déclaré, sur la capacité d'un Compartiment à verser des dividendes aux Actionnaires et/ou à modifier les rendements après impôt pour les Actionnaires. Une évolution de la législation peut également avoir un effet rétroactif. Les informations figurant dans ce Prospectus ne sont données qu'à titre indicatif et ne sauraient remplacer les conseils d'un professionnel. Les Actionnaires éligibles à une exonération de retenue à la source au titre de la loi irlandaise sont tenus de fournir à la Société une déclaration confirmant ladite exonération. Il est conseillé aux investisseurs de consulter leurs propres conseillers fiscaux pour obtenir un avis adapté à leur situation personnelle et juger de la pertinence de cet investissement. Veuillez également vous reporter au chapitre « Imposition » à la page 75 ci-après.

Rachats importants

Si un grand nombre d'Actions d'un Compartiment devaient être rachetées au même moment ou à peu près au même moment, le Compartiment concerné peut devoir vendre rapidement une grande partie de son portefeuille pour couvrir ces transactions, à un moment ou à des prix que le Gestionnaire d'investissement n'aurait pas choisis, ce qui peut entraîner une réduction de la valeur du Compartiment et des prix obtenus pour les titres vendus par celui-ci. La valeur des titres d'un Compartiment peut également être affectée si d'autres fonds similaires se retrouvent dans la même situation. Un ajustement pour dilution peut être appliqué à ces rachats afin de couvrir les frais de transaction et, en conséquence, les transactions de sommes moindres effectuées les jours d'importantes sorties de capitaux se négocieront à un prix qui inclut un ajustement pour dilution plus important, ce qui peut entraîner une augmentation des frais de transaction.

Suspension des transactions sur Actions

Les investisseurs sont priés de noter que, dans certaines circonstances, le droit de racheter les Actions peut être suspendu (voir chapitre « Suspension temporaire de la valorisation des Actions, des ventes et des rachats » à la page 68 ci-après).

Risques liés aux instruments dérivés

Les paragraphes suivants concernent les facteurs de risque importants et les questions concernant l'utilisation d'instruments dérivés que les investisseurs doivent connaître avant d'investir dans un Compartiment.

Risque de marché : il s'agit du risque général (associé à tous les investissements) d'impact négatif de la valeur d'un investissement particulier sur les intérêts d'un Compartiment.

Risque de gestion : les instruments dérivés sont des instruments hautement spécialisés qui nécessitent des techniques d'investissement et des analyses de risque différentes de celles associées aux actions et obligations. L'utilisation d'un instrument dérivé nécessite de comprendre aussi bien l'instrument sous-jacent que le dérivé lui-même et présente l'inconvénient de ne pas avoir une performance observable dans toutes les conditions de marché possibles. L'utilisation et la complexité des instruments financiers dérivés exigent notamment le maintien de contrôles appropriés pour surveiller les transactions conclues, la capacité à évaluer le risque supplémentaire que présente un dérivé pour le portefeuille d'un Compartiment et la capacité à prévoir correctement les évolutions de prix, de taux ou de change.

Risque de crédit de contrepartie : il s'agit du risque de perte auquel un Compartiment est exposé du fait du non-respect par l'autre partie à un instrument dérivé (généralement appelée « contrepartie ») des conditions du contrat sur instruments dérivés. Le risque de crédit lié aux instruments dérivés négociés en bourse ou de façon centralisée est généralement inférieur à celui des instruments financiers dérivés négociés de gré à gré, car la chambre de compensation, qui est la contrepartie à chaque instrument dérivé négocié en bourse, offre une garantie à ses membres. Cette garantie est soutenue par un système de paiement quotidien (c'est-à-dire des exigences de marge) géré par la chambre de compensation afin de réduire le risque de crédit global. Il n'existe pas de garantie de chambre de compensation similaire pour les instruments dérivés négociés de gré à gré. Par conséquent, le Gestionnaire d'investissement tient compte de la solvabilité de chaque contrepartie à un instrument dérivé négocié de gré à gré lors de l'évaluation du risque de crédit potentiel et gère les éventuels accords de soutien au crédit conclus par la Société pour un Compartiment.

Risque de liquidité : il existe un risque de liquidité lorsqu'un instrument particulier est difficile à acheter ou vendre. Si une transaction sur instrument dérivé est particulièrement importante ou si le marché concerné est illiquide (comme c'est le cas avec de nombreux instruments dérivés négociés de gré à gré), il peut ne pas être possible d'initier une transaction ou de liquider une position à un prix avantageux.

Risque lié à l'effet de levier : de nombreux produits dérivés induisent un effet de levier. Le prix des Actions d'un Compartiment qui a recours à des instruments financiers dérivés peut donc subir de plus fortes fluctuations (à la hausse comme à la baisse). De plus, les variations défavorables de la valeur de l'actif sous-jacent ou de l'indice, ou du taux peuvent entraîner une perte considérablement supérieure au montant investi dans l'instrument dérivé lui-même. Dans le cas des swaps, le risque de perte est généralement lié à un montant nominal de référence, même si les parties n'ont effectué aucun investissement initial. Certains instruments dérivés peuvent subir des pertes illimitées, quelle que soit la taille de l'investissement initial.

Autres risques : les autres risques liés à l'utilisation d'instruments dérivés comprennent le risque d'une valorisation incorrecte des instruments financiers dérivés. De nombreux instruments dérivés, notamment ceux négociés de gré à gré, sont complexes et souvent valorisés de manière subjective. S'ils sont mal valorisés, ils peuvent entraîner une hausse des exigences de paiement en espèces pour les contreparties ou une perte de valeur pour un Compartiment. De plus, les instruments dérivés ne suivent ou ne sont pas toujours parfaitement ou fortement corrélés à la valeur des actifs, aux taux ou aux indices qu'ils doivent suivre. Par conséquent, le recours aux instruments dérivés peut ne pas toujours être un moyen efficace d'atteindre l'objectif d'investissement d'un Compartiment et peut même parfois être contre-productif. Une fluctuation défavorable des prix dans une position sur instrument dérivé peut entraîner pour la Société la nécessité de payer en espèces une marge de variation, qui pourrait à son tour nécessiter, si la trésorerie disponible dans le portefeuille n'est pas suffisante, la vente des investissements d'un Compartiment à des conditions défavorables.

Risque de règlement : les Compartiments sont également exposés au risque de défaillance de l'une des bourses sur lesquelles les instruments financiers dérivés sont négociés ou de leurs chambres de compensation. Les pratiques de marché relatives au règlement des opérations sur titres et à la garde des actifs peuvent accroître les risques.

Risque juridique : l'utilisation d'instruments financiers dérivés peut faire courir des risques juridiques susceptibles d'entraîner des pertes en raison de l'application inattendue d'une loi ou d'une réglementation, d'une mauvaise documentation des contrats ou de leur caractère non exécutoire.

Investissements dans d'autres organismes de placement collectif

Un Compartiment peut investir dans un ou plusieurs organismes de placement collectif, y compris des organismes gérés par le Gestionnaire d'investissement ou ses filiales. En tant qu'actionnaire d'un autre organisme de placement collectif, un Compartiment supporte, avec les autres actionnaires, sa part au pro rata des dépenses de l'autre organisme de placement collectif, y compris les commissions de gestion et/ou autres frais. Ces commissions et frais viendront s'ajouter aux commissions de gestion et autres frais que le Compartiment supporte directement dans le cadre de ses propres opérations. Le Compartiment est en outre chargé du paiement de ses frais et commissions, quel que soit son niveau de rentabilité.

Titres de qualité inférieure à investment grade

Un Compartiment peut investir dans des titres dont la note est inférieure à *investment grade* ou qui ne sont pas notés. Les investissements dans ce type de titres sont considérés comme exposés à un risque plus élevé lié au paiement d'intérêts et au rendement de capital que les titres assortis notés *investment grade*. Les investisseurs doivent donc évaluer les risques associés à un investissement dans un Compartiment investissant dans de tels titres. Les titres de créance moins bien notés et non notés offrent généralement un rendement supérieur à celui des titres de qualité supérieure. Toutefois, les titres de créance moins bien notés et non notés impliquent des risques plus importants et sont plus sensibles aux changements défavorables de la conjoncture économique générale et des secteurs dans lesquels les émetteurs sont engagés, ainsi qu'aux changements dans la situation financière des émetteurs et aux fluctuations des taux d'intérêt. De plus, les marchés de titres de créance faiblement notés et non notés sont généralement moins actifs que ceux des titres de qualité supérieure et la capacité d'un Compartiment à liquider ses participations en réponse aux changements économiques ou sur les marchés financiers peut être limitée par des facteurs tels qu'une publicité défavorable et la perception des investisseurs.

Les obligations ou autres titres de créance impliquent un risque de crédit pour l'émetteur qui peut être attesté par sa note de crédit. Les titres qui sont subordonnés et/ou faiblement notés sont généralement considérés comme présentant un risque de crédit plus élevé et de plus grandes chances de défaillance que les titres mieux notés. Cependant, l'exactitude de la notation de crédit n'est absolument pas garantie. Si un émetteur d'obligations ou d'autres titres de créance dans lesquels les actifs d'un Compartiment sont investis est en défaut, devient insolvable ou rencontre des difficultés financières ou économiques, la valeur des titres concernés (qui peut être nulle) et les montants versés sur ces titres (qui peuvent être nuls) peuvent en être affectés. En périodes d'instabilité financière, la solvabilité des émetteurs de titres de créance ou d'autres titres, y compris d'instruments financiers dérivés, peut être incertaine et les conditions du marché peuvent entraîner une hausse des cas de défaut chez les émetteurs. La Valeur nette d'inventaire par Action peut, à son tour, s'en voir affectée.

La valeur d'un Compartiment peut être affectée si l'un des établissements financiers auprès desquels la trésorerie d'un Compartiment est investie ou déposée devient insolvable ou rencontre d'autres difficultés financières.

Il n'existe aucune certitude quant à la solvabilité des émetteurs de titres de créance. L'instabilité des marchés peut entraîner une augmentation des cas de défaillance chez les émetteurs.

Risques politiques

Les performances d'un Compartiment peuvent être affectées par des changements dans les conditions économiques et de marché, des incertitudes telles que des évolutions politiques, un conflit militaire ou des troubles civils, des modifications dans les politiques gouvernementales, des crédits gouvernementaux, l'imposition de restrictions sur le transfert des capitaux ou encore des exigences légales, réglementaires et fiscales.

Brexit

Le Royaume-Uni a organisé un référendum le 23 juin 2016, au cours duquel l'électorat s'est prononcé en faveur de la sortie de l'UE (« Brexit »). En l'état actuel des choses, le Royaume-Uni quittera officiellement l'UE le 29 mars 2019. Londres est parvenue à une entente avec Bruxelles pour inclure dans l'accord de retrait une période de transition allant jusqu'à la fin de l'année 2020 et durant laquelle la loi européenne continuerait de s'appliquer au Royaume-Uni comme si ce dernier était encore un État membre. Toutefois, un certain nombre de questions concernant la sortie du Royaume-Uni font encore l'objet de négociations et l'accord global de retrait au titre de l'article 50 n'entrera en vigueur qu'une fois approuvé par le Conseil européen et ratifié par les parlements européen et britannique.

Étant donné que les investissements d'un Compartiment peuvent se situer au Royaume-Uni ou au sein de l'UE, il est possible que ce Compartiment soit affecté par résultat du référendum. L'incidence de ce vote sur les Compartiments est difficile à prévoir, mais le Brexit pourrait avoir des répercussions négatives sur la valeur de certains investissements des Compartiments ou sur leur capacité à conclure des transactions ou à valoriser ou réaliser de tels investissements. Cela peut être dû, entre autres : (i) à l'augmentation de l'incertitude et de la volatilité sur les marchés financiers du Royaume-Uni et de l'UE ; (ii) aux fluctuations de la valeur de marché de la livre sterling et des actifs du Royaume-Uni et de l'UE ; (iii) aux fluctuations des taux de change entre la livre sterling, l'euro et les autres devises ; (iv) à l'illiquidité accrue des investissements situés ou cotés au Royaume-Uni ou dans l'UE ; (v) à la volonté des contreparties financières de conclure des transactions ou au prix auquel elles sont disposées à le faire en fonction de la gestion des risques d'investissement, du niveau de change et autres du Compartiment ; et (vi) au maintien de l'éligibilité des OPCVM britanniques en tant qu'organismes de placement collectif ou en tant que fonds maîtres au titre de fonds nourriciers irlandais.

Il est possible que le Brexit accentue les divergences entre les réglementations du Royaume-Uni et de l'UE, ce qui pourrait limiter les activités transfrontalières potentielles. La nature et l'ampleur des conséquences du Brexit sont incertaines, mais peuvent se révéler significatives.

Évaluation du risque d'investissement

Rien ne garantit que les notes de chaque agence de notation continueront d'être calculées et publiées sur la base décrite dans le présent Prospectus ou qu'elles ne seront pas largement modifiées. Les performances passées d'une agence de notation ne constituent pas nécessairement une indication des performances futures.

Compartiment négociés en bourse

Un Compartiment peut investir dans des fonds négociés en bourse (« ETF »), qui sont des actions de fonds communs de placement ou de fonds d'investissement à capital variable cotés en bourse, dont l'objectif est de répliquer la performance et le rendement boursier de certains indices ou sociétés dans des secteurs connexes. Toutefois, les actionnaires d'ETF sont généralement soumis au même risque que les porteurs des titres sous-jacents qu'ils sont censés suivre. Les ETF sont également assujettis à certains risques supplémentaires, dont le risque que leurs prix ne soient pas parfaitement corrélés aux fluctuations des cours des titres sous-jacents qu'ils sont censés suivre et le risque de négociation en cas d'arrêt d'un ETF en raison des conditions de marché ou d'autres raisons, en fonction des politiques de la bourse sur laquelle l'ETF est négocié. En outre, un Compartiment peut supporter, avec les autres actionnaires d'un ETF, sa part au *pro rata* des dépenses de l'ETF, y compris les commissions de gestion. Par conséquent, en plus de supporter leur quote-part d'un Compartiment et les dépenses d'un Compartiments, les Actionnaires peuvent également supporter indirectement les dépenses similaires d'un ETF, ce qui peut avoir un effet défavorable important sur la performance d'un Compartiment.

Titres de sociétés de faible capitalisation

Un Compartiment peut investir dans des petites sociétés moins expérimentées. Les titres de sociétés à faible capitalisation peuvent présenter des risques d'investissement plus importants, car ces sociétés peuvent avoir des gammes de produits, des canaux de distribution et des ressources financières et de gestion limités. En outre, les informations accessibles au public concernant ces entreprises sont souvent

moins nombreuses que pour les grandes entreprises mieux établies. Les actions de ces sociétés peuvent ne pas être négociées dans les mêmes volumes que celles des sociétés de moyenne et grande capitalisation cotées sur une grande bourse et peuvent être moins liquides que celles des sociétés de grande capitalisation. En raison de la nature moins liquide des sociétés de petite capitalisation, un Compartiment peut être amené à céder ces titres sur une période plus longue (et potentiellement moins favorable) que celle requise pour céder des titres de sociétés plus grandes et mieux établies.

Ajustement pour dilution

Un ajustement pour dilution peut être appliqué à la Valeur nette d'inventaire par Action dans les cas où il faut couvrir les coûts de transaction associés (également appelé « prix unique variable ») lors de souscriptions ou rachats nets. Si un investisseur achète des Actions lorsqu'un Compartiment est en pleine expansion et vend alors qu'un Compartiment est en train de conclure un contrat, son achat/sa vente peut avoir un effet négatif sur le rendement de son investissement.

Le niveau de l'ajustement pour dilution est fixé par le Gestionnaire d'investissement en fonction des conditions de marché prédominantes. Lorsque la liquidité est restreinte et la négociation de nombreuses actions du portefeuille entraîne une fluctuation importante des prix, le Gestionnaire d'investissement peut ajuster le niveau de l'ajustement pour dilution afin de protéger les intérêts des investisseurs actuels dans un Compartiment. La nécessité d'un ajustement peut dépendre des entrées et sorties nettes de capitaux d'un Compartiment et des conditions de marché sous-jacentes un même jour. Il n'est donc pas possible de prédire quand effectuer un ajustement.

Cette politique a pour conséquence que les transactions inférieures réalisées les jours d'importantes entrées et sorties de capitaux se négocient à un prix qui inclut un ajustement pour dilution plus élevé, ce qui peut entraîner une augmentation des frais de transaction.

Risques liés à la garde des actifs

Les pratiques de marché relatives au règlement des opérations sur titres et à la garde des actifs peuvent accroître les risques. Comme un Compartiment peut investir sur des marchés où les systèmes de garde et/ou de règlement ne sont pas pleinement développés, ses actifs qui sont négociés sur ces marchés et qui ont été confiés à des sous-dépositaires, lorsque le recours à de tels sous-dépositaires est nécessaire, peuvent être exposés à des risques à l'égard desquels le Dépositaire n'assumera aucune responsabilité.

La Société est exposée à un certain nombre de risques liés à l'insolvabilité du Dépositaire. Elle est exposée à des risques similaires en cas d'insolvabilité d'un sous-dépositaire auprès duquel elle détient tout titre concerné ou d'une banque tierce dans laquelle elle détient l'argent d'un client. En outre, elle est exposée au risque que les liquidités détenues par le Dépositaire ne soient pas conformes aux exigences contractuelles.

Risque de sécurité des informations

Comme pour les autres entreprises, l'utilisation d'Internet et d'autres médias et technologies électroniques expose la Société, les prestataires de la Société et leurs opérations respectives à des risques potentiels d'attaques ou d'incidents de sécurité des informations (ci-après dénommés collectivement « cyber-événements »). Les cyber-événements peuvent inclure, par exemple, un accès non autorisé à des systèmes, réseaux ou appareils (par piratage par exemple), une infection par des virus informatiques ou d'autres codes malveillants et des attaques qui arrêtent, désactivent, ralentissent ou perturbent d'une quelconque autre façon les opérations, les processus d'affaires, l'accès à un site web ou la fonctionnalité d'un site web. Outre les cyber-événements intentionnels, des cyber-événements involontaires peuvent survenir, comme la divulgation par inadvertance d'informations confidentielles. Les cyber-événements peuvent avoir un effet négatif sur la Société et les Actionnaires et entraîner des pertes et charges financières pour les Compartiments, ainsi que des pénalités réglementaires, une atteinte à sa réputation et des coûts supplémentaires de mise en conformité associés aux mesures correctives qui s'imposent. Les cyber-événements peuvent entraîner pour la Société, un Compartiment ou les prestataires de la Société des pertes de données confidentielles, une altération des données, une

perte de capacité opérationnelle (perte de la capacité à traiter des transactions, à calculer la Valeur nette d'inventaire d'un Compartiment ou à permettre aux Actionnaires d'exécuter des transactions) et/ou de non-respect des lois applicables en matière de confidentialité et autres. Parmi les autres effets potentiellement dangereux des cyber-événements se trouvent également les vols, une surveillance non autorisée et la défaillance des infrastructures physiques ou des systèmes d'exploitation qui gèrent la Société et ses prestataires. En outre, les cyber-événements affectant les émetteurs dans lesquels un Compartiment investit peuvent entraîner une perte de valeur pour ses investissements.

Règlement sur l'infrastructure du marché européen

Un Compartiment peut conclure des contrats d'instruments dérivés de gré à gré. L'EMIR établit certaines exigences pour les contrats d'instruments dérivés de gré à gré, y compris des obligations de compensation obligatoire, des exigences de gestion bilatérale des risques et des exigences de déclaration.

Les implications possibles de l'EMIR pour les Compartiments comprennent, sans toutefois s'y restreindre :

1. une obligation de compensation : certaines opérations sur instruments dérivés de gré à gré normalisés sont soumises à une obligation de compensation par une contrepartie centrale (une « CPC »). La compensation d'instruments dérivés par une CPC peut entraîner des coûts supplémentaires et des conditions moins favorables qu'en l'absence d'obligation de compensation centralisée ;
2. des techniques d'atténuation des risques : pour les instruments dérivés de gré à gré qui ne sont pas soumis à une compensation centrale, les Compartiments doivent mettre en place des techniques d'atténuation des risques, comprenant la constitution de garanties pour tous les instruments dérivés de gré à gré. Ces techniques peuvent augmenter le coût que les Compartiments devront dépenser pour poursuivre leur stratégie d'investissement (ou couvrir les risques en découlant) ; et
3. un risque de sanction par la Banque centrale en cas de non-respect des obligations au titre de l'EMIR.

Risques liés aux comptes de trésorerie généraux

C'est plutôt la Société que les Compartiment qui opèrent des transactions sur les comptes de trésorerie généraux et, de ce fait, la ségrégation entre l'Argent des Actionnaires d'un Compartiment donné et les passifs des autres Compartiments dépend, entre autres, d'un enregistrement adapté des actifs et des passifs de chaque Compartiment par et pour le compte de la Société.

En cas d'insolvabilité d'un Compartiment, rien ne garantit que les Compartiments possèdent des fonds suffisants pour rembourser intégralement les créanciers non garantis (y compris les investisseurs ayant droit à l'Argent des Actionnaires).

Les montants attribuables à d'autres Compartiments de la Société sont également détenus sur un compte de trésorerie générale. En cas d'insolvabilité d'un Compartiment (« Compartiment insolvable »), le recouvrement de tous les montants auxquels un autre Compartiment a droit (« Compartiment bénéficiaire »), mais qui sont susceptibles d'avoir été transférés par erreur au Compartiment insolvable suite à une opération sur le compte de trésorerie générale, sera soumis au droit applicable et aux procédures opérationnelles de ce compte. Le recouvrement desdits montants peut faire l'objet de retards et/ou de litiges et il est possible que le Compartiment insolvable ne possède pas les fonds nécessaires pour rembourser les sommes dues au Compartiment bénéficiaire.

Aucun intérêt n'est censé être versé sur les montants détenus sur un compte de trésorerie générale. Tous intérêts acquis sur les fonds d'un tel compte seront au profit du Compartiment concerné et seront attribués au Compartiment sur une base périodique au profit des Actionnaires au moment de leur répartition.

Les recommandations de la Banque centrale concernant les comptes de trésorerie générale sont récentes et peuvent faire l'objet de modifications et de clarifications supplémentaires.

COMMISSIONS ET DÉPENSES

Chaque Compartiment doit payer l'ensemble de ses dépenses et l'intégralité de sa quote-part des dépenses engagées par la Société. Ces dépenses peuvent inclure les coûts suivants : (i) frais de maintenance de la Société et du Compartiment concerné, ainsi que de maintien de l'enregistrement de la Société, du Compartiment concerné et des Actions auprès de toute autorité gouvernementale ou réglementaire ou d'une bourse ; (ii) commissions et frais de gestion, d'administration, de garde, de mise en conformité et de services connexes ; (iii) frais de préparation, d'impression et d'affichage du Prospectus, de la documentation commerciale et des rapports aux Actionnaires, à la Banque centrale et à d'autres organismes gouvernementaux ; (iv) frais marketing ; (v) impôts et autres taxes ; (vi) commissions et frais de courtage ; (vii) dépenses engagées dans le cadre de l'acquisition et de la cession des actifs de la Société ; (viii) frais d'audit, fiscaux, de mise en conformité et juridiques (y compris les frais liés aux procédures judiciaires ou administratives) ; (ix) primes d'assurance ; (x) honoraires et frais des agents payeurs, représentants locaux et agents similaires, facturés à des taux négociés aux taux commerciaux normaux ; (xi) frais d'inscription, le cas échéant et (xii) autres charges d'exploitation. Afin de lever toute ambiguïté, il est à noter que tous les frais et commissions mentionnés dans cette section du Prospectus excluent la TVA ou toutes autres taxes sur les ventes similaires qui pourraient être dues.

Lorsque la Société investit dans un autre organisme de placement collectif géré par le Gestionnaire d'investissement ou ses filiales, l'organisme de placement collectif sous-jacent renonce aux frais de souscription, de conversion ou de rachat qu'il facture normalement. Si le Gestionnaire d'investissement ou ses filiales perçoivent une commission au titre d'un investissement réalisé par un Compartiment dans un organisme de placement collectif sous-jacent, cette commission doit être versée au Compartiment au titre de son actif. Si un fonds nourricier perçoit une commission au titre d'un investissement réalisé par un Compartiment dans un fonds maître et les deux sont gérés par le Gestionnaire d'investissement ou ses filiales, cette commission doit être versée au fonds nourricier au titre de son actif.

La Société rembourse tous les frais et débours raisonnables engagés par les Administrateurs, le Dépositaire, l'Agent administratif et le Gestionnaire d'investissement, le cas échéant.

Toutes les dépenses liées à la création de la Société et de chaque Compartiment ont été assumées par le Gestionnaire d'investissement.

Les Statuts prévoient que les Administrateurs peuvent prétendre à une commission à titre de rémunération pour leurs services, à un taux que ces derniers déterminent ponctuellement. Les employés, partenaires et dirigeants du Gestionnaire d'investissement et de ses filiales ne peuvent pas prétendre à une telle commission.

Commission de gestion d'investissement

En vertu de la convention de gestion d'investissement, la Société doit verser au Gestionnaire d'investissement une commission de gestion et de distribution au taux annuel global applicable à chaque Compartiment tel qu'indiqué ci-après.

Outre les taux annuels réduits de la commission de gestion et de distribution offerts pour les Actions de Catégorie F pour une période limitée (décrites plus en détail ci-dessous), le Gestionnaire d'investissement peut renoncer aux commissions de gestion et de distribution de n'importe quelle Catégorie d'Actions, ou les réduire, pour certains Actionnaires à sa seule discrétion. La commission de gestion d'investissement doit être calculée et provisionnée quotidiennement et payée trimestriellement à terme échu. En outre, le Gestionnaire d'investissement pourra prétendre au remboursement des frais et débours raisonnables qu'il aura engagés.

Baillie Gifford Worldwide Japanese Fund

Catégorie A	:	1,5 % de la Valeur nette d'inventaire
Catégorie B	:	0,6 % de la Valeur nette d'inventaire
Catégorie C**	:	Néant

Baillie Gifford Worldwide Positive Change Fund

Catégorie A	:	1,5 % de la Valeur nette d'inventaire
Catégorie B	:	0,5 % de la Valeur nette d'inventaire
Catégorie C**	:	Néant
Catégorie F****	:	0,5 % de la Valeur nette d'inventaire

** Les Actions de Catégorie C sont réservées aux personnes auxquelles le Gestionnaire d'investissement, les associés du Gestionnaire d'investissement ou les personnes auxquelles le Gestionnaire d'investissement ou l'un de ses associés fournit des services au titre d'une convention de gestion d'investissement ou autre.

**** Les Actions de Catégorie F sont uniquement disponibles à la souscription à la discrétion du Gestionnaire d'investissement pour une période de 36 mois, comme indiqué ci-dessous, ou jusqu'à ce que la Valeur nette d'inventaire concerné atteigne 100 millions de dollars américains, si cette somme est atteinte avant le délai de 36 mois. Une fois cette période expirée ou que la Valeur nette d'inventaire du Compartiment concerné a atteint 100 millions de dollars américains, les Actions de Catégorie F du Compartiment seront réservées aux Actionnaires existants qui ont déjà investi dans les Actions de Catégorie F concernées. Jusqu'à l'expiration de la période de 36 mois ou des 12 mois suivant le Jour de transaction où la Valeur nette d'inventaire du Compartiment concerné atteint 100 millions de dollars américains, si cette somme est atteinte avant le délai de 36 mois, les commissions de gestion et de distribution payables par la Société au Gestionnaire d'investissement pour les Actions de Catégorie F concernées seront facturées à la moitié du taux annuel spécifié ci-dessus. Par la suite, le taux reviendra au taux annuel spécifié ci-dessus pour les Actions de Catégorie F concernées. Le début de la période de 36 mois mentionnée ci-dessus commence soit à la première souscription d'Actions de Catégorie F, soit à la conversion des Actions en Actions de Catégorie F du Compartiment concerné, soit à la souscription d'Actions de toute autre Catégorie d'Actions du Compartiment concerné au taux réduit spécifié ci-dessus. Les informations concernant le moment où la Valeur nette d'inventaire du Compartiment concerné atteindra les 100 millions de dollars américains ou concernant l'expiration de la période de 36 mois concernée, selon le cas, seront disponibles sur demande auprès de l'Agent administratif et/ou du Gestionnaire d'investissement.

Compartiment	Taux annuel réduit de la commission de gestion et de distribution applicable pour une période limitée	Période de disponibilité des Actions de Catégorie F pour souscription par de nouveaux investisseurs
Baillie Gifford Worldwide Positive Change Fund	0,25 % de la Valeur nette d'inventaire	Période de disponibilité de 12 ou 36 mois non déclenchée à la date du présent Prospectus.

Les informations contenues dans le tableau ci-dessus concernant la période de disponibilité à la souscription des Actions de Catégorie F sont correctes à la date du présent Prospectus, mais des informations plus récentes seront disponibles sur demande auprès de l'Agent administratif et/ou du Gestionnaire d'investissement.

Commission de l'Agent administratif

L'Agent administratif est en droit de recevoir une commission d'administration prélevée sur les actifs de chaque Compartiment, provisionnée quotidiennement et payable tous les mois à terme échu, qui correspond à 0,04 % maximum par an de la Valeur nette d'inventaire de chaque Compartiment.

Commission du Dépositaire

Le Dépositaire est en droit de recevoir une commission prélevée sur les actifs de chaque Compartiment, provisionnée quotidiennement et payable tous les mois à terme échu, qui correspond à 0,015 % maximum par an de la Valeur nette d'inventaire de chaque Compartiment.

Le Dépositaire reçoit également de chaque Compartiment une commission de garde pouvant atteindre 0,5 % de la valeur des actifs détenus, en fonction du marché concerné et à condition que la commission de garde globale ne dépasse pas 0,5 % de la Valeur nette d'inventaire de chaque Compartiment. Ces commissions seront provisionnées quotidiennement et payées tous les mois à terme échu. Le Dépositaire est également en droit de facturer des frais de transaction, et tous les frais de sous-dépositaire sont recouvrés par le Dépositaire auprès de la Société au fur et à mesure qu'ils sont encourus par le sous-dépositaire concerné. Tous ces frais sont fixés à des taux commerciaux normaux. Le Dépositaire peut également prétendre au remboursement de tous les débours raisonnables et raisonnablement encourus au bénéfice de la Société.

ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

Détermination de la Valeur nette d'inventaire

L'Agent administratif détermine la Valeur nette d'inventaire par Action de chaque Catégorie, au Point de valorisation chaque Jour de transaction, de la manière indiquée ci-dessous et conformément aux Statuts.

La Valeur nette d'inventaire par Action d'un Compartiment sera la valeur de l'actif brut attribuable à ce Compartiment, déduction faite de tous les passifs attribuables à ce Compartiment (y compris les provisions que l'Agent administratif estime appropriées pour les coûts et dépenses payables au titre de ce Compartiment) divisés par le nombre d'Actions de ce Compartiment en circulation le Jour de transaction. Le passif de la Société qui n'est attribuable à aucun Compartiment doit être réparti entre tous les Compartiments au prorata de la Valeur nette d'inventaire relative des Compartiments.

La Valeur nette d'inventaire de chaque Catégorie est déterminée sur la base du calcul du montant de la Valeur nette d'inventaire attribuable à chaque Catégorie. Le montant de la Valeur nette d'inventaire d'un Compartiment attribuable à une Catégorie est déterminé en fonction de la proportion des actifs attribuable à la Catégorie lors du dernier calcul de la Valeur nette d'inventaire ou à la clôture de la Période d'offre initiale dans le cas d'une offre initiale pour une Catégorie, corrigée pour tenir compte des ordres de souscription (après déduction des ordres de rachat), en allouant les frais et commissions de la Catégorie concernée (tels que définis ci-dessous), en procédant à des ajustements appropriés pour tenir compte des distributions versées, le cas échéant, et en répartissant la Valeur nette d'inventaire en conséquence. La Valeur nette d'inventaire par Action d'une Catégorie sera calculée de la manière suivante : la Valeur nette d'inventaire de la Catégorie est divisée par le nombre d'Actions en circulation dans cette Catégorie. Les frais, commissions ou charges non imputables à une Catégorie particulière peuvent être répartis entre les Catégories au prorata de leur Valeur nette d'inventaire respective ou sur toute autre base raisonnable approuvée par le Dépositaire en tenant compte de la nature desdits frais, commissions et charges. Les commissions et frais liés spécifiquement à une Catégorie sont facturés à cette dernière. Si une Catégorie est libellée dans une autre devise que la Devise de référence, les frais de change sont assumés par cette Catégorie.

Par « frais d'une Catégorie », on entend les frais d'enregistrement d'une Catégorie dans une juridiction ou sur une bourse, un Marché réglementé ou un système de règlement quels qu'ils soient, et toutes les autres dépenses résultant d'un tel enregistrement ainsi que toutes les autres dépenses de quelque nature que ce soit susceptibles d'être publiées dans le Prospectus. Les frais de change et les coûts et plus/moins-values sur des opérations de couverture spécifiques à une Catégorie (le cas échéant) sont supportés uniquement par la Catégorie concernée.

La Valeur nette d'inventaire par Action sera arrondie à la hausse ou à la baisse à quatre décimales près.

Lors de la détermination de la valeur des actifs d'un Compartiment, chaque investissement coté,

échangé ou négocié sur un Marché réglementé pour lequel des cotations de marché sont facilement disponibles est valorisé au dernier prix négocié sur ledit Marché réglementé au Point de valorisation du Jour de négociation concerné, à condition que la valeur de l'investissement coté, échangé ou négocié sur un Marché réglementé, mais acquis ou négocié au-dessus ou en dessous de leur valeur en bourse, puisse être valorisée en tenant compte du niveau de prime ou décote à la date de valorisation de l'investissement. Le Dépositaire doit s'assurer que l'adoption d'une telle procédure est justifiable dans le cadre de l'établissement de la valeur de réalisation probable du titre. Si l'investissement est normalement coté, échangé ou négocié sur ou selon les règles de plusieurs Marchés réglementés, le Marché réglementé pertinent sera celui qui constitue le marché principal de l'investissement. Si les prix d'un investissement coté, échangé ou négocié sur le Marché réglementé pertinent ne sont pas disponibles au bon moment ou ne sont pas représentatifs, cet investissement sera valorisé à une valeur qui sera certifiée avec soin et de bonne foi comme valeur de réalisation probable de l'investissement par un professionnel compétent nommé par les Administrateurs et approuvé à cette fin par le Dépositaire, qui peut être le Gestionnaire d'investissement. Ni le Gestionnaire d'investissement ni l'Agent administrateur ne seront tenus responsables s'il est prouvé qu'un prix raisonnablement supposé par eux comme étant le dernier prix alors disponible ne l'est finalement pas.

Les parts ou actions d'organismes de placement collectif qui ne sont pas valorisées conformément aux dispositions ci-dessus seront valorisées sur la base de la dernière valeur nette d'inventaire disponible par part/action publiée par l'organisme de placement collectif.

Les dépôts sous forme de liquidités et les investissements similaires sont valorisés à leur valeur nominale, majorée des intérêts courus, sauf si les Administrateurs estiment qu'un ajustement devrait être réalisé pour refléter leur juste valeur.

Les instruments dérivés négociés en bourse seront valorisés au prix de règlement applicable sur la bourse applicable, à condition que, si le prix de règlement d'un instrument dérivé négocié en bourse n'est pas disponible, la valeur de cet instrument soit la valeur de réalisation probable estimée avec soin et de bonne foi par une personne compétente nommée par les Administrateurs et approuvée à cette fin par le Dépositaire, qui peut être le Gestionnaire d'investissement. La contrepartie aux instruments dérivés non négociés en bourse doit être prête à valoriser le contrat, au moins une fois par mois, et à clôturer la transaction en juste valeur à la demande de la Société. La Société peut choisir de valoriser les instruments dérivés négociés de gré à gré en utilisant soit la valorisation de la contrepartie soit une autre valorisation, telle qu'une valorisation calculée par la Société ou par un agent de cotation indépendant. La Société doit valoriser quotidiennement les instruments dérivés négociés de gré à gré. Lorsque la Société utilise une autre valorisation pour valoriser des instruments financiers dérivés négociés de gré à gré, elle doit suivre les meilleures pratiques internationales et adhérer aux principes de valorisation des instruments de gré à gré mis en place par des organismes tels que l'IOSCO et l'AIMA. L'autre valorisation possible est celle fournie par une personne compétente nommée par les Administrateurs et approuvée à cette fin par le Dépositaire ou une valorisation obtenue par tout autre moyen, à condition que la valeur soit approuvée par le Dépositaire. L'autre valorisation possible sera rapprochée une fois par mois de celle de la contrepartie. Si des différences importantes sont relevées, elles feront immédiatement l'objet de recherches et seront expliquées. Lorsque la Société valorise des instruments financiers dérivés négociés de gré à gré en utilisant la valorisation de la contrepartie, cette valorisation doit être approuvée ou vérifiée par une partie approuvée à cette fin par le Dépositaire et indépendante de la contrepartie. La vérification indépendante doit être effectuée au moins une fois par semaine. Les contrats de change à terme sont valorisés par référence à des cotations de marché librement disponibles à la fermeture des bureaux le Jour de transaction.

Les Compartiments peuvent appliquer la méthode de valorisation au coût amorti à des instruments très bien notés dont l'échéance résiduelle n'excède pas 3 mois. La méthode de valorisation au coût amorti ne peut être utilisée que pour les Compartiment répondant aux exigences de la Banque centrale pour les SICAV monétaires et pour lesquels la valorisation au coût amorti par rapport à la valorisation du marché sera exécutée conformément aux directives de la Banque centrale.

Les Administrateurs, sous réserve de l'approbation du Dépositaire, peuvent ajuster la Valeur nette d'inventaire par Action lorsqu'un tel ajustement est jugé nécessaire pour refléter la juste valeur eu

égard à la devise, à la négociabilité, aux frais de transaction et/ou à d'autres considérations jugées pertinentes.

S'il est impossible ou incorrect de valoriser un investissement spécifique conformément aux règles de valorisation énoncées ci-dessus ou si cette valorisation n'est pas représentative de la juste valeur de réalisation d'un actif, une personne compétente désignée par les Administrateurs et approuvée à cette fin par le Dépositaire est en droit d'utiliser toute autre méthode de valorisation généralement reconnue pour parvenir à une valorisation correcte de cet instrument spécifique, à condition que ladite méthode ait été approuvée par le Dépositaire.

Souscription d'Actions

Les souscripteurs doivent confirmer que les Actions ne sont pas acquises directement ou indirectement par un Ressortissant américain ou pour son compte ou pour celui de toute personne résidant dans un autre pays qui ne serait pas autorisée à acquérir des Actions et que l'investisseur ne vendra, ni ne cèdera ou transfèrera lesdites Actions, directement ou indirectement, à un Ressortissant américain ou aux États-Unis ou à toute personne résidant dans ledit pays à laquelle la loi interdit de faire cette offre ou sollicitation. Veuillez consulter la rubrique « Restrictions de vente » à la page ii pour obtenir plus d'informations.

Les formulaires de souscription d'Actions sont disponibles auprès de l'Agent administratif. Les investisseurs éligibles qui ont envoyé le formulaire de souscription complété et fourni un justificatif d'identité valable à l'Agent administratif avant l'Heure limite de transaction peuvent acheter des Actions.

Une fois que la demande de souscription a été reçue par l'Agent administratif, elle est irrévocable et contraignante pour l'investisseur. Une demande de souscription ne peut être annulée ou rectifiée qu'avec l'accord de la Société après la réception d'une demande écrite d'annulation ou modification de l'investisseur avant l'Heure limite de transaction. Toute demande de souscription reçue par l'Agent administratif après l'Heure limite de transaction sera mise en attente et traitée le Jour de transaction suivant. La Société peut toutefois dans des circonstances exceptionnelles (lesquelles sont déterminées par les Administrateurs) décider d'accepter une demande de souscription reçue par l'Agent administratif après l'Heure limite de transaction, mais avant le Point de valorisation.

Avant de souscrire des Actions, un investisseur doit compléter une déclaration (incluse dans le formulaire de souscription) concernant sa résidence ou son statut fiscal sous la forme exigée par les Autorités fiscales.

Les souscriptions initiales peuvent être effectuées au moyen d'un formulaire de souscription original signé ou un formulaire envoyé par fax. En cas d'envoi par fax du formulaire, le formulaire de souscription original signé et l'ensemble des pièces justificatives relative à la lutte contre le blanchiment d'argent doivent être reçus dans les plus brefs délais. Aucune autre souscription, aucune cession d'Actions ni aucun paiement au titre d'un rachat ne pourra être effectué tant que le bulletin original et l'ensemble des documents relative à la lutte contre le blanchiment d'argent n'auront pas été transmis par l'investisseur et que toutes les procédures contre le blanchiment d'argent n'auront pas été appliquées à la satisfaction de la Société et de ses délégués.

Les souscriptions d'Actions doivent être effectuées dans la devise désignée de la Catégorie. Toutefois, dans certaines circonstances exceptionnelles et sous réserve de l'accord préalable de l'Agent administratif et de la Société, les souscriptions peuvent être effectuées dans une devise qui n'est pas la devise désignée de la Catégorie, mais elles seront converties dans la devise désignée de la Catégorie au taux de change disponible pour l'Agent administratif et les frais de conversion seront déduits des fonds des souscriptions qui seront ensuite investis en Actions.

Les investisseurs doivent transmettre des fonds libérés représentant les droits de souscription par virement sur les comptes indiqués sur le formulaire de souscription de sorte que les fonds soient crédités sur le compte de la Société par l'Agent administratif à la Date de règlement correspondante avant 10h. Dans certaines circonstances, la Société peut juger bon d'exiger que les fonds libérés représentant les fonds des souscriptions soient crédités sur le compte de la Société par l'Agent administratif avant l'Heure

limite de transaction. Dans les cas où les fonds libérés doivent être payés avant l'Heure limite de transaction, la Société en informera les investisseurs. Si le paiement d'une souscription n'est pas reçu à 10h à la Date de règlement (ou à l'Heure limite de transaction, selon les cas), les Actions émises peuvent être annulées ou des intérêts peuvent être facturés à l'investisseur sur les fonds correspondant aux souscriptions aux taux commerciaux normaux. En complétant le formulaire de souscription, les investisseurs assument la pleine responsabilité et s'engagent à indemniser et à dégager de toute responsabilité la Société, le Gestionnaire d'investissement, l'Agent administratif et le Dépositaire (individuellement, une « Partie du Compartiment ») sur demande concernant toute procédure, plainte, réclamation, dette, préjudice, perte, frais, coûts et dépense directement ou indirectement subi ou encouru par chaque Partie du Compartiment si : (a) les fonds libérés ne sont pas reçus sur le compte de la Société par l'Agent administratif à 10h à la Date de règlement (ou à l'Heure limite de transaction, selon les cas) ; et/ou (b) les fonds libérés reçus sur le compte de la Société par l'Agent administratif à 10h à la Date de règlement (ou à l'Heure limite de transaction, selon les cas) sont inférieurs aux fonds libérés requis conformément aux instructions de la Société ou de son agent. Si la Société ne peut pas recouvrer ces montants auprès de l'investisseur défaillant, le Compartiment concerné peut subir des pertes ou s'acquitter de frais en attendant la réception desdits montants, dont le Compartiment et ses Actionnaires peuvent être redevables.

La Société peut émettre des fractions d'Actions arrondies au millième près. Les fractions d'Actions ne confèrent aucun droit de vote.

La Société se réserve le droit de refuser toute demande de souscription.

Les Actions peuvent être souscrites au cas par cas par transfert en nature sous réserve de l'accord du Gestionnaire d'investissement et celui du Dépositaire. Ce dernier doit s'assurer que les Actionnaires existants de la Société ne pourraient subir aucun préjudice. Le cas échéant, la Société émettra des Actions en échange des investissements que la Société peut acquérir conformément à ses objectifs, politiques et restrictions d'investissement et peut détenir ou vendre, céder ou convertir ces titres en espèces. Aucune Action ne sera émise tant que les investissements ne seront pas acquis par le Dépositaire ou son mandataire. La valeur des Actions émises est calculée sur la même base que celle des Actions émises contre des espèces.

Procédures de lutte contre le blanchiment d'argent

L'Agent administratif se réserve le droit, en concertation avec le responsable de la lutte contre le blanchiment d'argent de la Société, de refuser toute demande de souscription d'Actions ou de demander un complément d'informations ou des justificatifs d'identité à un souscripteur, un cessionnaire ou un Actionnaire. Lorsqu'une demande de souscription ou une souscription supplémentaire est rejetée, les fonds seront remboursés sans intérêts au souscripteur. Il est entendu que la Société, le Gestionnaire d'investissement et l'Agent administratif seront dégagés de toute responsabilité par le souscripteur, cessionnaire ou Actionnaire (selon les cas) en cas de perte découlant du non-traitement d'une première demande de souscription, une nouvelle demande de souscription, cession d'Actions ou demande de rachat si les informations demandées par l'Agent administratif n'ont pas été fournies.

Les mesures visant à lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme peuvent imposer à un souscripteur ou cessionnaire ou un Actionnaire de fournir des justificatifs d'identité à l'Agent administratif (que ce soit les concernant ou concernant des personnes qui leur sont liées). L'Agent administratif informe les souscripteurs, les cessionnaires et les Actionnaires si un autre justificatif d'identité est requis. Lorsque des documents sont fournis, l'ensemble des documents sont envoyés au risque du souscripteur, du cessionnaire ou de l'Actionnaire et la responsabilité de la Société, du Gestionnaire d'investissement et de l'Agent administratif ne peut être engagée en cas de perte d'un document. À titre d'exemple, un individu peut être tenu de fournir la copie d'un passeport ou d'une carte d'identité ainsi qu'un justificatif de domicile, comme une facture d'électricité ou un relevé de compte. Les entreprises devront, quant à elles, fournir une copie certifiée conforme de l'attestation d'enregistrement (et de tout changement éventuel de la raison sociale), du règlement intérieur, de l'acte constitutif et des statuts (ou équivalent) et les noms, les dates de naissance et les adresses de tous les administrateurs et propriétaires effectifs. L'Agent administratif peut avoir recours à des services de vérification électroniques qui peuvent garder une trace écrite de ces vérifications, afin de satisfaire

les exigences en matière de lutte contre le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent.

Les premières demandes de souscription, les demandes ultérieures et les transferts d'Actions ne peuvent être acceptés ni traités et les produits des rachats et les paiements des distributions ne peuvent pas être débloqués tant que le formulaire de souscription original signé et l'ensemble des documents requis aux fins des exigences en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme n'ont pas été reçus par l'Agent administratif et que toutes les procédures en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme n'ont pas été dûment respectées. Chaque Actionnaire doit informer l'Agent administratif par écrit de toute modification des informations contenues dans le formulaire de souscription ou qui l'accompagnent et lui fournir les documents supplémentaires concernant ladite modification qu'il pourrait demander.

Souscriptions ultérieures

Les souscriptions ultérieures (celles qui font suite à une première souscription d'Actions d'un Compartiment) peuvent être effectuées en envoyant un formulaire de souscription à l'Agent administratif avant l'Heure limite de transaction par écrit, par fax ou par tout autre moyen, par exemple, par voie électronique, conformément aux exigences de la Banque centrale. Les demandes de souscription reçues après l'Heure limite de transaction sont traitées le Jour de transaction suivant. La Société peut toutefois dans des circonstances exceptionnelles (lesquelles sont déterminées par les Administrateurs) décider d'accepter une demande de souscription reçue par l'Agent administratif après l'Heure limite de transaction, mais avant le Point de valorisation.

Les demandes de souscription électroniques ou envoyées par fax peuvent être traitées sans obligation de transmettre les originaux.

Les modifications des données d'inscription d'un Actionnaire et des instructions de paiement ne sont effectuées qu'après la réception des documents originaux.

Prix de souscription

Pendant la Période d'offre initiale, le prix de souscription initial par Action de chaque Compartiment est le Prix d'Offre initial. Après la clôture de la Période d'Offre initiale, le prix de souscription par Action est la Valeur nette d'inventaire par Action déterminée au cours d'un Jour de transaction. Généralement, la Période d'Offre initiale d'une Catégorie d'Actions prend fin à la réception de la souscription initiale par la Société.

Les Actions sont émises à la Valeur nette d'inventaire par Action telle que déterminée le Jour de transaction lors duquel l'Action est réputée émise.

Confirmations écrites de la propriété

L'Agent administratif est responsable de la gestion du registre des Actionnaires de la Société dans lequel l'ensemble des émissions, des rachats, des conversions et des transferts d'Actions sont consignés. Des confirmations écrites de propriété sont délivrées pour les Actions. Les Actions sont nominatives. L'Agent administratif ne délivre aucun certificat pour les Actions. Une Action peut être enregistrée sous un seul nom ou sous un maximum de quatre noms. Le registre des Actionnaires peut être librement consulté au siège social de la Société aux heures ouvrées habituelles. Durant ces heures, les Actionnaires ne peuvent vérifier que leur inscription dans le registre.

Demandes de rachat

Les Actions peuvent être rachetées un Jour de transaction au moyen d'un formulaire de rachat envoyé signé à l'Agent administratif avant l'Heure limite de transaction. Une demande de rachat peut être effectuée par courrier, par fax ou par tout autre moyen, par exemple, par voie électronique, conformément aux exigences de la Banque centrale.

S'agissant des demandes de rachat, le paiement n'est versé que sur le compte enregistré.

Les demandes de rachat reçues après l'Heure limite de transaction sont traitées le Jour de transaction suivant. La Société peut toutefois dans des circonstances exceptionnelles (lesquelles sont déterminées par les Administrateurs) décider d'accepter une demande de rachat reçue par l'Agent administratif après l'Heure limite de transaction, mais avant le Point de valorisation.

Si les demandes de rachat lors d'un Jour de transaction dépassent 10 % de la Valeur nette d'inventaire d'un Compartiment, la Société peut reporter les demandes de rachat excédentaires les Jours de transaction suivants et rachètera les Actions au prorata. Les demandes de rachat reportées sont traitées en priorité par rapport aux demandes reçues au cours des Jours de transaction ultérieurs, conformément au chapitre « Suspension temporaire de la valorisation des Actions, des ventes et des rachats » ci-après.

Prix de rachat

Les Actions sont rachetées à la Valeur nette d'inventaire par Action déterminée le Jour de transaction lors duquel l'Action est réputée rachetée. La Société peut, à la discrétion des Administrateurs, appliquer un ajustement pour dilution en cas de rachats nets afin de couvrir les coûts de transaction.

L'ensemble des paiements des fonds correspondant aux rachats sont généralement effectués dans un délai de 3 Jours ouvrés suivant le Jour de transaction lors duquel le rachat est effectué, lequel délai ne pourra en aucun cas dépasser 10 Jours ouvrés suivant l'Heure limite de transaction à laquelle la demande de rachat est reçue. Les produits des rachats sont envoyés par virement aux frais de l'Actionnaire sur le compte bancaire de ce dernier, dont les coordonnées bancaires auront été communiquées à l'Agent administratif sur le formulaire de souscription. Les produits des rachats ne peuvent pas être débloqués tant que le formulaire de souscription original signé et l'ensemble des documents requis aux fins des exigences de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme n'ont pas été reçus par l'Agent administratif et que l'ensemble des procédures en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme n'ont pas été dûment respectées.

Sur décision de la Société et avec le consentement de l'Actionnaire qui effectue cette demande de rachat, les actifs peuvent être transférés à un Actionnaire en contrepartie des fonds dus sur le rachat d'Actions, pourvu que cette distribution soit équitable et qu'elle ne porte pas atteinte aux intérêts des autres Actionnaires. La répartition de ces actifs est soumise à l'approbation du Dépositaire. Lorsqu'une demande de rachat représente au moins 5 % des Actions d'un Compartiment, la Société peut traiter la demande de rachat en transférant des actifs en nature à l'Actionnaire sans l'accord de ce dernier. Ces actifs peuvent être vendus par la Société à la demande de l'Actionnaire qui effectue cette demande de rachat et les produits de la vente seront transmis à l'Actionnaire. Les coûts de transaction acquittés dans le cadre de la vente des actifs sont à la charge de l'Actionnaire.

Lorsqu'un Compartiment investit dans des obligations d'entreprise, il est affecté par les conditions en vigueur des marchés des obligations d'entreprise. La liquidité plus faible de ces marchés accroît la volatilité des prix de ces obligations et rend plus difficile la détermination de ces prix. Un niveau de liquidité plus faible peut en outre avoir un impact fort sur la capacité des gestionnaires de portefeuilles obligataires à acheter et à vendre les investissements sous-jacents à un prix raisonnable et à gérer efficacement les entrées et les sorties de fonds. En conséquence, lorsque des demandes de rachat importantes sont effectuées un Jour de transaction, il est plus probable qu'elles soient réglées en nature, plutôt qu'en espèces.

Ajustement pour dilution

Dans le cadre du calcul de la Valeur nette d'inventaire par Action, la Société peut librement décider d'ajuster la Valeur nette d'inventaire par Action en appliquant un ajustement pour dilution afin de couvrir les coûts de transaction réels et protéger la valeur des actifs sous-jacents du Compartiment concerné. Cet ajustement pour dilution vise à protéger les Actionnaires existants contre les coûts des souscriptions, des rachats ou des conversions et non à obtenir un profit pour la Société, le Gestionnaire d'investissement ou toute autre partie. Le niveau de l'ajustement pour dilution est fixé par le

Gestionnaire d'investissement selon les conditions de marché (cf. rubrique « Ajustement pour dilution » à la page 55).

Rachat obligatoire d'Actions

Si la participation d'un Actionnaire passe sous le seuil de participation minimal à la suite d'un rachat, la Société peut racheter l'ensemble des Actions dudit Actionnaire. La Société doit en informer au préalable l'Actionnaire concerné et lui accorder 30 jours pour acheter des actions supplémentaires afin d'atteindre le seuil de participation minimal.

Les Actionnaires sont tenus d'informer immédiatement l'Agent administratif s'ils deviennent des Ressortissants américains. Les Actionnaires qui acquièrent ce statut peuvent être tenus de vendre leurs Actions à des non-ressortissants américains le Jour de transaction suivant, sauf si les Actions sont détenues au titre d'une dérogation qui leur permet de les détenir. La Société se réserve le droit de racheter ou d'exiger le transfert d'Actions qui sont en possession ou qui sont détenues directement ou indirectement par un Ressortissant américain ou une autre personne si la loi interdit à cette personne d'investir dans les Actions ou si les Administrateurs estiment que cette participation obligerait la Société ou l'ensemble de ses Actionnaires à s'acquitter d'un impôt ou entraînerait une pénalité administrative importante ou pécuniaire qu'ils n'auraient pas encourue ou acquittée dans le cas contraire.

Transfert d'Actions

L'ensemble des transferts d'Actions sont effectués par écrit sous une forme habituelle ou commune et toutes les formes de transfert doivent faire état du nom complet et de l'adresse du cédant et du cessionnaire, ainsi que le numéro de compte et le code ISIN du cédant, le cas échéant. L'acte de transfert d'une Action doit être signé par ou pour le compte du cédant et du cessionnaire et le formulaire original doit être envoyé à l'Agent administratif. Le cédant restera le détenteur de l'Action jusqu'à l'inscription du nom du cessionnaire dans le registre des Actions. Si le cessionnaire n'est pas un Actionnaire existant d'aucun des Compartiments, il devra compléter un formulaire de souscription et se soumettre aux procédures en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Les Administrateurs peuvent refuser d'inscrire un transfert d'Actions si, en conséquence dudit transfert, le cédant ou le cessionnaire détiendrait une participation inférieure au seuil minimal ou violerait les restrictions concernant la détention d'Actions décrites ci-avant. L'enregistrement des transferts peut être suspendu à des dates et pour des périodes pouvant être fixées en tant que de besoin par les Administrateurs, à condition que cet enregistrement ne soit pas suspendu pendant plus de 30 jours au cours d'une année civile. Les Administrateurs peuvent refuser d'enregistrer un transfert d'Actions, sauf si l'acte de transfert est déposé au siège social de la Société ou tout autre lieu qu'ils auront raisonnablement imposé, avec d'autres justificatifs exigés par ces derniers afin d'attester du droit du cédant d'effectuer le transfert. Ces justificatifs peuvent inclure une déclaration prouvant que le cessionnaire proposé n'est pas un Ressortissant américain et que les Actions ne seront pas détenues par un Ressortissant américain ou en son nom à la suite du transfert.

Retenues à la source et déductions

La Société peut être tenue de s'acquitter d'un impôt sur toute distribution ou la valeur des Actions rachetées ou transférées au taux applicable sauf si elle a reçu de la part du destinataire, de l'investisseur demandant un rachat ou du cédant d'une déclaration sous la forme prescrite confirmant que l'Actionnaire n'est pas un Actionnaire pour lequel l'impôt doit être déduit. La Société se réserve le droit de racheter le nombre d'Actions détenues par un destinataire, un investisseur demandant un rachat ou cédant nécessaire pour régler les impôts éventuels qui en découlent. La Société se réserve le droit de refuser d'enregistrer un transfert d'Actions ou de traiter une demande de rachat avant d'avoir reçu une déclaration concernant la résidence ou le statut de l'investisseur demande un rachat, du cédant ou du cessionnaire (le cas échéant) dans la forme prescrite par les Autorités fiscales.

Conversion d'Actions

Sous réserve de l'approbation des Administrateurs, un Actionnaire peut convertir des Actions d'un Compartiment ou d'une Catégorie en Actions d'un autre Compartiment ou d'une autre Catégorie à

condition d'informer l'Agent administratif par le moyen exigé par ce dernier, pourvu que la participation remplisse les critères d'investissement minimaux et que la demande originale soit reçue dans les délais susmentionnés dans le cas des souscriptions. La conversion n'a pas pour but de faciliter les opérations à court terme ou haute fréquence. La conversion est effectuée en procédant au rachat d'Actions d'un Compartiment et à la souscription pour les Actions de l'autre Compartiment avec les produits de rachat.

La conversion est effectuée conformément à la formule suivante :

$$NA = \frac{A \times (B - [FT]) \times C}{D}$$

où :

- NA = le nombre d'Actions émises dans le nouveau Compartiment ;
- A = le nombre d'Actions converties ;
- B = le prix de rachat des Actions converties ;
- C = le facteur de conversion de la devise (le cas échéant) déterminé par les Administrateurs ;
- D = le prix d'émission des Actions du nouveau Compartiment le Jour de transaction concerné ; et
- FT = les frais de transaction (frais de rachat) encourus dans le cadre de la transaction proposée et qui ne seront en aucun cas supérieurs à 5 % de la Valeur nette d'inventaire par Action.

Si NA n'est pas un nombre entier, les Administrateurs se réservent le droit d'émettre des fractions d'Actions du nouveau Compartiment ou de restituer l'excédent à l'Actionnaire qui souhaite convertir les Actions.

Le délai de conversion varie en fonction des Compartiments concernés et de la date à laquelle la conversion est lancée. En général, le délai de conversion dépend du délai nécessaire à l'obtention du paiement des fonds correspondant aux rachats auprès du Compartiment dont les Actions sont achetées. Comme la conversion d'Actions nécessite l'approbation des Administrateurs, lorsqu'une demande est déposée, les Actions peuvent être converties lors d'un Jour de transaction suivant le jour auquel l'Actionnaire a demandé initialement la conversion, en raison de l'obligation d'obtenir cette approbation.

Comptes de trésorerie généraux

Des comptes de trésorerie généraux sont ouverts pour la Société et les Compartiments en raison de l'introduction de nouvelles exigences concernant les comptes de recouvrement des souscriptions et/ou des rachats. Vous trouverez ci-dessous une description du fonctionnement de ces comptes de trésorerie généraux. Ces comptes ne sont pas couverts en vertu de la Réglementation sur le capital des investisseurs et sont en lieu et place soumis aux directives publiées par la Banque centrale concernant les comptes de trésorerie généraux.

Les fonds des Actionnaires sont déposés sur un seul compte de trésorerie général au titre de chaque devise dans laquelle une Catégorie d'Actions est libellée. Les actifs déposés sur les comptes de trésorerie généraux sont des actifs de la Société.

Les fonds des souscriptions reçues par un Compartiment avant l'émission d'Actions sont déposés sur un compte de trésorerie général et considérés comme des actifs du Compartiment concerné. Jusqu'à l'émission des Actions le Jour de transaction correspondant, les souscripteurs sont considérés comme des créanciers non garantis du Compartiment au titre des fonds qu'ils ont versés. Ils sont donc exposés au risque de crédit de l'établissement auprès duquel le compte de trésorerie général a été ouvert. Ces investisseurs ne bénéficient pas d'une appréciation de la Valeur nette d'inventaire du Compartiment ou

des autres droits des Actionnaires relatifs aux fonds des souscriptions (dont les droits à percevoir des dividendes) jusqu'à l'émission des Actions le Jour de transaction concerné.

Les investisseurs demandant le rachat ne seront plus des Actionnaires des Actions rachetées à compter du Jour de transaction concerné. Les dividendes et les montants des rachats seront conservés sur un compte de trésorerie général en attendant d'être versés aux investisseurs concernés. Les investisseurs qui demandent le rachat et ceux qui ont le droit à des dividendes déposés sur un compte de trésorerie général seront des créanciers non garantis du Compartiment concerné au titre des montants de rachat et des dividendes concernés. Lorsque les dividendes et les montants de rachat ne peuvent pas être transférés aux investisseurs concernés, par exemple, lorsque les investisseurs n'ont pas fourni les informations requises pour permettre à la Société de remplir ses obligations au regard des lois en matière de lutte contre le financement du terrorisme et de blanchiment d'argent, les dividendes et les montants de rachat seront conservés sur un compte de trésorerie général et les investisseurs devront régler rapidement les problèmes en suspens. Les investisseurs demandant un rachat ne bénéficient pas de l'appréciation éventuelle de la Valeur nette d'inventaire du Compartiment ou des droits accordés aux Actionnaires (dont, entre autres, le droit à des dividendes futurs) au titre de ces montants.

Pour de plus amples informations sur les risques inhérents aux comptes de trésorerie généraux, veuillez consulter la rubrique « Risques liés aux comptes de trésorerie généraux » du chapitre « Facteurs de risque » du Prospectus.

Opérations à haute fréquence

Les Compartiments conviennent aux investisseurs qui ont horizon d'investissement de moyen à long terme. Ils prennent les mesures raisonnables afin de lutter contre les opérations boursières à court terme. Les opérations boursières à haute fréquence sur le court terme (ou *market timing*) de vente et d'achat d'Actions d'un Compartiment ou d'autres pratiques abusives peuvent perturber les stratégies d'investissement du portefeuille, augmenter les frais et faire baisser les rendements financiers pour l'ensemble des Actionnaires, y compris ceux qui investissent à moyen et long termes et qui ne génèrent pas ces frais. La Société se réserve le droit de rejeter toute demande de souscription d'Actions (dont les demandes de conversion) d'un investisseur ou un groupe d'investisseurs, pour quelque raison que ce soit, sans préavis, y compris, notamment, si elle estime que les opérations financières sont de nature à perturber un Compartiment. La Société peut par exemple refuser de traiter une demande de souscription (ou de conversion) si le Gestionnaire d'investissement estime ne pas être en mesure d'investir les fonds à bon escient conformément aux politiques d'investissement du Compartiment concerné ou que le Compartiment subirait les conséquences découlant du montant de la transaction, la fréquence de négociation ou d'autres facteurs.

L'historique des opérations des comptes détenus ou contrôlés par plusieurs titulaires peut être pris en considération dans l'application de ces politiques. Les ordres de bourse passés auprès du même intermédiaire financier par le biais d'un compte omnibus peuvent être considérés comme faisant partie d'un groupe au regard de cette politique et être rejetés partiellement ou totalement par un Compartiment.

Les ordres acceptés par un intermédiaire financier en violation de la politique en matière d'opérations à haute fréquence de la Société ne sont pas réputés acceptés par la Société et peuvent être annulés ou révoqués par celle-ci le Jour ouvré suivant la réception des ordres concernés.

Nous rappelons aux investisseurs qu'il existe des contraintes pratiques pour déterminer la politique appropriée aux intérêts des investisseurs ayant un horizon d'investissement de moyen à long terme et pour appliquer cette politique. Par exemple, la capacité à identifier et à prévenir certaines pratiques de négoce ou les opérations de court terme lorsque des investisseurs agissent par le biais des comptes omnibus est limitée. Les investisseurs tels qu'un fonds de fonds et des fonds de répartition d'actifs modifieront également la part de leurs actifs investis dans la Société ou un Compartiment selon leurs propres stratégies ou mandat d'investissement. La Société s'efforcera de concilier les intérêts de ces investisseurs de manière à tenir en compte de ceux des investisseurs ayant un horizon d'investissement de moyen à long terme, mais nous ne pouvons garantir que la Société parviendra dans tous les cas à les concilier. Par exemple, il n'est pas toujours possible d'identifier ou de détecter les opérations à haute

fréquence qui peuvent être facilitées par des intermédiaires financiers ou difficiles à identifier en raison de l'utilisation de comptes omnibus par ces mêmes intermédiaires.

La Société fera en sorte de surveiller les *round trips* à partir des rapports fournis par l'Agent administratif destinés à faciliter l'analyse. Un *round trip* est un rachat ou une conversion d'Actions d'un Compartiment (par quelque moyen que ce soit) suivi d'un achat ou d'une nouvelle conversion en Actions du même Compartiment (par quelque moyen que ce soit). La Société peut limiter le nombre de ce type d'allers-retours dans un Compartiment effectués par un Actionnaire.

Politique relative aux informations sur la composition du portefeuille

La Société a adopté une politique permettant la publication d'informations sur la composition du portefeuille aux Actionnaires, actionnaires potentiels et autres prestataires avec un mois de délai. Le détail complet de la composition du portefeuille datant de moins d'un mois (« Informations confidentielles sur le portefeuille ») peut être également fourni aux Actionnaires, aux actionnaires potentiels et aux prestataires de services (les « Destinataires ») sur simple demande auprès du Gestionnaire d'investissement. Ces informations confidentielles sur le portefeuille sont fournies à la condition que le Destinataire en garantisse la confidentialité, ne les divulgue ni les transfère pas directement ou indirectement à des tiers et ne les utilise ni ne les exploite que dans le cadre de sa propre analyse du portefeuille d'un Compartiment. Ni la Société ni le Gestionnaire d'investissement n'apporte une garantie ni ne prend un engagement concernant les Informations confidentielles sur le portefeuille, leur exactitude ou leur exhaustivité. Les Informations confidentielles sur le portefeuille ont une valeur purement informative et ne doivent pas être utilisées par le Destinataire à des fins de *market timing* ou pour obtenir un avantage indu.

Publication du prix des Actions

À moins d'une suspension temporaire du calcul de la Valeur nette d'inventaire dans les circonstances décrites ci-après, la Valeur nette d'inventaire par Action est rendue publique au siège social de l'Agent administratif chaque Jour de transaction. La Valeur nette d'inventaire par Action est également publiée le Jour ouvré qui suit immédiatement chaque Jour de transaction sur le site Internet www.bailliegifford.com. Ces informations concernent la Valeur nette d'inventaire par Action pour le Jour de transaction précédent et sont publiées à des fins d'information. Il ne s'agit nullement d'une invitation à souscrire, racheter ou convertir des Actions à la Valeur nette d'inventaire par Action.

Suspension temporaire de la valorisation des Actions, des ventes et des rachats

La Société peut temporairement suspendre le calcul de la Valeur nette d'inventaire et la vente, la conversion ou le rachat d'Actions de la Société ou d'un Compartiment pendant :

- (i) toute période (en dehors des jours fériés ou des week-ends habituels) au cours de laquelle le marché principal pour une part importante des investissements d'un Compartiment est fermé, ou pendant laquelle les opérations font l'objet de restrictions ou sont suspendues ;
- (ii) toute période pendant laquelle la cession ou la valorisation d'une part importante des investissements de la Société n'est pas possible sans porter une grave atteinte aux intérêts des Actionnaires de la Société, à la suite d'événements politiques, économiques, militaires ou monétaires ou de circonstances indépendantes de la volonté des Administrateurs, et ne relevant pas de leur responsabilité et de leur pouvoir ;
- (iii) toute période pendant laquelle la cession ou la valorisation des investissements qui représentent une part importante des actifs d'un Compartiment n'est pas possible ou ne serait possible qu'à des conditions très défavorables pour les Actionnaires ;
- (iv) toute période pendant laquelle les prix des investissements d'un Compartiment ne peuvent pas être raisonnablement, rapidement ou précisément vérifiés par l'Agent administratif, quelle qu'en soit la raison ;

- (v) toute période pendant laquelle l'envoi de fonds qui seront ou pourront être utilisés aux fins de la réalisation ou du paiement des investissements d'un Compartiment ne peut pas être effectué aux taux de change en vigueur ;
- (vi) toute période pendant laquelle les produits de la vente ou du rachat des Actions ne peuvent être crédités sur le compte d'un Compartiment ni en être débités ;
- (vii) après l'envoi aux Actionnaires d'un avis les invitant à statuer sur une résolution concernant la dissolution de la Société ou la clôture d'un Compartiment ;
- (viii) après la survenue d'un événement entraînant la mise en liquidation de la Société ; ou
- (ix) au cours d'une période pendant laquelle les Administrateurs jugent qu'une telle suspension va dans l'intérêt de la Société ou d'un Compartiment.

La suspension des rachats peut être décidée à tout instant avant le paiement des droits de rachat et la radiation des Actions concernées du registre des Actionnaires. Les souscriptions peuvent être suspendues à tout instant avant l'inscription des Actions concernées au registre des Actionnaires.

Une telle suspension sera immédiatement communiquée à la Banque centrale. Toutes les mesures possibles et raisonnables seront prises afin de mettre rapidement fin à une période de suspension.

Avis relatif à la protection des données

Les investisseurs potentiels doivent savoir qu'en remplissant le formulaire de souscription, ils fournissent des informations à caractère personnel qui peuvent constituer des données personnelles au sens de la loi irlandaise de 1988 sur la protection des données (telle que modifiée par la loi de 2003 sur la protection des données), de la directive européenne 95/46/CE sur la protection des données, de la directive vie privée et communications électroniques 2002/58/CE (telle qu'amendée) et de toutes transpositions ou dispositions pertinentes succédant ou remplaçant ces lois (y compris, lorsqu'ils seront en vigueur, le règlement (UE) 2016/679 et la directive succédant à la directive vie privée et communications électroniques) (ci-après dénommés collectivement la « Législation sur la protection des données »).

Les données personnelles des investisseurs seront utilisées par la Société aux fins suivantes :

- gérer et administrer les placements de l'investisseur dans la Société et les comptes associés de façon continue conformément au contrat entre l'investisseur et la Société ;
- satisfaire en tant que de besoin les obligations légales et réglementaires applicables à l'investisseur et à la Société, y compris celles de la législation applicable en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Afin de se mettre en conformité avec les normes de déclaration mises en place en Irlande par l'art. 891, al. C, l'art. 891, al. E à G, (inclus) de la loi irlandaise sur la consolidation fiscale de 1997 (Taxes Consolidation Act) (telle qu'amendée) et les réglementations adoptées en vertu de ces sections, les données personnelles des Actionnaires (dont les informations financières) peuvent être communiquées aux Autorités fiscales. Les Autorités fiscales peuvent à leur tour échanger des informations (dont des données à caractère personnel et des informations financières) avec des administrations fiscales étrangères (dont les autorités fiscales américaines, U.S. Internal Revenue Service, et celles de pays qui n'appartiennent pas à l'Espace économique européen). Veuillez consulter la page web consacrée à l'EAI (échange automatique d'informations) sur le site www.revenue.ie pour en savoir plus sur le sujet ; et
- enregistrer les appels téléphoniques des investisseurs, Actionnaires et autres personnes à destination du Compartiment et de ses agents et prestataires de services à des fins de tenue de dossiers, de sécurité, d'assurance qualité et de formation.

Les données personnelles des investisseurs peuvent être transférées par la Société à ses délégués, conseillers professionnels, prestataires de services, organismes de réglementation, auditeurs,

fournisseurs de technologies et agents dûment autorisés ou sociétés apparentées, associées ou affiliées à des fins identiques ou connexes.

Les données personnelles des investisseurs peuvent être transférées vers des pays qui n'ont pas les mêmes lois de protection des données que l'Irlande ou des lois équivalentes. En cas de transfert de ce type, la Société est tenue de s'assurer que le traitement des données personnelles des investisseurs est conforme à la Législation sur la protection des données et, en particulier, que des mesures appropriées sont en place (comme la conclusion de clauses contractuelles types, tel que publié par la Commission européenne) ou de s'assurer que le destinataire répond aux critères du Bouclier de protection des données, le cas échéant. Pour de plus amples informations sur les moyens de transfert des données des investisseurs ou pour obtenir une copie des garanties correspondantes, veuillez contacter le secrétaire de la Société, Bradwell Limited, au 10 Earlsfort Terrace, Dublin 2, Irlande.

Conformément à la Législation sur la protection des données, les investisseurs peuvent exercer un certain nombre de droits à l'égard de leurs données personnelles, à savoir :

- le droit d'accès aux données personnelles détenues par la Société ;
- le droit de modifier et de rectifier les inexactitudes qui figurent dans les données personnelles détenues par la Société ;
- le droit d'effacer les données personnelles détenues par la Société ;
- le droit à la portabilité des données personnelles détenues par la Société ;
- le droit de demander la restriction du traitement des données personnelles détenues par la Société ; et
- le droit de s'opposer au traitement des données personnelles par la Société.

Ces droits pourront être exercés sous réserve des limitations prévues dans la Législation sur la protection des données. Dans certaines circonstances, la Société peut ne pas être en mesure de s'acquitter de ces droits, par exemple en raison de sa structure ou de la manière dont les Actionnaires détiennent les Actions d'un Compartiment. Les investisseurs peuvent demander à la Société d'exercer ces droits en s'adressant au secrétaire de la Société, Bradwell Limited, au 10 Earlsfort Terrace, Dublin 2, Irlande.

Veuillez noter que les données personnelles peuvent être conservées par la Société pendant toute la durée de l'investissement d'un investisseur et au-delà, conformément aux obligations légales et réglementaires de la Société, y compris, sans toutefois s'y restreindre, à la politique de conservation des documents de la Société.

La Société possède le statut de responsable du traitement des données au sens de la Législation sur la protection des données et s'engage à conserver les informations fournies par les investisseurs en accord avec cette législation. Si vous avez des questions, demandes ou commentaires concernant le présent avis ou la manière dont la Société utilise les données personnelles des investisseurs, veuillez contacter le secrétaire de la Société, Bradwell Limited, au 10 Earlsfort Terrace, Dublin 2, Irlande. Les investisseurs sont en droit de déposer plainte auprès du bureau du commissaire à la protection des données s'ils ne sont pas satisfaits de la manière dont leurs données personnelles sont utilisées par la Société.

GESTION ET ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est chargé de la gestion des affaires commerciales de la Société

conformément aux Statuts. Les Administrateurs peuvent déléguer certaines fonctions à l'Agent administratif, au Gestionnaire financier et à d'autres parties, sous réserve de leur supervision et de leur contrôle et à condition que la délégation n'empêche pas la Société d'être dirigée dans le meilleur intérêt de ses Actionnaires. La direction des activités de la Société est décidée par au moins deux Administrateurs.

Les Administrateurs et leurs fonctions principales sont exposés ci-dessous. L'adresse des Administrateurs est le siège social de la Société.

Gavin Scott (président)

Gavin Scott (britannique) est titulaire d'un master en économie obtenu en 2000 à l'université d'Édimbourg. Avant de rejoindre Baillie Gifford en 2007, il travaillait chez Old Mutual Asset Managers comme analyste au sein de l'équipe petites et moyennes capitalisations britanniques et chez Cazenove comme analyste au sein de l'équipe Amérique du Nord. Il est chargé des relations clients pour l'Europe et le Moyen-Orient dans le cadre de ses fonctions de responsable du service client au sein du département clients de Baillie Gifford et il est titulaire du CFA.

Brian Collins

Brian Collins (irlandais) a occupé le poste de directeur général de Bank of Ireland Securities Services entre 1996 et 2004. Entre 1992 et 1996, il a été le directeur général de Bank of Ireland International Finance, une division de Bank of Ireland Corporate Banking, en charge de la gestion de plusieurs comptes au Royaume-Uni, aux États-Unis, en Europe et en Extrême-Orient. Entre 1986 et 1992, il a officié comme directeur général et responsable de la division Hong Kong de Bank of Ireland, dans les activités relatives à la trésorerie, à l'entreprise, au financement commercial et à la représentation générale dans la région. Il travaille actuellement comme administrateur non exécutif pour plusieurs entreprises irlandaises.

Alastair Maclean

Alastair Maclean est titulaire d'un Bachelor of Laws (Hons) et d'un diplôme de pratique juridique (*Diploma in Legal Practice*) de l'Université d'Édimbourg, où il a terminé ses études en 1995. Aujourd'hui, il exerce en tant qu'avocat en Écosse, en Angleterre, au Pays de Galles et en Irlande. Membre des différents barreaux respectifs, il est également membre de la Securities Institute et de la Society of Writers to Her Majesty's Signet. Avant de rejoindre Baillie Gifford, Alastair Maclean a d'abord travaillé comme associé de Maclay Murray & Spens LLP et, à ce titre, s'occupait des questions relatives au droit des affaires et aux services financiers. Il a ensuite été adjoint au premier dirigeant (*Deputy Chief Executive*) du conseil municipal de la ville d'Édimbourg et chef des opérations auprès de Lothian Pension Fund.

Derek McGowan

Derek McGowan (britannique) est administrateur de Baillie Gifford & Co Ltd., l'*authorised corporate director* des SICAV britanniques de Baillie Gifford. Il a obtenu la qualification d'expert-comptable au sein du cabinet KPMG et il a rejoint Baillie Gifford en 1994. Il est enregistré comme *approved person* auprès de la FCA et il possède une licence avec mention de l'université Heriot-Watt.

Christopher Murphy

Christopher Murphy (britannique) est titulaire d'une licence avec mention en économie obtenue à l'université de Durham en 1999 et il a été admis à l'Institut des experts-comptables anglais et gallois (ICAEW) en 2003. Après plus de dix ans passés au Royaume-Uni et en Australie dans les secteurs de la comptabilité et au financement des entreprises, M. Murphy a rejoint Baillie Gifford en juin 2010 et il exerce la fonction d'administrateur au sein du département des relations avec les clients. C'est un spécialiste des produits multi-actifs.

Ronan Walsh

Ronan Walsh (irlandais) était un associé du cabinet d'avocats Arthur Cox à Dublin entre 1981 et 2009, spécialisé dans le droit des sociétés, plus particulièrement dans le financement des entreprises et les services financiers. M. Walsh exerce les fonctions d'administrateur non exécutif pour plusieurs entreprises irlandaises. Il a étudié à Trinity College, à Dublin où il a obtenu le diplôme d'avocat (*solicitor*) en 1975.

Le secrétaire de la Société est Bradwell Limited.

Les Statuts n'imposent aucun âge de retraite pour les Administrateurs ni de roulement des membres du Conseil d'administration. Ils prévoient qu'un Administrateur peut être une partie d'une transaction ou d'un accord avec la Société ou dans laquelle/lequel la Société possède des intérêts, à condition d'avoir indiqué publiquement la nature et l'étendue de ces intérêts éventuels. Un Administrateur peut toutefois voter sur toute proposition concernant une autre société dans laquelle il possède des intérêts, directement ou indirectement, que ce soit comme dirigeant ou actionnaire ou autre, à condition de ne pas détenir 5 % ou plus des actions émises de toute catégorie de cette société ou des droits de vote des actionnaires de cette société. Il peut également voter sur toute proposition concernant une offre d'Actions dans laquelle il possède un intérêt en tant que participant d'une offre de prise ou de reprise ferme et peut également voter en faveur ou non de l'octroi d'une sûreté, une garantie ou une indemnité au titre de l'argent qu'il a prêté à la Société ou à un tiers pour une dette de la Société pour laquelle il a assumé tout ou partie de la responsabilité.

Les Statuts prévoient que les Administrateurs peuvent exercer tous les pouvoirs de la Société d'emprunter de l'argent, hypothéquer ou mettre en gage son entreprise, tout ou partie de son patrimoine et peuvent déléguer ces pouvoirs à un Gestionnaire d'investissement.

Le Gestionnaire d'investissement

Le Gestionnaire d'investissement et le Distributeur pour les pays européens et non européens est Baillie Gifford Investment Management (Europe) Limited (« BGE »), qui est autorisé et réglementé par la Banque centrale. Les sociétés de Baillie Gifford, y compris Baillie Gifford Investment Management (Europe) Limited, géraient environ 177 603,3 millions de GBP d'actifs au total au 31 mars 2018.

La Convention de gestion d'investissement et de distribution conclue entre la Société et le Gestionnaire d'investissement stipule que ce dernier est responsable de l'investissement et du réinvestissement des actifs de la Société. Cette convention restera en vigueur jusqu'à sa résiliation par l'une des parties qui devra transmettre un préavis écrit 90 jours à l'avance. Chaque partie peut résilier à tout instant la Convention de gestion d'investissement et de distribution en envoyant un préavis écrit à l'autre partie si à tout moment : (i) l'autre partie est mise en liquidation (sauf dissolution volontaire en vue d'une restructuration ou une fusion aux conditions précédemment convenues par écrit par la partie non défaillante) ou n'est pas en mesure de rembourser ses dettes ou se déclare en faillite en vertu des lois irlandaises ou écossaises, le cas échéant, ou en cas de nomination d'un administrateur judiciaire pour la gestion des actifs de l'autre partie ou d'événement ayant un effet similaire, ou si (ii) le Gestionnaire d'investissement n'est plus agréé comme gestionnaire d'investissement pour la Société, ou si (iii) l'autre partie commet une violation grave des clauses de la Convention de gestion d'investissement et de distribution et n'a pas dédommagé la partie lésée (si elle en a la capacité) dans les trente jours suivant l'avis exigeant réparation, ou si (iv) un administrateur judiciaire, un liquidateur ou autre personne similaire est nommé(e). Le Gestionnaire d'investissement peut par ailleurs résilier la Convention de gestion d'investissement et de distribution avec effet immédiat en adressant un préavis écrit à la Société, si une autorité réglementaire compétente l'exige.

La Société indemnise le Gestionnaire d'investissement au titre des dettes, frais, coûts (dont les frais de justice raisonnables), taxes, impôts, pénalités, amendes et prélèvements que le Gestionnaire d'investissement encourt directement ou auxquels il est directement assujéti, sauf en cas de négligence, d'imprudence, de faute intentionnelle, de mauvaise foi ou de fraude du Gestionnaire d'investissement dans l'exercice de ses obligations et devoirs en vertu de la Convention de gestion d'investissement et de distribution ou de violation dudit contrat par ce dernier.

BGE peut déléguer ses fonctions de gestion d'investissement à un sous-gestionnaire d'investissement. Il payera les commissions du sous-gestionnaire d'investissement sur ses propres commissions. De plus amples informations sur la nomination des sous-gestionnaires d'investissement peuvent être fournies sur demande aux Actionnaires.

Le Gestionnaire d'investissement a également été nommé par la Société pour agir en tant que distributeur de ses Actions. Il peut nommer des sous-distributeurs pour distribuer les Actions. Veuillez vous reporter à l'Annexe VI du présent Prospectus pour obtenir des détails sur le marché cible pour chacun des Compartiments déterminé par le Gestionnaire d'investissement afin de remplir les obligations qui lui incombent en tant que distributeur des actions en vertu de la directive MiFID II.

L'Agent administratif

Brown Brothers Harriman Fund Administration Services (Ireland) Limited a été nommé Agent administratif de la Société en application de la Convention d'administration. L'Agent administratif a été constitué le 29 mars 1995 en Irlande sous la forme d'une société à responsabilité limitée. L'activité principale de l'Agent administratif est l'administration d'organismes de placement collectif. L'Agent administratif est responsable de l'administration de la Société, notamment le calcul de la Valeur nette d'inventaire.

La Convention d'administration stipule que l'Agent administratif administrera la Société en conformité avec les lois irlandaises (dont la Législation sur les OCPVM), l'Acte constitutif et les Statuts et les dispositions du présent Prospectus. L'Agent administratif agit également comme agent de registre et de transfert de la Société. Cette convention restera en vigueur jusqu'à sa résiliation par l'une des parties qui devra transmettre un préavis écrit 90 jours à l'avance. Chaque partie peut résilier la Convention d'administration à tout instant par écrit à l'autre partie si : (i) l'autre partie est mise en liquidation (sauf dissolution volontaire pour les besoins d'une restructuration ou une fusion aux conditions précédemment approuvées par écrit par la partie non défaillante) ou un liquidateur ou un administrateur judiciaire est nommé pour l'autre partie ou un événement similaire se produit ; ou (ii) l'autre partie se rend coupable d'une violation grave des dispositions de la Convention d'administration qu'il n'a pas réparée dans les 30 jours suivant la réception de la mise en demeure exigeant réparation ; ou (iii) une partie n'est plus autorisée à exercer sa fonction actuelle en vertu des lois applicables ; ou (iv) le Dépositaire perd son statut de dépositaire de la Société.

La responsabilité de l'Agent administratif ne peut en aucun cas être engagée pour les pertes, préjudices ou frais encourus ou subis par la Société ou un Actionnaire en lien avec l'exercice par l'Agent administratif de ses obligations et devoirs en vertu de la Convention d'administration, à l'exception des pertes, des préjudices ou des frais résultant de la négligence, la fraude, une faute intentionnelle, l'imprudence ou la mauvaise foi de l'Agent administratif dans l'exercice de ses obligations et de ses devoirs. La Société et l'Agent administratif ont convenu de s'indemniser et de se dégager de toute responsabilité concernant les pertes, procédures, préjudices, dettes ou frais (dont les frais de justice dans la limite du raisonnable) découlant de tout acte, omission, erreur ou retard ou d'une plainte, demande, action en justice ou procès, en lien avec l'exercice de ses obligations et devoirs en vertu de la Convention d'administration, et non de la négligence, fraude, faute intentionnelle, imprudence ou mauvaise foi de l'autre partie dans l'exercice de ces obligations et de ces devoirs.

Le Dépositaire

Brown Brothers Harriman Trustee Services (Ireland) Limited a été nommée Dépositaire conformément à la Convention du Dépositaire. Le Dépositaire a été constitué le 29 mars 1995 en Irlande sous la forme d'une société à responsabilité limitée. Le Dépositaire est une filiale de Brown Brothers Harriman & Co. et a émis pour plus de 1,5 million de dollars américains d'actions. L'activité principale du Dépositaire est l'activité de fiduciaire et de dépositaire d'organismes de placement collectif.

L'obligation du Dépositaire est de fournir des services de garde, de contrôle et de vérification pour les actifs de la Société et de chaque Compartiment conformément aux dispositions de la Législation sur les OPCVM et de la Directive. Le Dépositaire fournit également des services de suivi de la trésorerie pour les flux de trésorerie et les souscriptions de chaque Compartiment.

Le Dépositaire a le pouvoir de déléguer certaines de ses fonctions. En général, chaque fois que le Dépositaire délègue une ou plusieurs de ses fonctions de garde à un délégué, il restera responsable des pertes éventuellement subies à la suite d'un acte ou d'une omission du délégué concerné, comme si ces pertes étaient la conséquence directe d'un acte ou d'une omission dont il serait l'auteur.

À la date du présent Prospectus, le Dépositaire a conclu des accords décrits qui délèguent l'exercice de sa fonction de garde pour certains des actifs de la Société à des sous-dépositaires. La liste des sous-dépositaires nommés par le Dépositaire à la date du Prospectus est publiée dans l'Annexe V. Le choix des sous-dépositaires dépend des marchés sur lesquels la Société investit.

Le Dépositaire doit exercer ses fonctions avec le professionnalisme, le soin et la rigueur qui s'imposent.

La responsabilité du Dépositaire est engagée pour les pertes d'instruments financiers qui lui ont été confiés ou qui ont été confiés à un sous-dépositaire, sauf s'il est en mesure de prouver que la perte n'était pas la conséquence directe d'une négligence ou d'un manquement délibéré de sa part à ses obligations et qu'elle est due à un événement externe indépendant de sa volonté, dont les conséquences n'auraient pu être évitées, même si toutes les mesures nécessaires avaient été prises. Sa responsabilité peut être également engagée pour toutes les autres pertes subies à la suite d'une négligence sa part ou d'un manquement délibéré à ses obligations en application de la Directive et de la Convention du Dépositaire. La responsabilité du Dépositaire ne sera en aucun cas affectée par le fait qu'il ait délégué à un tiers certaines de ses fonctions pour les actifs de la Société. Le Dépositaire doit faire preuve de rigueur et de professionnalisme dans la sélection, la nomination continue et la surveillance permanente des délégués et des sous-délégués.

Des conflits peuvent occasionnellement opposer le Dépositaire et les délégués ou sous-délégués, par exemple lorsqu'un délégué ou un sous-délégué nommé est une société filiale qui perçoit une rémunération en contrepartie du service d'un autre dépositaire fourni à la Société. En cas de risque de conflit d'intérêts dans le cadre des activités normales, le Dépositaire appliquera les lois applicables.

Des informations à jour sur les devoirs du Dépositaire, les conflits d'intérêts qui peuvent survenir et les accords de délégation du Dépositaire sont fournies sur demande aux investisseurs.

La Convention du Dépositaire peut être résiliée par le Dépositaire ou la Société à condition d'en informer l'autre partie par écrit au moins 90 jours à l'avance. Chaque partie peut résilier immédiatement la Convention du Dépositaire par écrit à l'autre partie si : (i) un liquidateur ou un administrateur judiciaire est nommé pour cette partie ou en cas de survenue d'un événement comparable, que ce soit à la discrétion d'un organisme de réglementation ou une juridiction compétente ou une autre instance, ou (ii) l'autre partie ne remédie pas à une grave violation de la Convention du Dépositaire dans les 30 jours suivant la réception du courrier de mise en demeure ou (iii) si le Dépositaire n'est plus autorisé à agir comme dépositaire ou fiduciaire par la Banque centrale. Le Dépositaire restera toutefois en fonction jusqu'à la désignation d'un successeur. Si aucun successeur n'est nommé dans un délai de 90 jours suivant l'envoi d'un avis de résiliation, une assemblée générale extraordinaire sera convoquée afin de statuer sur une résolution spéciale concernant la dissolution de la Société afin que les Actions puissent être rachetées ou qu'un liquidateur puisse être nommé et procéder à la dissolution de la Société. La Société demandera alors dès que possible à la Banque centrale de retirer l'autorisation de la Société, retrait à la suite duquel le mandat du Dépositaire prendra fin. Le cas échéant, le mandat du Dépositaire ne sera pas révoqué tant que l'autorisation de la Société n'aura pas été retirée par la Banque centrale.

Agents payeurs / Sous-distributeurs

Les Administrateurs, le Gestionnaire d'investissement ou leurs délégués dûment autorisés peuvent nommer les agents payeurs, les sous-distributeurs et les représentants locaux pouvant être nécessaires pour faciliter l'autorisation ou l'enregistrement de la Société et/ou la commercialisation de ses Actions dans n'importe quelle juridiction.

Les réglementations locales en vigueur dans les pays de l'EEE peuvent imposer la nomination d'agents payeurs et la tenue de comptes par ces agents par le biais desquels les montants des souscriptions et des rachats peuvent être réglés. Les investisseurs qui choisissent ou qui sont obligés en vertu des

réglementations locales de payer/recevoir les montants des souscriptions/rachats par le biais d'un intermédiaire plutôt que directement de l'Agent administratif ou du Dépositaire sont exposés à un risque de crédit vis-à-vis de cette entité intermédiaire concernant (a) les montants des souscriptions avant leur transmission à l'Agent administratif ou au Dépositaire pour le compte du Compartiment et (b) les montants des rachats devant être payés par cette entité intermédiaire à l'investisseur concerné. Les commissions de ces agents payeurs seront payées par le Compartiment.

BGO a été nommé par le Gestionnaire d'investissement et Distributeur pour agir en tant que sous-distributeur des Actions dans les juridictions situées en dehors de l'UE. Baillie Gifford Asia (Hong Kong) Limited, une société à responsabilité limitée constituée à Hong Kong, enregistrée sous le numéro 2229826 et dont le siège social est situé à One International Finance Centre, One Harbour View Street, Central, Hong Kong (« BGA(HK) »), a été nommée par BGO pour agir en tant que sous-distributeur des Actions aux investisseurs professionnels à Hong Kong. BGA(HK) recevra une contrepartie financière de la part de BGO sous la forme d'honoraires qui sont basés sur une marge par rapport aux frais (à l'exception des coûts de financement) acquittés dans le cadre de la prestation des services de distribution.

IMPOSITION

Les paragraphes ci-après constituent un résumé global des principales règles fiscales irlandaises applicables à la Société et à certains investisseurs dans la Société qui sont les propriétaires bénéficiaires d'Actions de la Société. Ils n'ont pas pour objet d'évoquer toutes les conséquences fiscales applicables à la Société ou à toutes les catégories d'investisseurs, dont certains pourraient être soumis à des règles spéciales. Par exemple, ils n'évoquent pas la situation fiscale des Actionnaires dont l'acquisition d'Actions dans la Société serait considérée comme une participation dans un organisme de placement de portefeuille personnel (*personal portfolio investment undertaking* ou « PPIU »). Par conséquent, leur applicabilité dépendra de la situation spécifique de chaque Actionnaire. Ils ne constituent pas des conseils fiscaux et nous recommandons aux Actionnaires et investisseurs potentiels de consulter leurs conseillers professionnels concernant la fiscalité ou les autres conséquences de l'achat, la détention, la vente, la conversion ou la cession des Actions en vertu des lois de leur pays de constitution, d'établissement, de citoyenneté, de résidence ou de domicile, et en fonction de leur propre situation.

Les paragraphes sur l'imposition ci-après se basent sur des conseils reçus par les Administrateurs concernant le droit et la pratique en vigueur en Irlande à la date du présent document. Les évolutions législatives, administratives et judiciaires pourraient modifier les conséquences fiscales décrites ci-dessous et comme c'est le cas pour tout investissement, il n'existe aucune garantie que la situation fiscale réelle ou proposée au moment où un investissement est effectué perdurera indéfiniment.

Imposition de la Société

Les Administrateurs ont été informés qu'en vertu de la loi et des pratiques irlandaises actuelles, la Société est considérée comme une société d'investissement aux fins de l'art. 739B de la loi sur la consolidation fiscale (Taxes Consolidation Act ou TCA) dès lors qu'elle est résidente en Irlande. Par conséquent, ses revenus et plus-values ne sont généralement pas soumis à l'impôt irlandais.

Fait générateur

Même si la Société n'est pas assujettie à l'impôt irlandais sur ses revenus et plus-values, l'impôt irlandais (à un taux pouvant aller de 25 % à 60 %) pourrait être dû par la Société lors de la survenue d'un « **fait générateur** ». Les faits générateurs incluent les paiements ou distributions aux Actionnaires ainsi que les encaissements, rachats, remboursements, annulations ou transferts d'Actions et toute cession présumée d'Actions comme indiqué ci-dessous, aux fins de l'impôt irlandais découlant de la détention d'Actions de la Société et pour une période de huit ans ou plus. Si un fait générateur a lieu, la Société est tenue de déclarer l'impôt le concernant.

Aucun impôt ne sera dû en Irlande suite à un fait générateur si :

- (a) l'Actionnaire n'est pas résident et n'a pas sa résidence habituelle en Irlande (« Non-résident irlandais ») et il (ou un intermédiaire agissant pour son compte) a présenté une déclaration à cet effet et la Société n'est en possession d'aucune information suggérant que les informations contenues dans la déclaration ne sont pas exactes ou ont cessé de l'être ; ou
- (b) l'Actionnaire est un Non-résident irlandais et l'a confirmé à la Société, laquelle est en possession d'un avis d'approbation écrit de la part des Autorités fiscales attestant qu'il a été satisfait à l'exigence de fournir une déclaration de non-résidence concernant l'Actionnaire et que l'approbation ne lui a pas été retirée ; ou
- (c) l'Actionnaire est un Résident irlandais exonéré tel que défini ci-dessous.

Toute référence à un « **intermédiaire** » désigne un intermédiaire au sens de l'art. 739B(1) de la TCA, c'est-à-dire une personne qui (a) exerce une activité consistant en, ou comprenant, la réception de paiements provenant d'une société d'investissement pour le compte d'autres personnes ; ou (b) détient des parts dans une société d'investissement pour le compte d'autres personnes.

En l'absence d'une déclaration ou d'un avis d'approbation écrit, rempli(e) et signé(e) par les Autorités fiscales, selon le cas, il existe une présomption que l'Actionnaire, qui est en possession d'actions de la Société à la date considérée, est résident ou a sa résidence habituelle en Irlande (« **Résident irlandais** ») ou n'est pas un Résident irlandais exonéré et est donc assujéti à l'impôt.

Un fait générateur n'inclut pas les cas suivants :

- les opérations (qui pourraient autrement constituer des faits générateurs) sur les Actions détenues dans un système de compensation reconnu et désigné sur ordre des Autorités fiscales ; ou
- un transfert d'Actions entre époux/partenaires civils et tout transfert d'Actions entre les époux/partenaires civils ou anciens époux/partenaires civils à l'occasion d'une séparation judiciaire, d'un décret de dissolution et/ou d'un divorce, selon les cas ; ou
- un échange par un Actionnaire, réalisé par le biais d'une négociation dans les conditions normales du marché, des Actions de la Société contre d'autres Actions de la Société ; ou
- un échange d'Actions ayant lieu lors d'une fusion ou d'une restructuration éligible (au sens de l'art. 739H de la TCA) de la Société avec une autre société d'investissement.

Si la Société devient redevable de l'impôt applicable à la survenance d'un fait générateur, elle aura le droit de déduire du paiement qui en découle un montant égal au montant de l'impôt dû et/ou, le cas échéant, de racheter et annuler le nombre d'Actions détenues par l'Actionnaire requis pour parvenir au montant dû. L'Actionnaire concerné indemniserà la Société contre les pertes subies par elle au titre de l'impôt dont elle est redevable lors de la survenance d'un fait générateur.

Service des tribunaux irlandais

Si des Actions sont détenues par le Service des tribunaux irlandais, la Société n'est pas tenue de déclarer l'impôt irlandais au titre d'un fait générateur pour ces Actions. Par contre, si des sommes placées sous le contrôle ou soumises à une ordonnance des tribunaux irlandais sont utilisées pour acquérir des Actions de la Société, le Service des tribunaux irlandais assumera, concernant les Actions acquises, les obligations de la Société, qui consisteront, entre autres, à déclarer les impôts dus au titre de faits générateurs et à préparer ses déclarations d'impôts.

Actionnaires résidents irlandais exonérés

La Société n'est pas tenue de verser des impôts au titre des catégories ci-après d'Actionnaires résidant en Irlande, à condition qu'elle ait en sa possession les déclarations nécessaires de ces personnes (ou d'un intermédiaire agissant pour leur compte) et qu'elle ne soit pas en possession d'informations susceptibles de suggérer que les informations figurant dans les déclarations ne sont pas exactes dans

leurs aspects importants ou ont cessé de l'être. Un Actionnaire qui relève de toute catégorie énumérée ci-après et qui (directement ou à travers un intermédiaire) a fourni la déclaration nécessaire à la Société est désigné par les présentes comme un « **Résident irlandais exonéré** » :

- (a) un régime de retraite considéré comme un « régime approuvé exonéré » au sens de l'art. 774 de la TCA, ou un contrat de rente de retraite ou un plan de fiducie auquel s'applique l'art. 784 ou l'art. 785 de la TCA ;
- (b) une compagnie d'assurance-vie au sens de l'art. 706 de la TCA ;
- (c) une société d'investissement au sens de l'art. 739B(1) de la TCA ou une société de placement en commandite au sens de l'art. 739J de la TCA ;
- (d) un organisme de placement spécial au sens de l'art. 737 de la TCA ;
- (e) un organisme de bienfaisance visé à l'art. 739D(6)(f)(i) de la TCA ;
- (f) une société de gestion éligible au sens de l'art. 739B(1) de la TCA ;
- (g) un fonds commun de placement auquel s'applique l'art. 731(5)(A) de la TCA ;
- (h) une personne exonérée de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés en vertu de l'art. 784A(2) de la TCA, dans la mesure où les Actions détenues sont des actifs d'une caisse de retraite agréée ou d'une caisse de retraite minimum agréée ;
- (i) une personne exonérée de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés en vertu de l'art. 787I de la TCA, dans la mesure où les Actions sont les actifs d'un PRSA ;
- (j) une coopérative de crédit au sens de l'art. 2 de la loi de 1997 sur les sociétés de crédit mutuel (Credit Union Act) ;
- (k) la National Asset Management Agency ;
- (l) la National Asset Management Agency ou un véhicule d'investissement (au sens de l'art. 37 de la loi de 2014 relative à la National Asset Management Agency Act, telle qu'amendée) dont le ministère des Finances d'Irlande est le seul propriétaire bénéficiaire, ou encore l'Irlande agissant par le biais de la National Asset Management Agency ;
- (m) une société assujettie à l'impôt sur les sociétés, conformément à l'art. 110(2) de la TCA (sociétés de titrisation) ;
- (n) dans certaines circonstances, une société assujettie à l'impôt sur les sociétés en vertu de l'art. 739G(2) de la TCA, au titre des paiements qui lui sont versés par la Société ; ou
- (o) toute autre personne qui est résidente ou a sa résidence habituelle en Irlande et peut être autorisée à détenir des Actions en vertu des lois fiscales ou des pratiques ou concessions écrites des Autorités fiscales sans donner lieu à un impôt ou une charge pour la Société et sans nuire aux exonérations fiscales dont bénéficie la Société.

Aucune disposition n'est prévue concernant un crédit d'impôt pour les Actionnaires qui sont des Résidents irlandais exonérés si des impôts ont été prélevés en l'absence de la déclaration nécessaire. Un crédit d'impôt peut être versé uniquement aux sociétés actionnaires qui sont assujetties à l'impôt sur les sociétés.

Imposition des Actionnaires Non-résidents irlandais

Les Actionnaires Non-résidents irlandais qui (de manière directe ou par le biais d'un intermédiaire) ont fait les déclarations nécessaires confirmant qu'ils ne sont pas résidents en Irlande (déclaration de non-résidence), le cas échéant, ne sont pas redevables de l'impôt irlandais au titre des revenus ou plus-

values qui découlent de leur investissement dans la Société et aucun impôt ne sera dû sur les distributions ou paiements que leur verse la Société au titre de tout encaissement, rachat, remboursement, annulation ou autre cession de leur investissement. Ces Actionnaires ne sont généralement pas redevables de l'impôt irlandais au titre des revenus ou plus-values découlant de la détention ou de la cession d'Actions, sauf si les Actions sont attribuables à une de leurs filiales ou agences irlandaises.

À moins que la Société ne soit en possession d'un avis écrit d'approbation de la part des Autorités fiscales permettant à l'Actionnaire concerné de respecter son obligation de fournir une déclaration de non-résidence et que l'approbation n'ait pas été révoquée, si un Actionnaire non-résident (ou un intermédiaire agissant pour son compte) omet de présenter la déclaration de non-résidence nécessaire, l'impôt sera dû en vertu des dispositions ci-dessus lors de la survenue d'un fait générateur et nonobstant le fait que l'Actionnaire ne soit pas résident ou n'ait pas sa résidence ordinaire en Irlande, l'impôt ainsi déduit ne sera généralement pas remboursable.

Si une société Non-résidente irlandaise détient des Actions dans la Société qui sont attribuables à une agence ou filiale irlandaise, elle sera redevable de l'impôt irlandais sur les sociétés au titre des revenus et distributions de capitaux versés par la Société dans le cadre du système d'auto-évaluation.

Imposition des Actionnaires Résidents irlandais

Prélèvement d'impôts

La Société prélève et verse aux Autorités fiscales un impôt sur toutes les distributions qu'elle a versées aux Actionnaires Résidents irlandais qui ne sont pas des Résidents irlandais exonérés, à un taux de 41 %.

Elle prélève et verse également aux Autorités fiscales un impôt sur toutes les plus-values découlant d'un encaissement, un rachat, un remboursement, une annulation ou une autre cession d'Actions par un Actionnaire, à un taux de 41 %. Toute plus-value correspond à la différence entre la valeur de l'investissement de l'Actionnaire dans la Société à la date du fait générateur et le coût initial de l'investissement, calculé selon des règles spéciales.

Si un Actionnaire est une société résidente irlandaise et que la Société est en possession d'une déclaration de l'Actionnaire selon laquelle ce dernier est une société et qui comprend le numéro de référence fiscale de la société, la Société déduira un impôt sur toutes les distributions qu'elle aura versées à l'Actionnaire et sur toute plus-value découlant des encaissements, rachats, remboursements, annulations ou autres cessions d'actions par l'Actionnaire, à un taux de 25 %.

Cessions présumées

Une cession présumée d'Actions a lieu à chaque huitième anniversaire de l'acquisition des Actions de la Société détenues par des Actionnaires Résidents irlandais qui ne sont pas des Résidents irlandais exonérés. La Société, dans certaines circonstances, peut opter pour ne pas déclarer l'impôt irlandais au titre des cessions présumées. Si la valeur totale des Actions détenues par les Actionnaires Résidents irlandais (mais non pas Résidents irlandais exonérés) est de 10 % ou plus de la Valeur nette d'inventaire d'un Compartiment concerné, la Société sera tenue de déclarer l'impôt sur toute cession présumée des Actions du Compartiment. Cependant, si la valeur totale des Actions détenues par ces Actionnaires est inférieure à 10 % de la Valeur nette d'inventaire du Compartiment concerné, la Société pourra choisir de ne pas déclarer l'impôt sur la cession présumée et il faut s'attendre à ce qu'elle s'en abstienne. Dans ce cas, la Société avisera les Actionnaires concernés de ce choix et ces derniers seront obligés de déclarer eux-mêmes l'impôt calculé dans le cadre du système d'auto-évaluation.

Une plus-value présumée correspond à la différence entre la valeur des Actions détenues par un Actionnaire lors du huitième anniversaire concerné ou, si la Société en décide ainsi, la valeur des Actions au 30 juin ou au 31 décembre (si cette date est plus éloignée) avant la date de cession présumée, d'une part, et le coût de ces Actions, d'autre part. L'excédent en résultant sera imposable à un taux de 41 % (ou, dans le cas de sociétés qui sont des Actionnaires résidents irlandais et si une déclaration a

été remplie, à un taux de 25 %). Les impôts versés lors d'une cession présumée doivent pouvoir être imputés à l'impôt à payer lors de la cession réelle de ces Actions.

Obligation fiscale résiduelle en Irlande

Les sociétés qui sont des Actionnaires résidents irlandais et qui reçoivent des sommes sur lesquelles un impôt a été prélevé sont traitées comme ayant reçu un paiement annuel imposable en vertu du Cas IV de l'Annexe D, sur lequel un impôt a été déduit à un taux de 25 % (ou 41 % si aucune déclaration n'a été déposée). Sous réserve des commentaires ci-après concernant l'impôt à payer sur un gain de change, en règle générale, ces Actionnaires ne seront pas redevables d'autres impôts irlandais sur les paiements reçus au titre des Actions qu'ils détiennent et dont l'impôt a été déduit. Une société qui est un Actionnaire résident irlandais et qui détient des Actions dans le cadre d'une opération est redevable de l'impôt sur tout revenu ou plus-value versé(e) par la Société pour cette opération, montants qui sont imputables à l'impôt sur les sociétés à verser pour tout impôt déduit de ces versements par la Société. En pratique, si un impôt à un taux supérieur à 25 % est déduit des paiements à une société qui est un Actionnaire résident irlandais, un crédit du montant de l'impôt excédentaire (déduit au-delà du taux d'imposition sur les sociétés de 25 %) devrait être consenti.

Si une plus-value de change est réalisée par un Actionnaire sur la cession d'Actions, celui-ci sera redevable d'un impôt sur les plus-values au titre de cette plus-value pour l'exercice(les exercices) au cours duquel(desquels) les Actions sont cédées.

Tout Actionnaire résident irlandais qui n'est pas un Résident irlandais exonéré et qui reçoit une distribution sur laquelle aucun impôt n'a été prélevé ou une plus-value sur un encaissement, un rachat, un remboursement, une annulation ou une cession sur lequel aucun impôt n'a été déduit (par exemple, si les Actions sont détenues dans un système de compensation reconnu) est tenu de déclarer l'impôt sur le revenu ou l'impôt sur les sociétés, selon les cas, sur le paiement ou le montant des plus-values dans le cadre du système d'auto-évaluation et, en particulier, de la partie 41A du TCA.

Dividendes étrangers

Les dividendes (le cas échéant) et intérêts que la Société reçoit au titre des investissements (autres que les valeurs mobilières d'émetteurs irlandais) peuvent être imposables et notamment faire l'objet de retenues fiscales dans les pays où les émetteurs des investissements sont situés. On ne sait pas si la Société pourra bénéficier des taux réduits de retenues fiscales en vertu des traités relatifs à la double imposition que l'Irlande a conclus avec différents pays.

Cependant, si la Société reçoit un remboursement des retenues fiscales versées, la Valeur nette d'inventaire du Compartiment concerné ne sera pas recalculée et le bénéfice de tout remboursement sera attribué de manière proportionnelle aux Actionnaires en fonction au moment du remboursement.

Droit de timbre

Dès lors que la Société est considérée comme une société d'investissement au sens de l'art. 739B de la TCA, de manière générale, aucun droit de timbre ne sera dû en Irlande sur l'émission, le transfert, le rachat ou le remboursement d'Actions de la Société. Cependant, si une souscription ou un remboursement d'Actions est réalisé par le biais d'un transfert en nature ou en espèces de valeurs mobilières irlandaises ou autres bien irlandais, des droits de timbre irlandais pourraient être dus sur le transfert de ces valeurs mobilières ou biens.

La Société n'est soumise à aucun droit de timbre irlandais lors de la cession ou du transfert d'actions ou de titres négociables d'une société non enregistrée en Irlande, à condition que la cession ou le transfert ne porte sur aucun bien immeuble situé en Irlande, sur aucun droit sur ce bien ou participation dans ce bien, ni sur des actions ou titres négociables d'une société (autre qu'une société d'investissement au sens de l'art. 739B de la TCA ou une société éligible au sens de l'art. 110 de la TCA) enregistrée en Irlande.

Résidence

En règle générale, les Actionnaires de la Société sont des personnes privées, entreprises ou fiducies. En vertu de la réglementation irlandaise, les personnes privées et les fiducies peuvent être résidentes ou avoir leur résidence ordinaire en Irlande. Le concept de résidence ordinaire ne s'applique pas aux personnes morales.

Investisseurs qui sont des personnes physiques

Critères de résidence

Une personne physique est considérée comme résidant en Irlande pour un exercice fiscal spécifique si elle est présente en Irlande : (1) pour une période d'au moins 183 jours au cours de tout exercice fiscal ; ou (2) pour une période d'au moins 280 jours au titre de deux exercices fiscaux consécutifs, à condition que la personne réside en Irlande pendant au moins 31 jours au cours de tout exercice fiscal. Pour déterminer le nombre de jours passés en Irlande, une personne physique est jugée présente si elle est présente dans le pays à quelque moment que ce soit de la journée.

Si une personne physique n'est pas résidente en Irlande au cours d'un exercice fiscal donné, elle pourra, dans certaines situations, opter pour être traitée comme une résidente.

Critères de résidence ordinaire

Si une personne physique a résidé en Irlande les trois exercices fiscaux précédents, elle sera réputée avoir sa « résidence ordinaire » en Irlande à compter du début de la quatrième année. Elle perd son statut de résident ordinaire si elle n'a plus résidé en Irlande trois exercices fiscaux consécutifs.

Investisseurs qui sont des fiducies

Une fiducie est généralement considérée comme résidant en Irlande si tous ses fiduciaires résident en Irlande. S'ils ne sont pas certains que la fiducie réside en Irlande ou non, les fiduciaires sont invités à se renseigner sur les aspects fiscaux spécifiques en la matière.

Investisseurs qui sont des entreprises

Une société sera résidente en Irlande si son centre de gestion et de contrôle se trouve en Irlande ou (dans certains cas) si elle est constituée en Irlande. Pour que l'Irlande soit considérée comme centre de gestion et de contrôle de la société, il faut généralement que toutes les décisions de politique fondamentales de la société soient prises en Irlande.

Toutes les sociétés constituées en Irlande sont résidentes en Irlande à des fins fiscales, sauf dans les cas suivants :

- (i) si la société est constituée avant le 1^{er} janvier 2015, la société ou une société liée exerce ses activités en Irlande, et soit (a) la société est contrôlée en dernière instance par des personnes résidant sur un « territoire concerné », c'est-à-dire un État membre ou un pays avec lequel l'Irlande a conclu un traité de double imposition, lequel est en vigueur en vertu de l'art. 826(1) de la TCA, ou qui a été signé et entrera en vigueur une fois que toutes les procédures de ratification énoncées à l'art. 826(1) de la TCA auront été mises en œuvre, ou (b) la principale catégorie d'actions de la société ou d'une société liée est substantiellement et régulièrement négociée sur une bourse reconnue d'un territoire concerné, et le centre de gestion et de contrôle de la société est situé hors d'Irlande (cependant, cette exception ne s'applique pas si le centre de gestion et de contrôle de la société est situé dans une juridiction qui applique uniquement des critères de constitution pour déterminer la résidence et, par conséquent, si elle est susceptible d'être considérée comme résidente fiscale d'aucun pays) ; ou
- (ii) si la société est considérée comme résidant dans un autre pays que l'Irlande et n'est pas résidente en Irlande en vertu d'un traité de double imposition conclu entre l'Irlande et cet autre pays.

L'exception à la règle de constitution de la résidence fiscale prévue au point (i) ci-dessus pour une société constituée avant le 1^{er} janvier 2015, cependant, cesse de s'appliquer et d'être invocable après le 31 décembre 2020 ou, si cette date est antérieure, à compter de la date, postérieure au 31 décembre 2014, d'un changement de propriétaire (direct ou indirect) de la société en cas d'évolution majeure de la nature ou de la conduite des affaires de la société au cours de la période démarrant au plus tard le 1^{er} janvier 2015 ou à la date tombant un an avant celle du changement de propriétaire de la société et se terminant 5 ans après la date de changement de propriétaire. À cette fin, une évolution majeure de la nature ou de la conduite des affaires de la société comprend le commencement, par la société, d'une nouvelle activité, ou un changement majeur découlant de l'acquisition par la société d'un bien ou d'une participation ou d'un droit sur le bien.

Cession d'Actions et impôt irlandais sur les acquisitions de capitaux

(a) Personnes domiciliées ou ayant leur résidence ordinaire en Irlande

La cession d'Actions dans le cadre d'une donation ou d'un héritage, effectuée par un cessionnaire domicilié ou ayant sa résidence ordinaire en Irlande ou reçue par un bénéficiaire domicilié ou ayant sa résidence ordinaire en Irlande peut assujettir le bénéficiaire de cette donation ou de cet héritage à l'impôt irlandais sur les acquisitions de capitaux au titre de ces Actions.

(b) Personnes non domiciliées ou n'ayant pas leur résidence ordinaire en Irlande

Dans la mesure où la Société peut être considérée comme une société d'investissement au sens de l'art. 739B de la TCA, la cession d'Actions ne sera pas assujettie à l'impôt irlandais sur les acquisitions de capital, à condition que :

- les Actions fassent partie de la donation ou de l'héritage à la date de la donation ou de l'héritage et à la date de valorisation ;
- le donateur ne soit pas domicilié et n'ait pas sa résidence ordinaire en Irlande à la date de la cession ; et
- le bénéficiaire ne soit pas domicilié et n'ait pas sa résidence ordinaire en Irlande à la date de la donation ou de l'héritage.

Informations sur l'imposition en Allemagne

Le Compartiment Baillie Gifford Worldwide Japanese Fund continuera d'investir au moins 51 % de son actif net dans des fonds propres, tels que définis à l'art. 2, al. 8, de la loi allemande sur l'imposition des investissements de 2018 et, par conséquent, d'assurer son éligibilité à l'exonération fiscale partielle en tant que fonds d'investissement en vertu de l'art. 2, al. 6, de cette loi pour les investisseurs résidant en Allemagne.

Loi américaine sur la conformité fiscale des comptes étrangers (FATCA)

Les dispositions de la loi américaine sur la conformité fiscale des comptes étrangers (Foreign Account Tax Compliance Act ou FATCA) exigent que la détention directe et indirecte de certains comptes non américains et certaines entités non américaines par certains Ressortissants américains soit déclarée par les institutions financières étrangères (« **IFE** ») aux autorités fiscales étrangères, qui fourniront ensuite ces informations aux autorités fiscales américaine (Internal Revenue Services ou IRS).

La Société peut être considérée comme une IFE aux fins de la FATCA. La FATCA peut imposer une retenue pouvant aller jusqu'à 30 % sur certains revenus de source américaine (dividendes et intérêts inclus) et, après le 31 décembre 2018, sur le produit brut de la vente ou autre cession de biens susceptible de produire des intérêts de source américaine ou des dividendes versés à une IFE.

La législation fiscale irlandaise, notamment la réglementation de 2014 sur la déclaration des comptes

financiers (États-Unis d'Amérique) (Financial Accounts Reporting (United States of America) Regulations) et les règles et pratiques de déclaration, entérinent le FATCA. La Société peut exiger des informations complémentaires de la part des Actionnaires afin de se conformer à ces dispositions. Elle peut en outre transmettre les informations, certificats ou autres documents reçus de la part des Actionnaires (ou les concernant) aux Autorités fiscales dans la mesure nécessaire pour se conformer à la législation fiscale irlandaise et aux pratiques et règles de déclaration relatives à la FATCA, aux accords intergouvernementaux connexes ou aux autres lois ou réglementations applicables. Les Autorités fiscales transmettent ensuite ces informations à l'IRS. Si, du fait d'un Actionnaire (de manière directe ou indirecte), la Société subit une retenue dans le cadre de la FATCA (« **Déduction FATCA** ») ou supporte tout autre coût, pénalité, dépense ou responsabilité d'ordre financier, elle peut procéder au rachat obligatoire des Actions de cet Actionnaire et/ou prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que cette Déduction FATCA ou tout autre coût, pénalité, dépense ou responsabilité d'ordre financier soit supporté économiquement par cet Actionnaire. Il est vivement recommandé à chaque investisseur potentiel de consulter son conseiller fiscal concernant l'applicabilité du FATCA et toute autre exigence de déclaration au regard de la situation spécifique dudit investisseur potentiel. Le cas échéant, il est recommandé aux investisseurs de contacter leur intermédiaire concernant l'application de ce régime à leurs investissements dans la Société.

Norme commune d'échange automatique de renseignements de l'OCDE

L'Irlande a transposé dans son droit la « Norme d'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers » (Common Reporting Standard ou « **Norme CRS** »).

La Norme CRS est une norme mondiale unique d'échange automatique d'informations (« **EAI** ») qui a été approuvée par le Conseil de l'OCDE en juillet 2014. Elle s'appuie sur des travaux réalisés par l'OCDE et l'UE, les normes mondiales de lutte contre le blanchiment d'argent et, en particulier, le modèle d'accord intergouvernemental de la FATCA. La Norme CRS contient des dispositions détaillées sur les informations financières à échanger, les établissements financiers soumis à une obligation de déclaration et les normes de diligence raisonnable communes devant être suivies par les établissements financiers.

En vertu de la Norme CRS, les juridictions participantes sont tenues d'échanger certaines informations détenues par les établissements financiers concernant leurs clients non résidents. Pour respecter les obligations qui lui incombent en vertu de la Norme CRS (ou de tout accord de partage des informations similaire), la Société peut demander des informations et documents complémentaires aux Actionnaires. La Société peut transmettre les informations, certificats ou autres documents reçus de la part des Actionnaires ou les concernant aux Autorités fiscales qui pourront, à leur tour, transmettre ces informations aux autorités fiscales d'autres territoires.

En souscrivant des Actions de la Société, chaque Actionnaire accepte de fournir ces informations à la demande de la Société ou de son représentant. Les Actionnaires refusant de fournir à la Société les informations requises peuvent faire l'objet d'un signalement auprès des Autorités fiscales ou d'autres parties, dans la mesure nécessaire aux fins du respect de la Norme CRS.

La description ci-dessus se base en partie sur la réglementation, les lignes directrices de l'OCDE et la Norme CRS, qui sont susceptibles d'être modifiées. Il est recommandé à chaque investisseur potentiel de consulter son propre conseiller fiscal concernant les exigences qui s'appliquent à sa propre situation au regard de ces accords.

Déclarations des sociétés d'investissement

En vertu de l'art. 891C de la TCA et de la réglementation sur la déclaration des valeurs des organismes de placement de 2013 (Return of Values (Investment Undertakings) Regulations), la Société est tenue de déclarer annuellement aux Autorités fiscales certaines informations relatives aux Actions détenues par les investisseurs. Les informations à déclarer comprennent le nom, l'adresse, la date de naissance (si elle figure dans les dossiers) et le numéro de référence fiscale de l'Actionnaire (c'est-à-dire un numéro de référence fiscale irlandais ou un numéro de TVA ou, dans le cas d'une personne physique, le numéro personnel pour le service public (Personal Public Service Number ou PPS) de la personne ou,

en l'absence d'un numéro de référence fiscale, une mention indiquant qu'il n'a pas été fourni) et le numéro d'investissement associé aux Actions détenues par l'Actionnaire ainsi que leur valeur. Ces dispositions n'exigent pas de déclarer ces informations concernant les Actionnaires qui :

- sont des Résidents irlandais exonérés (comme définis ci-dessus) ;
- sont des Actionnaires qui ne sont pas des Résidents irlandais et n'ont leur résidence ordinaire en Irlande (à condition que la déclaration pertinente ait été transmise) ; ou

sont des Actionnaires dont les Actions sont détenues dans un système de compensation reconnu.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Politique de rémunération

La Société a adopté une politique de rémunération, comme l'exige la Réglementation sur les OPCVM (la « Politique de rémunération »). La Politique de rémunération cherche à être compatible avec et à promouvoir une gestion des risques saine et efficace et est conçue pour décourager la Société à prendre des risques qui ne correspondent pas aux profils de risque des Compartiments. La Politique de rémunération s'applique aux catégories de personnel de la Société dont les activités professionnelles ont un impact important sur le profil de risque de la Société ou des Compartiments (le « Personnel identifié »). À la date du présent Prospectus, le Personnel identifié comprend les Administrateurs. Si certains Administrateurs reçoivent une commission annuelle fixe pour leurs services rendus à la Société, les Administrateurs qui sont des employés du Gestionnaire d'investissement ou de l'une de ses filiales ne reçoivent aucune commission pour leurs services d'administrateur. Du fait de la taille et de son organisation interne et de la nature, de la portée et de la complexité de ses activités, la Société n'a constitué aucun comité de rémunération. Tout accord sur les commissions avec les Administrateurs de la Société sera soumis à l'approbation du Conseil d'administration. Veuillez consulter la section intitulée « Commissions et frais » pour de plus amples informations sur les frais et dépenses dus aux Administrateurs. Des informations complémentaires sur la Politique de rémunération actuelle de la Société, notamment une description de la manière dont la rémunération et les bénéfices sont calculés et l'identité des personnes chargées d'attribuer la rémunération et les bénéfices sont disponibles sur <https://www.bailliegifford.com/about-us/literature-library/legal/baillie-gifford-worldwide-funds-plc-remuneration-policy/>. Une copie papier de ces informations est disponible gratuitement et sur demande auprès du Gestionnaire d'investissement.

Actions collectives

Si la Société prend connaissance d'une action collective concernant des investissements détenus par un Compartiment, elle pourra accomplir des démarches dans le cadre de cette action collective, notamment, sans s'y limiter, la participation au contentieux dès le départ ou le dépôt de preuves de créance post-règlement. Tous les fonds de règlement ou sommes devant être versées en vertu d'une ordonnance du tribunal dans le cadre d'une action collective seront au profit du Compartiment concerné et, par conséquent, des Actionnaires de ce Compartiment à la date de perception de ces montants.

Conflits d'intérêts

Les Administrateurs, le Gestionnaire d'investissement, le Dépositaire et l'Agent administratif peuvent, en tant que de besoin, agir comme administrateurs, gestionnaire d'investissement, conseiller en investissement, dépositaire, agent administratif, secrétaire, courtier ou distributeur en lien avec d'autres fonds et comptes établis par des autres parties que la Société, qui ont des objectifs d'investissement similaires à ceux de la Société et de tout Compartiment. Ces autres fonds et comptes peuvent verser des commissions plus ou moins élevées qu'un Compartiment ou des commissions basées sur la performance pour les services exécutés. Le Gestionnaire d'investissement et ses filiales n'ont aucune obligation de proposer à la Société les opportunités d'investissement dont ils prennent connaissance ni de déclarer à la Société (ou de l'en informer ou aviser) une telle opération ou tout bénéfice reçu par eux dans le cadre de cette opération, mais répartissent ces opportunités éventuelles sur une base équitable entre la Société et ses autres clients en tenant compte des objectifs d'investissement, des

limitations d'investissement et du capital disponible pour investissement et la diversification de la Société et des autres clients. Par conséquent, il est possible que l'une de ces personnes, dans le cours de ses affaires, développe un conflit d'intérêt potentiel avec la Société ou un Compartiment. Dans ce cas, chacun de ces acteurs, à tout moment, tiendra compte de ses obligations vis-à-vis de la Société et des Compartiments et s'assurera que ces conflits sont résolus de manière équitable.

En outre, les Administrateurs, le Gestionnaire d'investissement ou le Dépositaire, le délégué ou sous-délégué du Dépositaire (à l'exclusion de tout sous-dépositaire qui ne fait partie du groupe désigné par le Dépositaire) et toute société du groupe ou société associée du Dépositaire ou tout délégué ou sous-délégué du Dépositaire (à l'exclusion de tout sous-dépositaire qui ne fait pas partie du groupe désigné par le Dépositaire) peut engager des négociations avec la Société, en tant que principal ou agent, sur les actifs d'un Compartiment, à condition que ces négociations soient menées dans les conditions normales du marché. Les opérations doivent être réalisées dans le meilleur intérêt des Actionnaires.

Les négociations sont réputées avoir été menées dans les conditions normales du marché si (a) la valeur de l'opération est certifiée par soit (i) une personne agréée par le Dépositaire comme étant indépendante et compétente ou (ii) une personne agréée par les Administrateurs comme étant indépendante et compétente dans le cadre d'opérations auxquelles participe le Dépositaire ; (b) l'opération est exécutée dans les meilleures conditions sur une bourse organisée, conformément aux règles de la bourse en question ; ou (c) si (a) et (b) ne sont pas facilement réalisables, l'opération est exécutée selon des modalités qui, selon le Dépositaire ou, dans le cas d'une opération impliquant le Dépositaire, les Administrateurs, sont négociées dans les conditions normales du marché et dans le meilleur intérêt des Actionnaires. Le Dépositaire ou, dans le cas d'une opération impliquant le Dépositaire, les Administrateurs, produiront des justificatifs de leur conformité aux exigences des paragraphes (a), (b) ou (c) ci-dessus. Si les opérations sont réalisées conformément au paragraphe (c) ci-dessus, le Dépositaire ou, dans le cadre d'une opération impliquant le Dépositaire, les Administrateurs, produiront des justificatifs des motifs pour lesquels ils estiment que l'opération respecte les principes décrits par les présentes.

Des conflits d'intérêts peuvent découler d'opérations sur les IFE. Par exemple, les contreparties à ces opérations ou agents, intermédiaires ou autres entités qui fournissent des services dans le cadre de ces opérations, peuvent être liés au Dépositaire. Par conséquent, ces entités peuvent générer des bénéfices, commissions ou autres revenus ou éviter des pertes en exécutant ces opérations. En outre, des conflits d'intérêts peuvent également découler d'une situation où la garantie fournie par ces entités est soumise à une valorisation ou une décote appliquée par une partie liée.

Le Gestionnaire d'investissement et ses filiales peuvent investir, directement ou indirectement dans des actifs susceptibles d'être achetés ou vendus par la Société, ou gérer ou conseiller d'autres comptes ou fonds d'investissement investissant dans ces actifs. Ni le Gestionnaire d'Investissement, ni aucune de ses filiales n'a l'obligation de proposer à la Société les opportunités d'investissement dont il(elle) a connaissance ni de déclarer à la Société (ou de l'en informer ou aviser) une telle opération ou tout bénéfice reçu par lui(elle) dans le cadre de cette opération, mais répartira ces opportunités éventuelles sur une base équitable entre la Société et ses autres clients.

Le Gestionnaire d'investissement peut aider l'Agent administratif à valoriser certaines valeurs mobilières détenues par un Compartiment. Le Gestionnaire d'investissement reçoit une commission qui est un pourcentage de la Valeur nette d'inventaire de chaque Compartiment. Par conséquent, un conflit d'intérêts pourrait en découler entre ses intérêts et ceux d'un Compartiment. En cas de conflit d'intérêts, le Gestionnaire d'investissement tiendra compte de ses obligations vis-à-vis de la Société et des Compartiments et s'assurera que ces conflits sont résolus de manière équitable et dans le meilleur intérêt des Actionnaires.

La Société met en œuvre des politiques conçues pour s'assurer que dans le cadre de toutes ses opérations, un effort raisonnable est fourni pour éviter les conflits d'intérêts et que, lorsque ceux-ci ne peuvent être évités, les Compartiments et leurs Actionnaires sont traités de manière équitable.

La Société met également en œuvre des politiques conçues pour s'assurer que ses prestataires de services agissent dans le meilleur intérêt des Compartiments lorsqu'elle met à exécution des décisions

de négocier pour le compte de ces Compartiments dans le contexte de la gestion des portefeuilles des Compartiments. À ces fins, toutes les démarches raisonnables doivent être accomplies pour obtenir les meilleurs résultats possibles pour les Compartiments en tenant compte du prix, des coûts, de la rapidité et de la probabilité de l'exécution et du règlement, du volume des ordres et de leur nature ou de tout autre facteur pertinent pour l'exécution des ordres. Les services de recherche fournis par un courtier au Gestionnaire d'investissement seront payés par ce dernier. Des informations concernant les politiques d'exécution des Compartiments sont mises à la disposition des Actionnaires gratuitement, sur demande.

Le capital social

Le capital social de la Société sera, à tout moment, égal à sa Valeur nette d'inventaire. Les Administrateurs ont le pouvoir de procéder à des émissions d'un montant en devises équivalent à 500 milliards d'euros au maximum, divisées en un nombre non spécifié d'Actions de la Société sans valeur nominale à la Valeur nette d'inventaire par Action, aux conditions qu'ils jugent adaptées. Il n'existe aucun droit de préemption sur l'émission d'Actions de la Société. Lors de sa constitution, la Société a émis des Actions de souscription à hauteur de 300 000 euros et, depuis, a racheté toutes ces Actions, sauf deux. Une Action de souscription est actuellement détenue par le Gestionnaire d'investissement et l'autre est détenue par Baillie Gifford & Co Limited. Les Actions de souscription ne permettent pas de participer aux actifs du Compartiment. À tout moment, la Société aura un capital social émis de 300 000 EUR minimum.

Chaque Action confère à l'Actionnaire un droit sur une part égale et proportionnelle des dividendes et de l'actif net d'un Compartiment attribuables à la Catégorie au titre de laquelle ils sont émis, sauf si les dividendes sont déclarés avant sa prise de participation. Le droit conféré par les Actions de souscription se limite au montant souscrit et aux intérêts accumulés sur ce montant.

Le produit de l'émission d'Actions sera inscrit dans les registres de la Société pour le Compartiment concerné et utilisé, pour le compte du Compartiment, aux fins de l'acquisition d'actifs dans lesquels le Compartiment peut investir. Les registres et comptes de chaque Compartiment sont tenus de manière séparée.

Les Administrateurs se réservent le droit de modifier la désignation de toute Catégorie d'Actions en tant que de besoin, à condition que les Actionnaires de cette Catégorie aient reçu un préavis de la modification de la désignation de la part de la Société et aient eu l'opportunité de faire racheter leurs Actions par la Société. Toutefois, cette exigence ne s'appliquera pas aux situations où les Administrateurs modifient la désignation des Actions émises afin de faciliter la création d'une Catégorie d'Actions supplémentaire.

Toute Action confère à son détenteur le droit d'assister et de voter aux assemblées de la Société et du Compartiment représenté par cette Action. Aucune Catégorie d'Actions ne confère à son détenteur de droit préférentiel ou de préemption ni aucun droit aux bénéfices et dividendes de toute autre Catégorie d'Actions ou droits de vote sur des sujets concernant exclusivement une autre Catégorie d'Actions.

Toute résolution visant à modifier les droits liés aux Catégories d'Actions nécessite l'approbation écrite de tous les détenteurs d'Actions ou l'approbation des trois quarts des détenteurs d'Actions, en termes de valeur, qu'ils soient présents ou représentés, et votant à une assemblée générale dûment convoquée en vertu des Statuts.

Les Statuts de la Société confèrent aux Administrateurs le droit d'émettre des fractions d'Actions dans la Société. Les fractions d'actions peuvent certes être émises, mais elles ne sont pas assorties de droits de vote aux assemblées générales de la Société ou de tout Compartiment ou Catégorie et la Valeur nette d'inventaire de toute fraction d'Action sera la Valeur nette d'inventaire par Action ajustée au prorata de la fraction.

Les Actions de souscription confèrent aux Actionnaires qui les détiennent le droit d'assister et de voter lors de toutes les assemblées de la Société mais ne confèrent pas à leurs détenteurs de droit sur les dividendes ou l'actif net d'un Compartiment ou de la Société.

Les Compartiments et la ségrégation des responsabilités

Les actifs et passifs de chaque Compartiment seront répartis comme suit :

- (a) le produit de l'émission des Actions représentant un Compartiment est affecté au Compartiment dans les registres de la Société, et l'actif, le passif, les produits et les charges qui lui sont attribuables sont affectés à ce Compartiment sous réserve des dispositions des Statuts ;
- (b) si un actif est dérivé d'un autre actif, cet actif dérivé sera affecté, dans les registres de la Société, au même Compartiment que les actifs dont il est dérivé et lors de toute valorisation d'un actif, la hausse ou la baisse de valeur sera affectée au Compartiment concerné ;
- (c) si la Société contracte un passif en lien avec un actif d'un Compartiment spécifique ou une mesure mise en œuvre en lien avec un actif d'un Compartiment spécifique, ce passif sera attribué au Compartiment concerné, selon les cas ; et
- (d) si un actif ou un passif de la Société ne peut être considéré comme étant attribuable à un Compartiment spécifique, cet actif ou ce passif, sous réserve de l'approbation du Dépositaire, sera attribué à tous les Compartiments au prorata de la Valeur nette d'inventaire de chaque Compartiment.

Tout passif contracté pour le compte de, ou attribuable à, un Compartiment, sera imputé exclusivement aux actifs de ce Compartiment et ni la Société, ni aucun Administrateur de la Société, administrateur judiciaire, séquestre, liquidateur, liquidateur provisoire ou autre personne n'affectera, ni ne sera tenu d'affecter, les actifs de ce Compartiment au règlement d'une dette contractée pour le compte de, ou attribuable à, tout autre Compartiment.

Les conditions suivantes sont implicitement présentes dans chaque contrat, accord, entente ou opération conclu(e) par la Société :

- (i) le(s) partenaire(s) contractuel(s) de la Société s'abstien(nen)t de chercher à affecter tout actif de tout Compartiment au paiement de tout ou partie d'un passif non contracté pour le compte de ce Compartiment, que ce soit par le biais d'une procédure judiciaire ou par quelque autre moyen que ce soit et où que ce soit ;
- (ii) si un partenaire contractuel de la Société parvient, par quelque moyen que ce soit et où que ce soit à affecter un actif de quelque Compartiment que ce soit au paiement de tout ou partie d'un passif non contracté pour le compte de ce Compartiment, cette partie sera redevable auprès de la Société d'un montant égal à la valeur du bénéfice ainsi obtenu ; et
- (iii) si un partenaire contractuel de la Société parvient à faire saisir ou confisquer de quelque manière que ce soit, ou à procéder à une saisie-exécution sur, les actifs d'un Compartiment au titre d'une dette non contractée pour le compte de ce Compartiment, ce partenaire contractuel détiendra ces actifs ou le produit direct ou indirect de la vente de ces actifs en fiducie pour la Société et conservera ces actifs ou ce produit séparément, en les identifiant comme « biens en fiducie ».

Tous les montants pouvant être recouvrés par la Société sont portés au crédit de tout passif concurrent en vertu des conditions implicites énoncées aux points (i) à (iii) ci-dessus.

Tout actif ou montant recouvré par la Société devra, après déduction ou paiement de tous les frais de recouvrement, être affecté à la compensation du Compartiment concerné.

Si les actifs attribuables à un Compartiment font l'objet d'une saisie-exécution au titre d'un passif non attribuable à ce Compartiment, et dans la mesure où ces actifs ou le produit de leur vente ne peuvent être remis au Compartiment affecté, les Administrateurs, sous réserve du consentement du Dépositaire, certifieront ou feront certifier la valeur des actifs perdus par le Compartiment impacté et transféreront ou paieront sur les actifs du(des) Compartiment auquel(auxquels) le passif était attribuable, en priorité

sur toutes les autres demandes à l'encontre de ce(s) Compartiment, des actifs ou sommes suffisants(tes) pour re-créditer au Compartiment touché la valeur des actifs ou sommes qu'il a perdus.

Un Compartiment n'est pas une personne morale séparée de la Société, mais la Société peut poursuivre et être poursuivie au titre d'un Compartiment spécifique et peut exercer les mêmes droits de compensation, le cas échéant, entre ses Compartiments, que ceux qui s'appliquent légalement entre les sociétés, et les biens d'un Compartiment sont soumis aux ordonnances des tribunaux comme ils le seraient si ledit Compartiment était une personne morale distincte.

Des registres séparés seront tenus pour chaque Compartiment.

Résiliation

Toutes les Actions de la Société ou toutes les Actions d'un Compartiment ou d'une Catégorie peuvent être rachetées dans les situations suivantes :

- (i) si une majorité des voix exprimées lors d'une assemblée générale de la Société ou du Compartiment ou de la Catégorie concerné(e), selon les cas, approuve le rachat des Actions ;
- (ii) si les Administrateurs décident, sous réserve d'un préavis écrit de 21 jours minimum adressé aux détenteurs d'Actions de la Société, du Compartiment ou de la Catégorie, selon les cas, que toutes les Actions de la Société, du Compartiment ou de la Catégorie, selon les cas, seront rachetées par la Société ; ou
- (iii) si aucun dépositaire remplaçant n'est désigné au cours d'une période de 90 jours à compter de la date où le Dépositaire ou tout remplaçant du Dépositaire notifie la Société de son souhait de se retirer en tant que dépositaire ou perd son agrément de la Banque centrale.

Si un rachat d'Actions doit entraîner une baisse du nombre d'Actionnaires en dessous de 2 ou de toute valeur minimale prévue par la loi ou si ce rachat doit entraîner la chute du capital social libéré de la Société en dessous du montant minimale que la Société pourrait être tenue de maintenir en vertu du droit en vigueur, la Société pourra reporter le rachat du nombre minimal d'Actions suffisant pour assurer la conformité avec le droit applicable. Le rachat de ces Actions sera reporté jusqu'à la date de la liquidation de la Société ou jusqu'à ce que la Société fasse en sorte d'émettre suffisamment d'Actions pour s'assurer que le rachat puisse avoir lieu. La Société a le droit de sélectionner les Actions pour un rachat différé de la manière qu'elle juge juste et raisonnable et comme approuvé par le Dépositaire.

Lors d'une liquidation ou si toutes les Actions d'un Compartiment, quel qu'il soit, doivent être rachetées, les actifs disponibles à la distribution (après satisfaction des demandes des créanciers) seront distribués aux détenteurs des Actions au prorata du nombre d'Actions détenues dans ce Compartiment. Le solde des actifs de la Société non attribuables à un Compartiment spécifique sera réparti entre les Compartiments au prorata de la Valeur nette d'inventaire de chaque fonds immédiatement avant toute distribution aux Actionnaires et sera ventilé entre les Actionnaires de chaque Compartiment au prorata du nombre d'Actions qu'ils détiennent dans ce Compartiment. Sur autorisation donnée par résolution ordinaire des Actionnaires ou avec le consentement de tout Actionnaire, la Société peut procéder à des distributions en nature aux Actionnaires ou à tout Actionnaire qui y consent. À la demande de tout Actionnaire, la Société organisera la vente de ces actifs aux frais de cet Actionnaire et sans que sa responsabilité, celle de l'Administrateur ou du Gestionnaire d'investissement ne soit engagée si le produit de la vente de tout actif est inférieur à la valeur des actifs au moment où il est distribué en nature. Les frais de transaction découlant de la cession de ces investissements seront supportés par l'Actionnaire. Les Actions de souscription ne confèrent pas à leurs détenteurs de droit de participer aux distributions de dividendes ou de l'actif net du Compartiment.

Assemblées

Toutes les assemblées générales de la Société ou d'un Compartiment se tiennent en Irlande. Lors de chaque exercice, la Société organise son assemblée générale annuelle. Le quorum pour les assemblées générales s'élève à 2 personnes présentes en personne ou représentées par un mandataire. Un préavis

de 21 jours francs est donnée pour toute assemblée générale de la Société. L'avis précise le lieu et la date de l'assemblée ainsi que les questions devant faire l'objet de délibérations lors de l'assemblée. Tout Actionnaire peut se faire représenter par le biais d'une procuration. Une résolution ordinaire est une résolution adoptée à la majorité simple des suffrages exprimés et une résolution spéciale est une résolution adoptée par une majorité de 75 % minimum des suffrages exprimés. Les Statuts prévoient que des décisions peuvent être prises par une assemblée des Actionnaires à main levée, chaque Actionnaire disposant d'une voix, sauf si un vote par bulletin est exigé par 5 Actionnaires ou par des Actionnaires détenant 10 % minimum des Actions ou sauf si le président de l'assemblée en fait la demande. Chaque Action (notamment les Actions de souscription) confère à son détenteur une voix concernant toute question liée à la Société et soumise au vote des Actionnaires à bulletin secret.

Rapports

Chaque année, les Administrateurs organisent la préparation d'un rapport annuel et d'états financiers annuels audités de la Société. Ceux-ci sont transmis aux Actionnaires dans un délai de 4 mois à compter de la fin de l'exercice financier et au moins 21 jours avant l'assemblée générale annuelle. En outre, la Société envoie aux Actionnaires, dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'exercice concerné, un rapport semestriel qui inclut les états financiers semestriels non audités de la Société.

Les états financiers annuels sont établis à la date du 30 septembre de chaque année. Les états financiers semestriels non audités sont établis à la date du 31 mars de chaque année.

Les rapports annuels audités et les rapports semestriels non audités accompagnés des états financiers sont envoyés à chaque Actionnaire ou adressés, sur demande, à tout investisseur potentiel, et sont mis à disposition pour inspection au siège de la Société.

Réclamations des Actionnaires

Les Actionnaires peuvent déposer gratuitement toute réclamation concernant la Société ou un Compartiment au siège de la Société. Des informations concernant la procédure de réclamation de la Société sont mises à la disposition des Actionnaires gratuitement, sur demande.

Dispositions diverses

- (i) La Société n'est engagée dans aucune procédure juridique ou d'arbitrage et ne l'a pas été depuis sa constitution et, à la connaissance des Administrateurs, aucune procédure juridique ou d'arbitrage n'est en cours ou ne menace actuellement la Société.
- (ii) Il n'existe aucun contrat de service entre la Société et un Administrateur de la Société, et aucun contrat de cette nature n'est proposé.
- (iii) M. McGowan, M. Murphy et M. Scott sont des associés, responsables ou employés du Gestionnaire d'investissement ou des sociétés ou sociétés de personnes affiliées au Gestionnaire d'investissement.
- (iv) Ni les Administrateurs(trices), ni leurs époux(ses), ni leurs enfants en bas âge ou personnes liées ne détiennent de participation directe ou indirecte dans le capital social de la Société ou une quelconque option concernant ce capital.
- (v) Aucune Action ni aucun capital emprunté de la Société ne fait l'objet d'une option ou accord conditionnel ou inconditionnel de mise sous option.
- (vi) Sauf mention contraire des présentes dans la partie intitulée « Commissions et dépenses » ci-avant, aucune commission, remise, frais de courtage ou autre condition spéciale n'a été octroyée par la Société en lien avec les Actions émises par elle.
- (vii) La Société n'a pas d'employés ou de filiales et n'en a jamais eu depuis sa constitution.

Contrats importants

Les contrats suivants, dont les détails figurent au chapitre « Gestion et administration » ont été conclus par la Société et constituent des accords substantiels :

- (a) La Convention de gestion d'investissement et de distribution ;
- (b) La Convention du Dépositaire ;
- (c) La Convention d'administration.

Mise à disposition et inspection des documents

Les documents ci-après sont mis à gratuitement disposition pour inspection pendant les heures d'ouverture habituelles des bureaux les jours de semaine (sauf les samedis, dimanches et jours fériés) au siège de la Société ;

- (a) le certificat de constitution et l'Acte constitutif et les Statuts de la Société ;
- (b) les contrats importants susvisés ; et
- (c) la Législation sur les OPCVM.

Des copies de l'Acte constitutif et des Statuts de la Société (chacun, tel que modifié en tant que de besoin conformément aux exigences de la Banque centrale) et les derniers états financiers de la Société, le cas échéant, peuvent être obtenus gratuitement, sur demande, auprès du siège de la Société.

ANNEXE I

Catégories d'Actions

Baillie Gifford Worldwide Positive Change Fund¹

Catégorie d'Actions	Devise de réf. de la Catégorie d'Actions	Catégorie couverte par rapp. à sa devise	Prix d'offre initial	Investissement initial minimal	Investissement ultérieur minimal	Participation minimale
Catégorie A EUR de distribution	EUR	Non	10 EUR	250 000 EUR	Néant	250 000 EUR
Catégorie A EUR de capitalisation	EUR	Non	10 EUR	250 000 EUR	Néant	250 000 EUR
Catégorie A USD de distribution	USD	Non	10 USD	250 000 USD	Néant	250 000 USD
Catégorie A USD de capitalisation	USD	Non	10 USD	250 000 USD	Néant	250 000 USD
Catégorie A SEK de distribution	SEK	Non	100 SEK	2 500 000 SEK	Néant	2 500 000 SEK
Catégorie A SEK de capitalisation	SEK	Non	100 SEK	2 500 000 SEK	Néant	2 500 000 SEK
Catégorie A CNY de distribution	CNY	Non	100 CNY	2 500 000 CNY	Néant	2 500 000 CNY
Catégorie A de capitalisation	CNY	Non	100 CNY	2 500 000 CNY	Néant	2 500 000 CNY
Catégorie B EUR de distribution	EUR	Non	10 EUR	15 000 EUR	Néant	15 000 EUR
Catégorie B EUR de capitalisation	EUR	Non	10 EUR	15 000 EUR	Néant	15 000 EUR
Catégorie B USD de distribution	USD	Non	10 USD	20 000 USD	Néant	20 000 USD
Catégorie B USD de capitalisation	USD	Non	10 USD	20 000 USD	Néant	20 000 USD
Catégorie B JPY de distribution	JPY	Non	1 000 JPY	2 000 000 JPY	Néant	2 000 000 JPY
Catégorie B JPY de capitalisation	JPY	Non	1 000 JPY	2 000 000 JPY	Néant	2 000 000 JPY
Catégorie B DKK de distribution	DKK	Non	100 DKK	100 000 DKK	Néant	100 000 DKK
Catégorie B DKK de capitalisation	DKK	Non	100 DKK	100 000 DKK	Néant	100 000 DKK
Catégorie B CHF de distribution	CHF	Non	10 CHF	20 000 CHF	Néant	20 000 CHF
Catégorie B CHF de capitalisation	CHF	Non	10 CHF	20 000 CHF	Néant	20 000 CHF
Catégorie B SGD de distribution	SGD	Non	10 SGD	20 000 SGD	Néant	20 000 SGD
Catégorie B SGD de capitalisation	SGD	Non	10 SGD	20 000 SGD	Néant	20 000 SGD
Catégorie B AUD de distribution	AUD	Non	10 AUD	20 000 AUD	Néant	20 000 AUD
Catégorie B AUD de capitalisation	AUD	Non	10 AUD	20 000 AUD	Néant	20 000 AUD
Catégorie B CAD de distribution	CAD	Non	10 CAD	20 000 CAD	Néant	20 000 CAD
Catégorie B CAD de capitalisation	CAD	Non	10 CAD	20 000 CAD	Néant	20 000 CAD
Catégorie B GBP de distribution	GBP	Non	10 GBP	10 000 GBP	Néant	10 000 GBP
Catégorie B GBP de capitalisation	GBP	Non	10 GBP	10 000 GBP	Néant	10 000 GBP
Catégorie B HKD de distribution	HKD	Non	100 HKD	150 000 HKD	Néant	150 000 HKD
Catégorie B HKD de capitalisation	HKD	Non	100 HKD	150 000 HKD	Néant	150 000 HKD
Catégorie B NOK de distribution	NOK	Non	100 NOK	110 000 NOK	Néant	110 000 NOK

¹ Les Catégories d'Actions de ce Compartiment ne sont pas en circulation.

Catégorie d'Actions	Devise de réf. de la Catégorie d'Actions	Catégorie couverte par rapp. à sa devise	Prix d'offre initial	Investissement initial minimal	Investissement ultérieur minimal	Participation minimale
Catégorie B NOK de capitalisation	NOK	Non	100 NOK	110 000 NOK	Néant	110 000 NOK
Catégorie B SEK de distribution	SEK	Non	100 SEK	120 000 SEK	Néant	120 000 SEK
Catégorie B SEK de capitalisation	SEK	Non	100 SEK	120 000 SEK	Néant	120 000 SEK
Catégorie B NZD de distribution	NZD	Non	10 USD	20 000 USD	Néant	20 000 USD
Catégorie B NZD de capitalisation	NZD	Non	10 USD	20 000 USD	Néant	20 000 USD
Catégorie B CNY de distribution	CNY	Non	100 CNY	100 000 CNY	Néant	100 000 CNY
Catégorie B CNY de capitalisation	CNY	Non	100 CNY	100 000 CNY	Néant	100 000 CNY
Catégorie C EUR de distribution **	EUR	Non	10 EUR	250 000 EUR	Néant	250 000 EUR
Catégorie C EUR de capitalisation **	EUR	Non	10 EUR	250 000 EUR	Néant	250 000 EUR
Catégorie C USD de distribution **	USD	Non	10 USD	250 000 USD	Néant	250 000 USD
Catégorie C USD de capitalisation **	USD	Non	10 USD	250 000 USD	Néant	250 000 USD
Catégorie C JPY de distribution **	JPY	Non	1 000 JPY	30 000 000 JPY	Néant	30 000 000 JPY
Catégorie C JPY de capitalisation **	JPY	Non	1 000 JPY	30 000 000 JPY	Néant	30 000 000 JPY
Catégorie C DKK de distribution **	DKK	Non	100 DKK	1 850 000 DKK	Néant	1 850 000 DKK
Catégorie C DKK de capitalisation **	DKK	Non	100 DKK	1 850 000 DKK	Néant	1 850 000 DKK
Catégorie C CHF de capitalisation **	CHF	Non	10 CHF	300 000 CHF	Néant	300 000 CHF
Catégorie C CHF de distribution **	CHF	Non	10 CHF	300 000 CHF	Néant	300 000 CHF
Catégorie C SGD de distribution **	SGD	Non	10 SGD	250 000 SGD	Néant	250 000 SGD
Catégorie C SGD de capitalisation **	SGD	Non	10 SGD	250 000 SGD	Néant	250 000 SGD
Catégorie C AUD de distribution **	AUD	Non	10 AUD	250 000 AUD	Néant	250 000 AUD
Catégorie C AUD de capitalisation **	AUD	Non	10 AUD	250 000 AUD	Néant	250 000 AUD
Catégorie C CAD de distribution **	CAD	Non	10 CAD	250 000 CAD	Néant	250 000 CAD
Catégorie C CAD de capitalisation **	CAD	Non	10 CAD	250 000 CAD	Néant	250 000 CAD
Catégorie C GBP de distribution **	GBP	Non	10 GBP	250 000 GBP	Néant	250 000 GBP
Catégorie C GBP de capitalisation **	GBP	Non	10 GBP	250 000 GBP	Néant	250 000 GBP
Catégorie C HKD de distribution **	HKD	Non	100 HKD	2 500 000 HKD	Néant	2 500 000 HKD
Catégorie C HKD de capitalisation **	HKD	Non	100 HKD	2 500 000 HKD	Néant	2 500 000 HKD
Catégorie C NOK de distribution **	NOK	Non	100 NOK	2 500 000 NOK	Néant	2 500 000 NOK
Catégorie C NOK de capitalisation **	NOK	Non	100 NOK	2 500 000 NOK	Néant	2 500 000 NOK
Catégorie C SEK de distribution **	SEK	Non	100 SEK	2 500 000 SEK	Néant	2 500 000 SEK
Catégorie C SEK de capitalisation **	SEK	Non	100 SEK	2 500 000 SEK	Néant	2 500 000 SEK
Catégorie C NZD de distribution	NZD	Non	10 USD	250 000 USD	Néant	250 000 USD
Catégorie C NZD de capitalisation	NZD	Non	10 USD	250 000 USD	Néant	250 000 USD
Catégorie F EUR de distribution *****	EUR	Non	10 EUR	15 000 EUR	Néant	15 000 EUR
Catégorie F EUR de capitalisation *****	EUR	Non	10 EUR	15 000 EUR	Néant	15 000 EUR

Catégorie d'Actions	Devise de réf. de la Catégorie d'Actions	Catégorie couverte par rapp. à sa devise	Prix d'offre initial	Investissement initial minimal	Investissement ultérieur minimal	Participation minimale
Catégorie F USD de distribution *****	USD	Non	10 USD	20 000 USD	Néant	20 000 USD
Catégorie F USD de capitalisation *****	USD	Non	10 USD	20 000 USD	Néant	20 000 USD
Catégorie F JPY de distribution *****	JPY	Non	1 000 JPY	2 000 000 JPY	Néant	2 000 000 JPY
Catégorie F JPY de capitalisation *	JPY	Non	1 000 JPY	2 000 000 JPY	Néant	2 000 000 JPY
Catégorie F DKK de distribution *****	DKK	Non	100 DKK	100 000 DKK	Néant	100 000 DKK
Catégorie F DKK de capitalisation *****	DKK	Non	100 DKK	100 000 DKK	Néant	100 000 DKK
Catégorie F CHF de distribution *****	CHF	Non	10 CHF	20 000 CHF	Néant	20 000 CHF
Catégorie F CHF de capitalisation *****	CHF	Non	10 CHF	20 000 CHF	Néant	20 000 CHF
Catégorie F SGD de distribution *****	SGD	Non	10 SGD	20 000 SGD	Néant	20 000 SGD
Catégorie F SGD de capitalisation *****	SGD	Non	10 SGD	20 000 SGD	Néant	20 000 SGD
Catégorie F AUD de distribution *****	AUD	Non	10 AUD	20 000 AUD	Néant	20 000 AUD
Catégorie F AUD de capitalisation *****	AUD	Non	10 AUD	20 000 AUD	Néant	20 000 AUD
Catégorie F CAD de distribution *****	CAD	Non	10 CAD	20 000 CAD	Néant	20 000 CAD
Catégorie F CAD de capitalisation *****	CAD	Non	10 CAD	20 000 CAD	Néant	20 000 CAD
Catégorie F GBP de distribution *****	GBP	Non	10 GBP	10 000 GBP	Néant	10 000 GBP
Catégorie F GBP de capitalisation *****	GBP	Non	10 GBP	10 000 GBP	Néant	10 000 GBP
Catégorie F HKD de distribution *****	HKD	Non	100 HKD	150 000 HKD	Néant	150 000 HKD
Catégorie F HKD de capitalisation *****	HKD	Non	100 HKD	150 000 HKD	Néant	150 000 HKD
Catégorie F NOK de distribution *****	NOK	Non	100 NOK	110 000 NOK	Néant	110 000 NOK
Catégorie F NOK de capitalisation *****	NOK	Non	100 NOK	110 000 NOK	Néant	110 000 NOK
Catégorie F SEK de distribution *****	SEK	Non	100 SEK	120 000 SEK	Néant	120 000 SEK
Catégorie F SEK de capitalisation *****	SEK	Non	100 SEK	120 000 SEK	Néant	120 000 SEK
Catégorie F NZD de distribution *****	NZD	Non	10 USD	20 000 USD	Néant	20 000 USD
Catégorie F NZD de capitalisation *****	NZD	Non	10 USD	20 000 USD	Néant	20 000 USD

Baillie Gifford Worldwide Japanese Fund

Catégorie d'Actions	Devise de réf. de la Catégorie d'Actions	Catégorie couverte par rapp. à sa devise	Prix d'offre initial	Investissement initial minimal	Investissement ultérieur minimal	Participation minimale	État *
Catégorie A EUR de distribution	EUR	Non	10 EUR	250 000 EUR	Néant	250 000 EUR	Nouvelle
Catégorie A EUR de capitalisation	EUR	Non	10 EUR	250 000 EUR	Néant	250 000 EUR	Libérée
Catégorie A EUR de distribution (couverte)	EUR	Oui	10 EUR	250 000 EUR	Néant	250 000 EUR	Libérée
Catégorie A EUR de capitalisation (couverte)	EUR	Oui	10 EUR	250 000 EUR	Néant	250 000 EUR	Nouvelle
Catégorie A GBP de distribution	GBP	Non	10 GBP	250 000 GBP	Néant	250 000 GBP	Nouvelle
Catégorie A GBP de capitalisation	GBP	Non	10 GBP	250 000 GBP	Néant	250 000 GBP	Nouvelle
Catégorie A GBP de distribution (couverte)	GBP	Oui	10 GBP	250 000 GBP	Néant	250 000 GBP	Nouvelle
Catégorie A GBP de capitalisation (couverte)	GBP	Oui	10 GBP	250 000 GBP	Néant	250 000 GBP	Nouvelle
Catégorie A USD de distribution	USD	Non	10 USD	250 000 USD	Néant	250 000 USD	Nouvelle
Catégorie A USD de capitalisation	USD	Non	10 USD	250 000 USD	Néant	250 000 USD	Nouvelle
Catégorie A USD de distribution (couverte)	USD	Oui	10 USD	250 000 USD	Néant	250 000 USD	Nouvelle
Catégorie A USD de capitalisation (couverte)	USD	Oui	10 USD	250 000 USD	Néant	250 000 USD	Nouvelle
Catégorie A SEK de distribution	SEK	Non	100 SEK	2 500 000 SEK	Néant	2 500 000 SEK	Nouvelle
Catégorie A SEK de capitalisation	SEK	Non	100 SEK	2 500 000 SEK	Néant	2 500 000 SEK	Libérée
Catégorie A JPY de distribution	JPY	Non	1 000 JPY	30 000 000 JPY	Néant	30 000 000 JPY	Nouvelle
Catégorie A JPY de capitalisation	JPY	Non	1 000 JPY	30 000 000 JPY	Néant	30 000 000 JPY	Nouvelle
Catégorie B EUR de distribution	EUR	Non	10 EUR	15 000 EUR	Néant	15 000 EUR	Nouvelle
Catégorie B EUR de capitalisation	EUR	Non	10 EUR	15 000 EUR	Néant	15 000 EUR	Libérée
Catégorie B EUR de distribution (couverte)	EUR	Oui	10 EUR	15 000 EUR	Néant	15 000 EUR	Nouvelle
Catégorie B EUR de capitalisation (couverte)	EUR	Oui	10 EUR	15 000 EUR	Néant	15 000 EUR	Libérée
Catégorie B USD de distribution	USD	Non	10 USD	20 000 USD	Néant	20 000 USD	Nouvelle
Catégorie B USD de capitalisation	USD	Non	10 USD	20 000 USD	Néant	20 000 USD	Libérée
Catégorie B USD de distribution (couverte)	USD	Oui	10 USD	20 000 USD	Néant	20 000 USD	Nouvelle
Catégorie B USD de capitalisation (couverte)	USD	Oui	10 USD	20 000 USD	Néant	20 000 USD	Libérée
Catégorie B JPY de distribution	JPY	Non	1 000 JPY	2 000 000 JPY	Néant	2 000 000 JPY	Nouvelle
Catégorie B JPY de capitalisation	JPY	Non	1 000 JPY	2 000 000 JPY	Néant	2 000 000 JPY	Libérée
Catégorie B NOK de distribution	NOK	Non	100 NOK	110 000 NOK	Néant	110 000 NOK	Nouvelle
Catégorie B NOK de capitalisation	NOK	Non	100 NOK	110 000 NOK	Néant	110 000 NOK	Nouvelle

Catégorie d'Actions	Devise de réf. de la Catégorie d'Actions	Catégorie couverte par rapp. à sa devise	Prix d'offre initial	Investissement initial minimal	Investissement ultérieur minimal	Participation minimale	État *
Catégorie B NOK de distribution (couverte)	NOK	Oui	100 NOK	110 000 NOK	Néant	110 000 NOK	Nouvelle
Catégorie B NOK de capitalisation (couverte)	NOK	Oui	100 NOK	110 000 NOK	Néant	110 000 NOK	Nouvelle
Catégorie B SEK de distribution	SEK	Non	100 SEK	120 000 SEK	Néant	120 000 SEK	Nouvelle
Catégorie B SEK de capitalisation	SEK	Non	100 SEK	120 000 SEK	Néant	120 000 SEK	Nouvelle
Catégorie B SEK de distribution (couverte)	SEK	Oui	100 SEK	120 000 SEK	Néant	120 000 SEK	Nouvelle
Catégorie B SEK de capitalisation (couverte)	SEK	Oui	100 SEK	120 000 SEK	Néant	120 000 SEK	Nouvelle
Catégorie B DKK de distribution	DKK	Non	100 DKK	100 000 DKK	Néant	100 000 DKK	Nouvelle
Catégorie B DKK de capitalisation	DKK	Non	100 DKK	100 000 DKK	Néant	100 000 DKK	Nouvelle
Catégorie B DKK de distribution (couverte)	DKK	Oui	100 DKK	100 000 DKK	Néant	100 000 DKK	Nouvelle
Catégorie B DKK de capitalisation (couverte)	DKK	Oui	100 DKK	100 000 DKK	Néant	100 000 DKK	Nouvelle
Catégorie B CHF de distribution	CHF	Non	10 CHF	20 000 CHF	Néant	20 000 CHF	Nouvelle
Catégorie B CHF de capitalisation	CHF	Non	10 CHF	20 000 CHF	Néant	20 000 CHF	Nouvelle
Catégorie B CHF de distribution (couverte)	CHF	Oui	10 CHF	20 000 CHF	Néant	20 000 CHF	Nouvelle
Catégorie B CHF de capitalisation (couverte)	CHF	Oui	10 CHF	20 000 CHF	Néant	20 000 CHF	Nouvelle
Catégorie B GBP de distribution	GBP	Non	10 GBP	10 000 GBP	Néant	10 000 GBP	Nouvelle
Catégorie B GBP de capitalisation	GBP	Non	10 GBP	10 000 GBP	Néant	10 000 GBP	Nouvelle
Catégorie B GBP de distribution (couverte)	GBP	Oui	10 GBP	10 000 GBP	Néant	10 000 GBP	Nouvelle
Catégorie B GBP de capitalisation (couverte)	GBP	Oui	10 GBP	10 000 GBP	Néant	10 000 GBP	Libérée
Catégorie B AUD de distribution	AUD	Non	10 AUD	20 000 AUD	Néant	20 000 AUD	Nouvelle
Catégorie B AUD de capitalisation	AUD	Non	10 AUD	20 000 AUD	Néant	20 000 AUD	Nouvelle
Catégorie B AUD de distribution (couverte)	AUD	Oui	10 AUD	20 000 AUD	Néant	20 000 AUD	Nouvelle
Catégorie B AUD de capitalisation (couverte)	AUD	Oui	10 AUD	20 000 AUD	Néant	20 000 AUD	Nouvelle
Catégorie B CAD de distribution	CAD	Non	10 CAD	20 000 CAD	Néant	20 000 CAD	Nouvelle
Catégorie B CAD de capitalisation	CAD	Non	10 CAD	20 000 CAD	Néant	20 000 CAD	Nouvelle
Catégorie B CAD de distribution (couverte)	CAD	Oui	10 CAD	20 000 CAD	Néant	20 000 CAD	Nouvelle
Catégorie B CAD de capitalisation (couverte)	CAD	Oui	10 CAD	20 000 CAD	Néant	20 000 CAD	Nouvelle
Catégorie B HKD de distribution	HKD	Non	100 HKD	150 000 HKD	Néant	150 000 HKD	Nouvelle
Catégorie B HKD de capitalisation	HKD	Non	100 HKD	150 000 HKD	Néant	150 000 HKD	Nouvelle
Catégorie B HKD de distribution	HKD	Oui	100 HKD	150 000 HKD	Néant	150 000 HKD	Nouvelle

Catégorie d'Actions	Devise de réf. de la Catégorie d'Actions	Catégorie couverte par rapp. à sa devise	Prix d'offre initial	Investissement initial minimal	Investissement ultérieur minimal	Participation minimale	État *
(couverte)							
Catégorie B HKD de capitalisation (couverte)	HKD	Oui	100 HKD	150 000 HKD	Néant	150 000 HKD	Nouvelle
Catégorie B SGD de distribution	SGD	Non	10 SGD	20 000 SGD	Néant	20 000 SGD	Nouvelle
Catégorie B SGD de capitalisation	SGD	Non	10 SGD	20 000 SGD	Néant	20 000 SGD	Nouvelle
Catégorie B SGD de distribution (couverte)	SGD	Oui	10 SGD	20 000 SGD	Néant	20 000 SGD	Nouvelle
Catégorie B SGD de capitalisation (couverte)	SGD	Oui	10 SGD	20 000 SGD	Néant	20 000 SGD	Nouvelle
Catégorie B NZD de distribution	NZD	Non	10 USD	20 000 USD	Néant	20 000 USD	Nouvelle
Catégorie B NZD de capitalisation	NZD	Non	10 USD	20 000 USD	Néant	20 000 USD	Nouvelle
Catégorie B NZD de distribution (couverte)	NZD	Oui	10 USD	20 000 USD	Néant	20 000 USD	Nouvelle
Catégorie B NZD de capitalisation (couverte)	NZD	Oui	10 USD	20 000 USD	Néant	20 000 USD	Nouvelle
Catégorie C EUR de distribution **	EUR	Non	10 EUR	250 000 EUR	Néant	250 000 EUR	Nouvelle
Catégorie C EUR de capitalisation **	EUR	Non	10 EUR	250 000 EUR	Néant	250 000 EUR	Nouvelle
Catégorie C EUR de distribution (couverte) **	EUR	Oui	10 EUR	250 000 EUR	Néant	250 000 EUR	Nouvelle
Catégorie C EUR de capitalisation (couverte) **	EUR	Oui	10 EUR	250 000 EUR	Néant	250 000 EUR	Nouvelle
Catégorie C USD de distribution **	USD	Non	10 USD	250 000 USD	Néant	250 000 USD	Nouvelle
Catégorie C USD de capitalisation **	USD	Non	10 USD	250 000 USD	Néant	250 000 USD	Libérée
Catégorie C USD de distribution (couverte) **	USD	Oui	10 USD	250 000 USD	Néant	250 000 USD	Nouvelle
Catégorie C USD de capitalisation (couverte) **	USD	Oui	10 USD	250 000 USD	Néant	250 000 USD	Nouvelle
Catégorie C GBP de distribution **	GBP	Non	10 GBP	250 000 GBP	Néant	250 000 GBP	Nouvelle
Catégorie C GBP de capitalisation **	GBP	Non	10 GBP	250 000 GBP	Néant	250 000 GBP	Libérée
Catégorie C GBP de distribution (couverte) **	GBP	Oui	10 GBP	250 000 GBP	Néant	250 000 GBP	Nouvelle
Catégorie C GBP de capitalisation (couverte) **	GBP	Oui	10 GBP	250 000 GBP	Néant	250 000 GBP	Nouvelle
Catégorie C JPY de distribution **	JPY	Non	1 000 JPY	30 000 000 JPY	Néant	30 000 000 JPY	Nouvelle
Catégorie C JPY de capitalisation **	JPY	Non	1 000 JPY	30 000 000 JPY	Néant	30 000 000 JPY	Nouvelle
Catégorie C NOK de distribution **	NOK	Non	100 NOK	2 500 000 NOK	Néant	2 500 000 NOK	Nouvelle
Catégorie C NOK de capitalisation **	NOK	Non	100 NOK	2 500 000 NOK	Néant	2 500 000 NOK	Nouvelle
Catégorie C NOK de distribution (couverte) **	NOK	Oui	100 NOK	2 500 000 NOK	Néant	2 500 000 NOK	Nouvelle
Catégorie C NOK de capitalisation (couverte) **	NOK	Oui	100 NOK	2 500 000 NOK	Néant	2 500 000 NOK	Nouvelle

Catégorie d'Actions	Devise de réf. de la Catégorie d'Actions	Catégorie couverte par rapp. à sa devise	Prix d'offre initial	Investissement initial minimal	Investissement ultérieur minimal	Participation minimale	État *
Catégorie C SEK de distribution **	SEK	Non	100 SEK	2 500 000 SEK	Néant	2 500 000 SEK	Nouvelle
Catégorie C SEK de capitalisation **	SEK	Non	100 SEK	2 500 000 SEK	Néant	2 500 000 SEK	Nouvelle
Catégorie C SEK de distribution (couverte) **	SEK	Oui	100 SEK	2 500 000 SEK	Néant	2 500 000 SEK	Nouvelle
Catégorie C SEK de capitalisation (couverte) **	SEK	Oui	100 SEK	2 500 000 SEK	Néant	2 500 000 SEK	Nouvelle
Catégorie C DKK de distribution **	DKK	Non	100 DKK	1 850 000 DKK	Néant	1 850 000 DKK	Nouvelle
Catégorie C DKK de capitalisation **	DKK	Non	100 DKK	1 850 000 DKK	Néant	1 850 000 DKK	Nouvelle
Catégorie C DKK de distribution (couverte) **	DKK	Oui	100 DKK	1 850 000 DKK	Néant	1 850 000 DKK	Nouvelle
Catégorie C DKK de capitalisation (couverte) **	DKK	Oui	100 DKK	1 850 000 DKK	Néant	1 850 000 DKK	Nouvelle
Catégorie C CHF de capitalisation **	CHF	Non	10 CHF	300 000 CHF	Néant	300 000 CHF	Nouvelle
Catégorie C CHF de distribution **	CHF	Non	10 CHF	300 000 CHF	Néant	300 000 CHF	Nouvelle
Catégorie C CHF de capitalisation (couverte) **	CHF	Oui	10 CHF	300 000 CHF	Néant	300 000 CHF	Nouvelle
Catégorie C CHF de distribution (couverte) **	CHF	Oui	10 CHF	300 000 CHF	Néant	300 000 CHF	Nouvelle
Catégorie C AUD de distribution **	AUD	Non	10 AUD	250 000 AUD	Néant	250 000 AUD	Nouvelle
Catégorie C AUD de capitalisation **	AUD	Non	10 AUD	250 000 AUD	Néant	250 000 AUD	Nouvelle
Catégorie C AUD de distribution (couverte) **	AUD	Oui	10 AUD	250 000 AUD	Néant	250 000 AUD	Nouvelle
Catégorie C AUD de capitalisation (couverte) **	AUD	Oui	10 AUD	250 000 AUD	Néant	250 000 AUD	Nouvelle
Catégorie C CAD de distribution **	CAD	Non	10 CAD	250 000 CAD	Néant	250 000 CAD	Nouvelle
Catégorie C CAD de capitalisation **	CAD	Non	10 CAD	250 000 CAD	Néant	250 000 CAD	Nouvelle
Catégorie C CAD de distribution (couverte) **	CAD	Oui	10 CAD	250 000 CAD	Néant	250 000 CAD	Nouvelle
Catégorie C CAD de capitalisation (couverte) **	CAD	Oui	10 CAD	250 000 CAD	Néant	250 000 CAD	Nouvelle
Catégorie C HKD de distribution **	HKD	Non	100 HKD	2 500 000 HKD	Néant	2 500 000 HKD	Nouvelle
Catégorie C HKD de capitalisation **	HKD	Non	100 HKD	2 500 000 HKD	Néant	2 500 000 HKD	Nouvelle
Catégorie C HKD de distribution (couverte) **	HKD	Oui	100 HKD	2 500 000 HKD	Néant	2 500 000 HKD	Nouvelle
Catégorie C HKD de capitalisation (couverte) **	HKD	Oui	100 HKD	2 500 000 HKD	Néant	2 500 000 HKD	Nouvelle
Catégorie C SGD de distribution **	SGD	Non	10 SGD	250 000 SGD	Néant	250 000 SGD	Nouvelle
Catégorie C SGD de capitalisation	SGD	Non	10 SGD	250 000 SGD	Néant	250 000 SGD	Nouvelle

Catégorie d'Actions	Devise de réf. de la Catégorie d'Actions	Catégorie couverte par rapp. à sa devise	Prix d'offre initial	Investissement initial minimal	Investissement ultérieur minimal	Participation minimale	État *
**							
Catégorie C SGD de distribution (couverte) **	SGD	Oui	10 SGD	250 000 SGD	Néant	250 000 SGD	Nouvelle
Catégorie C SGD de capitalisation (couverte) **	SGD	Oui	10 SGD	250 000 SGD	Néant	250 000 SGD	Nouvelle
Catégorie C NZD de distribution	NZD	Non	10 USD	250 000 USD	Néant	250 000 USD	Nouvelle
Catégorie C NZD de capitalisation	NZD	Non	10 USD	250 000 USD	Néant	250 000 USD	Nouvelle
Catégorie C NZD de distribution (couverte)	NZD	Oui	10 USD	250 000 USD	Néant	250 000 USD	Nouvelle
Catégorie C NZD de capitalisation (couverte)	NZD	Oui	10 USD	250 000 USD	Néant	250 000 USD	Nouvelle

* Cette colonne indique « **Nouvelle** » lorsqu'une Catégorie n'est pas en circulation, « **Libérée** » lorsqu'une Catégorie est en circulation, et « **Offerte** » lorsqu'une Catégorie a fait l'objet d'une offre, que la Période d'offre initiale a commencé et est en cours mais qu'aucune Action n'a été émise.

** Les Actions de Catégorie C sont réservées aux personnes auxquelles le Gestionnaire d'investissement, les associés du Gestionnaire d'investissement ou les personnes auxquelles le Gestionnaire d'investissement ou l'un de ses associés fournit des services au titre d'un accord de gestion d'investissement ou autre.

**** Les montants de l'investissement initial minimal et de la participation minimale pour toutes les Catégories d'Actions libellées dans d'autres devises que l'euro sont l'équivalent de 300 000 EUR dans la devise concernée de la Catégorie d'Actions s'agissant des Actions de Catégorie B ou de 40 000 000 EUR dans la devise concernée de la Catégorie d'Actions s'agissant des Actions de Catégorie C, tel que déterminé par le Gestionnaire d'investissement le Jour de transaction où les Actions sont réputées être émises.

***** Les Actions de Catégorie F sont disponibles uniquement aux conditions énoncées dans la rubrique de ce Prospectus intitulée « Commission de gestion d'investissement ».

ANNEXE II

Les Marchés réglementés

Ci-après figure une liste des bourses et marchés réglementés sur lesquels les actifs d'un Compartiment peuvent être investis en tant que de besoin. Elle est fournie conformément aux exigences de la Banque centrale. À l'exception des investissements autorisés dans des valeurs non cotées (notamment les instruments dérivés négociés hors bourse et autres valeurs négociées de gré à gré), un Compartiment investit exclusivement dans des valeurs cotées ou échangées sur une bourse ou un marché qui remplit les critères réglementaires (bourse ou marché réglementé(e), en fonctionnement régulier, reconnu(e) et ouvert(e) au public) et qui est indiqué(e) dans le présent Prospectus. Ces bourses et marchés sont énumérés conformément aux exigences de la Banque centrale. La Banque centrale ne publie pas de liste de bourses ou de marchés agréés. Un Marché réglementé comprend toute bourse située dans un État membre, toute bourse d'un État membre de l'EEE et toute bourse située aux États-Unis, en Australie, au Canada, au Japon, à Hong Kong, en Nouvelle-Zélande, à Singapour, en Suisse ou au Royaume-Uni (si le pays n'est plus un État membre), qui est une bourse au sens de la loi du pays concerné sur les bourses ; ou toute bourse ou tout marché figurant dans la liste suivante :

- (i) le marché organisé par l'International Securities Markets Association, le marché des titres du gouvernement des États-Unis, organisé par les négociants principaux et réglementé par la Federal Reserve Bank of New York, le marché de gré à gré aux États-Unis, organisé par les négociants principaux et secondaires et réglementés par la SEC et la National Association of Securities Dealers (et par des établissements bancaires réglementés par l'office américain du Comptroller of the Currency, le Federal Reserve System ou la Federal Deposit Insurance Corporation), le marché organisé par des institutions du marché monétaire cotées, tel que décrit dans la publication de la Banque d'Angleterre intitulée « The Regulation of the Wholesale Cash and OTC Derivatives Markets (in Sterling, foreign currency and bullion) », le marché de gré à gré au Japon, réglementé par la Securities Dealers Association of Japan, l'AIM (Alternative Investment Market) au Royaume-Uni, réglementé et exploité par la Bourse de Londres, le marché français des titres de créance négociables ; la NASDAQ ; l'EASDAQ (l'EASDAQ est un marché récemment créé et son niveau de liquidité général pourrait être inférieur à celui des marchés établis depuis plus longtemps) ; le marché de gré à gré des obligations du gouvernement canadien, réglementé par l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières ; le marché de gré à gré des bons du Trésor et billets de la République de Serbie ;

- (ii) les bourses suivantes :

Amériques

Argentine

B&MA (Bolsa Y Mercados Argentinos)

Brésil

BM&F Bovespa S.A.

Canada

Bourse de Montréal, Bourse de croissance TSX et marché des obligations du gouvernement du Canada

Chili

Bourse de Santiago

Colombie

Bolsa de Valores de Colombia, Mercado Electronico Colombiano (MEC)

Mexique

Bourse du Mexique

Pérou

Bolsa de Valores de Lima

États-Unis

NYSE Arca, l'American Stock Exchange, la Bourse de New York et la Bourse de Philadelphie : NASDAQ, le tableau d'affichage « de gré à gré » exploité par la NASD

Europe

Îles anglo-normandes

Channel Islands Securities Exchange (CISE)

Russie

Bourse de Moscou MICEX-RTS (uniquement en lien avec les valeurs qui sont négociées au niveau 1 ou au niveau 2 de la bourse concernée)

Suisse

SIX Swiss Exchange, ICMA

Turquie

Bourse d'Istanbul

Moyen-Orient

<i>Égypte</i>	Bourse d'Égypte
<i>Israël</i>	Bourse de Tel Aviv
<i>Qatar</i>	Bourse du Qatar
<i>Émirats arabes unis</i>	Dubai Financial Market

Afrique

<i>Ghana</i>	The Ghana Stock Exchange
<i>Kenya</i>	Nairobi Securities Exchange
<i>Afrique du Sud</i>	JSE Securities Exchange, Bond Exchange of South Africa Ltd
<i>Ouganda</i>	Uganda Securities Exchange

Asie

<i>Australie</i>	ASX Ltd, Australian Securities Exchange
<i>Chine</i>	Bourse de Shanghai, Bourse de Shenzhen et marché obligataire interbancaire chinois
<i>Hong Kong</i>	Bourses de Hong Kong
<i>Inde</i>	National Stock Exchange, Bourse de Mumbai
<i>Indonésie</i>	Bourse d'Indonésie
<i>Japon</i>	Bourses de Tokyo, Osaka et Nagoya, Jasdak Securities Exchange et Jasdak Neo
<i>Corée</i>	Bourse de Corée
<i>Malaisie</i>	Bursa Malaysia Berhad et le marché malaisien de gré à gré des obligations d'État
<i>Nouvelle-Zélande</i>	Bourse de Nouvelle-Zélande
<i>Pakistan</i>	Bourse de Karachi
<i>Philippines</i>	Bourse des Philippines
<i>Singapour</i>	Bourse de Singapour
<i>Taiwan</i>	Bourse de Taïwan et GreTai Securities Market
<i>Thaïlande</i>	The Stock Exchange of Thailand (SET)

(iii) pour les investissements dans les instruments financiers dérivés :

- (A) tous les marchés dérivés approuvés dans un État membre de l'EEE, le marché organisé par l'International Capital Securities Association ; le marché de gré à gré aux États-Unis mené par les négociants principaux et secondaires, réglementé par la SEC et par la National Association of Securities Dealers (et par des établissements bancaires réglementés par l'office américain du Comptroller of the Currency, le Federal Reserve System ou la Federal Deposit Insurance Corporation), le marché organisé par des institutions du marché monétaire cotées, tel que décrit dans la publication de la Banque d'Angleterre intitulée « The Regulation of the Wholesale Cash and OTC Derivatives Markets (in Sterling, foreign currency and bullion) » ; le marché de gré à gré au Japon, réglementé par la Securities Dealers Association of Japan, l'AIM (Alternative Investment Market) au Royaume-Uni, réglementé et exploité par la Bourse de Londres, le marché français des titres de créance négociables ; le marché de gré à gré des obligations du gouvernement canadien, réglementé par l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières et tous les marchés d'options et de contrats à terme standardisés dans un État membre de l'UE ou de l'EEE ; et
- (B) l'American Stock Exchange, l'Australian Securities Exchange, ASX Limited, Sydney Futures Exchange, Bolsa Mexicana de Valores, Commodity Exchange Inc, Coffee, Sugar and Cocoa Exchange, le Chicago Board of Trade, le Chicago Board Options Exchange and Futures Exchange, le Chicago Mercantile Exchange, CME Group Inc, Copenhagen Stock Exchange (y compris FUTOP), l'European Options Exchange, Eurex Deutschland, Eurex Suisse, Euronext Amsterdam, Financier Termijnmarkt Amsterdam, le marché finlandais des options, l'International Securities Market Association, l'International Monetary Market ; OMX Exchange Helsinki, la Hong Kong Stock Exchange, le marché

des contrats à terme standardisés de Hong Kong, les Bourses de Hong Kong, le Kansas City Board of Trade, la Bourse de Corée, le marché des contrats à terme standardisés de Corée, le Financial Futures and Options Exchange, Euronext Paris, MEFF Renta Fija, le marché à terme international de France, le marché des options négociables de Paris (MONEP), MEFF Renta Variable, la Bourse de Montréal, le New York Futures Exchange, le New York Mercantile Exchange, la Bourse de New York, le New Zealand Futures and Options Exchange, OMLX The London Securities and Derivatives Exchange Ltd., OM Stockholm AB, l'Osaka Securities Exchange, le Pacific Stock Exchange, le Philadelphia Board of Trade, la Bourse de Philadelphie, la Bourse de Singapour, le South Africa Futures Exchange (SAFEX), le Sydney Futures Exchange, l'ICE Futures Europe, la National Association of Securities Dealers Automated Quotations System (NASDAQ), la Bourse de Tokyo, le Tokyo International Financial Futures Exchange, TSX Group Exchange, le Brazilian Mercantile & Futures Exchange.

ANNEXE III

Restrictions d'investissement applicables aux Compartiments

1	Investissements autorisés
	Les investissements dans un Compartiment sont limités aux instruments suivants :
1.1	Les valeurs mobilières et instruments du marché monétaire qui sont soit officiellement cotés à la bourse d'un État membre ou d'un État non membre, soit négociés sur un marché réglementé, qui fonctionne de manière régulière et qui est reconnu et ouvert au public dans un État membre ou un État non membre.
1.2	Les valeurs mobilières récemment émises qui seront cotées à la bourse ou sur un autre marché (tel que décrit ci-avant) dans un délai d'une année.
1.3	Les instruments du marché monétaire autres que ceux négociés sur un Marché réglementé.
1.4	Les parts d'OPCVM.
1.5	Les parts de fonds d'investissement alternatifs (« FIA »).
1.6	Les dépôts auprès d'établissements de crédit.
1.7	Les instruments financiers dérivés.
2	Restrictions d'investissement
2.1	Un Compartiment ne peut investir plus de 10 % de sa Valeur nette d'inventaire dans d'autres valeurs mobilières et instruments du marché monétaire que ceux visés au paragraphe 1.
2.2	<p><u>Valeurs mobilières récemment émises</u></p> <p>(1) Sous réserve du paragraphe (2), un Compartiment ne peut investir plus de 10 % de ses actifs dans des valeurs mobilières du type visé par l'art. 68(1)(d) de la Réglementation sur les OPCVM.</p> <p>(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux investissements par un Compartiment dans des Titres régis par la Règle 144A, à condition que :</p> <p>(a) les valeurs concernées aient été émises sous réserve de l'engagement d'enregistrer les valeurs auprès de la SEC dans un délai d'un an à compter de leur émission ; et</p> <p>(b) les valeurs ne soient pas des valeurs illiquides c.-à-d., qu'elles puissent être réalisées au prix auquel elles sont évaluées par le Compartiment ou approximativement à ce prix.</p>
2.3	Un Compartiment ne peut investir plus de 10 % de sa Valeur nette d'inventaire dans des valeurs mobilières ou instruments du marché monétaire émis par le même organisme, à condition que la valeur totale des valeurs mobilières et instruments du marché monétaire détenus dans les organismes émetteurs dans lesquels il investit plus de 5 % soit inférieure à 40 %.
2.4	La limite de 10 % (point 2.3) est relevée à 25 % pour les obligations qui sont émises par un établissement de crédit qui a son siège dans un État membre et est soumis, par la loi, à un contrôle public spécial conçu pour protéger les porteurs d'obligations. Si un

	Compartiment investit plus de 5 % de sa Valeur nette d'inventaire dans des obligations émises par un émetteur unique, la valeur totale de ces investissements ne pourra pas dépasser 80 % de la Valeur nette d'inventaire du Compartiment. Faute de l'approbation préalable de la Banque centrale, un Compartiment s'abstiendra de s'en prévaloir.
2.5	La limite de 10 % (point 2.3) est relevée à 35 % si les valeurs mobilières ou instruments du marché monétaire sont émis ou garantis par un État membre ou ses autorités locales ou par un État non membre ou un organisme public international dont un ou plusieurs État(s) membre(s) est(sont) membre(s).
2.6	Les valeurs mobilières et instruments du marché monétaire visés aux points 2.4 et 2.5 ne sont pas pris en considération aux fins de la limite de 40 % visée au point 2.3.
2.7	Les espèces comptabilisées et détenues dans les réserves de liquidités ne doivent pas dépasser : <ul style="list-style-type: none"> (a) 10 % de la Valeur nette d'inventaire du Compartiment concerné ; ou (b) 20 % de la Valeur nette d'inventaire du Compartiment, si les espèces sont comptabilisées dans un compte auprès du Dépositaire.
2.8	L'exposition d'un Compartiment à une contrepartie à un instrument dérivé de gré à gré ne peut dépasser 5 % de sa Valeur nette d'inventaire. Cette limite est relevée à 10 % dans le cas d'un établissement de crédit agréé dans l'EEE ; d'un établissement de crédit agréé dans un État signataire (autre qu'un État membre de l'EEE) de la Convergence internationale de la mesure et des normes de fonds propres de juillet 1988 (Accords de Bâle sur les fonds propres) ; ou d'un établissement de crédit agréé à Jersey, Guernesey, l'Île de Man, l'Australie ou la Nouvelle-Zélande.
2.9	Nonobstant les paragraphes 2.3, 2.7 et 2.8 ci-dessus, la combinaison d'au moins deux des avoirs ci-après émis par, ou souscrits auprès de, la même organisation ne peut dépasser 20 % de la Valeur nette d'inventaire d'un Compartiment : <ul style="list-style-type: none"> (i) les investissements dans les valeurs mobilières ou instruments du marché monétaire ; (ii) les dépôts ; et/ou (iii) l'exposition au risque de contrepartie découlant des opérations sur les instruments dérivés de gré à gré.
2.10	Les limites visées aux points 2.3, 2.4, 2.5, 2.7, 2.8 et 2.9 ci-dessus ne peuvent être combinées, de sorte que l'exposition à un seul émetteur ne peut dépasser 35 % de sa Valeur nette d'inventaire d'un Compartiment.
2.11	Les sociétés appartenant à un groupe sont considérées comme un seul et même émetteur aux fins des points 2.3, 2.4, 2.5, 2.7, 2.8 et 2.9. Cependant, une limite de 20 % de la Valeur nette d'inventaire peut être appliquée aux investissements dans des valeurs mobilières et instruments du marché monétaire au sein du même groupe.
2.12	Un Compartiment peut investir jusqu'à 100 % de la Valeur nette d'inventaire dans différents instruments du marché monétaire et valeurs mobilières émis ou garantis par un État membre ou ses autorités locales, un État non membre ou un organisme public international dont fait partie au moins un État membre.
	Les émetteurs individuels doivent être énumérés dans le Prospectus et peuvent être

	<p>tirés de la liste suivante :</p> <p>les États membres de l'OCDE (à condition que les titres concernés soient notés <i>investment grade</i>), le gouvernement du Brésil, le gouvernement d'Inde et le gouvernement de la République populaire de Chine (à condition que les titres concernés soient notés <i>investment grade</i>), le gouvernement de Singapour, l'UE, le Conseil de l'Europe, Eurofima, la Banque européenne d'investissement, Euratom, la Banque interaméricaine de développement, la Banque asiatique de développement, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (la Banque mondiale), la Banque africaine de développement, la Banque centrale européenne, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, le Fonds monétaire international, la Société financière internationale, la Federal National Mortgage Association (Fannie Mae), la Federal Home Loan Mortgage Corporation (Freddie Mac), la Government National Mortgage Association (Ginnie Mae), la Student Loan Marketing Association (Sallie Mae), la Federal Home Loan Bank, la Federal Farm Credit Bank, la Tennessee Valley Authority, Straight A Funding LLC et les émissions garanties par la « bonne foi et le crédit » du gouvernement des États-Unis.</p> <p>Les Compartiments doivent détenir des valeurs mobilières d'au moins six émetteurs différents, les valeurs mobilières d'un émetteur donné ne devant pas dépasser 30 % de la Valeur nette d'inventaire d'un Compartiment.</p>
3	Investissement dans des organismes de placement collectif (« OPC »)
3.1	Un Compartiment ne peut investir plus de 20 % de sa Valeur nette d'inventaire dans un seul OPC.
3.2	Les investissements dans les FIA ne peuvent pas, au total, dépasser 30 % de la Valeur nette d'inventaire d'un Compartiment.
3.3	Il est interdit, pour les OPC, d'investir plus de 10 % de leur Valeur nette d'inventaire dans d'autres OPC ouverts.
3.4	Lorsqu'un Compartiment investit dans les parts d'autres OPC qui sont gérés, directement ou par délégation, par la société de gestion de l'OPCVM ou par toute autre société de gestion avec laquelle elle est liée par une gestion commune ou un contrôle commun, ou par une participation directe ou indirecte substantielle, cette société de gestion ou autre société ne pourra pas facturer de frais de souscription, de conversion ou de rachat en raison de l'investissement du Compartiment dans les parts de ces autres OPC.
3.5	Si, en vertu d'un investissement dans les parts d'un autre fonds d'investissement, la Société, un gestionnaire d'investissement ou un conseiller en investissement reçoit une commission pour le compte d'un Compartiment (notamment une commission avec remise), la Société s'assurera que la commission concernée soit reversée dans les actifs du Compartiment.
4	OPCVM suivant un indice
4.1	Un Compartiment peut investir jusqu'à 20 % de sa Valeur nette d'inventaire dans des actions et/ou titres de créance émis par le même organisme si la politique d'investissement du Compartiment consiste à répliquer un indice qui satisfait aux critères fixés par le règlement de la Banque centrale et est reconnu par la Banque centrale.
4.2	La limite visée au point 4.1 peut être relevée à 35 % et appliquée à un seul émetteur si cela est justifié par une situation de marché exceptionnelle.
5	Dispositions générales

5.1	Une société d'investissement, un véhicule irlandais de gestion collective des actifs (<i>Irish collective asset-management vehicle</i> ou « ICAV ») ou une société de gestion agissant en lien avec tous les OPC qu'il(elle) gère, ne peut acquérir de parts assorties de droits de vote qui lui permettraient d'exercer une influence significative sur la gestion d'un organisme émetteur.
5.2	<p>Un Compartiment ne peut acquérir plus de :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) 10 % des actions non assorties de droits de vote d'un seul organisme émetteur ; (ii) 10 % des titres de créance d'un seul organisme émetteur ; (iii) 25 % des parts d'un seul OPC ; (iv) 10 % des instruments du marché monétaire d'un seul organisme émetteur. <p>REMARQUE : Les limites visées aux points (ii), (iii) et (iv) ci-dessus peuvent être ignorées au moment de l'acquisition si, à cette date, le montant brut des titres de créance ou des instruments du marché monétaire, ou le montant net des valeurs mobilières émises ne peut être calculé.</p>
5.3	<p>Les points 5.1 et 5.2 ne s'appliqueront pas aux titres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) les valeurs mobilières et instruments du marché monétaire émis ou garantis par un État membre ou ses autorités locales ; (i) les valeurs mobilières et instruments du marché monétaire émis ou garantis par un État non membre ; (iii) les valeurs mobilières et instruments du marché monétaire émis par des organismes internationaux publics dont fait partie au moins un État membre ; (iv) les actions détenues par un Compartiment dans le capital d'une société constituée dans un État non membre qui investit principalement ses actifs dans les valeurs d'organismes émetteurs ayant leur siège dans cet État, si, en vertu de la législation de cet État, cette participation représente la seule manière pour un Compartiment d'investir dans les valeurs d'organismes émetteurs de cet État. Cette renonciation s'applique uniquement si, dans ses politiques d'investissement, la société de l'État non membre respecte les limites fixées aux paragraphes 2.3 à 2.11, 3.1, 3.2, 5.1, 5.2, 5.4, 5.5 et 5.6, et à condition que si ces limites sont dépassées, les paragraphes 5.5 et 5.6 ci-dessous soient observés ; et (v) les actions détenues par une société d'investissement ou des sociétés d'investissement ou ICAV dans le capital de filiales exerçant uniquement des activités de gestion, de conseil ou de marketing dans le pays où ces filiales sont situées, au titre du rachat de parts à la demande de porteurs de parts et exclusivement pour leur compte.
5.4	Un Compartiment n'est pas tenu de respecter les restrictions sur l'investissement prévues par les présentes lors de l'exercice de droits de souscription afférents aux valeurs mobilières ou instruments du marché monétaire qui font partie de ses actifs.
5.5	La Banque centrale peut autoriser les Compartiments récemment autorisés à déroger aux dispositions des points 2.3 à 2.12, 3.1, 3.2, 4.1 et 4.2 pendant six mois à compter de la date de leur autorisation, à condition qu'ils respectent le principe de répartition du risque.
5.6	Si les limites visées par les présentes sont dépassées pour des raisons hors du contrôle d'un Compartiment ou du fait de l'exercice des droits de souscription, le Compartiment

	est tenu, comme objectif prioritaire de ses opérations de vente, de remédier à cette situation en tenant dûment compte des intérêts de ses Actionnaires.
5.7	<p>Ni une société d'investissement, ni un ICAV, ni une société de gestion ou un fiduciaire agissant pour le compte d'un fonds commun de placement ou d'une société de gestion d'un fonds contractuel commun ne peut procéder à la vente à découvert des titres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) valeurs mobilières ; (ii) instruments du marché monétaire² ; (iii) parts de fonds de placement ; ou (iv) instruments financiers dérivés.
5.8	Un Compartiment peut détenir des liquidités à titre accessoire.
6	Instruments financiers dérivés (« IFD »).
6.1	L'exposition globale d'un Compartiment à des IFD ne peut dépasser sa Valeur nette d'inventaire totale.
6.2	L'exposition aux actifs sous-jacents d'un IFD (notamment les IFD intégrés à des valeurs mobilières ou des instruments du marché monétaire), combinée, le cas échéant, aux positions résultant d'investissements directs, ne peut dépasser les limites de placement fixées par la Réglementation/orientations de la Banque centrale. (Cette disposition ne s'applique pas aux IFD basés sur des indices, à condition que l'indice sous-jacent respecte les critères fixés dans la Réglementation de la Banque centrale).
6.3	Un Compartiment peut investir dans des IFD négociés de gré à gré à condition que les contreparties aux opérations de gré à gré soient des établissements soumis à une surveillance prudentielle et appartiennent aux catégories autorisées par la Banque centrale.
6.4	L'investissement dans des IFD est soumis aux conditions et limites fixées par la Banque centrale.

² Les Compartiments ne sont pas autorisés à exécuter de vente à découvert d'instruments du marché monétaire.

ANNEXE IV

Techniques et instruments d'investissement

Un Compartiment peut utiliser des instruments dérivés négociés sur une bourse organisée et sur les marchés de gré à gré, que ces instruments soient utilisés à des fins d'investissement ou aux fins de gestion efficace du portefeuille du Compartiment. La capacité d'un Compartiment à faire usage de ces stratégies peut être limitée par la conjoncture économique, des restrictions réglementaires et des considérations fiscales, et ces stratégies peuvent être utilisées uniquement en conformité avec les objectifs d'investissement du Compartiment.

Instruments financiers dérivés.

Instruments financiers dérivés (« IFD ») autorisés

1. La Société investira les actifs d'un Compartiment dans un IFD uniquement si :
 - 1.1 les actifs sous-jacents ou indices de référence concernés consistent en un ou plusieurs des éléments suivants : instruments visés par l'art. 68(1)(a) à (f) et (h) de la Réglementation sur les OPCVM, notamment les instruments financiers ayant une ou plusieurs caractéristiques de ces actifs, indices financiers, taux d'intérêts, taux de change ou devises ;
 - 1.2 l'IFD n'expose pas le Compartiment à des risques que ce dernier ne pourrait autrement assumer ;
 - 1.3 l'investissement dans l'IFD n'a pas pour effet que le Compartiment s'écarte de ses objectifs d'investissement ;
 - 1.4 l'IFD est négocié sur un marché réglementé ou les conditions du paragraphe 6 sont respectées.
- 2 La référence aux indices financiers du point 1.1 est interprétée comme une référence aux indices qui satisfont aux critères suivants :
 - 2.1 ils sont suffisamment diversifiés et les critères suivants sont satisfaits :
 - (a) l'indice est composé de telle manière que les fluctuations des prix ou activités de négociation relatives à un composant n'exercent pas d'influence injustifiée sur l'indice dans son ensemble ;
 - (b) si l'indice est composé d'actifs visés à l'art. 68(1) de la Réglementation sur les OPCVM, sa composition est, au minimum, diversifiée conformément à l'art. 71 de la Réglementation sur les OPCVM ;
 - (c) si l'indice est composé d'autres actifs que ceux auxquels l'art. 68(1) de la Réglementation sur les OPCVM fait référence, il est diversifié d'une manière équivalente à celle prévue par l'art. 71(1) de la Réglementation sur les OPCVM ;
 - 2.2 ils représentent un indice de référence adéquat pour le marché qu'ils reflètent, dans la mesure où les critères ci-après sont satisfaits :
 - (a) l'indice mesure la performance d'un groupe représentatif d'actifs sous-jacents d'une manière adaptée et pertinente ;
 - (b) l'indice est révisé ou rééquilibré périodiquement pour s'assurer qu'il continue de refléter les marchés auxquels il fait référence en suivant les critères suivants, qui sont publiquement disponibles ;

- (c) les actifs sous-jacents sont suffisamment liquides, ce qui permet aux utilisateurs de répliquer l'indice, si nécessaire ;
- 2.3 ils sont publiés d'une manière adaptée, c'est-à-dire que les critères suivants sont satisfaits :
- (a) leur processus de publication repose sur des procédures adéquates de collecte des prix pour calculer, puis publier la valeur de l'indice, notamment des procédures de tarification des composants pour lesquels aucun cours n'est disponible ;
 - (b) des informations importantes sur des questions telles que le calcul de l'indice, les méthodologies de rééquilibrage, les changements d'indice ou les difficultés opérationnelles éventuelles en matière de fourniture d'informations exactes ou en temps opportun, sont fournies largement et promptement.

Si la composition des actifs qui sont utilisés comme des actifs sous-jacents par les IFD ne satisfait pas aux critères énoncés aux points 2.1, 2.2 ou 2.3 ci-dessus, ces IFD, s'ils satisfont aux critères prévus par l'art. 68(1)(g) de la Réglementation sur les OPCVM, seront considérés comme des IFD fondés sur une combinaison d'actifs visée par l'art. 68(1)(g)(i) de la Réglementation sur les OPCVM, à l'exclusion des indices financiers.

3. Toute référence aux valeurs mobilières ou instruments du marché monétaire intégrant un IFD est interprétée comme une référence aux instruments financiers qui satisfont aux critères applicables aux valeurs mobilières ou instruments du marché monétaire prévus par la Réglementation sur les OPCVM et qui contiennent un composant remplissant les critères suivants :
 - 3.1 en vertu de ce composant, une partie ou la totalité des flux monétaires qui seraient autrement requis par la valeur mobilière ou l'instrument du marché monétaire qui fonctionne comme un contrat hôte, peut être modifiée en fonction d'un taux d'intérêt spécifique, du prix de l'instrument financier, du taux de change, de l'indice des cours ou des taux, de la notation ou de l'indice de crédit ou de toute autre variable et, par conséquent, fluctuer d'une manière similaire à un IFD autonome ;
 - 3.2 ses risques et caractéristiques économiques ne sont pas liés étroitement aux risques et caractéristiques économiques du contrat hôte ;
 - 3.3 il a un impact significatif sur le profil de risque et le prix de la valeur mobilière ou de l'instrument du marché monétaire.
4. Une valeur mobilière ou un instrument du marché monétaire n'est pas considéré(e) comme intégrant un IFD s'il(s) elle) contient un composant qui est contractuellement transférable indépendamment de la valeur mobilière ou de l'instrument du marché monétaire. Ce composant est réputé constituer un instrument financier séparé.
5. Si la Société conclut, pour le compte d'un Compartiment, des accords de swap sur rendement total ou investit dans d'autres IFD présentant les mêmes caractéristiques, les actifs détenus par le Compartiment devront respecter les art. 70, 71, 72, 73 et 74 de la Réglementation sur les OPCVM.

IFD négociés de gré à gré

6. La Société investit uniquement les actifs d'un Compartiment dans un IFD négocié de gré à gré si la contrepartie à l'IFD fait partie d'au moins l'une des catégories suivantes :
 - 6.1 un établissement de crédit qui relève de l'une des catégories fixées à l'art. 7 de la Réglementation de la Banque centrale ;

- 6.2 une société d'investissement autorisée, conformément à MiFID ; ou
 - 6.3 une société faisant partie d'un groupe de toute entité disposant d'une licence de société détentrice d'un établissement bancaire délivrée par la Réserve fédérale des États-Unis d'Amérique, si cette société est soumise à la surveillance consolidée des sociétés détentrices d'établissements bancaires par la Réserve fédérale.
7. Si une contrepartie visée au paragraphe 6.2 ou 6.3 :
- 7.1 a fait l'objet d'une notation de crédit par une agence enregistrée et supervisée par l'ESMA, cette note sera prise en considération par la Société dans le cadre de la procédure d'évaluation du crédit ; et
 - 7.2 si la note de crédit d'une contrepartie est abaissée à A-2 ou moins (ou une note comparable) par l'agence de notation de crédit visée au paragraphe 7.1, cet abaissement entraînera sans délai une nouvelle évaluation du crédit de la contrepartie par la Société.
8. Si un IFD négocié de gré à gré et visé au paragraphe 6 fait l'objet d'une novation, la contrepartie, après la novation, devra être :
- 8.1 une entité appartenant à l'une des catégories visées au paragraphe 6 ; ou
 - 8.2 une contrepartie centrale qui :
 - (a) est autorisée ou reconnue en vertu de l'EMIR ; ou
 - (b) en attente de la reconnaissance de l'ESMA en vertu de l'art. 25 de l'EMIR, une entité classée :
 - (A) par la SEC comme une agence de compensation ; ou
 - (B) par la Commodity Futures Trading Commission comme une organisation de compensation des instruments financiers dérivés.
- 9.
- 9.1 Le risque d'exposition à la contrepartie ne saurait dépasser les limites fixées à l'art. 70(1)(c) de la Réglementation sur les OPCVM, tel qu'évalué conformément au paragraphe 9.2.
 - 9.2 Pour évaluer le risque d'exposition à la contrepartie dans le cadre d'un IFD négocié de gré à gré aux fins de l'art. 70(1)(c) de la Réglementation sur les OPCVM :
 - (a) la Société calcule l'exposition à la contrepartie en tenant compte de la valeur marchande positive de l'IFD négocié de gré à gré avec cette contrepartie ;
 - (b) la Société peut compenser ses positions nettes sur IFD avec la même contrepartie, à condition que le Compartiment concerné soit capable de faire appliquer légalement les accords de compensation conclus avec la contrepartie. À cette fin, la compensation est autorisée uniquement pour les IDF négociés de gré à gré avec la même contrepartie et non pas pour les autres expositions du Compartiment à la même contrepartie.
 - (c) la Société peut tenir compte des garanties reçues par l'IFD afin de réduire l'exposition à la contrepartie, à condition que la garantie respecte les exigences visées aux paragraphes (3), (4), (5), (6), (7), (8), (9) et (10) de l'art. 24 de la Réglementation de la Banque centrale.
10. Les IFD négociés de gré à gré doivent être soumis à une valorisation fiable et vérifiable de manière journalière et vendus, liquidés ou clos à leur juste valeur par une opération symétrique

à tout moment, à l'initiative du Compartiment concerné.

Limites de concentration sur les émetteurs

11. Aux fins de l'art. 70 de la Réglementation sur les OPCVM et du calcul des limites de concentration sur les émetteurs d'un Compartiment, la Société est tenue :
 - 11.1 de tenir compte de toute exposition nette à une contrepartie générée par un accord de prêt de titres ou de mise en pension, l'exposition nette désignant le montant à recevoir de la part du Compartiment moins toute garantie fournie par le Compartiment ;
 - 11.2 de tenir compte des expositions générées à travers le réinvestissement des garanties ; et
 - 11.3 de déterminer si l'exposition du Compartiment est une exposition à une contrepartie de gré à gré, à un courtier, à une contrepartie centrale ou une chambre de compensation.
12. Le cas échéant, l'exposition du Compartiment aux actifs sous-jacents d'un IFD, notamment un IFD intégré à des valeurs mobilières, à des instruments du marché monétaire ou à des fonds d'investissement, lorsqu'elle est combinée à des positions résultant des investissements directs :
 - 12.1 est calculée conformément au paragraphe 13 ; et
 - 12.2 ne doit pas dépasser les limites d'investissement visées aux art. 70 et 73 de la Réglementation sur les OPCVM.
13. Aux fins du paragraphe 12 :
 - 13.1 lors du calcul du risque de concentration des émetteurs, l'IFD (y compris les IFD intégrés) doit être pris en considération dans le calcul de l'exposition en résultant. Cette exposition doit être prise en considération dans le calcul de la concentration des émetteurs ;
 - 13.2 la Société calcule l'exposition du Compartiment en utilisant l'approche par les engagements ou la VaR en cas de défaut de l'émetteur si cette valeur est supérieure ; et
 - 13.3 la Société calcule l'exposition, que le Compartiment utilise ou non la VaR à des fins d'exposition globale.
14. Le paragraphe 12 ne s'applique pas aux IFD basés sur des indices, à condition que les indices sous-jacents respectent les critères de l'art. 71(1) de la Réglementation sur les OPCVM.
15. Les garanties reçues doivent à tout moment respecter les exigences visées aux paragraphes 30 à 38 ci-après.
16. Les garanties transférées à la contrepartie d'un IFD négocié de gré à gré par ou pour le compte d'un Compartiment doivent être prises en considération dans le calcul de l'exposition du Compartiment au risque de contrepartie, comme visé à l'art. 70(1)(c) de la Réglementation sur les OPCVM. Les garanties transférées peuvent être prises en considération sur une base nette uniquement si le Compartiment est en mesure de mettre en application des accords de compensation avec cette contrepartie.
17. L'exposition d'une contrepartie découlant d'opérations sur des IFD négociés de gré à gré et les techniques de gestion efficace du portefeuille doivent être combinées lors du calcul de la limite

de contrepartie de gré à gré visée par l'art. 70(1)(c) de la Réglementation sur les OPCVM.

Couvertures requises

18. Si le dépôt de garantie enregistré par un courtier et la marge de variation à percevoir de la part d'un courtier sur un IFD négocié en bourse ou un IFD négocié de gré à gré ne sont pas protégés par des règles sur les montants des clients (*client money rules*) ou accords similaires visant à protéger le Compartiment en cas d'insolvabilité du courtier, la Société calculera l'exposition du Compartiment dans les limites de la contrepartie de gré à gré visées par l'art. 70(1)(c) de la Réglementation sur les OPCVM.
19. La Société s'assure à tout moment de ce qui suit :
 - 19.1 que le Compartiment concerné est capable de respecter toutes ses obligations de paiement et d'exécution contractées dans le cadre d'opérations sur IFD ;
 - 19.2 que les procédures de gestion du risque de la Société incluent le suivi des opérations sur IFD pour s'assurer que chaque opération fasse l'objet d'une couverture adéquate ;
 - 19.3 qu'une opération sur IFD donnant lieu ou susceptible de donner lieu à un engagement futur du Compartiment concerné soit couverte conformément aux conditions énoncées au paragraphe 20.
20. Les conditions auxquelles le paragraphe 19.3 fait référence sont les suivantes :
 - 20.1 dans le cas d'un IFD qui est, automatiquement ou au gré du Compartiment concerné, réglé en espèces, le Compartiment doit, à tout moment, détenir des liquidités suffisantes pour couvrir l'exposition ;
 - 20.2 dans le cas d'un IFD qui nécessite la livraison physique de l'actif sous-jacent :
 - (a) l'actif doit être détenu à tout moment par un Compartiment ; ou
 - (b) si l'une ou l'autre ou les deux conditions des paragraphes 21.1 et 21.2 s'applique(nt), le Compartiment concerné doit couvrir l'exposition à l'aide de liquidités suffisantes.
21. Les conditions auxquelles le paragraphe 20.2(b) fait référence sont les suivantes :
 - 21.1 l'actif sous-jacent consiste, ou les actifs sous-jacents consistent, en des titres à revenu fixe hautement liquides ;
 - 21.2
 - (a) l'exposition peut être couverte sans qu'il ne soit nécessaire de détenir les actifs sous-jacents ;
 - (b) l'IFD spécifique est visé dans la procédure de gestion du risque ; et
 - (c) des informations détaillées concernant l'exposition sont fournies dans le Prospectus.

À cet égard, veuillez noter que dans le cas des instruments visés au chapitre « Techniques et instruments d'investissement », la Société considère que de temps à autre, l'exposition peut être couverte par des liquidités suffisantes.

Procédure de gestion du risque et de déclaration

22. Les Compartiments doivent fournir à la Banque centrale des informations détaillées sur les procédures de gestion du risque proposées relativement à leurs opérations sur IFD dans le

cadre du chapitre 3 de la partie 2 de la Réglementation de la Banque centrale. Les premières informations communiquées doivent inclure :

- 22.1 des informations relatives aux types d'IFD autorisés, notamment les IFD intégrés aux valeurs mobilières et instruments du marché monétaire ;
 - 22.2 des informations détaillées sur les risques sous-jacents ;
 - 22.3 des limites quantitatives pertinentes et la manière dont elles seront contrôlées et appliquées ; et
 - 22.4 des informations relatives à l'évaluation des risques.
- 23.
- 23.1 La Société notifie la Banque centrale par écrit des modifications substantielles apportées aux informations communiquées initialement sur la procédure de gestion du risque de tout Compartiment, avant que ces modifications n'aient lieu.
 - 23.2 La Banque centrale peut s'opposer à la mise en œuvre de toute modification proposée qui lui est notifiée en vertu du paragraphe 23.1.
 - 23.3 (a) Aucune modification proposée ne sera apportée à la procédure de gestion du risque d'un Compartiment si la Banque s'y oppose en vertu du paragraphe 23.2.
(b) Si la Banque centrale s'oppose à apporter une modification proposée à la procédure de gestion du risque d'un Compartiment en vertu du paragraphe 23.2,

le Compartiment concerné ne participera à aucune activité liée à la modification proposée à laquelle la Banque s'est opposée ni à aucune activité qui pourrait en dériver.

24. La Société soumet chaque année un rapport à la Banque centrale sur les positions sur IFD des Compartiments. Le rapport, qui doit inclure des informations offrant une image fidèle et honnête des types d'IFD utilisés par les Compartiments, ainsi que des risques sous-jacents, des limites quantitatives et des méthodes utilisées pour estimer ces risques, doit être joint au rapport annuel de la Société. La Société doit pouvoir fournir ce rapport à tout moment à la demande de la Banque centrale.

Calcul de l'exposition globale

25. La Société veille, à tout moment et pour chaque Compartiment :
- 25.1 à ce que le Compartiment respecte les limites d'exposition globale ;
 - 25.2 à ce que le Compartiment établisse et mette en œuvre des mesures et limites adaptées de gestion du risque internes, qu'il applique l'approche par les engagements, l'approche de la VaR ou toute autre méthodologie pour calculer l'exposition globale. Aux fins de l'al. (1), pt 12, de l'Annexe 9 de la Réglementation sur les OPCVM, un OPCVM peut uniquement opter pour une méthodologie sur laquelle l'ESMA a publié des lignes directrices ; et
 - 25.3 à calculer l'exposition globale conformément à l'Annexe 2 de la Réglementation de la Banque centrale.

Gestion efficace du portefeuille

Techniques de gestion de portefeuille

26. La Société met en œuvre des techniques et instruments de gestion efficace du portefeuille aux

fins de l'art. 69(2) de la Réglementation sur les OPCVM, uniquement lorsqu'ils sont dans le meilleur intérêt du Compartiment concerné.

27. La Société s'assure que tous les revenus découlant des techniques et instruments de gestion efficace du portefeuille, nets des coûts d'exploitation directs et indirects, sont restitués au Compartiment concerné.
28. Les références aux techniques et instruments qui concernent les valeurs mobilières ou les instruments du marché monétaire et qui sont utilisés aux fins de la gestion efficace du portefeuille sont interprétées comme désignant les techniques et instruments qui respectent les critères suivants :
 - 28.1 ils sont économiquement adaptés dans la mesure où ils sont réalisés d'une manière rentable ;
 - 28.2 ils sont appliqués à au moins l'un des objectifs spécifiques suivants :
 - (a) la réduction du risque ;
 - (b) la baisse des coûts ;
 - (c) la génération de capitaux ou revenus supplémentaires pour le Compartiment concerné, à un niveau de risque correspondant au profil de risque du Compartiment et respectant les règles de diversification fixées aux art. 70 et 71 de la Réglementation sur les OPCVM ; et
 - 28.3 leurs risques sont suffisamment pris en considération dans la procédure de gestion du risque du Compartiment concerné.
29. Les accords de mise/prise en pension et les accords de prêts de titres (c.-à-d. les techniques de gestion efficace du portefeuille) peuvent uniquement être mis en application dans le respect des pratiques normales du marché.

Garanties

30. La Société s'assure, lors de l'utilisation de techniques et instruments de gestion efficace du portefeuille, que :
 - 30.1 chaque actif reçu par un Compartiment lors de l'utilisation de techniques et instruments de gestion efficace du portefeuille est traité comme une garantie ;
 - 30.2 ces techniques respectent les critères énoncés au paragraphe 24(2) de la Réglementation de la Banque centrale ;
 - 30.3 à tout moment, les garanties reçues par un Compartiment respectent les critères visés au paragraphe 31.
31. Les conditions de réception d'une garantie par un Compartiment, auxquelles fait référence le paragraphe 30, sont les suivantes :
 - 31.1 **Liquidité** : Les garanties reçues (autres que les espèces) doivent être fortement liquides et négociées sur un Marché réglementé ou une plateforme multilatérale de négociation avec un mécanisme transparent de fixation des prix, de manière à pouvoir être vendues rapidement à un prix s'approchant de leur valorisation avant la vente. Les garanties reçues doivent également respecter les dispositions de l'art. 74 de la Réglementation sur les OPCVM.
 - 31.2 **Valorisation** : Les garanties reçues doivent être valorisées au moins une fois par jour

et les actifs dont les prix affichent une forte volatilité ne doivent pas être acceptés en garantie sauf si des décotes raisonnables sont appliquées.

31.3 **Qualité de crédit de l'émetteur** : Les garanties reçues doivent être de bonne qualité. À cet effet, la Société doit s'assurer de ce qui suit :

- (a) si un émetteur a fait l'objet d'une notation de crédit par une agence enregistrée et supervisée par l'ESMA, cette note sera prise en considération par la Société dans le cadre de la procédure d'évaluation du crédit ; et
- (b) si la note de crédit d'un émetteur est abaissée à A-2 ou moins (ou une note comparable) par l'agence de notation de crédit visée au sous-paragraphe (a), cet abaissement entraînera sans délai une nouvelle évaluation du crédit de l'émetteur par la Société.

31.4 **Corrélation** : Les garanties reçues doivent être émises par une entité indépendante de la contrepartie. Il doit exister une raison raisonnable pour que la Société prévoie que sa performance ne sera pas fortement corrélée à celle de la contrepartie.

31.5 **Diversification (concentration des actifs)** :

- (a) Sous réserve du sous-paragraphe (b) ci-dessous, les garanties reçues doivent être suffisamment diversifiées en termes de pays, marchés et émetteurs et l'exposition à un émetteur donné ne doit pas dépasser 20 % de la Valeur nette d'inventaire du Compartiment concerné. Si un Compartiment est exposé à différentes contreparties, les différents paniers de garanties doivent être additionnés pour calculer la limite d'exposition de 20 % à un seul émetteur.
- (b) Il est prévu que les Compartiments puissent être pleinement adossés à différents instruments du marché monétaire et valeurs mobilières émis ou garantis par un État membre, une ou plusieurs de ses autorités locales, un pays tiers ou un organisme public international auquel appartient au moins un État membre. Les Compartiments doivent recevoir des valeurs mobilières d'au moins six émetteurs différents, mais les valeurs mobilières d'un seul émetteur ne doivent pas représenter plus de 30 % de leur Valeur nette d'inventaire. Les États membres, autorités locales, pays tiers ou organismes publics internationaux émettant ou garantissant des valeurs mobilières qu'un Compartiment peut accepter en garantie pour plus de 20 % de sa Valeur nette d'inventaire, doivent faire partie de la liste suivante :

les États membres de l'OCDE (à condition que les titres concernés soient notés *investment grade*), le gouvernement du Brésil, le gouvernement d'Inde et le gouvernement de la République populaire de Chine (à condition que les titres concernés soient notés *investment grade*), le gouvernement de Singapour, l'UE, le Conseil de l'Europe, Eurofima, la Banque européenne d'investissement, Euratom, la Banque interaméricaine de développement, la Banque asiatique de développement, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (la Banque mondiale), la Banque africaine de développement, la Banque centrale européenne, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, le Fonds monétaire international, la Société financière internationale, la Federal National Mortgage Association (Fannie Mae), la Federal Home Loan Mortgage Corporation (Freddie Mac), la Government National Mortgage Association (Ginnie Mae), la Student Loan Marketing Association (Sallie Mae), la Federal Home Loan Bank, la Federal Farm Credit Bank, la Tennessee Valley Authority, Straight A Funding LLC et les titres garantis par la « bonne foi et le crédit » du gouvernement des États-Unis.

31.6 **Disponibilité immédiate** : Les garanties reçues doivent pouvoir être pleinement

réalisées par le Compartiment à tout moment sans avoir à contacter la contrepartie ni à obtenir son approbation.

32. La Société s'assure que le processus de gestion du risque des Compartiments identifie, gère et atténue les risques liés à la gestion des garanties, notamment les risques opérationnels et juridiques.
33. Si un Compartiment reçoit une garantie sur la base d'un transfert de propriété, la Société s'assurera que la garantie soit détenue par le Dépositaire. Si un Compartiment reçoit une garantie sur une autre base qu'un transfert de propriété, cette garantie pourra être détenue par un tiers dépositaire, à condition qu'elle soit soumise à une surveillance prudentielle et qu'elle soit sans lien avec le garant.
34. La Société s'abstient de vendre, donner en gage ou réinvestir les autres garanties que les espèces reçues par un Compartiment.
35. Si la Société investit une garantie en espèces reçue par un Compartiment, ces investissements pourront uniquement porter sur un ou plusieurs des éléments suivants :
 - 35.1 un dépôt auprès d'un établissement de crédit visé à l'art. 7 de la Réglementation de la Banque centrale ;
 - 35.2 une obligation d'État de qualité ;
 - 35.3 un accord de prise en pension, à condition que l'opération soit effectuée auprès d'un établissement de crédit visé à l'art. 7 de la Réglementation de la Banque centrale et que le Compartiment puisse rappeler à tout moment le montant total des espèces à leur valeur nette comptable ; ou
 - 35.4 les fonds du marché monétaire à court terme définis dans les orientations de l'ESMA sur la base de la définition commune des fonds du marché monétaire européen (Réf. : CESR/10-049).
36. Si la Société investit les garanties en espèces reçues par un Compartiment : (a) cet investissement respectera les exigences en matière de diversification applicables aux garanties autres que les espèces ; et (b) les garanties en espèces investies ne devront pas être mises en dépôt auprès d'une contrepartie ou d'une entité liée à la contrepartie.
37. Si un Compartiment reçoit des garanties pour au moins 30 % de ses actifs, la Société veillera à appliquer une politique adaptée de test de résistance et à réaliser régulièrement ce genre de tests dans des conditions de liquidité normales et exceptionnelles afin de lui permettre d'évaluer le risque de liquidité lié à la garantie. La politique relative aux tests de résistance doit comporter, au moins, les éléments suivants :
 - 37.1 l'élaboration d'analyses de scénarios de de crise, notamment l'étalonnage, la certification et l'analyse de sensibilité ;
 - 37.2 une approche empirique de l'évaluation de l'impact, notamment les contrôles ex post sur les estimations du risque de liquidité ;
 - 37.3 la fréquence des déclarations et le(s) seuil(s) en matière de limites et de pertes ; et
 - 37.4 les mesures d'atténuation permettant de réduire les pertes, notamment une politique en matière de décote et une protection contre les risques d'écart.
38. La Société établit une politique en matière de décote et assure le respect de cette politique par les Compartiments. Cette politique est adaptée à chaque catégorie d'actifs reçus en garantie. Lors de l'élaboration de la politique de décote, la Société tient compte des caractéristiques des

actifs comme la situation de crédit ou la volatilité des prix ainsi que les résultats des tests de résistance exécutés conformément à l'art. 21 de la Réglementation de la Banque centrale. La Société documente la politique de décote et justifie et documente chaque décision d'appliquer une décote spécifique ou de s'abstenir d'appliquer une décote à toute catégorie d'actifs spécifique.

39. Si une contrepartie à un accord de mise en pension ou un accord de prêt de titres conclu par la Société pour le compte d'un Compartiment :
- 39.1 a fait l'objet d'une notation de crédit par une agence enregistrée et supervisée par l'ESMA, cette note sera prise en compte par la Société dans le cadre de la procédure d'évaluation du crédit ; et
- 39.2 si la note de crédit d'une contrepartie est abaissée à A-2 ou moins (ou une note comparable) par l'agence de notation de crédit visée au sous-paragraphe (a), cet abaissement entraînera sans délai une nouvelle évaluation du crédit de la contrepartie par la Société.
40. La Société s'assure d'être en mesure, à tout moment, de récupérer tout titre prêté ou de résilier tout accord de prêt de titres auquel elle est partie.

Accords de mise et de prise en pension

41. Si la Société conclut un accord de prise en pension pour le compte d'un Compartiment, elle s'assure que le Compartiment est, à tout moment, en mesure de récupérer l'intégralité du montant en espèces ou de résilier l'accord concerné, soit en suivant la méthode de la comptabilité d'exercice, soit à la valeur de marché.
42. Si, en vertu de l'obligation énoncée par le paragraphe 41, les espèces sont récupérables à tout moment à la valeur de marché, la Société utilisera la valeur de marché de l'accord de prise en pension pour calculer la Valeur nette d'inventaire du Compartiment.
43. Si la Société conclut un accord de prise en pension pour le compte d'un Compartiment, elle s'assurera que le Compartiment est, à tout moment, en mesure de récupérer les garanties éventuelles soumises à l'accord de prise en pension ou de résilier ledit accord qu'il a conclu.
44. Les accords de prise en pension ou de prêts de titres ne constituent pas un prêt ou un emprunt aux fins, respectivement, des art. 103 et 111 de la Réglementation sur les OPCVM.

ANNEXE V

Liste de sous-dépositaires

À la date du présent Prospectus, le Dépositaire a nommé les sous-dépositaires suivants :

MARCHÉ	SOUS-DÉPOSITAIRE
ARGENTINE	CITIBANK, N.A. BUENOS AIRES BRANCH
AUSTRALIE	HSBC BANK AUSTRALIA LIMITED POUR HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC)
AUSTRALIE	NATIONAL AUSTRALIA BANK
AUTRICHE	DEUTSCHE BANK AG
AUTRICHE	UNICREDIT BANK AUSTRIA AG
BAHREÏN*	HSBC BANK MIDDLE EAST LIMITED, BAHRAIN BRANCH POUR HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC)
BANGLADESH*	STANDARD CHARTERED BANK, BANGLADESH BRANCH
BELGIQUE	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES
BELGIQUE	DEUTSCHE BANK AG, AMSTERDAM BRANCH
BERMUDES*	HSBC BANK BERMUDA LIMITED POUR HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC)
BOSNIE*	UNICREDIT BANK D.D. POUR UNICREDIT BANK AUSTRIA AG
BOTSWANA*	STANDARD CHARTERED BANK BOTSWANA LIMITED POUR STANDARD CHARTERED BANK
BRÉSIL	CITIBANK, N.A. SÃO PAULO
BRÉSIL*	ITAÚ UNIBANCO S.A.
BULGARIE*	CITIBANK EUROPE PLC, BULGARIA BRANCH POUR CITIBANK N.A.
CANADA	CIBC MELLON TRUST COMPANY POUR CIBC MELLON TRUST COMPANY, BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE ET BANK OF NEW YORK MELLON
CANADA	RBC INVESTOR SERVICES TRUST POUR BANQUE ROYALE DU CANADA (RBC)
CHILI*	BANCO DE CHILE POUR CITIBANK, N.A.
CHINE*	CHINA CONSTRUCTION BANK CORPORATION
CHINE*	CITIBANK (CHINA) CO., LTD. POUR CITIBANK N.A.
CHINE*	DEUTSCHE BANK (CHINA) CO., LTD., SHANGHAI BRANCH** <i>L'ACCÈS AUX SERVICES DE CE SOUS-DÉPOSITAIRE EST RESTREINT. **</i>
CHINE*	HSBC BANK (CHINA) COMPANY LIMITED POUR HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC)
CHINE*	INDUSTRIAL AND COMMERCIAL BANK OF CHINA LIMITED
CHINE*	STANDARD CHARTERED BANK (CHINA) LIMITED POUR STANDARD CHARTERED BANK
COLOMBIE*	CITITRUST COLOMBIA S.A., SOCIEDAD FIDUCIARIA POUR CITIBANK, N.A.

CROATIE*	ZAGREBACKA BANKA D.D. POUR UNICREDIT BANK AUSTRIA AG
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	CITIBANK EUROPE PLC, ORGANIZACNI SLOZKA POUR CITIBANK, N.A.
DANEMARK	NORDEA DANMARK, FILIAL AF NORDEA BANK AB (PUBL), SVERIGE
DANEMARK	SKANDINAVISKA ENSKILDA BANKEN AB (PUBL), DANMARK BRANCH
ÉGYPTÉ*	CITIBANK, N.A. - CAIRO BRANCH
ÉGYPTÉ*	HSBC BANK EGYPT S.A.E. POUR HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC)
ESTONIE	SWEDBANK AS POUR NORDEA BANK AB (PUBL)
FINLANDE	NORDEA BANK AB (PUBL), FINNISH BRANCH
FINLANDE	SKANDINAVISKA ENSKILDA BANKEN AB (PUBL), HELSINKI BRANCH
FRANCE	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES
FRANCE	CACEIS BANK
FRANCE	DEUTSCHE BANK AG, AMSTERDAM BRANCH
ALLEMAGNE	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES - FRANKFURT BRANCH
ALLEMAGNE	DEUTSCHE BANK AG
GHANA*	STANDARD CHARTERED BANK GHANA LIMITED POUR STANDARD CHARTERED BANK
GRÈCE	HSBC FRANCE, ATHENS BRANCH POUR HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC)
HONG KONG	STANDARD CHARTERED BANK (HONG KONG) LIMITED POUR STANDARD CHARTERED BANK
HONG KONG	THE HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC)
HONGRIE	CITIBANK EUROPE PLC, HUNGARIAN BRANCH OFFICE POUR CITIBANK, N.A.
HONGRIE	UNICREDIT BANK HUNGARY ZRT. POUR UNICREDIT BANK HUNGARY ZRT ET UNICREDIT S.P.A.
ISLANDE*	LANDSBANKINN HF.
INDE*	CITIBANK, N.A. - MUMBAI BRANCH
INDE*	DEUTSCHE BANK AG - MUMBAI BRANCH
INDE*	THE HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC) – INDIA BRANCH
INDONÉSIE	CITIBANK, N.A. - JAKARTA BRANCH
INDONÉSIE	STANDARD CHARTERED BANK, INDONESIA BRANCH
IRLANDE	CITIBANK, N.A. - LONDON BRANCH
ISRAËL	BANK HAPOALIM BM
ISRAËL	CITIBANK, N.A., ISRAEL BRANCH
ITALIE	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES - MILAN BRANCH
ITALIE	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE SECURITIES SERVICES S.P.A. (SGSS S.P.A.)
CÔTE D'IVOIRE*	STANDARD CHARTERED BANK CÔTE

	D'IVOIRE POUR STANDARD CHARTERED BANK
JAPON	MIZUHO BANK LTD
JAPON	MUFG BANK, LTD.
JAPON	SUMITOMO MITSUI BANKING CORPORATION
JAPON	THE HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC) – JAPAN BRANCH
JORDANIE*	STANDARD CHARTERED BANK, JORDAN BRANCH
KAZAKHSTAN*	JSC CITIBANK KAZAKHSTAN POUR CITIBANK, N.A.
KENYA*	STANDARD CHARTERED BANK KENYA LIMITED POUR STANDARD CHARTERED BANK
KOWEÏT	HSBC BANK MIDDLE EAST LIMITED – KUWAIT BRANCH POUR HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LTD. (HSBC)
LETTONIE	"SWEDBANK" AS POUR NORDEA BANK AB (PUBL)
LITUANIE	"SWEDBANK" AB POUR NORDEA BANK AB (PUBL)
LUXEMBOURG	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES, LUXEMBOURG BRANCH*** <i>UTILISÉ UNIQUEMENT POUR LES PORTEFEUILLES DE FONDS COMMUNS DE PLACEMENT</i>
MALAISIE*	HSBC BANK MALAYSIA BERHAD (HBMB) POUR HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LTD. (HSBC)
RÉPUBLIQUE DE MAURICE*	THE HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC) – MAURITIUS BRANCH
MEXIQUE	BANCO NACIONAL DE MÉXICO, SA (BANAMEX) POUR CITIBANK, N.A.
MEXIQUE	BANCO SANTANDER (MEXICO) S.A. POUR BANCO SANTANDER, S.A. ET BANCO SANTANDER (MEXICO) S.A.
MAROC	CITIBANK MAGHREB S.A. POUR CITIBANK, N.A.
NAMIBIE*	STANDARD BANK NAMIBIA LTD. POUR STANDARD BANK OF SOUTH AFRICA LIMITED
PAYS-BAS	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES
PAYS-BAS	DEUTSCHE BANK AG, AMSTERDAM BRANCH
NOUVELLE-ZÉLANDE	THE HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC) – NEW ZEALAND BRANCH
NIGERIA*	STANBIC IBTC BANK PLC POUR STANDARD BANK OF SOUTH AFRICA LIMITED
NORVÈGE	NORDEA BANK AB (PUBL), FILIAL I NORGE
NORVÈGE	SKANDINAVISKA ENSKILDA BANKEN AB (PUBL), OSLO
OMAN*	HSBC BANK OMAN SAOG POUR THE HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC)
PAKISTAN*	STANDARD CHARTERED BANK (PAKISTAN)

PÉROU*	LIMITED POUR STANDARD CHARTERED BANK CITIBANK DEL PERÚ S.A. POUR CITIBANK, N.A.
PHILIPPINES*	STANDARD CHARTERED BANK – PHILIPPINES BRANCH
PHILIPPINES*	THE HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC) – PHILIPPINES BRANCH
POLOGNE	BANK HANDLOWY W WARSZAWIE SA (BHW) POUR CITIBANK NA
POLOGNE	BANK POLSKA KASA OPIEKI SA
POLOGNE	ING BANK SLASKI S.A. POUR ING BANK N.V.
PORTUGAL	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES
QATAR*	HSBC BANK MIDDLE EAST LTD – QATAR BRANCH POUR THE HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC)
ROUMANIE	CITIBANK EUROPE PLC, DUBLIN – SUCURSALA ROMANIA POUR CITIBANK, N.A.
RUSSIE*	AO CITIBANK POUR CITIBANK, N.A.
ARABIE SAOUDITE*	HSBC SAUDI ARABIA ET THE SAUDI BRITISH BANK (SABB) POUR HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC)
SERBIE*	UNICREDIT BANK SERBIA JSC POUR UNICREDIT BANK AUSTRIA AG
SINGAPOUR	DBS BANK LTD.
SINGAPOUR	STANDARD CHARTERED BANK – SINGAPORE BRANCH
SINGAPOUR	THE HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC) - SINGAPORE BRANCH
SLOVAQUIE	CITIBANK EUROPE PLC, POBOCKA ZAHRANICNEJ BANKY POUR CITIBANK, N.A.
SLOVÉNIE	UNICREDIT BANKA SLOVENIJA DD POUR UNICREDIT BANKA SLOVENIJA DD ET UNICREDIT S.P.A.
AFRIQUE DU SUD	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE JOHANNESBURG BRANCH
AFRIQUE DU SUD	STANDARD CHARTERED BANK, JOHANNESBURG BRANCH
CORÉE DU SUD*	CITIBANK KOREA INC. POUR CITIBANK, N.A.
CORÉE DU SUD*	KEB HANA BANK
CORÉE DU SUD*	THE HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED - KOREA BRANCH
ESPAGNE	BANCO BILBAO VIZCAYA ARGENTARIA SA
ESPAGNE	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES, SUCURSÁL EN ESPAÑA
ESPAGNE	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE SUCURSÁL EN ESPAÑA
SRI LANKA*	THE HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC) - SRI LANKA BRANCH
SWAZILAND*	STANDARD BANK SWAZILAND LTD. POUR STANDARD BANK OF SOUTH AFRICA LIMITED

SUÈDE	NORDEA BANK AB (PUBL)
SUÈDE	SKANDINAVISKA ENSKILDA BANKEN AB (PUBL)
SUISSE	CREDIT SUISSE (SWITZERLAND) LTD.
SUISSE	UBS SWITZERLAND AG
TAÏWAN*	BANK OF TAIWAN
TAÏWAN*	HSBC BANK (TAIWAN) LIMITED POUR HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC)
TAÏWAN*	JP MORGAN CHASE BANK, N.A., TAIPEI BRANCH** <i>L'ACCÈS AUX SERVICES DE CE SOUS-DÉPOSITAIRE EST RESTREINT.</i>
TAÏWAN*	STANDARD CHARTERED BANK (TAIWAN) LTD POUR STANDARD CHARTERED BANK
TANZANIE*	STANDARD CHARTERED BANK TANZANIA LIMITED ET STANDARD CHARTERED BANK (MAURITIUS) LIMITED POUR STANDARD CHARTERED BANK
THAÏLANDE	THE HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC) – THAILAND BRANCH
THAÏLANDE*	STANDARD CHARTERED BANK (THAI) PUBLIC COMPANY LIMITED POUR STANDARD CHARTERED BANK
TRANSNATIONAL (CLEARSTREAM)	BROWN BROTHERS HARRIMAN & CO. (BBH&CO.)
TRANSNATIONAL (EUROCLEAR)	BROWN BROTHERS HARRIMAN & CO. (BBH&CO.)
TUNISIE*	UNION INTERNATIONALE DE BANQUES (UIB)
TURQUIE	CITIBANK ANONIM SIRKETI POUR CITIBANK, N.A.
TURQUIE	DEUTSCHE BANK A.S. POUR DEUTSCHE BANK A.S. ET DEUTSCHE BANK AG
OUGANDA*	STANDARD CHARTERED BANK UGANDA LIMITED POUR STANDARD CHARTERED BANK
UKRAINE*	JOINT STOCK COMPANY "CITIBANK" (JSC "CITIBANK") POUR CITIBANK, N.A.
ÉMIRATS ARABES UNIS	HSBC BANK MIDDLE EAST LIMITED POUR HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC)
ROYAUME-UNI	CITIBANK, N.A., LONDON BRANCH
ROYAUME-UNI	HSBC BANK PLC
ÉTATS-UNIS	BBH&CO.
URUGUAY	BANCO ITAÚ URUGUAY S.A. POUR BANCO ITAÚ URUGUAY S.A. ET ITAÚ UNIBANCO
VIETNAM*	HSBC BANK (VIETNAM) LTD. POUR HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED (HSBC)
ZAMBIE*	STANDARD CHARTERED BANK ZAMBIA PLC POUR STANDARD CHARTERED BANK
ZIMBABWE*	STANDARD CHARTERED BANK ZIMBABWE LIMITED POUR STANDARD CHARTERED BANK

* Sur ces marchés, les liquidités détenues par les clients doivent être déposées auprès du sous-dépositaire. Pour tous les autres marchés, les liquidités détenues par les clients doivent être déposées auprès de BBH & Co. ou de l'une de ses sociétés affiliées.

ANNEXE VI

Informations sur le marché cible

Baillie Gifford Worldwide Japanese Fund

Type de plan : fonds OPCVM
Non complexe

Ce Compartiment convient à tous les investisseurs qui recherchent un fonds visant la croissance sur un horizon à long terme comme élément essentiel ou composant d'un portefeuille d'investissements. Le Compartiment facilite l'accès à l'investissement. Les investisseurs devraient s'attendre à supporter des pertes. Ce Compartiment convient à la distribution au grand public. Ce Compartiment pourrait ne pas convenir aux investisseurs hors du marché cible.

Baillie Gifford Worldwide Positive Change Fund

Type de plan : fonds OPCVM
Non complexe

Ce Compartiment convient à tous les investisseurs qui recherchent un fonds se concentrant sur une évolution positive visant la croissance sur un horizon à long terme comme élément essentiel ou composant d'un portefeuille d'investissements. Le Compartiment facilite l'accès à l'investissement. Les investisseurs devraient s'attendre à supporter des pertes. Ce Compartiment convient à la distribution au grand public. Ce Compartiment pourrait ne pas convenir aux investisseurs hors du marché cible.

SUPPLÉMENT PAYS

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES POUR LES INVESTISSEURS NON QUALIFIÉS EN SUISSE

Ce Supplément daté du 1^{er} février 2019 fait partie intégrante du Prospectus de Baillie Gifford Worldwide Funds plc (la « Société ») daté du 1^{er} février 2019, tel qu'amendé en tant que de besoin (le « Prospectus »), et doit être lu conjointement avec ce dernier.

Les termes utilisés dans le présent Supplément ont le même sens que dans le Prospectus.

La Société peut offrir et distribuer des Actions des compartiments suivants (chacun le « Compartiment », collectivement les « Compartiments ») aux investisseurs non qualifiés en Suisse :

- Baillie Gifford Worldwide Japanese Fund
- Baillie Gifford Worldwide Positive Change Fund

Les informations fournies ci-après concernent l'offre d'Actions en Suisse :

1. REPRÉSENTANT

Le représentant de la Société en Suisse est Carnegie Fund Services S.A., 11, rue du Général-Dufour, 1204 Genève, Suisse, tél. : +41 (0)22 705 11 78, (le « **Représentant** »). Le Représentant est une société à responsabilité limitée de droit suisse enregistrée auprès du Registre du commerce de Genève sous le numéro CHE-110.159.625 et autorisée par la FINMA à agir en tant que représentant suisse, conformément aux art. 13 et 123 LPCC, ce qui lui confère le droit de représentation et de distribution de placements collectifs étrangers, en vertu de l'art. 119 et s. LPCC.

2. SERVICE DE PAIEMENT

Le service de paiement de la Société en Suisse est la Banque Cantonale de Genève, 17, quai de l'Île, 1204 Genève, Suisse.

3. LIEU DE DISTRIBUTION DES DOCUMENTS IMPORTANTS

Le Prospectus partiel et les documents d'Informations clés pour l'investisseur pour la Suisse, l'Acte constitutif et les Statuts, ainsi que les extraits des rapports annuel et semestriel de la Société peuvent être obtenus gratuitement auprès du Représentant en Suisse.

4. PUBLICATIONS

Les publications pour la Suisse concernant la Société sont disponibles sur la plate-forme électronique www.fundinfo.com.

Les prix d'émission et de rachat ou la Valeur liquidative (avec la mention « hors commissions ») doivent être publiés quotidiennement sur www.fundinfo.com à chaque émission ou rachat d'Actions au titre de toutes les Catégories d'Actions.

5. VERSEMENT DE RÉTROCESSIONS ET OCTROI DE RABAIS

a. Rétrocessions

Le Gestionnaire d'investissement et ses mandataires peuvent verser des rétrocessions afin de rémunérer l'activité de distribution des Actions en Suisse ou à partir de la Suisse. Cette indemnité permet notamment de rémunérer les prestations suivantes :

- activités de commercialisation et de distribution en Suisse ;
- tenue adéquate des données des investisseurs et de la documentation conformément aux lois et réglementations applicables ;
- entretien des relations avec les investisseurs, notamment le traitement des requêtes et des réclamations et leur transmission à la Société ;
- transmission aux investisseurs des documents de la Société au titre des Compartiments (notamment les rapports annuel et semestriel, les documents de constitution, les contrats importants, le Prospectus et les documents d'Informations clés pour l'investisseur) ;
- distribution du matériel commercial et des documents d'offre aux investisseurs potentiels conformément aux lois et réglementations applicables ;
- conseil en investissement aux investisseurs potentiels conformément aux lois et réglementations applicables ; et
- exécution des procédures de *due diligence* à l'égard des investisseurs, des mesures de lutte contre le blanchiment d'argent et des procédures de vérification visant à mieux connaître les clients (*know your client checks*) conformément aux lois et réglementations applicables.

Les rétrocessions ne sont pas considérées comme des rabais, même si elles sont au final intégralement ou partiellement reversées aux investisseurs.

Les bénéficiaires des rétrocessions garantissent une publication transparente et informent les investisseurs spontanément et gratuitement du montant des rémunérations qu'ils pourraient recevoir pour la distribution.

A la demande, ils communiquent les montants effectivement perçus pour la distribution des placements collectifs de capitaux aux investisseurs.

b. Rabais

Le Gestionnaire d'investissement et ses mandataires peuvent verser des rabais directement aux investisseurs, sur demande, dans le cadre de la distribution en Suisse ou à partir de Suisse. Les rabais servent à réduire les frais ou coûts incombant aux investisseurs concernés. Les rabais sont autorisés sous réserve des points suivants :

- ils sont prélevés sur les commissions perçues par le Gestionnaire d'investissement et ne représentent donc pas une charge supplémentaire sur les actifs des Compartiments ;
- ils sont octroyés sur la base de critères objectifs ; et
- tous les investisseurs remplissant ces critères et demandant les rabais en bénéficient dans le même délai et dans la même mesure.

Pour l'octroi de rabais, le Gestionnaire d'investissement adopte les critères objectifs suivants :

- le volume souscrit par l'investisseur concerné ou le volume total qu'il détient dans la Société ou, le cas échéant, dans les produits offerts par le promoteur.

À la demande de l'investisseur, le Gestionnaire d'investissement communique gratuitement le montant des rabais correspondants.

6. LIEU D'EXÉCUTION ET FOR

Le lieu d'exécution et le for se trouvent au siège social du Représentant pour les Actions distribuées en Suisse ou à partir de la Suisse.

Pour de plus amples informations sur les commissions et dépenses, veuillez vous référer au chapitre « Commissions et dépenses » du Prospectus.

Les Administrateurs de Baillie Gifford Worldwide Funds plc, dont les noms apparaissent dans le Prospectus, assument la responsabilité à l'égard des informations contenues dans ce Supplément. À la connaissance des Administrateurs (qui ont pris toutes les mesures raisonnables pour s'en assurer), ces informations sont conformes à la réalité et n'omettent aucun élément susceptible d'en affecter la teneur.
